

La présente notice d'offre constitue une offre de titres uniquement dans les territoires où ils peuvent être légalement mis en vente et uniquement à des personnes à qui ils peuvent être légalement offerts. La présente notice d'offre ne s'adresse pas aux personnes non-résidentes du Canada ni à toute personne vivant aux États-Unis; les demandes de souscription venant de ces personnes ne seront pas acceptées. La présente notice d'offre ne constitue ni un prospectus, ni une publicité, ni un appel public à l'épargne portant sur ces titres et dans aucun cas elle ne doit être interprétée en ce sens. Mis à part ce qui est indiqué dans la présente notice d'offre et les documents de marketing de la Fiducie, aucune personne n'a été autorisée à donner des renseignements ou à faire des déclarations à l'égard de la Fiducie ou des titres offerts aux présentes et nul ne saurait se fier à tous renseignements ou à toutes représentations ainsi donnés.

Placement privé

NOTICE D'OFFRE

31 janvier 2025



1700 – 745 Thurlow St., Vancouver (Colombie-Britannique) V6E 0C5

n° de téléphone : 604 689-0821 n° de télécopieur : 604 638-2775

[www.trezcapital.com](http://www.trezcapital.com)

[is@trezcapital.com](mailto:is@trezcapital.com)

**Trez Capital Prime Trust (la « Fiducie ») n'est pas un émetteur assujéti et ses titres ne sont pas cotés en Bourse ni négociés sur un marché.**

<b>Émetteur</b>	La Fiducie est un fonds privé de placement à capital variable établi conformément aux lois de la Colombie-Britannique le 5 janvier 2006.
<b>Déclarant SEDAR :</b>	La Fiducie dépose seulement les documents requis conformément à l'article 2.9 du <i>Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus</i> auprès de SEDAR; elle n'y dépose pas de documents d'information sur une base continue comme sont tenus de le faire les émetteurs assujétis.
<b>Titres offerts :</b>	Parts des séries A, F et I.
<b>Prix par titre :</b>	Le prix de souscription s'établit à 10 \$ par part.
<b>Offre minimale/maximale :</b>	<b>Il n'y a pas d'offre minimale ou maximale. Vous êtes peut-être le seul acheteur.</b>
<b>Achat minimal :</b>	500 parts (5 000 \$)
<b>Conditions de paiement :</b>	Traite bancaire, chèques certifiés ou virement bancaire à la clôture.
<b>Date(s) de clôture proposée(s) :</b>	Offre continue. Des clôtures peuvent survenir de temps à autre à mesure que les souscriptions sont reçues.
<b>Incidences fiscales :</b>	Ces titres comportent d'importantes incidences fiscales. Voir « Incidences fiscales ».
<b>Fonds insuffisants :</b>	<b>Les fonds disponibles aux termes de la présente offre pourraient ne pas être suffisants pour atteindre les objectifs que nous proposons. Voir « Objectifs et politiques – Fonds insuffisants ».</b>
<b>Indemnités versées aux vendeurs et aux trouveurs :</b>	Une personne a touché ou touchera une indemnité pour la vente des parts de cette offre. Voir « Indemnités versées aux vendeurs et aux trouveurs ».
<b>Restrictions à la revente :</b>	Il vous sera interdit de vendre vos titres pendant une période indéterminée. Voir « Restrictions à la revente ».
<b>Paiements à une partie liée :</b>	Une partie de votre placement servira au paiement d'une partie liée à la Fiducie. Voir « <i>Utilisation des fonds disponibles</i> ».
<b>Certaines opérations entre parties liées :</b>	Cette Notice d'offre renferme des renseignements à l'égard d'une ou de plusieurs opérations entre la Fiducie et des parties liées. Voir « Opérations entre parties liées ».
<b>Conditions relatives au rachat :</b>	<b>Vous avez le droit d'exiger de la Fiducie qu'elle rachète les parts que vous détenez, toutefois ce droit est conféré en vertu de certaines conditions, notamment que les parts sont rachetables à la demande des</b>

**porteurs de parts moyennant un préavis écrit de trente (30) jours à un prix de rachat égal à : (i) à tout moment jusqu'au premier anniversaire de leur émission, 99 % de leur prix de souscription; et (ii) par la suite, au prix de souscription. Un placement dans les parts de la Fiducie devrait être considéré comme un placement à moyen ou à long terme. Bien que les parts soient assorties d'un droit de rachat, sous réserve de certaines restrictions notables, il n'est aucunement garanti que les porteurs de parts pourront se prévaloir d'un événement de liquidité à court terme advenant la concrétisation de certains facteurs de risque mentionnés aux présentes, mis à part les distributions en espèces reçues à l'égard des parts de la Fiducie. Conséquemment, vous pourriez ne pas recevoir le montant de produit voulu. Voir « Titres offerts – Droit de rachat des porteurs de parts ».**

**Droits de l'acheteur :**

Vous avez deux (2) jours ouvrables pour annuler votre contrat d'achat de ces titres. Si la présente Notice d'offre contient de fausses déclarations, vous avez le droit d'intenter une poursuite pour dommages-intérêts ou d'annuler le contrat. Voir « Droits d'action contractuels et légaux des acheteurs ».

**Aucune autorité de réglementation en valeurs mobilières n'a évalué le bien-fondé de ces titres ni examiné la présente notice d'offre. Toute déclaration contraire constitue une infraction. Il s'agit d'un investissement risqué. Voir « Facteurs de risque ».**

## TABLE DES MATIÈRES

<b>RÉSUMÉ</b> .....	<b>1</b>
<b>GLOSSAIRE</b> .....	<b>11</b>
<b>DEVISE CANADIENNE</b> .....	<b>16</b>
<b>ÉNONCÉS PROSPECTIFS</b> .....	<b>16</b>
<b>INTERPRÉTATION</b> .....	<b>16</b>
<b>DOCUMENTS INTÉGRÉS PAR RENVOI</b> .....	<b>16</b>
<b>UTILISATION DES FONDS DISPONIBLES</b> .....	<b>17</b>
Produit des souscriptions et fonds disponibles .....	17
Utilisation du produit net des souscriptions.....	17
<b>LA FIDUCIE</b> .....	<b>18</b>
Structure .....	18
Activités de la Fiducie .....	18
Stratégies de placement .....	18
Prêts hypothécaires.....	18
Processus de placement .....	19
Relations organisationnelles .....	26
Portefeuille hypothécaire de la Fiducie au 30 septembre 2024 .....	27
Rapprochement du portefeuille d’hypothèques avec les états financiers intermédiaires résumés non vérifiés (ÉFI) : .....	29
Rendement du portefeuille .....	29
Nouvelles récentes.....	29
Prêts en souffrance et biens saisis.....	30
<b>OBJECTIFS ET POLITIQUES</b> .....	<b>31</b>
Objectif opérationnel .....	31
Objectifs à court terme .....	31
Fonds insuffisants .....	31
Stratégies de placement .....	31
Restrictions en matière de placement .....	31
<b>APERÇU DE L’INDUSTRIE ET DU SECTEUR</b> .....	<b>32</b>
Marché de l’investissement immobilier au Canada et aux États-Unis.....	32
Industrie du prêt hypothécaire au Canada et aux États-Unis .....	35
Aperçu des secteurs immobiliers dans lesquels la Fiducie peut investir .....	35
<b>DISTRIBUTIONS</b> .....	<b>39</b>
Distributions mensuelles .....	39
Distribution à la dissolution de la Fiducie .....	41
<b>ACCORDS IMPORTANTS</b> .....	<b>41</b>
<b>RÉSUMÉ DE LA DÉCLARATION DE FIDUCIE</b> .....	<b>42</b>
Assemblées des porteurs de parts et résolutions.....	42
Questions nécessitant l’approbation des porteurs de parts .....	42
Modifications apportées à la déclaration de Fiducie par le gestionnaire .....	43
Fusions autorisées.....	44
Présentation de l’information aux porteurs de parts .....	45
Aucun certificat .....	45
Responsabilité des porteurs de parts.....	45

Dissolution de la Fiducie .....	46
<b>CALCUL DE LA VALEUR LIQUIDATIVE .....</b>	<b>47</b>
Politique d'évaluation.....	47
Valeur liquidative de la Fiducie.....	47
<b>OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES .....</b>	<b>48</b>
<b>ADMINISTRATEURS, MEMBRES DE LA DIRECTION, PROMOTEURS ET PORTEURS PRINCIPAUX .....</b>	<b>49</b>
Trez Capital Fund Management Limited Partnership (le « gestionnaire »).....	49
Honoraires du gestionnaire.....	51
Frais de la Fiducie .....	52
Trez Capital Limited Partnership (le courtier en hypothèques).....	52
Conseil des gouverneurs.....	59
Fiduciaire.....	62
Politiques et procédures du gestionnaire .....	62
Dépositaire.....	63
Promoteurs.....	63
<b>PORTEURS PRINCIPAUX DE LA FIDUCIE .....</b>	<b>63</b>
<b>STRUCTURE DE CAPITAL .....</b>	<b>63</b>
Structure .....	63
Ventes et rachats antérieurs .....	64
<b>TITRES OFFERTS .....</b>	<b>65</b>
Description des parts offertes .....	65
Séries .....	66
Politique en matière de change et de couverture .....	67
Aucun transfert de parts.....	67
Liquidité .....	67
Regroupement et subdivision .....	67
Droit de rachat des porteurs de parts .....	67
Suspension des rachats .....	68
Opérations à court terme .....	68
Rachat à la demande du gestionnaire.....	68
<b>SOUSCRIPTION DE PARTS .....</b>	<b>69</b>
Procédure de souscription.....	69
<b>INCIDENCES FISCALES.....</b>	<b>71</b>
Statut de la Fiducie .....	72
Imposition de la Fiducie .....	72
Imposition des porteurs de parts.....	73
Déclaration des renseignements fiscaux .....	76
Placements des régimes à prestations différées .....	77
<b>INDEMNITÉS VERSÉES AUX VENDEURS ET AUX TROUVEURS .....</b>	<b>77</b>
Commissions de vente.....	77
Déduction pour opérations à court terme.....	77
Rémunération du courtier .....	77
<b>FACTEURS DE RISQUE.....</b>	<b>78</b>
Rendement des parts déterminé en fonction du portefeuille hypothécaire .....	78
Évolution des valeurs immobilières.....	78

Technologie et sécurité de l'information.....	79
Concentration et composition du portefeuille hypothécaire.....	80
Aucun marché.....	80
Placements non garantis ou non assurés.....	80
Manque de liquidité.....	81
Financement subordonné.....	81
Degré d'endettement.....	81
Sensibilité aux taux d'intérêt.....	81
Risque transfrontalier.....	82
Questions fiscales.....	82
Syndication de prêts - affectation des revenus (pertes).....	83
Couverture.....	83
Risques liés aux prolongations et aux défauts de paiement d'hypothèques.....	83
Forclusion et coûts connexes.....	84
Dépendance envers le gestionnaire/courtier en hypothèques.....	84
Rôle très limité du conseil des gouverneurs.....	84
Restrictions relatives au rachat.....	84
Crise sanitaire publique.....	85
Nature des parts.....	85
Conflits d'intérêts potentiels.....	85
Disponibilité des investissements.....	86
Frais et coûts de transaction.....	86
Responsabilité personnelle possible des porteurs de parts.....	86
<b>CONFLITS D'INTÉRÊTS ET INTÉRÊTS DE LA DIRECTION ET D'AUTRES DANS LES OPÉRATIONS IMPORTANTES.....</b>	<b>86</b>
Général.....	86
Autres activités concurrentes du gestionnaire et des membres de son groupe.....	87
<b>VÉRIFICATEURS.....</b>	<b>88</b>
<b>AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES ET AGENT DES TRANSFERTS.....</b>	<b>88</b>
<b>QUESTIONS JURIDIQUES ET FISCALES.....</b>	<b>88</b>
<b>OBLIGATIONS D'INFORMATION CONTINUE À L'ÉGARD DES INVESTISSEURS.....</b>	<b>88</b>
<b>RESTRICTIONS À LA REVENTE.....</b>	<b>88</b>
<b>DROITS D'ACTION CONTRACTUELS ET LÉGAUX DES ACHETEURS.....</b>	<b>88</b>
<b>ÉTATS FINANCIERS.....</b>	<b>95</b>
<b>CERTIFICAT DE LA FIDUCIE ET DU PROMOTEUR.....</b>	<b>XX</b>

## RÉSUMÉ

*Le texte qui suit est un résumé de certains renseignements contenus dans la présente notice d'offre, et il y a lieu de se reporter aux renseignements plus détaillés et supplémentaires contenus ailleurs dans la présente notice.*

- Offre :** Un placement continu de parts de Fiducie de séries A, F et I. Il n'y a pas de montant d'offre minimal ou maximal. Voir « Souscription de parts ». Un souscripteur dont la souscription est acceptée deviendra un porteur de parts de la Fiducie.
- Prix de souscription :** Le prix de souscription par part est de 10,00 \$.
- Souscription minimale :** La souscription minimale est de 500 parts (5 000 \$). Les résidents de certaines provinces peuvent être limités quant au montant qu'ils peuvent investir lorsqu'ils se fient à la présente notice d'offre. Voir « Souscription de parts ».
- Objectif opérationnel :** L'objectif opérationnel de la Fiducie est de préserver le capital investi et de générer un revenu régulier pour les investisseurs en investissant dans un portefeuille de prêts hypothécaires de premier ordre choisis par le courtier en hypothèques. Un prêt hypothécaire de premier ordre est une hypothèque de premier rang qui garantit un prêt ne dépassant pas 75 % de la valeur du bien immobilier au moment du financement. La Fiducie investira dans des prêts garantis par des biens immobiliers au Canada et aux États-Unis. La Fiducie peut également acheter ou vendre ces hypothèques de premier ordre. La Fiducie est une source de financement pour les activités de prêts hypothécaires du courtier en hypothèques. Voir « Objectifs et politiques – Stratégies de placement » et « Conflits d'intérêts et intérêts de la direction et d'autres dans les opérations importantes ».
- La stratégie de la Fiducie consiste à investir dans des prêts hypothécaires de premier ordre qui privilégient le financement de court à moyen terme destiné aux investisseurs et aux promoteurs immobiliers jugés admissibles par le gestionnaire. Le gestionnaire utilisera les stratégies de prêt et les avantages concurrentiels bien établis du courtier en hypothèques, à savoir : (i) la souplesse des modalités de la structure; (ii) la rapidité et la certitude de l'exécution; et (iii) sa capacité à générer un flux d'opérations.
- En général, les prêts hypothécaires génèrent un revenu en touchant des paiements d'intérêt qui sont habituellement payables périodiquement tout au long de la durée des prêts hypothécaires ou à leur échéance. Tous les prêts hypothécaires seront garantis par des biens immobiliers composés principalement de biens résidentiels (généralement les maisons unifamiliales sont non comprises), de bureaux, des commerces, des établissements industriels, des hôtels ou d'autres biens commerciaux. Les hypothèques peuvent être de premier rang, de rang inférieur dans une hypothèque de premier rang ou de rang subséquent, et les hypothèques individuelles peuvent être garanties par plus d'une propriété appartenant au même débiteur hypothécaire. Voir « Objectifs et politiques – Restrictions en matière de placement ».
- Syndication de prêts :** Le gestionnaire permettra à des tiers de participer à des tranches de rang supérieur d'une hypothèque et à des tiers, à d'autres entités de placement qu'il gère (« **Fonds affiliés** ») et à des coentreprises de participer à des prêts qui prendront un rang égal ou inférieur à celui de la Fiducie. Le processus de syndication offre la possibilité de fournir à une entité dont la tolérance au risque est faible une portion de premier rang plus sûre au sein d'un prêt hypothécaire, avec des portions de second rang progressivement plus risquées et à rendement plus élevé aux entités dont la tolérance au risque est plus élevée. Ces arrangements auprès de tiers, de fonds affiliés et de coentreprises permettent au gestionnaire, entre autres, de réduire l'exposition de la Fiducie à une seule hypothèque, de promouvoir la diversification au sein de la

Fiducie, de répartir adéquatement les risques relatifs aux hypothèques, de fournir un rendement plus élevé et de générer des liquidités pour la Fiducie.

La Fiducie détiendra une participation dans les hypothèques pour lesquelles le gestionnaire a permis aux tiers (comme des banques, des sociétés de fiducie et d'autres investisseurs hypothécaires) d'investir dans une portion de rang supérieur desdites hypothèques à des taux d'intérêt moins élevés. Ce faisant, la Fiducie est en mesure de conserver un montant disproportionné de revenus d'intérêts par rapport à la taille de la position de rang inférieur dans les prêts hypothécaires qu'elle conserve. Cette pratique, parfois appelée « subdivision d'un prêt en plusieurs tranches », permet à la Fiducie d'accroître efficacement son rendement tout en utilisant moins de capital pour chaque placement hypothécaire (ce qui diversifie davantage le portefeuille de la Fiducie) et au gestionnaire de généralement conserver le contrôle sur l'administration des prêts hypothécaires. Le gestionnaire est d'avis que la subdivision en tranches améliorera les rendements rajustés en fonction du risque puisque le taux d'intérêt reçu par la Fiducie sera considérablement plus élevé que le taux qu'elle aurait obtenu en vertu d'un prêt hypothécaire non réparti équivalent. Voir « La Fiducie – Syndication de prêts ».

**Séries :**

Les parts peuvent être émises en séries (« **séries** »). Les séries en circulation sont de la même catégorie et ont les mêmes objectifs, stratégies et restrictions, mais diffèrent en ce qui concerne une ou plusieurs de leurs caractéristiques, comme les frais et les distributions, comme il est indiqué dans la présente notice d'offre. La valeur liquidative par part de chaque série sera la même, mais les distributions attribuables à chaque série de parts différeront en raison de la déduction des montants payables à l'égard des commissions de suivi pour les parts de série A et des frais de gestion inférieurs payables à l'égard des parts de série I. Le gestionnaire peut, en tout temps et de temps à autre, autoriser la Fiducie à émettre des séries supplémentaires sans l'autorisation des porteurs de parts. Chaque série participera au même portefeuille d'hypothèques et de placements intermédiaires autorisés sur une base *pari passu*. Voir « Résumé de la déclaration de Fiducie » et « Titres offerts – Description des parts offertes ».

Les achats de parts peuvent être effectués au moyen d'un placement direct ou par l'entremise du réseau de règlement exploité par FundSERV Inc. en utilisant les codes suivants :

Parts de série A : TRZ – 400

Parts de série F : TRZ – 410

Parts de série I : TRZ – 420

**Politique de distribution :**

La Fiducie versera une distribution à chaque porteur de parts inscrit à la fin de chaque mois civil. Pour chaque fin de mois (autre que le mois se terminant le 31 décembre), le gestionnaire distribuera un montant qu'il juge approprié. Ces distributions mensuelles seront versées à terme échu au plus tard le 10<sup>e</sup> jour suivant le mois auquel la distribution se rapporte.

La distribution devant être versée à l'égard de la fin de l'exercice terminé le 31 décembre (la « **distribution finale de fin d'exercice** ») correspondra à au moins 100 % du revenu imposable de la Fiducie pour la série applicable, moins les pertes autres qu'en capital subies au cours de l'année ou des années antérieures et reportées, le cas échéant, moins toute réserve que le gestionnaire juge appropriée et toute distribution antérieure effectuée au cours de cette année.

La distribution finale de fin d'exercice sera effectuée en deux versements. Le premier paiement de la distribution finale de fin d'exercice sera effectué au plus tard le 10<sup>e</sup> jour suivant la fin de l'exercice, selon un montant déterminé de la même manière que les distributions de fin de mois. Le deuxième paiement, s'il y a lieu, pour la

distribution finale de fin d'exercice sera versé à terme échu au plus tard le 15 mars suivant la fin de l'exercice, pour un montant égal à tout montant payable en sus des distributions déjà versées. Conformément aux modalités de la déclaration de Fiducie, le gestionnaire a toujours déterminé que les porteurs de parts inscrits au 31 décembre de chaque année auront droit à la distribution finale de fin d'exercice.

Au cours de chaque exercice, les distributions mensuelles seront proportionnelles au nombre de jours pendant lesquels les parts ont été émises et en circulation au cours du mois auquel la distribution se rapporte. Le deuxième versement de la distribution finale de fin d'exercice sera proportionnel au nombre de jours pendant lesquels les parts ont été émises et en circulation au cours de l'exercice auquel la distribution se rapporte.

**Les porteurs de parts qui font racheter leurs parts avant la fin d'un mois ou d'un exercice ne participeront pas aux distributions pour ce mois ou pour la distribution finale de fin d'exercice, selon le cas. À des fins de clarté, le rachat d'un porteur de parts qui est payé le dernier jour d'un mois ne donnera pas droit à la distribution mensuelle de ce mois-là, ce qui inclut la distribution en fin d'exercice dans le cas d'un rachat payé le 31 décembre.**

Sous réserve du choix d'un porteur de parts de recevoir des distributions en espèces, les distributions de la Fiducie seront versées en parts.

Ainsi, par défaut, un porteur de parts recevra des distributions sous forme de parts. Afin de recevoir des distributions en espèces, le porteur de parts doit choisir de recevoir des distributions en espèces au moment de l'achat ou aviser le gestionnaire par écrit au moins cinq (5) jours ouvrables avant la date de clôture des registres pour fins de distribution.

Si la Fiducie a un revenu imposable supérieur à son bénéfice comptable, elle peut effectuer des distributions de ce revenu imposable en parts. Une telle distribution serait suivie d'un regroupement des parts afin de maintenir la valeur liquidative par part à 10,00 \$. Le paiement du revenu par la distribution de parts peut faire en sorte que les porteurs de parts aient un impôt à payer sans distribution correspondante en espèces pour payer cet impôt.

La Fiducie a l'intention de distribuer son bénéfice net et ses gains en capital nets réalisés, le cas échéant, au cours de l'exercice où ils sont gagnés ou réalisés afin de s'assurer qu'aucun impôt sur le revenu n'est payable par la Fiducie. Si les distributions aux porteurs de parts dépassent le bénéfice net et les gains en capital nets réalisés, le cas échéant, de la Fiducie, le prix de base rajusté des parts des porteurs de parts sera généralement réduit. Par ailleurs, la Fiducie peut comptabiliser ces distributions excédentaires à titre d'avances aux porteurs de parts, lesquelles sont remboursées au moyen d'une réduction des distributions de l'année suivante. Voir « Distributions » et « Incidences fiscales ».

**Politique en matière de change et de couverture :**

La Fiducie peut investir dans des placements sous forme de prêts hypothécaires libellés en dollars américains. Afin d'atténuer les effets défavorables d'une baisse du dollar américain par rapport au dollar canadien entre le moment où la Fiducie acquiert un placement dans un prêt hypothécaire libellé en dollars américains et le moment où un placement dans un prêt libellé en dollars américains est remboursé, la Fiducie effectuera des opérations de couverture de change. Voir « Titres offerts – Politique en matière de change et de couverture ».

**Rachat par les porteurs de parts :**

Sous réserve des restrictions ci-après, les parts sont rachetables à la demande des porteurs de parts, moyennant un préavis écrit de trente jours, à un prix de rachat égal à :

- (i) à tout moment jusqu'au premier anniversaire de leur émission, 99 % de leur prix de souscription; et
- (ii) par la suite, au prix de souscription.



Le gestionnaire peut à l'occasion suspendre les rachats ou mettre fin à la Fiducie lorsque le prix de rachat dépasse la valeur liquidative par part. Le gestionnaire n'est pas tenu d'accepter des avis de rachat pour des montants dépassant, au total, 5 % de la valeur liquidative de la Fiducie à ce moment, au cours d'un mois civil donné.

Le gestionnaire peut également suspendre le rachat de parts, ou reporter le jour du paiement ou le droit de rachat, pour une période d'au plus 180 jours, pendant toute période au cours de laquelle il détermine que des conditions rendent la vente des actifs de la Fiducie impossible ou empêchent le gestionnaire de déterminer la valeur des actifs qu'il détient. Une telle suspension prendra effet au moment précisé par le gestionnaire et, par la suite, il n'y aura aucun rachat de parts au cours de la période de 180 jours jusqu'à ce que le gestionnaire déclare la fin de la suspension.

**Clôture :**

Les clôtures auront lieu aux dates déterminées par le gestionnaire.

**Honoraires du gestionnaire :**

Aux termes de la déclaration de Fiducie, aux fins du calcul des honoraires du gestionnaire, chaque série est réputée avoir droit à sa quote-part de l'actif brut annuel moyen. Le gestionnaire aura le droit de recevoir des frais annuels correspondant à 1,5 % de la quote-part des parts de série A et des parts de série F de l'actif brut annuel moyen (les « **frais de gestion des séries A et F** ») et des frais annuels correspondant à un pourcentage à négocier par le gestionnaire et le porteur de parts de la quote-part des parts de série I de l'actif brut annuel moyen (les « **frais de gestion de série I** »). En outre, le gestionnaire a le droit de recevoir des honoraires annuels (les « **honoraires incitatifs** ») correspondant à 10 % des honoraires incitatifs de la Fiducie. Les frais de gestion sont payés mensuellement, à terme échu, et doivent être estimés et payés pour chaque mois (autre que le mois se terminant le 31 décembre), 15 jours après la fin de chaque mois. Le paiement dû pour le mois se terminant le 31 décembre sera déterminé en tenant compte des paiements antérieurs effectués sur une base estimative et sera versé au plus tard le 15 mars suivant ce mois. Les honoraires incitatifs sont versés en même temps que le dernier paiement de fin d'exercice aux porteurs de parts. La Fiducie sera tenue de payer la TPS ou les autres taxes applicables sur ces frais.

Voir « Administrateurs, membres de la direction, promoteurs et porteurs principaux – Honoraires du gestionnaire ».

**Frais de courtage en hypothèques :**

Le courtier en hypothèques montera des prêts hypothécaires (à l'exception des hypothèques dans l'État de la Californie) pour le compte de la Fiducie et agira à titre de courtier en hypothèques de la Fiducie. Les sociétés affiliées du courtier en hypothèques, Trez Capital Texas L.P. (« **Trez Texas** ») et Trez Capital Group (New York) LP (« **Trez New York** ») et collectivement avec le Mortgage Broker-California, les « **Initiateurs** », constitueront également des prêts hypothécaires pour le compte du courtier en hypothèques, et le courtier en hypothèques effectuera son examen préalable habituel du placement proposé.

Trez Capital (US) Limited Partnership (« **Mortgage Broker-California** ») montera des prêts hypothécaires californiens pour le compte de la Fiducie et agira à titre de courtier des prêts hypothécaires californiens pour le compte de la Fiducie.

Le courtier en hypothèques peut percevoir des frais de courtage en plaçant des hypothèques sur des propriétés et en faisant preuve de diligence raisonnable. Dans le cas d'hypothèques consenties par le courtier en hypothèques ou ses sociétés affiliées, ces frais seront généralement payés par l'emprunteur et le courtier en hypothèques n'imposera aucuns frais à la Fiducie. Dans certains cas où la Fiducie accepte de participer à un prêt sans frais de courtage, le courtier en hypothèques imputera les frais de courtage à la Fiducie, et les frais de courtage pourront être déduits des paiements d'intérêt autrement payables à la Fiducie. Dans le cas d'hypothèques ou de participations dans des hypothèques qui ont été achetées par le courtier en hypothèques auprès de tiers pour son propre compte ou pour le compte de la Fiducie, ces frais peuvent également être déduits des paiements d'intérêt

autrement payables à la Fiducie ou peuvent être payés directement par la Fiducie en raison de la différence entre le prix de souscription payé par le courtier en hypothèques et le prix de souscription payé par la Fiducie. Les frais de courtage facturés à la Fiducie dans de tels cas varieront en fonction de l'importance de l'opération et du montant des frais payables par ailleurs au courtier en hypothèques. Les initiateurs recevront une quote-part des frais d'émission, des commissions d'engagement et des frais de renouvellement des prêts hypothécaires qu'ils consentent à la Fiducie.

Voir « Administrateurs, membres de la direction, promoteurs et porteurs principaux – Honoraires du courtier en hypothèques ».

**Commissions de suivi :** La Fiducie versera des frais de service annuels correspondant à 1,00 % par année du prix de souscription des parts (la « **Commission de suivi** ») aux courtiers inscrits à l'égard des parts de série A, payables mensuellement à terme échu. Le montant de la commission de suivi sera déduit des distributions aux porteurs de parts de série A.

**Utilisation du produit de la vente :** Le produit net des souscriptions sera investi dans des hypothèques de premier ordre. Les placements en prêts hypothécaires seront effectués de la manière indiquée à la rubrique « Objectifs et politiques – Restrictions en matière de placement ». Dans l'attente d'un placement dans des hypothèques de premier ordre, le produit net des souscriptions sera investi dans des placements intermédiaires autorisés. Le gestionnaire déploiera ses efforts commerciaux raisonnables pour faire des placements appropriés du produit net des souscriptions dans des hypothèques de premier ordre dès que possible après chaque clôture.

La Fiducie paiera les frais du présent placement.

**Distribution à la dissolution :** À la dissolution de la Fiducie, les actifs de la Fiducie seront liquidés et le produit distribué de la façon suivante : (a) premièrement, pour acquitter le passif de la Fiducie (y compris les honoraires non payés du gestionnaire) et pour constituer des réserves pour les passifs éventuels de la Fiducie; et (b) deuxièmement, pour racheter les parts au prorata des porteurs de parts. Voir « Distributions – Distribution à la dissolution de la Fiducie ».

**Imposition de la Fiducie et des porteurs de parts :** En règle générale, la Fiducie ne paiera pas d'impôt en vertu de la partie I de la Loi de l'impôt sur son revenu imposable dans la mesure où il est distribué à ses porteurs de parts. Dans des circonstances limitées, la Fiducie peut être tenue de payer un impôt étranger sur le revenu. La Fiducie ne sera pas assujettie à l'impôt à titre de « Fiducie intermédiaire de placement déterminée ». Dans le calcul de leur revenu, les porteurs de parts seront tenus d'inclure le revenu imposable qui leur a été distribué par la Fiducie. Les distributions non incluses dans le revenu d'un porteur de parts, autres que la tranche non imposable des gains en capital nets réalisés, réduiront généralement le prix de base rajusté des parts détenues pour un porteur de parts. Lors d'un rachat ou d'une autre disposition de parts, le porteur de parts réalisera un gain ou subira une perte en capital dans la mesure où le produit de disposition est supérieur ou inférieur au prix de base rajusté des parts. La portion déductible d'une perte en capital doit généralement être déduite des gains en capital imposables réalisés au cours de l'année, l'excédent pouvant être reporté rétrospectivement sur trois ans ou prospectivement indéfiniment, et appliqué aux gains en capital imposables réalisés au cours de ces années antérieures ou ultérieures.

Dans la mesure où les placements de la Fiducie comprennent des actifs libellés en devises autres que le dollar canadien, le revenu tiré de ces actifs doit être déterminé aux fins de la Loi de l'impôt en dollars canadiens, et la Fiducie peut donc constater des gains ou des pertes en raison des fluctuations de la valeur des devises étrangères par rapport au dollar canadien. La Fiducie effectuera également des opérations de couverture à l'égard de placements dans des prêts hypothécaires libellés en devises autres que le dollar canadien, qui visent à réduire les gains ou les pertes découlant des fluctuations de la valeur des devises par rapport au dollar canadien.

Si la Fiducie a un revenu assujéti à l'impôt sur le revenu des États-Unis, cet impôt sera payé par la Fiducie, qui fera alors une désignation qui accordera généralement aux porteurs de parts un crédit pour impôt étranger au titre de l'impôt étranger payé par la Fiducie.

**Placements des régimes à prestations différées :**

La Fiducie est une fiducie de fonds commun de placement au sens de la Loi de l'impôt. À ce titre, les parts de la Fiducie sont des placements admissibles pour les régimes à prestations différées. Voir « Incidences fiscales » pour une analyse de l'admissibilité de la Fiducie à titre de Fiducie de fonds commun de placement.

**Pas de transférabilité :**

Les parts ne seront pas transférables, sauf par l'effet de la loi (comme le décès ou la faillite d'un porteur de parts) ou dans des circonstances où le gestionnaire juge approprié de le faire à son entière discrétion. En outre, les lois sur les valeurs mobilières restreindront et pourraient interdire le transfert de parts. Les parts ne seront inscrites à la cote d'aucune bourse. Voir « Restrictions à la revente ».

**Facteurs de risque :**

Un placement dans la Fiducie comporte un certain nombre de risques. Cette offre ne convient pas aux investisseurs qui ne peuvent se permettre d'assumer des risques modérés relativement à leurs placements. Ces risques comprennent les éléments suivants :

- (a) Le rendement des porteurs de parts sera déterminé par le rendement généré par le portefeuille hypothécaire. Ces investissements sont touchés par la conjoncture économique générale, les taux d'intérêt, les marchés immobiliers locaux, l'attrait de la propriété pour les locataires/acheteurs, la concurrence d'autres propriétés disponibles, les fluctuations des prix du marché et des taux d'occupation, les frais d'exploitation et autres facteurs. Il est possible que la détérioration du marché du crédit ait une incidence sur le rendement de la Fiducie. Voir « Administrateurs, membres de la direction, promoteurs et porteurs principaux – Trez Capital Limited Partnership (le courtier en hypothèques) – Procédures de diligence raisonnable et réduction des risques ».
- (b) Les placements de la Fiducie dans des prêts hypothécaires seront garantis par des biens immobiliers, dont la valeur peut fluctuer. L'évolution des conditions du marché peut faire baisser la valeur du bien immobilier garanti et réduire les flux de trésorerie réels ou projetés du bien immobilier, ce qui a une incidence sur la capacité de l'emprunteur à assurer le service de la dette ou à rembourser le prêt.
- (c) Si les taux d'intérêt augmentent, il devient alors plus dispendieux d'emprunter de l'argent, ce qui pourrait réduire la demande sur le marché immobilier. De ce fait, la valeur des propriétés pourrait diminuer et avoir une incidence défavorable sur la valeur des placements. La hausse des taux d'intérêt peut également avoir des retombées négatives sur le niveau de liquidité général au sein des marchés financiers.
- (d) La volatilité au sein des marchés des capitaux peut mener à des restrictions sur le plan du capital et de sa disponibilité, ce qui pourrait avoir une incidence sur la capacité des emprunteurs de la Fiducie à refinancer et à rembourser les placements à leur échéance. Ce manque de liquidité peut faire en sorte que la Fiducie suspende le rachat de parts à l'occasion.
- (e) Si les taux d'intérêt diminuent (en fonction des indices utilisés pour mesurer les taux d'intérêt des placements par emprunt de la Fiducie), la Fiducie pourrait avoir de la difficulté à monter d'autres placements portant des taux suffisants pour atteindre le taux de distributions antérieurement versé par la Fiducie à l'égard de ses parts.

- (f) Au 30 septembre 2024, 8,9 % des placements du portefeuille de la Fiducie, en nombre d'hypothèques, sont liés à des hypothèques accordées à un seul emprunteur. En outre, 11,5 % des placements du portefeuille de la Fiducie, en valeur monétaire, sont liés à des hypothèques accordées à un seul emprunteur. Étant donné la concentration de l'exposition de la Fiducie à cet emprunteur, la Fiducie sera plus vulnérable à une situation financière défavorable touchant cet emprunteur qu'une entité de placement hypothécaire dont les placements hypothécaires ne sont pas concentrés dans un petit nombre d'emprunteurs.
- (g) Étant donné la concentration de l'exposition de la Fiducie au secteur des prêts hypothécaires, la Fiducie sera plus vulnérable aux événements économiques ou réglementaires défavorables touchant ce secteur qu'une entité de placement hypothécaire qui n'est pas concentrée dans un seul secteur. Les placements dans les prêts hypothécaires sont relativement illiquides. Ce manque de liquidité peut faire en sorte que la Fiducie suspende le rachat de parts de temps à autre. Le portefeuille hypothécaire sera investi et peut à l'occasion être concentré selon l'emplacement des propriétés, le type de propriété ou d'autres facteurs, de sorte que le portefeuille hypothécaire sera moins diversifié qu'à d'autres moments.
- (h) Il n'existe aucun marché pour les parts et aucun marché pour les parts ne devrait se développer. Les parts ne seront pas transférables, sauf par l'effet de la loi (comme le décès ou la faillite d'un porteur de parts) ou dans des circonstances où le gestionnaire juge approprié de le faire à son entière discrétion. En outre, les lois sur les valeurs mobilières restreindront et pourraient interdire le transfert de parts. Voir « Restrictions à la revente ».
- (i) La Fiducie ne fait aucune déclaration quant au rendement qui sera généré par le portefeuille hypothécaire. Rien ne garantit que les rendements passés des fonds gérés par le gestionnaire seront, à quelque égard que ce soit, indicatifs du rendement futur des placements hypothécaires (en termes de rentabilité, de volatilité ou de faible corrélation avec les autres placements).
- (j) La Fiducie emprunte des fonds et garantit ces emprunts par des placements hypothécaires dans le portefeuille. Par la même occasion, elle participe à certaines hypothèques dans des positions de rang inférieur (subordonnées), soit par l'entremise d'arrangements de syndication de prêts individuels ou de facilités de prêts regroupés. Ceci accroît le risque d'insolvabilité de la Fiducie et le risque de perte en hypothèques des porteurs de parts puisque le portefeuille d'hypothèques de la Fiducie sert de garantie aux prêteurs de tierce partie dans le cadre d'une facilité de crédit. Parallèlement, la Fiducie participe à certaines hypothèques dans une position subordonnée au sein du portefeuille de la Fiducie. Les facilités de prêts regroupés, plus particulièrement, présentent un risque plus grand en raison des exigences potentielles sur le plan du rachat, des clauses de défaut et de garanties croisés et les clauses de valorisation au prix de marché. Qui plus est, de tels fonds empruntés pourraient être présentés comme montants nets (p. ex. : le placement net dans l'hypothèque par la Fiducie) dans les états financiers conformément aux normes comptables de l'IFRS. Voir « La Fiducie – Syndication de prêts ».
- (k) La Fiducie dépendra grandement de l'expertise et des compétences du gestionnaire et du courtier en hypothèques. La perte de services d'employés clés du gestionnaire ou du courtier en hypothèques pourrait avoir une incidence défavorable sur la Fiducie.

- (l) Le rôle du conseil des gouverneurs est généralement de nature consultative; il a pour objectif de gérer et d'assurer un suivi des conflits d'intérêts qui pourraient survenir entre le gestionnaire, les entités gérées par lui et ses sociétés affiliées. Le conseil des gouverneurs ne s'occupe pas de la gestion quotidienne de la Fiducie. Ses responsabilités diffèrent de celles d'un conseil des directeurs d'une société, ces dernières se limitant à celles qui sont expressément énoncées dans la déclaration de Fiducie; la quasi-totalité des pouvoirs, autorisations et responsabilités à l'égard de la Fiducie relève du gestionnaire. Tandis que la déclaration de Fiducie stipule que le conseil des gouverneurs a la responsabilité de veiller à ce que les actions du gestionnaire et du fiduciaire respectent, en tout temps, les modalités de la déclaration de Fiducie, le conseil des gouverneurs n'a qu'un accès limité aux opérations et activités du gestionnaire au quotidien et dépend ainsi, dans une large mesure, du compte-rendu du gestionnaire quant à ses activités. Incidemment, même si le conseil des gouverneurs se réunit au moins tous les trimestres et a adopté des mesures de gouvernance et d'autres pratiques qui correspondent aux normes du marché afin de tempérer les risques de non-conformité avec la déclaration de Fiducie par le gestionnaire, il est impossible de garantir qu'aucune non-conformité n'aura lieu étant donné, d'une part, la capacité et l'autorité limitées du conseil des gouverneurs de superviser et surveiller les activités et exploitations du gestionnaire au quotidien, et d'autre part, sa dépendance envers le compte-rendu du gestionnaire sur ses activités.
- (m) Des conditions peuvent survenir qui obligeront le gestionnaire à suspendre le rachat des parts ou à reporter le jour du paiement ou le droit de rachat pour une période d'au plus 180 jours, pour ou pendant toute période au cours de laquelle le gestionnaire détermine qu'il existe des conditions qui rendent la vente des actifs de la Fiducie impossible ou empêchent le gestionnaire d'établir la valeur des actifs qu'il détient. Si le gestionnaire reçoit un avis de rachat ou est tenu d'effectuer un rachat pour un montant supérieur à la valeur comptable par part, il peut, à son gré, donner un avis de dissolution de la Fiducie à la date de dissolution qui précède la date prévue du rachat ou des rachats. Voir « Titres offerts – Droit de rachat des porteurs de parts ».
- (n) La Fiducie conclut des opérations de couverture relativement à des placements libellés en dollars américains afin de gérer les risques liés aux fluctuations de la conversion des devises. Les instruments de couverture permettent au gestionnaire de réduire, mais non d'éliminer, les effets potentiels de la variabilité des flux de trésorerie découlant des fluctuations de la conversion des devises. La stratégie de couverture du gestionnaire et les opérations de couverture futures seront déterminées à sa discrétion.
- (o) La Fiducie conclut des transactions de syndication de prêts avec d'autres entités de placement gérées par le gestionnaire, des coentreprises et des tiers financiers. Ces arrangements pourraient prévoir une convention de mise en commun ou un échéancier de contributions différent. De ce fait, cette situation peut entraîner des écarts sur le plan de la répartition du revenu (perte) ou du revenu imposable (perte), de sorte que la Fiducie pourrait toucher un montant plus élevé ou moins élevé de revenu (perte)/revenu imposable (perte) que si elle était demeurée propriétaire à part entière de l'hypothèque et qu'elle n'avait pas participé à l'entente de syndication de prêts.
- (p) Certains des placements de la Fiducie sont et continueront d'être effectués aux États-Unis. À mesure que la Fiducie continue d'accroître ses placements transfrontaliers existants, elle pourrait faire face à des risques

transfrontaliers, notamment des risques liés aux changements de politique, à la dotation en personnel et à la gestion des investissements transfrontaliers, aux tarifs et autres obstacles commerciaux, à des incidences fiscales différentes et potentiellement défavorables, à une conformité réglementaire accrue et contradictoire et à des défis causés par les différences culturelles et de distance. Le gouvernement américain a menacé d'instaurer des droits de douane de 25 % sur certains biens du Canada et du Mexique et des droits de douane de 10 % sur certains biens de la Chine et sur le pétrole et le gaz naturel du Canada vendus aux États-Unis. En réponse, le Canada et le Mexique ont laissé entendre qu'ils introduiraient des droits de douane en représailles, et la Chine a indiqué qu'elle prendrait des contre-mesures, notamment en contestant l'imposition de ces droits de douane auprès de l'Organisation mondiale du commerce. Ces droits de douane, si mis en place, toucheraient probablement certains produits de construction, entre autres nombreux produits. Les retombées de ces droits de douane, si mis en place, sont incertaines et pourraient avoir des effets adverses sur les économies des États-Unis et du Canada dans l'ensemble, sur les valeurs immobilières et sur la capacité des emprunteurs à mener à bien leurs projets dans les délais et budgets établis, ce qui en retour aurait des répercussions négatives sur les placements et les rendements de la Fiducie

- (q) Le rendement du placement du porteur de parts dans les parts est assujéti aux modifications apportées aux lois fiscales fédérales et provinciales canadiennes, aux propositions fiscales, aux autres politiques ou règlements gouvernementaux et à l'interprétation gouvernementale, administrative ou judiciaire de ces dernières. Dans la mesure où la Fiducie réalise un revenu aux États-Unis, elle est également assujéti aux modifications apportées aux lois fiscales fédérales, étatiques et autres lois locales américaines, aux propositions fiscales, aux autres politiques ou règlements gouvernementaux et à l'interprétation gouvernementale, administrative ou judiciaire de ces dernières. Rien ne garantit que les lois fiscales, les propositions fiscales, les politiques ou les règlements ou leur interprétation ne seront pas modifiés d'une manière qui changerait fondamentalement les incidences fiscales pour les porteurs de parts qui acquièrent, détiennent ou liquident des parts.
- (r) Si la Fiducie cesse d'être admissible à titre de Fiducie de fonds commun de placement ou de placement enregistré, les parts peuvent cesser d'être des placements admissibles aux régimes différés. Cela pourrait faire en sorte que les régimes différés qui détiennent des parts soient assujétis à une pénalité fiscale en vertu de la Loi de l'impôt.
- (s) L'écllosion d'épidémies, de pandémies ou d'autres crises sanitaires publiques, comme celles du nouveau coronavirus COVID-19 (« **COVID-19** »), pourrait avoir des retombées majeures pour les affaires et les activités de la Fiducie, ainsi que sa situation financière. Les mesures prises à l'échelle mondiale pour gérer les épidémies, pandémies ou autres crises sanitaires publiques peuvent engendrer, entre autres, d'importantes restrictions sur le plan des déplacements, des mises en quarantaine, la fermeture temporaire d'entreprises ainsi que la diminution générale des activités de consommation. Une crise sanitaire pourrait entraîner des perturbations et de la volatilité sur les marchés financiers et dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, ainsi qu'une diminution des échanges commerciaux et des transactions, une perte de confiance des intervenants sur les marchés et une réduction sur le plan des déplacements de personnes, ce qui pourrait éventuellement avoir des répercussions sur le prix des biens immobiliers, les taux d'intérêt, les cotes de crédit, le risque de crédit et

l'inflation. Parmi les risques encourus par la Fiducie pendant une telle crise sanitaire, citons également les risques relatifs à la santé et à la sécurité des employés ainsi que ceux issus d'une éventuelle interruption temporaire des activités dans les zones géographiques touchées par une épidémie. À ce jour, les répercussions de la COVID-19 sur la Fiducie ont été limitées et, à l'heure actuelle, ne devraient pas être importantes à l'avenir étant donné la solidité des données fondamentales immobilières dans les régions et les catégories d'actif visées par la Fiducie.

- (t) La Fiducie maintient des mesures de sécurité de l'information, surveille continuellement les menaces à la sécurité de ses systèmes de technologie de l'information et met en œuvre des mesures pour gérer ces menaces. Toutefois, rien ne garantit que la Fiducie sera à l'abri des risques de sécurité et que les risques pourront être entièrement atténués en raison notamment de la nature évolutive des menaces à la cybersécurité, de la difficulté de prévoir ces menaces et de la difficulté de détecter immédiatement toutes ces menaces, et toute atteinte à la sécurité de l'information de la Fiducie peut avoir une incidence défavorable importante sur ses activités, son exploitation, sa situation financière et ses flux de trésorerie. En outre, les cyberincidents peuvent également rester non détectés pendant une période prolongée, ce qui pourrait exacerber les conséquences susmentionnées. Dans l'ensemble, les atteintes à la sécurité pourraient exposer la Fiducie à un risque de perte ou de litige et à une éventuelle responsabilité pour dommages. La Fiducie peut être tenue d'engager des dépenses importantes pour se protéger contre les atteintes à la sécurité ou pour atténuer les problèmes causés par de telles atteintes.
- (u) Les parts partagent certaines caractéristiques communes aux titres de participation. Les parts représentent une participation indivise dans les actifs de la Fiducie. Toutefois, les porteurs de parts n'auront pas les droits prévus par la loi normalement associés à la propriété d'actions d'une société par actions, y compris, par exemple, le droit d'intenter des actions pour « abus » ou des actions « dérivées ».
- (v) Le gestionnaire est tenu de respecter une norme de diligence dans l'exercice de ses fonctions à l'égard de la Fiducie. Toutefois, ni le gestionnaire, ni ses dirigeants, administrateurs, membres du même groupe ou employés ne sont tenus de consacrer la totalité ou une partie précise de leur temps à leurs responsabilités relatives à la Fiducie. Le gestionnaire et ses dirigeants, administrateurs, membres de son groupe ou employés peuvent entreprendre des activités financières, de placement ou professionnelles qui donnent lieu à des conflits d'intérêts à l'égard de la Fiducie.
- (w) Le paiement du revenu par la distribution de parts, par exemple, en règlement de la distribution de revenu d'un porteur de parts, peut faire en sorte que les porteurs de parts aient une obligation fiscale sans distribution correspondante en espèces pour payer cette obligation fiscale.

**Vous devriez examiner attentivement si votre situation financière ou vos objectifs d'épargne-retraite vous permettent d'investir dans la Fiducie. Les parts comportent un degré de risque modéré. Un placement dans les parts de la Fiducie ne convient qu'aux investisseurs qui ont la capacité d'absorber une perte sur une partie ou la totalité de leur placement. Voir « Facteurs de risque ».**

**Certificats :**

Aucun certificat de parts ne sera émis aux porteurs de parts.

## GLOSSAIRE

Les termes suivants apparaissent tout au long de la présente notice d'offre. Il faut prendre soin de lire chaque terme dans le contexte de la disposition particulière de la présente notice d'offre dans laquelle ce terme est utilisé.

« **Actif brut annuel moyen** » désigne, pour une période donnée, la somme de la valeur de tous les actifs détenus par la Fiducie, évaluée conformément à la politique d'évaluation, déterminée à la fin de chaque mois de cette période, divisée par le nombre de mois de cette période;

« **Agent chargé de la tenue des registres et agent des transferts** » désigne Trez Capital Limited Partnership;

« **Autorités en valeurs mobilières** » désigne, collectivement, la British Columbia Securities Commission, la Alberta Securities Commission, la Saskatchewan Securities Commission, la Commission des valeurs mobilières du Manitoba et la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, et les autorités de réglementation équivalentes dans chaque province ou territoire du Canada où les parts peuvent être placées;

« **Biens de la Fiducie** » signifie :

- (a) tous les fonds, valeurs mobilières, biens, actifs et placements payés ou transférés au fiduciaire et acceptés par lui ou acquis de quelque manière que ce soit et détenus par lui sur la Fiducie déclarée aux présentes;
- (b) tous les revenus qui peuvent être accumulés par la suite en vertu des pouvoirs conférés par les présentes; et
- (c) toutes sommes d'argent, valeurs mobilières, biens, actifs ou placements qui remplacent ou représentent la totalité ou une partie de ce qui précède;

moins les sommes d'argent, les titres, les biens, les actifs ou les placements distribués, dépensés, vendus, transférés ou aliénés d'une autre manière conformément aux dispositions de la déclaration de Fiducie;

« **Biens immobiliers** » désigne les terrains, lots, droits ou intérêts sur des terrains ou des lots (y compris, sans s'y limiter, les tenures à bail, les droits aériens et les droits sur les condominiums, mais à l'exclusion des hypothèques) et tous bâtiments, structures, améliorations et agencements situés sur ceux-ci;

« **Cas de dissolution** » a le sens qui lui est attribué à la rubrique « Dissolution de la Fiducie »;

« **Clôture** » désigne la clôture de la vente des parts que le gestionnaire peut déterminer à l'occasion;

« **Coentreprises** » désigne des coentreprises dans lesquelles participent la Fiducie et qui sont gérées ou cogérées par le gestionnaire;

« **Comité d'examen indépendant** » désigne le comité d'examen indépendant du conseil des gouverneurs;

« **Comité de crédit** » désigne le comité de crédit du conseil des gouverneurs;

« **Comité de vérification** » désigne le comité de vérification du conseil des gouverneurs;

« **Commission de suivi** » désigne une commission payable aux courtiers inscrits, d'un montant correspondant à 1,0 % par année du prix de souscription payable à l'égard des parts de série A, payable à terme échu;

« **Conseil des gouverneurs** » désigne le conseil nommé à ce titre et établi aux termes de la déclaration de Fiducie;

« **Convention de courtage en hypothèques** » désigne la convention datée du 5 janvier 2006 et attribuée au courtier en hypothèques le 6 février 2012, aux termes de laquelle le courtier en hypothèques fournit ses services à la Fiducie;



« **Convention de dépôt** » désigne la convention faite le 11 mars 2013 entre la Fiducie, le gestionnaire et le dépositaire;

« **Convention de souscription** » désigne la convention de souscription des parts, dont le modèle se trouve à l'adresse [www.trezcapital.com](http://www.trezcapital.com);

« **Courtier en hypothèques** » désigne Trez Capital Limited Partnership, une société en commandite existant valablement en vertu des lois de la province de la Colombie-Britannique;

« **Date d'évaluation** » désigne toute date à laquelle le gestionnaire reçoit un formulaire de souscription ou une demande de rachat et comprend toute autre date à laquelle le fiduciaire ou le gestionnaire choisit, à son gré, de calculer la valeur liquidative par part;

« **Date de calcul** » désigne le dernier jour de chaque mois d'une année civile;

« **Date de dissolution** » désigne la date à laquelle la Fiducie est dissoute conformément aux dispositions de la déclaration de Fiducie;

« **Date de paiement des distributions** » désigne, pour chacun des onze premiers mois civils, le 10<sup>e</sup> jour du mois suivant la date de calcul pour ce mois civil et pour le mois civil se terminant le 31 décembre, la date de paiement des distributions sera au plus tard le 15 mars suivant;

« **Déclaration de Fiducie** » a le sens qui lui est donné sous la rubrique « La Fiducie – Structure »;

« **Dépositaire** » désigne Computershare Trust Company of Canada;

« **Distribution finale de fin d'exercice** » a le sens qui lui est donné à la rubrique « Résumé – Politique de distribution »;

« **Entité ad hoc** » désigne une société, fiducie ou personne par l'entremise de laquelle la Fiducie investit afin de faciliter la syndication de prêts et les arrangements de subdivision des prêts avec certains investisseurs tiers. À des fins de clarté, ceci inclut les syndications organisées au moyen de facilités de prêts regroupés;

« **Exercice financier** » désigne chacune de ces périodes consécutives de douze (12) mois commençant le 1<sup>er</sup> janvier et se terminant le 31 décembre;

« **Facilités de prêts regroupés** » a le sens qui lui est donné à la rubrique « La Fiducie – Syndication de prêts – Structures de la syndication de prêts »;

« **Fiduciaire** » signifie Computershare Trust Company of Canada, le fiduciaire nommé aux termes de la déclaration de Fiducie;

« **Fiducie** » désigne Trez Capital Prime Trust, une Fiducie créée aux termes de la déclaration de Fiducie;

« **Fonds affiliés** » a le sens qui lui est donné à la rubrique « Résumé – Syndication de prêts »;

« **Frais de gestion de série A et de série F** » désigne les frais devant être versés au gestionnaire aux termes de la déclaration de Fiducie, qui consistent en des honoraires annuels, estimés mensuellement, correspondant à 1,5 % de la quote-part des parts de série A et des parts de série F de l'actif brut annuel moyen de la Fiducie à la date à laquelle ils sont calculés;

« **Frais de gestion de série I** » désigne les frais devant être versés au gestionnaire aux termes de la déclaration de Fiducie, qui consistent en des honoraires annuels, estimés mensuellement, correspondant à un pourcentage devant être négocié par le gestionnaire et le porteur de parts de la quote-part des parts de série I de l'actif brut annuel moyen de la Fiducie à la date à laquelle ils sont calculés;

« **Frais de gestion** » désigne, collectivement, les frais de gestion de série A et de série F et les frais de gestion de série I et les frais de gestion pour toute série qui pourrait être créée par la suite;

« **Frais de vente** » désigne des frais versés à des courtiers inscrits ou, lorsque cela est permis, à des non-inscrits, d'un montant déterminé par le gestionnaire, à son gré et à sa discrétion, qui est raisonnablement payable au moment du placement initial;

« **FundSERV** » désigne l'installation maintenue et exploitée par FundSERV Inc. pour la communication électronique avec les sociétés participantes, y compris la réception d'ordres, l'appariement des ordres, la passation de contrats, les inscriptions, le règlement des ordres, la transmission de la confirmation des achats et le rachat des placements ou instruments;

« **Gestionnaire** » désigne Trez Capital Fund Management Limited Partnership, une société en commandite existant valablement en vertu des lois de la province de la Colombie-Britannique, ou toute autre entité nommée pour agir à titre de gestionnaire aux termes des présentes de temps à autre;

« **Honoraires du gestionnaire** » désigne, collectivement, les honoraires de gestion et incitatifs;

« **Honoraires incitatifs** » désigne les honoraires devant être versés au gestionnaire aux termes de la déclaration de Fiducie, consistant en des honoraires annuels correspondant à 10 % des produits tirés des produits liés aux honoraires incitatifs pour cette période;

« **Hypothèque de premier ordre ou de premier rang** » désigne une première hypothèque qui garantit un prêt qui ne dépasse pas 75 % de la valeur, au moment du financement, du bien immobilier visé par l'hypothèque. Plus précisément, elle inclut des placements de même nature par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs sociétés, fiduciaires ou personnes dont les parts ou les participations peuvent être détenues ou contrôlées directement ou indirectement par la Fiducie ou pour son compte et dont la société, la Fiducie ou la personne détient des parts, des participations dans une société en commandite ou autres intérêts dans l'entité qui détient le droit ou la propriété effective de ces prêts hypothécaires;

« **Hypothèque** » ou « **Hypothèques** » désigne une hypothèque, une hypothèque d'une hypothèque ou une hypothèque d'un droit de tenure à bail (ou autre instrument semblable, y compris une cession ou une reconnaissance d'un intérêt dans une hypothèque), un acte de Fiducie, une charge ou autre sûreté d'un bien immeuble ou d'un bien immobilier servant à garantir les obligations de remboursement par une charge sur ce bien immobilier;

« **IFRS** » désigne les Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards);

« **Jour ouvrable** » s'entend d'un jour autre qu'un samedi, un dimanche ou tout autre jour où le bureau principal des banquiers de la Fiducie situé à Vancouver, en Colombie-Britannique, n'est pas ouvert pendant les heures normales d'ouverture des bureaux;

« **Loi de l'impôt** » désigne la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), L.R.C. 1985 (5e suppl.), ch. 1, tel que modifié, et ses règlements d'application;

« **Mise en pension** » a le sens qui lui est donné à la rubrique « La Fiducie – Syndication de prêts – Structure de la syndication de prêts »;

« **Mortgage Broker-California** » désigne Trez Capital (US) Limited Partnership, une société en commandite simple constituée conformément aux lois de la province de la Colombie-Britannique;

« **Offre** » désigne l'offre des parts de série A, de série F et de série I aux termes de la présente notice d'offre;

« **Part** » désigne une part d'intérêt bénéficiaire dans la Fiducie;

« **Participation proportionnelle** », lorsqu'elle est utilisée pour décrire la participation d'un porteur de parts ou d'une série dans un montant, désigne la partie de ce montant obtenue en multipliant ce montant par une fraction, dont le numérateur est le nombre de parts de la Fiducie immatriculées au nom de ce porteur de parts ou de cette série, selon le cas, et dont le dénominateur est le nombre total de parts de la Fiducie alors en circulation;

« **Parts de série A** » s'entend d'une série, désignée sous le nom de série A;

« **Parts de série F** » s'entend d'une série, désignée sous le nom de série F;

« **Parts de série I** » s'entend d'une série, désignée sous le nom de série I;

« **Placements intermédiaires autorisés** » désigne les placements qui sont des « placements admissibles » pour une Fiducie régie par un régime à prestations différées;

« **Politique d'évaluation** » désigne la politique du gestionnaire, telle qu'elle est décrite à la rubrique « Calcul de la valeur comptable – Politique d'évaluation »;

« **Portefeuille d'hypothèques** » désigne le portefeuille d'hypothèques détenu par la Fiducie. Aux fins de clarté, le portefeuille renferme des hypothèques détenues par l'entremise de sociétés, de fiducies ou de personnes (collectivement, les « entités *ad hoc* » qui sont tenues de faciliter des arrangements de partage de prêts avec certains tiers investisseurs;

« **Porteurs de parts** » désigne les investisseurs dont les souscriptions visant l'achat de parts offertes par la présente notice d'offre sont acceptées par la Fiducie et, par la suite, à tout moment donné, les personnes inscrites au registre ou aux registres de la Fiducie à titre de porteurs de parts et le singulier désigne un porteur inscrit;

« **Prêteurs syndiqués** » a le sens qui lui est donné à la rubrique « La Fiducie – Syndication de prêts – Types de syndications de prêts – Syndication de premier rang »;

« **Prix de souscription** » désigne 10,00 \$ par part;

« **Produit des souscriptions** » désigne le produit brut que la Fiducie tire de la vente des parts;

« **Produits liés aux honoraires incitatifs** », au cours d'une période donnée, désigne les produits nets et les gains en capital d'une série de la Fiducie avant la déduction des honoraires incitatifs payables pour cette période et après déduction des honoraires de gestion payables à l'égard de cette série;

« **Produit net des souscriptions** » désigne le produit brut que la Fiducie tire de la vente des parts, moins le paiement des frais liés à la clôture du placement, y compris les frais juridiques, et tous les autres frais;

« **Rachat** » s'entend d'un rachat de parts par la Fiducie ou par un porteur de parts sur demande écrite de celui-ci et sous réserve des restrictions décrites aux présentes;

« **Régime différé** » désigne un « régime enregistré d'épargne-retraite », un « fonds enregistré de revenu de retraite », un « régime enregistré d'épargne-études », un « compte d'épargne libre d'impôt », un « compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété », un « régime enregistré d'épargne-invalidité » ou un « régime de participation différée aux bénéficiaires » au sens où ces termes sont définis dans la Loi de l'impôt;

« **Résolution extraordinaire** » désigne une résolution à laquelle consentent par écrit les porteurs de plus de 66⅔ % de toutes les parts en circulation de la Fiducie ou, lorsque les séries sont touchées différemment par la résolution, 66⅔ % de chaque série, ou approuvée par au moins 66⅔ % des voix exprimées par les porteurs de parts présents en personne ou par procuration à une assemblée des porteurs de parts (ou de parts de cette série) qui a été dûment convoquée à cette fin et pour laquelle un quorum est présent, conformément aux présentes et exclusion faite des voix des membres du gestionnaire ou d'une des personnes de son groupe dont ils détiennent les parts relativement à une question dans laquelle ils ont une participation financière (autre qu'en tant que porteurs de parts);

« **Résolution ordinaire** » désigne une résolution à laquelle les porteurs de plus de 50 % de toutes les parts en circulation de la Fiducie ou, lorsque les séries sont touchées différemment par la résolution, 50 % de chaque série ou approuvée par au moins 50 % des voix exprimées par les porteurs de parts (ou les porteurs de parts de cette série) présents en personne ou par procuration à une assemblée des porteurs de parts qui a été dûment convoquée et à laquelle un quorum est présent, conformément aux présentes et exclusion faite des voix des parts appartenant au gestionnaire ou aux membres de son groupe pour toute question pour laquelle ils ont un intérêt financier (autre que les porteurs de parts);

« **Résolution unanime** » désigne une résolution à laquelle tous les porteurs de parts ont consenti par écrit ou qui a été approuvée par la totalité des voix exprimées par les porteurs de parts présents en personne ou par procuration à une assemblée des porteurs de parts dûment convoquée à cette fin et à laquelle un quorum est atteint;

« **Revenu imposable** » de la Fiducie pour un exercice, s'entend du revenu net et des gains en capital imposables réalisés nets de la Fiducie (au sens attribué à ces termes dans la déclaration de Fiducie et la Loi de l'impôt) déterminés sans majoration à l'égard des dividendes imposables de sociétés résidant au Canada et sans déduction pour distribution par la Fiducie aux porteurs de parts pendant l'exercice;

« **Série** » désigne une série de parts de la même catégorie créée par le gestionnaire aux termes de la déclaration de Fiducie;

« **Société affiliée** » ou « **Membre du même groupe** » a le même sens que dans la *Securities Act* (Colombie-Britannique);

« **Souscripteur** » désigne un souscripteur de parts;

« **Sous-fiducie** » désigne la Sous-fiducie Trez Capital Prime Trust;

« **Trez Florida** » désigne Trez Capital Group (Florida) Limited Partnership, une société en commandite simple constituée en vertu des lois du Delaware;

« **Trez New York** » désigne Trez Capital Group (New York) Limited Partnership, une société en commandite simple constituée en vertu des lois du Delaware;

« **Trez Texas** » désigne Trez Capital Texas L.P., une société en commandite constituée en vertu des lois du Delaware;

« **Valeur liquidative par part** » désigne le quotient obtenu en divisant le montant égal à la valeur liquidative par le nombre total de parts en circulation;

« **Valeur liquidative** » désigne la valeur de tous les éléments d'actif de la Fiducie moins la valeur de tous les éléments de passif de la Fiducie, dans chaque cas déterminée conformément à la politique d'évaluation; et

« **Vérificateur(s)** » désigne le cabinet de comptables professionnels agréés nommé(s) à titre de vérificateur(s) de la Fiducie de temps à autre par le conseil des gouverneurs.

## DEVISE CANADIENNE

Tous les montants en dollars indiqués aux présentes, sauf indication contraire, sont exprimés en dollars canadiens.

## ÉNONCÉS PROSPECTIFS

La présente notice d'offre contient des énoncés prospectifs. Souvent, mais pas toujours, les énoncés prospectifs peuvent être identifiés par l'utilisation de mots tels que « planifier », « proposer », « s'attendre à », « estimer », « avoir l'intention », « anticiper » ou « croire », ou des variations (y compris des variations négatives et grammaticales) de ces mots et expressions ou affirmer que certaines actions, certains événements ou certains résultats « pourraient », « devraient », « semblent » ou « seront » prises, faites, accomplies ou susceptibles d'arriver. Les énoncés prospectifs comportent des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats, le rendement ou les réalisations réels de la Fiducie diffèrent considérablement des résultats, du rendement ou des réalisations futurs exprimés ou sous-entendus dans les énoncés prospectifs. Les résultats, performances et développements réels sont susceptibles de différer, et peuvent différer sensiblement, de ceux exprimés ou sous-entendus par les déclarations prospectives contenues dans la présente notice d'offre. Ces énoncés prospectifs sont fondés sur un certain nombre d'hypothèses qui peuvent s'avérer inexactes, notamment la réalisation du présent placement, la capacité de la Fiducie d'acquérir et de maintenir un portefeuille hypothécaire capable de générer le ou les rendements annuels nécessaires pour lui permettre d'atteindre ses objectifs de placement, la capacité de la Fiducie à établir et maintenir des relations et des ententes avec ses principaux partenaires stratégiques, le maintien à des niveaux favorables des taux d'intérêt courants, la capacité des emprunteurs à remplir efficacement leurs obligations hypothécaires, la capacité du gestionnaire à respecter ses engagements envers la Fiducie, les frais et les coûts prévus, la concurrence et les changements dans la structure économique générale. Bien que la Fiducie s'attende à ce que des événements et des faits nouveaux ultérieurs puissent modifier son point de vue, elle décline expressément toute obligation de mettre à jour ces énoncés prospectifs, sauf si les lois applicables l'exigent. Ces énoncés prospectifs ne doivent pas être considérés comme représentant les points de vue de la Fiducie à une date ultérieure à la date de la présente notice d'offre. Bien que la Fiducie ait tenté de déterminer les facteurs importants qui pourraient faire en sorte que les mesures, événements ou résultats réels diffèrent considérablement de ceux qui sont décrits dans les énoncés prospectifs, d'autres facteurs pourraient faire en sorte que les mesures, événements ou résultats ne soient pas ceux anticipés, estimés ou prévus. Rien ne garantit que les énoncés prospectifs s'avéreront exacts, car les résultats, le rendement et les événements futurs réels pourraient différer sensiblement de ceux prévus dans ces énoncés. Par conséquent, les lecteurs ne devraient pas se fier indûment aux énoncés prospectifs. Les facteurs mentionnés ci-dessus ne constituent pas une liste complète des facteurs qui pourraient avoir une incidence sur la Fiducie. D'autres facteurs sont mentionnés à la rubrique « Facteurs de risque ».

## INTERPRÉTATION

Dans la présente notice d'offre, à moins que le contexte n'indique ou n'exige une interprétation différente, le terme « Fiducie » désigne la Fiducie, telle qu'elle est gérée par le gestionnaire et, dans le contexte des activités de la Fiducie, désigne les activités de la Fiducie menées par le gestionnaire au nom de la Fiducie, y compris les opérations que la Fiducie réalise par l'entremise de la Sous-fiducie. À moins que le contexte n'indique ou n'exige une interprétation différente, le terme « courtier en hypothèques » renvoie au courtier en hypothèques et à Mortgage Broker-California (courtier en hypothèques de la Californie) sachant que dans le contexte où il s'agit d'hypothèques californiennes au sein de la Fiducie, le terme « courtier en hypothèques » renvoie à Mortgage Broker-California, et dans le contexte d'hypothèques venant d'ailleurs, le terme « courtier en hypothèques » renvoie au courtier en hypothèques.

## DOCUMENTS INTÉGRÉS PAR RENVOI

Les documents suivants sont intégrés par renvoi dans la présente notice d'offre :

- (a) les documents de marketing relatifs à la présente offre préparés à la date de la présente notice d'offre et remis à un acquéreur éventuel ou raisonnablement mis à sa disposition; et

- (b) les documents de marketing relatifs à la présente offre qui peuvent être préparés après la date de la présente notice d'offre et remis à un acquéreur éventuel ou raisonnablement mis à sa disposition avant la dissolution du présent placement.

### UTILISATION DES FONDS DISPONIBLES

#### Produit des souscriptions et fonds disponibles

	<b>En supposant un placement de 1 000 000 \$</b>	<b>En supposant un placement de 20 000 000 \$</b>
A. Montant à réunir dans le cadre du présent placement	1 000 000 \$ <sup>(1)</sup>	20 000 000 \$ <sup>(1)</sup>
B. Commissions et frais de vente	Néant \$	Néant \$
C. Coûts estimatifs de l'offre (y compris juridiques, comptables et de vérification)	Néant \$ <sup>(2)</sup>	Néant \$ <sup>(2)</sup>
D. Produit net (D = A - (B + C))	1 000 000 \$	20 000 000 \$
E. Capital de placement - Parts rachetables (au 30 septembre 2024)	254 224 296 \$	254 224 296 \$
F. Fonds de roulement déficitaire	Néant \$	Néant \$
G. Fonds disponibles (G = (D + E) - F) (au 30 septembre 2024)	<b>255 224 296 \$</b>	<b>274 224 296 \$</b>

#### Remarques :

- (1) Il n'y a pas d'offre minimale ou maximale. Les sommes de 1 000 000 \$ et 20 000 000 \$ ont été utilisées à des fins d'illustration.
- (2) La Fiducie paiera les frais de la présente offre, estimés à environ 10 000 \$, qui ne seront pas déduits du montant devant être réuni par la présente offre.

#### Utilisation du produit net des souscriptions

Le produit net des souscriptions sera investi dans des hypothèques de premier ordre. Les placements dans des prêts hypothécaires de premier rang seront effectués de la manière indiquée à la rubrique « Objectifs et politiques ». Dans l'attente d'un placement dans des hypothèques de premier ordre, le produit net des souscriptions sera investi dans des placements intermédiaires autorisés. Le gestionnaire déploiera ses efforts commerciaux raisonnables pour faire des placements appropriés du produit net des souscriptions dans des hypothèques de premier ordre dès que possible après chaque clôture. La Fiducie prévoit utiliser les fonds disponibles de la façon suivante :

<b>Description de l'utilisation prévue des fonds disponibles présentée en ordre de priorité</b>	<b>En supposant un placement de 1 000 000 \$<sup>(1)</sup></b>	<b>En supposant un placement de 20 000 000 \$<sup>(1)</sup></b>
<b>Réalisation des placements et paiement des frais de gestion</b>	950 000 \$	19 000 000 \$
<b>Fonds de roulement de réserve<sup>(2)</sup></b>	50 000 \$	1 000 000 \$

#### Remarques :

- (1) Comme il n'y a pas de placement minimal ou maximal, les sommes de 1 000 000 \$ et de 20 000 000 \$ ont été utilisées à des fins d'illustration.
- (2) Le fonds de roulement de réserve représente, au total, une estimation du montant que le gestionnaire mettra de côté dans la Fiducie à des fins, y compris sans toutefois s'y limiter, d'acquittement des frais d'administration et d'exploitation réguliers, et pour toute autre fin que le gestionnaire estime raisonnablement nécessaire dans la concrétisation des objectifs de placement.

## LA FIDUCIE

### Structure

La Fiducie est une fiducie de placement à capital variable créée sous le régime des lois de la province de la Colombie-Britannique aux termes d'une convention de fiducie datée du 5 janvier 2006, en sa version modifiée et mise à jour le 8 mars 2016, telle qu'amendée lors d'une réunion extraordinaire des porteurs de parts le 21 décembre 2017, et telle qu'amendée lors d'une réunion extraordinaire des porteurs de parts le 10 août 2020, et telle qu'amendée lors d'une réunion extraordinaire des porteurs de parts le 21 octobre 2021 (la « **Déclaration de Fiducie** »). La Fiducie se nommait auparavant « Bison Prime Mortgage Fund ». Les principales activités de la Fiducie se déroulent dans l'établissement situé au 1700-745 Thurlow Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V6E 0C5. La Fiducie n'est pas un « organisme de placement collectif » au sens de la législation en valeurs mobilières applicable. La Fiducie diffère d'un fonds commun de placement en ce sens que les parts sont rachetables mensuellement par le porteur de parts à 99 % du prix de souscription au cours de la première année suivant l'achat, et au prix de souscription par la suite, plutôt que selon leur valeur liquidative ou leur valeur marchande. Les rachats sont traités jusqu'à 30 jours après le rachat demandé. La Fiducie n'est pas assujettie aux restrictions de placement prescrites pour les organismes de placement collectif au sens de la législation en valeurs mobilières applicable et, par conséquent, elle est autorisée à investir dans des prêts hypothécaires et à emprunter des fonds.

La participation véritable dans les actifs de la Fiducie est divisée en parts émises en séries. Seules les parts de série A, les parts de série F et les parts de série I sont offertes aux présentes. Le gestionnaire peut émettre des séries supplémentaires sans l'approbation des porteurs de parts, pourvu que cela soit conforme aux objectifs de placement de la Fiducie. Toutes les séries de parts ont le même objectif, les mêmes stratégies et les mêmes restrictions en matière de placement, mais diffèrent en ce qui concerne une ou plusieurs de leurs caractéristiques, comme les frais ou les distributions, comme il est indiqué dans la présente notice d'offre. La valeur liquidative de la Fiducie correspond à la valeur de l'actif de la Fiducie, moins son passif, calculée à une date donnée conformément à la déclaration de Fiducie. Le gestionnaire calculera la valeur liquidative de chaque part. La valeur liquidative par part sera la même pour toutes les séries.

Computershare Trust Company of Canada est le fiduciaire de la Fiducie à certaines fins limitées aux termes de la déclaration de Fiducie. Trez Capital Fund Management Limited Partnership est le gestionnaire de la Fiducie aux termes de la déclaration de Fiducie. Trez Capital Limited Partnership agit à titre de courtier en hypothèques de la Fiducie aux termes de la convention de courtier en hypothèques. Le numéro de téléphone du gestionnaire est le 604 689-0821, son adresse électronique est [is@trezcapital.com](mailto:is@trezcapital.com), son numéro de télécopieur est le 604 638-2775 et le site Web du courtier en hypothèques est [www.trezcapital.com](http://www.trezcapital.com). L'établissement principal du gestionnaire et du courtier en hypothèques est situé au 745 Thurlow Street, Suite 1700, Vancouver (Colombie-Britannique) V6E 0C5. Le siège social du gestionnaire et du courtier en hypothèques est situé au 2900-595 Burrard Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V7X 1J5.

### Activités de la Fiducie

La Fiducie a été créée dans le but de générer des revenus à partir de participations acquises dans un portefeuille de prêts hypothécaires de premier rang garantis par des biens immobiliers au Canada et aux États-Unis. Les hypothèques de premier rang dans lesquelles la Fiducie doit investir constituent une forme courante de financement dans le secteur immobilier. La Fiducie peut à l'occasion investir dans des hypothèques de premier ordre garanties par plus d'une propriété, qui appartiennent au même débiteur hypothécaire ou à des débiteurs hypothécaires différents.

### Stratégies de placement

#### Prêts hypothécaires

La stratégie de la Fiducie consiste à faire des placements prudents dans des prêts hypothécaires de premier ordre auprès d'investisseurs et de promoteurs immobiliers jugés admissibles par le gestionnaire. Les institutions financières canadiennes et américaines hésitent généralement à consacrer des ressources à l'établissement et à la structuration de prêts hypothécaires aux investisseurs et aux promoteurs immobiliers et ne sont généralement pas en mesure de

répondre aux besoins de ces emprunteurs en matière de personnalisation ou de rapidité. En raison de la sous-utilisation des services de ces emprunteurs, la concurrence est réduite dans ce secteur du marché, ce qui donne à la Fiducie l'occasion d'offrir des prêts hypothécaires bien structurés et garantis à des prix intéressants.

Les hypothèques de premier rang seront arrangées par le courtier en hypothèques. Le courtier en hypothèques peut être avantageux pour les emprunteurs en leur offrant a) la possibilité d'effectuer rapidement des placements immobiliers, b) des modalités de prêt conformes au modèle d'affaires de l'investisseur immobilier et c) des versements mensuels potentiellement inférieurs à ceux du financement traditionnel. Par conséquent, les emprunteurs sont généralement disposés à payer des taux d'intérêt plus élevés pour ces hypothèques de premier ordre à court terme. Le courtier en hypothèques utilisera ses stratégies de prêt bien établies et ses avantages concurrentiels, à savoir (i) des conditions structurelles souples, (ii) la rapidité et la certitude d'exécution et (iii) sa capacité à générer des flux de transactions.

Une fois ces prêts hypothécaires structurés, la Fiducie a la possibilité d'accroître son rendement en permettant à des tiers (y compris des banques canadiennes ou américaines, des sociétés de fiducie et d'autres entités de placement hypothécaire) de participer à ces prêts hypothécaires de premier rang à des taux d'intérêt réduits, ce qui lui permet de conserver un intérêt disproportionné à l'égard des parties des prêts hypothécaires qu'elle détient. Le gestionnaire peut également conserver la totalité de l'hypothèque pour la Fiducie et les autres entités de placement qu'il gère. Le gestionnaire est également en mesure de structurer l'hypothèque en une tranche de rang supérieur et une tranche de rang inférieur afin d'offrir un rendement intéressant à chaque entité de placement hypothécaire qu'il gère, rajusté en fonction du risque et en fonction de la réalisation des objectifs de placement de chaque entité. La Fiducie participera à la tranche supérieure dans ces circonstances. Voir « La Fiducie – Syndication de prêts ».

Dans les autres cas où le gestionnaire peut conserver la totalité de l'hypothèque pour la Fiducie et d'autres entités de placement qu'il gère, le gestionnaire peut répartir l'hypothèque entre ses entités de placement en position égale, ce qui réduit le risque que pose l'hypothèque unique pour la Fiducie et facilite une plus grande diversification. Le gestionnaire peut également prendre des dispositions pour que des tiers participent à parts égales ou de rang inférieur d'une hypothèque afin d'accroître plus avant la diversification ou de réduire les risques. Voir « La Fiducie – Syndication de prêts ».

En général, les hypothèques génèrent un revenu au moyen de paiements d'intérêt qui sont habituellement payables soit périodiquement pendant toute la durée des hypothèques soit à l'échéance de celles-ci. Toutes les hypothèques seront garanties par des biens immobiliers composés principalement de biens résidentiels (généralement les maisons unifamiliales sont non comprises), de bureaux, des commerces, des établissements industriels, des hôtels ou d'autres biens commerciaux. Les hypothèques peuvent être de premier rang, de rang supérieur ou inférieur dans une hypothèque de premier rang, et les hypothèques individuelles peuvent être garanties par plus d'une propriété appartenant au même débiteur hypothécaire. Voir « Objectifs et politiques – Restrictions en matière de placement ».

Depuis plus de 25 ans, le gestionnaire, à l'issue des ententes établies par son courtier en hypothèques et son prédécesseur Trez Capital Corporation, gère une série d'entités de placement hypothécaire et de participations immobilières auparavant offertes aux investisseurs sans prospectus, ainsi que TG Income Trust, TG Income Trust II et TG Income Trust III, qui ont été offertes en Colombie-Britannique et en Alberta par prospectus. En 2012, le gestionnaire a offert des actions de Trez Capital Mortgage Investment Corporation et de Trez Capital Senior Mortgage Investment Corporation par prospectus dans toutes les provinces et tous les territoires du Canada, sauf au Québec.

L'occasion de placement actuelle permet aux investisseurs d'avoir accès à la vaste expérience et aux antécédents du courtier en hypothèques afin d'investir indirectement dans un portefeuille hypothécaires. Grâce à sa solide plateforme et à son expertise en matière de prêts hypothécaires, le courtier hypothécaire est en mesure d'émettre des prêts hypothécaires en aussi peu que quatre à six semaines afin de respecter les délais serrés des investisseurs et des promoteurs immobiliers jugés admissibles par le gestionnaire.

### **Processus de placement**

Le processus de placement du courtier en hypothèques se caractérise par une approche descendante pour identifier les occasions de placement intéressantes, en commençant par une analyse macroéconomique des divers marchés géographiques et catégories d'actifs, puis par l'identification et l'évaluation initiale des occasions hypothécaires



individuelles. Cette approche descendante devrait permettre de repérer des placements de grande qualité qui dégagent des rendements attrayants, ajustés pour tenir compte des risques.

Une fois que le courtier en hypothèques a déterminé qu'une occasion de prêt hypothécaire est satisfaisante à l'issue d'un examen initial, le courtier en hypothèques effectue une vérification diligente complète des actifs sous-jacents et des emprunteurs. Tous les biens immobiliers sont évalués en fonction de leur emplacement, de leur qualité, de la source de remboursement, des perspectives de valeur ajoutée et du profil des flux de trésorerie. De plus, la solvabilité de l'emprunteur fait l'objet d'un examen et des engagements personnels sont souvent obtenus des mandants de l'emprunteur.

Le courtier en hypothèques gère les risques associés aux hypothèques au moyen d'un processus de diligence raisonnable initial et d'un suivi continu par la suite de son portefeuille d'hypothèques. Ce suivi s'effectue grâce à des communications actives avec les emprunteurs (y compris le suivi des engagements et des jalons) et à l'observation des conditions du marché et des changements. Le courtier en hypothèques estime qu'une bonne relation avec les emprunteurs est essentielle au succès des placements, est porteuse de qualité et favorise la création d'une base d'emprunteurs réguliers.

Chaque dirigeant du gestionnaire et du courtier en hypothèques possède une connaissance et une compréhension approfondies de l'industrie hypothécaire et immobilière, ainsi qu'une longue feuille de route caractérisée par des décisions de placement prudentes et l'identification d'occasions de placement judicieuses. Dans son processus d'approbation des prêts hypothécaires individuels, le courtier en hypothèques suit généralement la démarche présentée sommairement ci-dessous :

<b>Étapes d'approbation</b>	<b>Activités d'approbation des hypothèques</b>
Premier examen du comité	<p>Le comité de crédit du courtier en hypothèques examine une analyse écrite complète (un « <b>résumé des nouvelles affaires</b> ») préparée par la personne qui est l'initiateur pertinent (qui sera généralement un employé, un dirigeant ou un agent du courtier en hypothèques, ou un initiateur) qui détaille les conditions du prêt proposé et fournit une évaluation préliminaire fondée sur les renseignements initiaux reçus de l'emprunteur éventuel, ainsi que sur certains documents probants soumis à un premier processus de diligence raisonnable, lequel inclut des renseignements sur l'emprunteur et une étude de marché.</p> <p>Avant de préparer un résumé des nouvelles affaires, dans les situations où un placement potentiel est complexe ou non standard par rapport au cours normal des affaires, l'initiateur individuel est encouragé à discuter du placement avec le comité de crédit du courtier en hypothèques. Les premières discussions seront généralement accompagnées d'une analyse écrite qui comprendra des caractéristiques de haut niveau de l'opération et un aperçu des principaux risques et des mesures d'atténuation. Les discussions préliminaires visent à permettre aux initiateurs de mieux cerner le niveau de risque pouvant être couru.</p>
Lettre d'intention	<p>Après examen du Résumé des nouvelles affaires, si l'évaluation préliminaire est positive, le comité de crédit du courtier en hypothèques peut autoriser l'émission d'une lettre d'intention. La lettre d'intention est ensuite envoyée à l'emprunteur éventuel pour signature et retour, accompagnée d'un chèque de dépôt de l'emprunteur éventuel suffisant pour couvrir les frais tiers de vérification diligente, juridiques et autres.</p>
Réunion de démarrage de l'équipe de diligence raisonnable	<p>Le souscripteur affecté à l'opération proposée, l'initiateur, le chef du risque de crédit et de la souscription et le chef du financement et de l'administration se rencontrent pour mettre sur pied une stratégie de diligence raisonnable. Lors de cette réunion, sont discutés l'échéancier, les rôles et les responsabilités, les tactiques de souscription et les problèmes potentiels.</p>

<b>Étapes d'approbation</b>	<b>Activités d'approbation des hypothèques</b>
Diligence raisonnable	<p>Un membre ou des membres de l'équipe de souscription du courtier en hypothèque affectés à l'opération proposée, l'initiateur, le chef du risque de crédit et de la souscription du courtier en hypothèque et le chef du financement et de l'administration du courtier en hypothèque mettent sur pied ensemble une stratégie de diligence raisonnable. Lors de cette réunion, sont discutés l'échéancier, les rôles et les responsabilités, les tactiques de souscription et les problèmes potentiels.</p> <p>L'équipe de souscription du courtier en hypothèque effectue une diligence raisonnable et minutieuse afin d'évaluer les mérites du placement proposé. Le processus peut inclure un examen des éléments suivants : vérifications de solvabilité, états financiers et états sur l'avoir net personnel des emprunteurs et des garants, le cas échéant; expérience de l'emprunteur, antécédents, capacités et forces de l'équipe; recherches internet; rapports de tiers (comme les évaluations de la valeur, les études de marché, les évaluations environnementales, les évaluations de l'état des bâtiments, les évaluations géotechniques et les rapports des métres); les registres des loyers, les contrats de location, les contrats de préclusion, transactions de placement et de location comparables; budgets et échéanciers pour le développement, zonage et permis; études du marché local; et soldes hypothécaires avant classement et ultérieurement.</p> <p>L'équipe de souscription examine également le reste de l'information contenue dans la liste de vérification diligente du courtier en hypothèques et complète un modèle d'analyse de souscription. L'équipe de souscription rédige ensuite un mémo de diligence raisonnable qui détaille les modalités proposées du prêt, la souscription et les résultats de la vérification diligente.</p>
Réunion d'examen avec le chef du risque de crédit et de la souscription	<p>Le mémo de diligence raisonnable est soumis à l'examen du chef du risque de crédit et de la souscription du courtier en hypothèques. Celui-ci examine les données de souscription, les hypothèses, les contrôles préalables et l'analyse des résultats, puis confirme que la vérification diligente a eu lieu conformément aux politiques et aux procédures avant qu'elle ne soit soumise à l'approbation des délégués du comité de crédit du courtier en hypothèques.</p> <p>Tout changement important apporté aux modalités de la transaction ou tout changement important dans la perception du risque qui survient au cours de l'examen exige que l'opération soit retournée au comité de crédit du courtier en hypothèques aux fins d'approbation.</p>
Approbation	<p>Une fois l'examen du chef du risque de crédit et de la souscription du courtier en hypothèques terminé, le mémo de diligence raisonnable (et la documentation afférente) est soumis aux délégués du comité de crédit du courtier en hypothèques pour examen final et approbation.</p>
Documentation juridique	<p>Le conseiller juridique du courtier en hypothèques prépare les documents, obtient l'assurance afférente aux titres et effectue les enquêtes et les recherches nécessaires. Le courtier en hypothèques obtient les conseils d'un conseiller en assurance pour savoir si la couverture d'assurance actuelle ou proposée est adéquate. Le courtier en hypothèques obtient des lettres d'envoi et de confiance de divers consultants qui ont fourni des rapports concernant l'opération.</p>

Au fur et à mesure que les placements hypothécaires potentiels sont identifiés et approuvés selon les procédures présentées ci-dessus, le gestionnaire déterminera si l'occasion de placement hypothécaire convient à la Fiducie,

compte tenu des objectifs, stratégies et restrictions de placement de la Fiducie et de l'objectif du gestionnaire de maintenir un portefeuille diversifié et entièrement investi pour celle-ci. Lorsque le gestionnaire détermine qu'une nouvelle occasion de placement hypothécaire convient à plus d'une entité de placement qu'il gère, les entités de placement hypothécaire participent au prorata à ce placement, dans la mesure du possible, en fonction, notamment, de l'importance relative de l'occasion de placement pour la réalisation des objectifs de chaque entité de placement et du montant relatif des actifs sous gestion dans chacune de ces entités. Voir « Objectifs et politiques ».

### *Syndication de prêts*

Le gestionnaire permettra à des tiers de participer à des tranches de rang supérieur d'une hypothèque de premier ordre ou à des tiers, des fonds affiliés ou des coentreprises de participer à des prêts qui prendront un rang égal ou inférieur à celui de la Fiducie. Le processus de syndication offre la possibilité de fournir à une entité dont la tolérance au risque est faible une tranche de premier rang plus sûre au sein d'un prêt hypothécaire, avec des tranches de second rang progressivement plus risquées et à rendement plus élevé aux entités dont la tolérance au risque est plus élevée. Ces arrangements auprès de tiers, de fonds affiliés et de coentreprises permettent au gestionnaire de, entre autres, réduire l'exposition de la Fiducie à une seule hypothèque, promouvoir la diversification au sein de la Fiducie, répartir adéquatement les risques relatifs aux hypothèques, fournir un rendement plus élevé et générer des liquidités pour la Fiducie.

Les participations de la Fiducie dans une syndication de prêts hypothécaires seront généralement représentées par des conventions légales aux termes desquelles le courtier en hypothèques ou ses sociétés affiliées conservent le contrôle général de l'administration et du service des hypothèques concernées. La documentation entre l'emprunteur et le courtier en hypothèques, ou une société affiliée à celui-ci, stipule normalement qu'en cas de défaut de l'emprunteur de payer une somme due aux termes d'un prêt hypothécaire, le courtier en hypothèques ou une société affiliée à celui-ci, au nom des participants de rang inférieur à l'hypothèque, y compris la Fiducie, a généralement le droit de faire exécuter le prêt hypothécaire conformément à la loi applicable. Si l'emprunteur ne parvient pas à effectuer un paiement d'intérêts et/ou de capital prévu, le courtier en hypothèques ou sa société affiliée, au nom des participants de rang inférieur à l'hypothèque, y compris la Fiducie, peut prendre des mesures coercitives ou faire intervenir les recours que le courtier en hypothèques ou sa société affiliée juge appropriés. Dans le cadre de certaines ententes de syndication, le courtier en hypothèques pourrait être tenu d'obtenir l'approbation du tiers prêteur sur un plan proposé concernant l'application de la loi et les recours avant de prendre toute mesure à cet égard.

La négociation des modalités de l'entente de syndication de prêts est généralement réalisée par le courtier en hypothèques ou ses sociétés affiliées. Ces modalités sont incluses dans la documentation afférente au placement hypothécaire proposé qui est présentée au comité de crédit dans le cadre du processus de révision et d'approbation.

### *Types de syndications de prêts*

#### Syndication de premier rang

Il est prévu que la Fiducie participe communément à des placements hypothécaires assortis d'une quelconque forme de syndication de prêts dans le cadre de laquelle les tiers prêteurs possèdent une position garantie de rang supérieur (aussi appelée dans les présentes une « **tranche de rang supérieur A** »), comme il est décrit ci-dessous.

Les syndications de rang supérieur font généralement intervenir des tiers prêteurs (comme des banques, des sociétés fiduciaires et d'autres entités de placements hypothécaires) (« **prêteurs syndiqués** ») qui endossent une position garantie de rang supérieur au sein du placement. Ces placements hypothécaires sont souvent structurés (particulièrement dans le cas des placements hypothécaires américains) à l'aide d'une ou de plusieurs entités *ad hoc*, les prêteurs syndiqués occupant dans les faits une position de rang supérieur dans l'entité *ad hoc* qui représente entre 50 % et 80 % du montant de l'hypothèque sous-jacente (bien que certains placements engagent un effet de levier plus important lorsque jugé approprié). La Fiducie, généralement de concert avec d'autres fonds affiliés ou coentreprises dont la stratégie de placement est comparable à celle de la Fiducie, détient typiquement une position de rang inférieur dans l'entité *ad hoc*. Celle-ci est subordonnée à la position de rang supérieur détenue par les prêteurs syndiqués au moyen de leur prêt de rang supérieur. Le prêt octroyé par les prêteurs syndiqués est assorti d'un taux d'intérêt inférieur à celui en vigueur pour l'hypothèque sous-jacente en l'échange duquel les prêteurs syndiqués occupent une position garantie de rang supérieur, au-devant de la position de rang inférieur. Incidemment, cette structure signifie que le

rendement touché par les participants de rang inférieur repose dans les faits sur un effet de levier équivalant à la différence entre le taux imposé par les prêteurs syndiqués et le taux versé par l'emprunteur.

La Fiducie pourrait également investir dans des prêts syndiqués qui, après soustraction de la « tranche de rang supérieur A » détenue par le prêteur syndiqué, constituent la portion restante : celle-ci peut être de nouveau divisée (ou « répartie ») de façon à créer une « tranche de rang supérieur B » et une « tranche de rang inférieur C », où la « tranche de rang supérieur B » est subordonnée à la « tranche de rang supérieur A », mais supérieure à la « tranche de rang inférieur C ». Dans ce cas-là, le taux d'intérêt de la « tranche de rang supérieur B » sera plus élevé que celui afférent à la « tranche de rang supérieur A », mais inférieur au taux de la « tranche de rang inférieur C » pour tenir compte des différences sur le plan des priorités de garantie et des risques propres à chaque tranche.

**Dans le cadre de prêts sans prêteur syndiqué, la Fiducie participe généralement dans une « tranche de rang supérieur A » du prêt tandis que les fonds affiliés ou les coentreprises occupent une tranche de rang inférieur. Dans le cas de prêts syndiqués faisant intervenir une « tranche de rang supérieur A », une « tranche de rang supérieur B » et une « tranche de rang inférieur C », la Fiducie participe généralement à la « tranche de rang supérieur B » seulement. La Fiducie participe dans des tranches de prêts de rang inférieur de façon sélective et limitée.**

#### Syndication autre que de premier rang

La Fiducie peut investir dans des placements hypothécaires de concert avec des fonds affiliés et des coentreprises sans la participation de prêteurs syndiqués, et ce, pour diverses raisons, notamment pour être en mesure de participer dans des hypothèques que la Fiducie ne serait pas en mesure de financer par elle-même autrement et pour permettre une plus grande diversification dans le portefeuille de placements de la Fiducie. De tels placements hypothécaires pourraient prendre la forme d'une participation directe dans l'hypothèque sous-jacente ou d'une participation dans une entité *ad hoc* qui est la propriété véritable de la Fiducie et d'autres fonds participant à l'hypothèque sous-jacente. Ces placements s'effectuent généralement sur une base de rang égal (*pari passu*) avec les autres fonds participant à l'investissement.

#### Syndication entre parties liées

En vertu de certaines ententes de syndication, les administrateurs ou dirigeants du gestionnaire, les sociétés affiliées du gestionnaire ou les employés du gestionnaire ou de ses sociétés affiliées (collectivement, les « **parties liées** ») pourraient également participer à l'hypothèque en vertu d'un rang égal ou inférieur. Cette situation survient typiquement lorsque le gestionnaire souhaite créer des liquidités et/ou réduire son exposition à un placement hypothécaire détenu par les fonds qu'il gère.

**Les parties liées qui, à des fins de clarté, n'incluent par les fonds affiliés ni les coentreprises, n'ont pas le droit d'investir dans un placement hypothécaire détenu par la Fiducie qui occupe un rang supérieur à celui de la Fiducie.**

#### Structures de la syndication de prêts

On peut structurer la syndication de prêts en fonction d'un prêt particulier (« **Facilité pour prêt unique** ») ou d'un groupe de prêts en vertu duquel des hypothèques sont rassemblées pour former un portefeuille de placements voués à la syndication (« **Facilités pour prêts regroupés** »).

Pour faciliter les arrangements de syndication, de nombreux prêteurs syndiqués exigent que les hypothèques soient détenues par une entité située aux États-Unis (par exemple, une entité *ad hoc*), normalement une corporation, une fiducie ou une société en commandite simple. Par conséquent, dans la plupart des prêts syndiqués, le placement hypothécaire de la Fiducie n'est pas composé d'une participation directe dans l'hypothèque, mais plutôt d'une participation dans les capitaux propres et une participation dans l'entité *ad hoc* applicable qui sera le propriétaire légal et véritable de l'hypothèque et qui sera géré par le gestionnaire ou une société affiliée au gestionnaire au nom des propriétaires véritables de l'entité *ad hoc*.

Un sommaire des quatre principales structures de placements hypothécaires les plus communément détenus par la Fiducie est présenté ci-dessous :

### 1. Participation hypothécaire directe

Dans le cadre d'un accord de participation directe au prêt hypothécaire, la Fiducie détient une participation effective directe dans le prêt hypothécaire, tandis que le titre légal du prêt hypothécaire est détenu par une entité prête-nom établie et contrôlée par une société affiliée au gestionnaire. Si l'hypothèque implique un co-investissement de la Fiducie et des fonds affiliés, des coentreprises ou d'autres tiers, les participations effectives respectives des parties, ainsi que leurs droits de participation respectifs (et la priorité des garanties, le cas échéant) seront généralement énoncés dans une « entente de participation et de service des emprunts hypothécaires » entre les copropriétaires, le prête-nom et le gestionnaire.

### 2. Financement prêt sur prêt

Dans le cadre d'un financement prêt sur prêt, les tiers octroient un prêt adossé à la garantie d'une ou de plusieurs hypothèques. Les tiers reçoivent en échange une cession en garantie du ou des prêts hypothécaires (et des documents de prêt connexes) pour garantir le prêt consenti par les tiers au créancier hypothécaire. Le financement prêt sur prêt a lieu lorsque le financier tiers octroie un prêt soit à (1) une entité prête-nom établie et contrôlée par une société affiliée au gestionnaire qui détient le titre de propriété légal de l'hypothèque ou des hypothèques sous-jacentes au nom des propriétaires bénéficiaires ou (2) une entité *ad hoc* établie et contrôlée par une société affiliée au gestionnaire qui détient la propriété légale et bénéficiaire de l'hypothèque ou des hypothèques.

### 3. Accords de mise en pension

Les ententes de rachat ou de mise en pension ont lieu lorsqu'un prêteur syndiqué acquiert des prêts auprès d'une entité *ad hoc* établie et contrôlée par une société affiliée au gestionnaire, laquelle détient la propriété légale et bénéficiaire des hypothèques visées, en vertu d'une entente simultanée qui stipule que les prêts seront rachetés à une date ultérieure (« **mise en pension** »). Le prêteur de la mise en pension reçoit en gage la participation au capital de l'entité *ad hoc*.

### 4. Accords de cofinancement

En vertu d'un accord de cofinancement, la Fiducie conclut, par l'entremise d'une entité prête-nom établie et contrôlée par une société affiliée au gestionnaire, un accord de cofinancement avec l'emprunteur et un ou plusieurs tiers prêteurs (qui peuvent inclure un prêteur syndiqué et/ou un fonds affilié); cet accord stipule les modalités de l'arrangement et l'emprunteur est tenu d'émettre des billets à ordre distincts aux prêteurs.

### Facteurs de risque

Chaque entente de syndication de prêts comporte ses propres modalités, lesquelles pourraient différer de ces ententes ou de toute autre entente de syndication. Ces modalités peuvent inclure les suivantes, lesquelles peuvent entraîner d'autres risques pour la Fiducie :

- Les modalités de la syndication pourraient exiger de la Fiducie qu'elle rachète sa part proportionnelle de la position du participant de rang supérieur en cas de défaut de l'hypothèque sous-jacente, de sorte que la Fiducie assume une plus grande part de l'hypothèque en situation de défaut. Si un autre participant de rang inférieur ne satisfait pas à ses obligations à l'égard de sa part proportionnelle desdites obligations ou indemnités de rachat, la Fiducie pourrait subir une perte inattendue dans certaines situations.
- Le gestionnaire pourrait devoir obtenir les conseils du participant de rang supérieur en cas de décision importante à prendre en cas de défaut, forçant potentiellement le gestionnaire à prendre des mesures différentes de celles qu'il aurait prises sans l'intervention d'un tiers participant à l'hypothèque (bien que dans ces cas-là, la Fiducie et les autres investisseurs dans une telle hypothèque sont généralement en mesure de racheter la tranche de rang supérieur afin de permettre au gestionnaire de prendre les commandes en matière de décision).

- Des clauses restrictives particulières sur le plan du rendement pourraient être exigées par la tranche de rang supérieur de la syndication qui, si elles ne sont pas honorées, forceraient les détenteurs de la tranche de rang inférieur à racheter la tranche de rang supérieur du participant.
- Un manquement par la Fiducie et/ou d'autres investisseurs à l'égard d'une hypothèque pourrait éventuellement faire en sorte que la Fiducie perde l'hypothèque entière au prêteur de rang supérieur.
- La Fiducie (ou d'autres participants de rang inférieur qui investissent de concert avec la Fiducie dans une tranche de rang inférieur) pourrait ne pas satisfaire ou être en mesure de satisfaire à ses obligations de rachat dans le cadre d'une entente de mise en pension, ce qui entraînerait une perte inattendue pour la Fiducie dans certaines situations.

La liste ci-dessus des risques éventuels liés à la participation de la Fiducie à des syndications de prêts n'est pas exhaustive et ne doit pas être interprétée comme étant telle; de plus, les investisseurs potentiels doivent être conscients qu'il peut y avoir d'autres risques en plus de ce qui précède.

Les risques associés aux facilités de prêts regroupés donnent également lieu à d'autres risques, notamment :

- Si un prêt figurant dans une facilité de prêts regroupés se trouve en défaut, celui-ci devra être retiré de la facilité de prêts regroupés, ce qui entraînera le rachat de la part proportionnelle du prêt par la Fiducie et, par le fait même, une pondération plus importante dans le prêt en question pour la Fiducie.
- Des clauses de valorisation au prix de marché pourraient occasionner des appels de marge pour répondre à problèmes de crédit sur le plan des prêts individuels ou en vertu desquelles des remboursements liquides seront versés au partenaire de financement jusqu'à ce que les niveaux de garantie soient rééquilibrés en fonction des modalités convenues par contrat.
- Les facilités de prêts regroupés sont généralement assorties de clauses de défaut croisé/cloauses de garantie croisée sur tous les prêts au sein d'une facilité de prêts regroupés; elles peuvent aussi comporter des clauses de défaut croisé avec d'autres facilités de financement. De plus, la Fiducie pourrait être investie dans une seule hypothèque ou dans certaines des hypothèques au sein d'une facilité de prêts regroupés. Chaque participant de rang inférieur à un prêt individuel au sein d'une facilité de prêts regroupés sera responsable de ses prêts particuliers et fournira des indemnités aux autres participants à l'égard de leurs prêts particuliers; toutefois, rien ne garantit que les participants de rang inférieur respecteront leurs obligations à l'égard de leurs prêts particuliers ou que les indemnités seront versées, ce qui pourrait entraîner une perte inattendue pour la Fiducie.
- Il peut y avoir des clauses de recours partiel et/ou de garantie dans le cadre des facilités de prêts regroupés qui prévoient un seul garant (qui peut inclure la Fiducie ou les fonds affiliés), les autres participants indemnisant le garant principal pour leur part au prorata de la garantie.
- Les tiers financiers dans le cadre d'un accord de mise en pension tirent parti de plusieurs règles d'exonération en vertu du code sur la faillite qui permettent aux fournisseurs de mise en pension de liquider, mettre un terme et accélérer les prêts conformément aux modalités de l'entente de mise en pension en évitant le processus de faillite et le besoin d'obtenir l'approbation de la cour des faillites.

#### Clauses restrictives et coûts

Certaines des ententes de partage de prêts avec des tiers décrites ci-dessus peuvent comprendre des ententes contractuelles ou des clauses restrictives telles que des clauses restrictives en matière de liquidités et de dettes au niveau du fonds, des ententes de financement ou de garantie de remboursement, des exigences en matière de rapports et d'autres obligations semblables associées à un prêt hypothécaire particulier. De plus, des frais juridiques, des commissions d'engagement et d'autres frais pourraient intervenir dans le cadre d'une entente de syndication, lesquels pourraient être payables par la Fiducie.

### ***Facilité d'exploitation de la Fiducie***

La Sous-fiducie a obtenu une facilité de crédit à vue renouvelable et garantie octroyée par une banque à charte canadienne pour des emprunts jusqu'à concurrence de 45 000 000 \$, en vigueur le 23 novembre 2022 et modifiée le 26 juin 2024. Cette facilité a été utilisée afin de : i) faciliter les activités d'exploitation et financer les besoins en fonds de roulement et ii) faciliter l'octroi de prêts hypothécaires ou le financement d'avances ultérieures de manière expéditive. L'intérêt des facilités à vue est calculé en majorant de 1,25 % par an le taux préférentiel de la banque, en tenant compte des découverts bancaires, prêts au taux préférentiel et taux CORRA, plus 2,25 % par année pour les emprunts à terme. Aucun droit d'accès n'est calculé sur la partie non utilisée de la facilité. La facilité de crédit comporte des tests financiers et d'autres clauses restrictives auxquels doit se conformer la Sous-fiducie. La Sous-fiducie doit (a) conserver un ratio de couverture des intérêts égal ou supérieur à 3,0/1,0, calculé à la fin de chaque trimestre d'exercice pour la période intermédiaire de douze mois alors terminée; (b) maintenir son ratio de la dette bancaire par rapport à la valeur corporelle nette en tout temps égal ou inférieur à 0,4/1,0; (c) conserver en tout temps une valeur corporelle nette minimale de 175 000 000 \$; et (d) conserver en tout temps un ratio minimal de couverture des paiements hypothécaires égal ou supérieur à 2,0/1,0, calculé à la fin de chaque trimestre d'exercice pour la période intermédiaire de douze mois alors terminée. Au cours de l'exercice, la Sous-fiducie répondait à toutes ces clauses restrictives.

La facilité de crédit est garantie par un contrat de prêt sur titres offrant une sûreté de premier rang sur tous les biens personnels de la Sous-fiducie et une charge flottante sur tous les biens immobiliers de la Sous-fiducie, ainsi que la cession des droits de bénéficiaire de la Sous-fiducie à l'égard de toutes les hypothèques détenues. Au 1<sup>er</sup> octobre 2024, aucun montant (néant) n'avait été prélevé sur la facilité de crédit (néant en 2023).

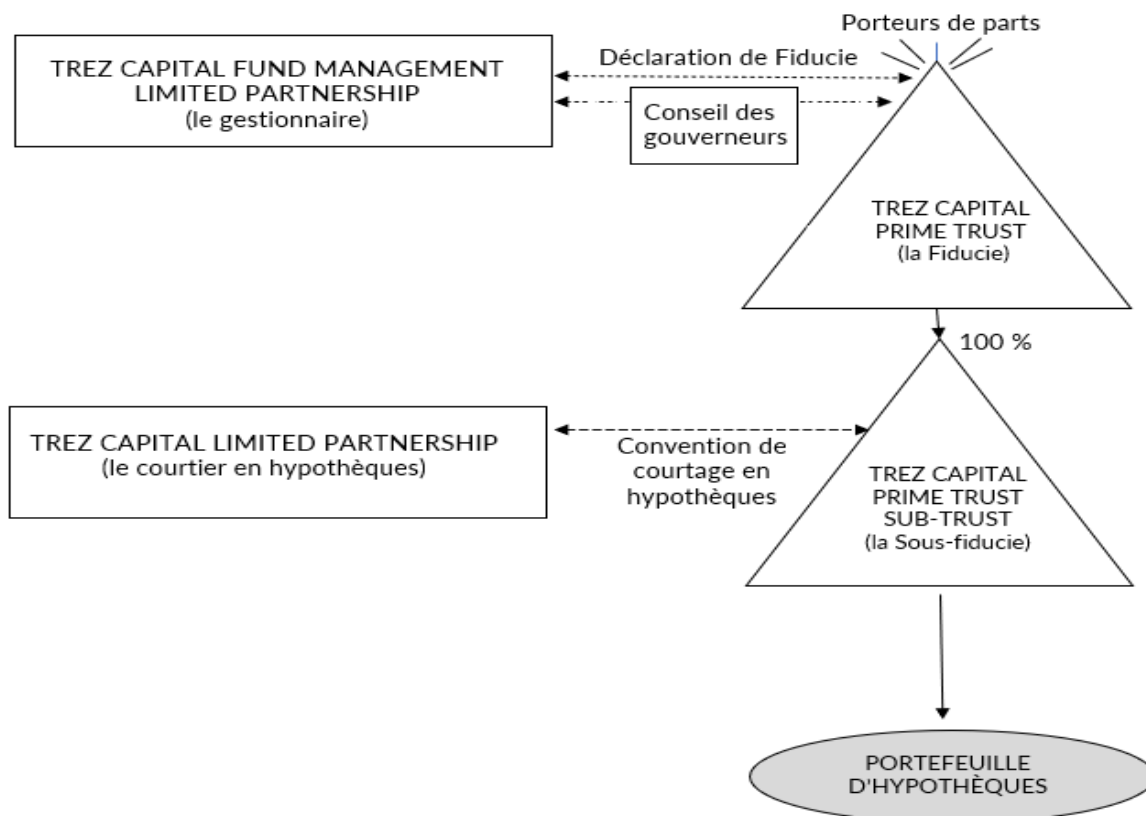
### ***Gestion***

La Fiducie a retenu les services du courtier en hypothèques pour lui fournir des conseils relativement à l'acquisition de participations dans des hypothèques. Le gestionnaire est chargé d'effectuer toutes les opérations de la Fiducie, de fournir des services de gestion à la Fiducie et, à titre de conseiller en valeurs, de superviser les placements et le portefeuille hypothécaire de la Fiducie. Les placements dans des prêts hypothécaires sont examinés trimestriellement par le conseil des gouverneurs de la Fiducie, par l'intermédiaire de son comité de crédit, afin de s'assurer qu'ils respectent les objectifs de placement de la Fiducie. À la réception des conseils du courtier en hypothèques et sous réserve des approbations requises du comité de crédit, le gestionnaire vendra de temps à autre des placements dans des hypothèques et réinvestira le produit ou échangera ces placements contre d'autres placements. Voir « Administrateurs, membres de la direction, promoteurs et porteurs principaux – Trez Capital Limited Partnership (le courtier en hypothèques) » et « Administrateurs, membres de la direction, promoteurs et porteurs principaux – Comité d'examen indépendant ».

Le courtier en hypothèques est bien connu dans le secteur des prêts immobiliers non bancaires en Amérique du Nord. Il identifie les transactions potentielles principalement par l'intermédiaire d'un réseau de contacts d'affaires existants, des emprunteurs réguliers et de sa réputation. Le courtier en hypothèques recherche, examine et présente à la Fiducie des occasions de placement qui sont conformes aux objectifs de placement et aux politiques d'exploitation de la Fiducie et assure la prestation de services hypothécaires en son nom. Trez Capital Corporation, le prédécesseur du courtier en hypothèques, a initié, souscrit et géré avec succès des placements hypothécaires pour le compte de nombreux clients investisseurs et institutions financières, ainsi que des placements hypothécaires syndiqués auprès de ces derniers depuis plus de 25 ans. Voir « Administrateurs, membres de la direction, promoteurs et porteurs principaux – Trez Capital Limited Partnership (le courtier en hypothèques) ».

### **Relations organisationnelles**

La structure de placement de la Fiducie et du portefeuille hypothécaire est présentée ci-après. Ce diagramme est fourni à titre d'illustration seulement et est présenté sous réserve des renseignements figurant ailleurs dans la présente notice d'offre.



Les placements dans le portefeuille de prêts hypothécaires sont détenus soit directement soit indirectement (p. ex. : par l'entremise d'entités *ad hoc*) par la Sous-fiducie.

### Portefeuille hypothécaire de la Fiducie au 30 septembre 2024

Le tableau suivant présente les détails du portefeuille hypothécaire de la Fiducie au 30 septembre 2024, par type d'hypothèques.

Type de prêts hypothécaires	Nombre de placements hypothécaires	Solde impayé (\$)	Taux d'intérêt moyen pondéré	% du total des placements
Premier ordre – rang supérieur A <sup>1</sup>	13	83 791 379	9,1 %	37,3 %
Premier ordre – rang supérieur B <sup>2</sup>	28	130 281 467	10,9 %	57,9 %
Premier ordre – non réparti <sup>3</sup>	2	5 018 013	9,4 %	2,2 %
Premier ordre – rang inférieur	2	5 911 585	12,9 %	2,6 %
	<b>45</b>	<b>225 002 444</b>	<b>10,2 %</b>	<b>100 %</b>

<sup>1</sup> La tranche de « rang supérieur A » renvoie au rang le plus élevé d'une participation hypothécaire de premier ordre. Tous les autres participants dans l'hypothèque de premier ordre se retrouvent donc en position subordonnée au sein de cette hypothèque de premier ordre.

<sup>2</sup> La tranche de « rang supérieur B » est subordonnée à une tranche de « rang supérieur A », mais supérieure à la « tranche inférieur C » au sein de l'hypothèque de premier ordre. Par conséquent, une position de « rang supérieur B » ne se trouve pas première en cas de défaut d'une hypothèque de premier ordre.

<sup>3</sup> Les positions non réparties renvoient à des prêts hypothécaires qui n'ont pas été répartis en position de rang inférieur et supérieur et tous les participants sont de ce fait des participants de même rang, ou *pari passu*.

Au total 5 911 585 \$ ou 2,6 % des hypothèques de la Fiducie sont attribuées à des positions de rang inférieur. La Fiducie participe dans des positions de rang inférieur de façon sélective.



Le tableau suivant présente les détails du portefeuille hypothécaire de la Fiducie au 30 septembre 2024 selon la nature des biens sous-jacents.

<b>Nature du bien sous-jacent</b>	<b>Nombre de placements hypothécaires</b>	<b>Solde impayé (\$)</b>	<b>Taux d'intérêt moyen pondéré</b>	<b>Ratio prêt-valeur pondéré</b>	<b>% du total des placements</b>
Résidentiel	41	205 970 778	10,2 %	43,0 %	91,5 %
Autres	1	9 101 571	9,3 %	41,4 %	4,1 %
Bureau	2	5 694 998	10,9 %	66,8 %	2,5 %
Industriel	1	4 235 097	12,3 %	58,7 %	1,9 %
	<b>45</b>	<b>225 002 444</b>	<b>10,2 %</b>	<b>43,9 %</b>	<b>100 %</b>

Le tableau suivant présente les détails du portefeuille hypothécaire de la Fiducie au 30 septembre 2024 par emplacement des biens sous-jacents.

<b>Emplacement du bien sous-jacent</b>	<b>Nombre de placements</b>	<b>Solde impayé (\$)</b>	<b>Taux d'intérêt moyen pondéré</b>	<b>% du total des placements</b>
Arizona	7	51 980 369	10,3 %	23,1 %
Texas	12	46 145 375	9,5 %	20,5 %
Washington	2	39 894 240	9,3 %	17,7 %
Ontario	2	27 952 209	10,5 %	12,4 %
Colombie-Britannique	11	25 098 849	11,1 %	11,2 %
Floride	4	19 841 056	11,2 %	8,8 %
Utah	3	9 639 760	12,1 %	4,3 %
Géorgie	2	3 115 532	11,3 %	1,4 %
Caroline du Nord	1	1 334 903	11,5 %	0,6 %
Nouveau Mexique	1	152	10,5 %	0,00 %
	<b>45</b>	<b>225 002 444</b>	<b>10,2 %</b>	<b>100,0 %</b>

Au 30 septembre 2024, la durée moyenne à l'échéance des hypothèques, pondérée en fonction du montant principal des hypothèques, s'élève à 6,91 mois et le pourcentage des hypothèques qui viendront à échéance dans un an s'établit à 86,8 % du total du montant principal des hypothèques.

Le tableau suivant présente le détail des hypothèques du portefeuille de placements de la Fiducie qui, au 30 septembre 2024, sont en souffrance depuis 90 jours ou présentent une valeur en défaillance.

<b>Information sur les hypothèques</b>	<b>Nombre de placements</b>	<b>Solde impayé (\$)</b>	<b>% du total des placements</b>
Placements dont le paiement est en souffrance depuis plus de 90 jours <sup>(1)</sup>	1	5 232 591	2,3 %
Placements dont la valeur est défaillante <sup>(2)</sup>	1	5 232 591	2,3 %
Placements non en défaillance ou dont le solde n'est pas impayé depuis 90 jours, mais présentant des accommodements importants <sup>(3)</sup>	-	-	-

<sup>(1)</sup> Comprend un bien saisi représentant un montant de 5 232 591 \$. L'actif saisi représentant au total 5 232 591 \$ ou 2,3 % du total des placements fait également partie des placements présentés sous la rubrique « Placements dont la valeur est défaillante ».

<sup>(2)</sup> Placements pour lesquels une dépréciation de la valeur a été comptabilisée conformément aux IFRS. La valeur brute du placement s'élève à 5 232 591 \$, montant duquel une charge estimative de 487 623 \$ a été comptabilisée pour une valeur nette de 4 744 968 \$. Ce montant tient compte de l'actif saisi représentant au total 5 232 591 \$ ou 2,3 % du total des placements et qui fait également partie des placements présentés sous la rubrique « Placements dont le paiement est en souffrance depuis plus de 90 jours ». Après le 30 septembre 2024, le terrain a été vendu et la Fiducie a réglé les billets à ordre à recevoir avec le produit de la vente de 1 463 843 \$ et une reprise d'hypothèque par le vendeur de 3 202 124 \$ payable

le 1<sup>er</sup> octobre 2028. La reprise d'hypothèque par le vendeur porte intérêt au taux de 4 % par année la première année, de 5 % par année la deuxième année, de 6 % par année la troisième année et de 7 % par année jusqu'à l'échéance, payable annuellement.

<sup>(3)</sup> « Accommodement important » renvoie principalement à des taux d'intérêts sur prêts qui sont inférieurs à ceux du marché.

La Fiducie effectue certains placements dans des hypothèques par l'entremise d'une ou plusieurs sociétés, fiducies ou personnes afin de permettre à la Fiducie d'établir des ententes de syndication de prêts avec certains tiers investisseurs. Les hypothèques consenties par l'entremise d'entités *ad hoc* sont représentées par des placements détenus à la juste valeur ou par des sociétés affiliées conformément aux IFRS. À des fins de clarté, le rapprochement des placements détenus dans le portefeuille hypothécaire avec les données fournies dans les états financiers vérifiés en vertu des IFRS est présenté ci-dessous.

### Rapprochement du portefeuille d'hypothèques avec les états financiers intermédiaires résumés non vérifiés (ÉFI) :

Placements dans les prêts hypothécaires selon les ÉFI (note 4 des ÉFI)	144 362 544 \$
Placements détenus à la juste valeur par l'entremise d'entités <i>ad hoc</i> selon les ÉFI	82 282 411 \$
Autres actifs d'entités <i>ad hoc</i> <sup>1</sup>	(2 642 511) \$
<b>Portefeuille de prêts hypothécaires</b>	<b>225 002 444 \$</b>

<sup>1</sup> Les entités *ad hoc* investissent dans des hypothèques avec des tiers partenaires de syndication de prêts. À tout moment, l'entité *ad hoc* pourrait détenir des fonds de roulement. Un rajustement est réalisé afin de supprimer la portion en fonds de roulement du montant attribuable aux prêts hypothécaires.

En plus du portefeuille hypothécaire, la Fiducie détient un billet garanti à recevoir totalisant 5 232 591 \$ afférents à des biens saisis. Voir « Prêts en souffrance et biens saisis » pour obtenir plus de renseignements.

### Rendement du portefeuille

Le tableau suivant présente les données sur le rendement de la Fiducie au cours des 10 plus récents exercices financiers complets.

Année	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Parts de série F (DRIP) <sup>1</sup>	5,47 %	5,39 %	5,21 %	5,13 %	5,08 %	5,18 %	4,59 %	4,33 %	5,10 %	7,19 %
Parts de série A (DRIP) <sup>1</sup>	4,40 %	4,40 %	4,18 %	4,12 %	4,05 %	4,14 %	3,56 %	3,30 %	4,06 %	6,13 %

<sup>1</sup> Tous les rendements déclarés sont nets des frais.

Les données sur le rendement sont calculées conformément à la politique d'évaluation de la Fiducie. Voir « Calcul de la valeur comptable – politique d'évaluation ».

### Nouvelles récentes

#### Changements apportés aux postes de direction

Le 31 janvier 2025, John Maragliano a été nommé co-chef de la direction du commandité de Trez Capital Group Limited Partnership (lequel possède une participation majoritaire indirecte dans le gestionnaire), co-chef de la direction du commandité du gestionnaire, co-chef de la direction du commandité de Trez Texas, co-chef de la direction du commandité de Trez New York et co-chef de la direction du commandité de Mortgage Broker-California. Également le 31 janvier 2025, Christian Skogen a été nommé chef du placement du commandité du gestionnaire et Keiju Yamasaki a été nommé chef du crédit du commandité du gestionnaire. Parallèlement à ces promotions, Dean Kirkham a démissionné de toutes ses fonctions auprès de Trez Capital Group Limited Partnership, du gestionnaire et de ses sociétés affiliées.

Morley Greene, fondateur et président du conseil exécutif du commandité de Trez Capital Group Limited Partnership, a quitté son poste de président du conseil et président-directeur général et administrateur du commandité du gestionnaire, de président du commandité de Trez Texas, de président du commandité de Trez New York et président

et administrateur du commandité de Mortgage Broker-California en date du 5 février 2024. M. Greene continue de contribuer aux principales initiatives stratégiques de Trez Capital Group Limited Partnership, du gestionnaire et de ses sociétés affiliées. En vertu de ces modifications, John Maragliano a été nommé chef de la direction financière du commandité de Trez Texas et chef de la direction financière et administrateur du commandité de Mortgage Broker-California; et John D. Hutchinson est devenu président-directeur général du commandité de Trez Texas et a été nommé président-directeur général du commandité de Trez New York; chacun en date du 6 février 2024.

### ***Exploitations en Floride***

En décembre 2022, les sociétés affiliées au courtier en hypothèques aux États-Unis ont décidé de procéder à la fermeture des bureaux de Trez Florida et de cesser toute activité avec Brett Forman. La fermeture de Trez Florida s'est poursuivie en 2023. Trez Florida a continué d'assurer la gestion de son portefeuille de prêts existant, mais n'a pas cherché à conclure de nouvelles ententes de prêt par l'entremise de son ancien bureau situé à Boyton Beach en Floride. Le courtier en hypothèques, par l'entremise de ses sociétés affiliées aux États-Unis, a plutôt décidé d'ouvrir un nouveau bureau à Miami en Floride le 1<sup>er</sup> mai 2023 pour desservir sa plateforme de montage de prêts en Floride et dans la région du sud-est des États-Unis. Ce bureau est une filiale de Trez Texas. À l'instar des autres bureaux, ceux situés à Miami en Floride ne soumettent à la considération de la Fiducie que des occasions de placement qui sont conformes aux objectifs et aux politiques de placement de la Fiducie.

### ***Conseil des gouverneurs***

Le 1<sup>er</sup> mai 2023, Karen Keilty a été nommée pour siéger au conseil des gouverneurs. Le 30 septembre 2023, le mandat de Dale Belsher, ancien membre du conseil des gouverneurs de la Fiducie, est venu à échéance. Le 1<sup>er</sup> janvier 2024, le mandat de Christopher Voutsinas, ancien membre du conseil des gouverneurs de la Fiducie, est venu à échéance. Afin de pourvoir le poste laissé vacant, Joshua Varghese a été nommé membre pour siéger au conseil des gouverneurs.

### ***Transfert des actifs de la Fiducie à la Sous-fiducie Trez Capital Prime Trust***

Le 1<sup>er</sup> janvier 2022, la Fiducie a procédé au transfert d'essentiellement tous ses actifs, (y compris tous les prêts hypothécaires) à la Sous-fiducie en vertu d'une convention cadre de transfert des actifs en date du 31 décembre 2021. La Sous-fiducie est détenue à part entière par la Fiducie, gouvernée par une déclaration de Fiducie qui est virtuellement la même que celle de la Fiducie et qui sera utilisée par la Fiducie à des fins opérationnelles. La Fiducie continue de détenir, indirectement, les actifs transférés à la Sous-fiducie. En lien avec ce transfert des actifs, la facilité de crédit renouvelable de la Fiducie a été amendée de manière à ce que la Sous-fiducie remplace la Fiducie à titre d'emprunteur en vertu des modalités de la facilité de crédit. Ce transfert a eu lieu avec une entité détenue à part entière et n'a aucune répercussion importante sur les investisseurs. Voir « La Fiducie – Activités de la Fiducie – Facilité d'exploitation de la Fiducie ».

### ***Nouveaux associés de Trez Capital Group Limited Partnership***

En vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022, Dean Kirkham et John Maragliano ont chacun souscrit une participation minoritaire indirecte dans Trez Capital Group Limited Partnership et sont devenus associés de Trez Capital Group Limited Partnership. À l'issue de la démission de M. Kirkham, celui-ci a transféré sa participation minoritaire à Trez Capital Group Limited Partnership en vue d'être annulée en vigueur le 31 janvier 2025. Voir « La Fiducie – Nouvelles récentes – Changements apportés aux postes de direction ».

### ***Licences californiennes***

En 2022, une société affiliée au courtier en hypothèques a reçu l'autorisation et les licences requises pour exploiter en Californie.

### ***Prêts en souffrance et biens saisis***

Au 30 septembre 2024, la Fiducie ne renfermait aucune hypothèque en défaut valant au total 0 \$ (2 847 923 \$ en 2023).

La Fiducie comportait également un billet à recevoir non garanti portant sur un terrain commercial au Québec associé à un prêt hypothécaire antérieurement en défaut qui a été transféré à une partie liée, en échange duquel la Fiducie a reçu un billet non garanti à recevoir, ne portant pas intérêt et payable à vue, au montant non réglé de l'hypothèque de 5 232 591 \$ (4 996 580 \$ en 2023).

Après le 30 septembre 2024, le terrain a été vendu et la Fiducie a réglé les billets à ordre à recevoir avec le produit de la vente de 1 463 843 \$ et une reprise d'hypothèque par le vendeur de 3 202 124 \$ payable le 1<sup>er</sup> octobre 2028. La reprise d'hypothèque par le vendeur porte intérêt au taux de 4 % par année la première année, de 5 % par année la deuxième année, de 6 % par année la troisième année et de 7 % par année jusqu'à l'échéance, payable annuellement.

## OBJECTIFS ET POLITIQUES

### Objectif opérationnel

L'objectif opérationnel de la Fiducie est de préserver le capital investi et de générer un revenu régulier pour les investisseurs en investissant dans un portefeuille de prêts hypothécaires de premier ordre choisis par le courtier en hypothèques. La Fiducie investira dans des prêts garantis par des biens immobiliers au Canada et aux États-Unis. La Fiducie peut également acheter ou vendre ces hypothèques de premier ordre.

### Objectifs à court terme

Les principaux objectifs de la Fiducie pour les 12 mois à venir sont (i) de continuer à acquérir du capital par l'entremise de cette offre; et (ii) investir le produit dans le portefeuille hypothécaire.

Mesures à prendre	Date d'achèvement cible ou, si inconnue, nombre de mois avant l'achèvement	Coûts d'achèvement
Acquérir du capital par l'entremise de cette offre et investir le produit dans le portefeuille de placements.	12 mois	Néant \$

### Fonds insuffisants

Les montants disponibles par l'entremise de cette offre pourraient ne pas être suffisants pour que la Fiducie réponde à tous les objectifs proposés et rien ne garantit que d'autres sources de financement seront disponibles.

### Stratégies de placement

La stratégie de la Fiducie consiste à faire des placements prudents dans des prêts hypothécaires de premier ordre choisis par le courtier en hypothèques et axés sur le financement à court et moyen terme aux investisseurs et aux promoteurs immobiliers jugés admissibles par le gestionnaire. Le courtier en hypothèques utilisera ses stratégies de prêt bien établies et ses avantages concurrentiels, à savoir : (i) la souplesse des modalités de la structure; (ii) la rapidité et la certitude de l'exécution; et (iii) sa capacité à générer un flux d'opérations. La Fiducie est une source de financement pour les activités de prêts hypothécaires du courtier en hypothèques.

### Restrictions en matière de placement

Aux termes de la déclaration de Fiducie, les restrictions en matière de placement qui suivent s'appliquent à la sélection des hypothèques de premier ordre :

La Fiducie investira dans des hypothèques de premier ordre garanties par des biens immobiliers au Canada et aux États-Unis et achètera et vendra ces prêts, dans la mesure où ces placements ou ces activités ne la rendraient pas inadmissible à titre de placement admissible pour un régime de report en vertu de la Loi de l'impôt.

- (a) La Fiducie n'investira pas dans une hypothèque de premier ordre si le gestionnaire ou une société affiliée au gestionnaire (qui, à cette fin, n'inclut pas les fonds affiliés ni les coentreprises) détient une charge prioritaire ou une autre sûreté sur les biens immobiliers sous-jacents qui constituent la sûreté de cette hypothèque de premier ordre.
- (b) La Fiducie n'investira pas dans des biens immobiliers et sera assujettie aux exigences en matière de placement qui doivent être respectées pour certaines fiducies, comme il est indiqué ci-après à l'alinéa (e). Toutefois, la Fiducie peut à l'occasion détenir des biens immobiliers acquis par suite d'une forclusion lorsqu'une telle forclusion était nécessaire pour protéger le placement de l'hypothèque principale de la Fiducie en raison d'un défaut du débiteur hypothécaire. La Fiducie fera de son mieux pour disposer rapidement des biens immobiliers acquis lors de la saisie.
- (c) La Fiducie n'accordera pas de prêts non garantis au gestionnaire, ni n'investira dans des titres émis par le gestionnaire ou les membres de son groupe, ni n'accordera de prêts aux administrateurs ou aux dirigeants du gestionnaire.
- (d) La Fiducie n'investira pas dans un actif ni ne mènera ses affaires d'une manière qui rendrait les parts inadmissibles à titre de « placement admissible » pour une Fiducie régie par un régime à prestations déterminées.
- (e) La Fiducie n'investira ni ne détiendra aucun bien qui ne constitue pas un « placement admissible » pour un régime à prestations différées, à moins qu'elle ne soit admissible à titre de « Fiducie de fonds commun de placement ».

La Fiducie n'investira pas plus de 10 % de la valeur de son actif, évalué conformément à la politique d'évaluation, au moment du financement, dans une hypothèque de premier ordre.

## APERÇU DE L'INDUSTRIE ET DU SECTEUR

### Marché de l'investissement immobilier au Canada et aux États-Unis

#### *Économie et immobilier au Canada*

Au début de 2024, la largesse des dépenses de consommation, la résilience du marché de l'emploi et la croissance des salaires ont servi d'assises solides aux prévisions du PIB pour janvier 2024 et février 2024. Le PIB réel du Canada s'est avancé de 0,4 % au T1 et de 0,5 % au T2 de 2024, alimenté par une augmentation des dépenses gouvernementales et des investissements par les entreprises, malgré un ralentissement des dépenses des ménages et un déclin des exportations. Le T3 de 2024 a par contre mis en scène une performance plus faible, la croissance annualisée du PIB ayant ralenti à 0,3 %. La décélération de la productivité, l'accumulation au ralenti des stocks, la perte de vitesse des investissements par les entreprises et le déclin des exports ont fait contrepoids aux dépenses des ménages et gouvernements. Par personne, le PIB s'est amenuisé de 0,4 % au T3 2024, affichant ainsi son sixième déclin trimestriel. Dans l'ensemble, la croissance du PIB canadien est demeurée peu fulgurante tout au long de 2023 et 2024, avec un creux de 0,2 % enregistré au T3 de 2024.

Le marché de la main-d'œuvre a montré des signes de fatigue en 2024, comme en témoigne le taux de chômage qui a atteint 6,5 % en octobre 2024, en hausse par rapport au taux de 5,8 % en janvier 2024. Au cours de la même période, le taux d'emploi est passé de 61,6 % à 60,6 %. Le salaire moyen a augmenté de 4,9 % sur une base annuelle en octobre 2024, après avoir connu une majoration annuelle de 4,6 % en septembre 2024. Le nombre total d'heures travaillées a augmenté de 0,3 % en octobre 2024 et de 1,6 % pour l'année. Entre-temps, le taux de participation de la main-d'œuvre

a reculé de 0,1 % pour se chiffrer à 64,8 % en octobre 2024, marquant ainsi un déclin sur quatre mois consécutifs (en date de mai 2024) et son creux depuis décembre 1997, à l'exclusion de la période de pandémie COVID-19. Cette situation s'explique en partie par le vieillissement de la population et ses effets baissiers sur l'offre de main-d'œuvre à long terme.

En ce qui a trait à l'inflation, celle-ci s'est graduellement atténuée tout au long de 2024 : les prix de base (à l'exception des aliments et de l'énergie) ont baissé de 2,8 % en mars 2024 sur une base annuelle, pour ensuite ralentir à 2,5 % en juillet 2024, puis à 2,2 % en octobre 2024 (comparativement à une augmentation de 3,1 % en 2023). L'inflation est tombée sous la cible de 2,0 % de la Banque du Canada vers la fin de l'année 2024.

Le ralentissement de l'économie a relâché la pression exercée sur l'inflation et permis à la Banque du Canada d'entamer une série de réductions des taux. Elle a donc réduit son taux directeur de 25 points de base lors de la rencontre de juillet 2024, et encore lors de sa rencontre de septembre 2024, pour établir son taux à un jour à 4,25 % à la fin du T3 de 2024. La Banque a ensuite orchestré une réduction de 50 points de base en octobre 2024, puis une autre encore de 50 points de base en décembre 2024 pour chiffrer son taux directeur à 3,25 % à la fin de 2024. Les taux d'intérêt à plus long terme ont également chuté tout au long de 2024, l'indice de référence des obligations du gouvernement du Canada à 10 ans ayant passé le fil d'arrivée de décembre à 3,23 %, soit une hausse de 7 points de base depuis sa clôture en août, parsemée de fluctuations en cours de route.

Le marché du logement s'est bien consolidé pendant le premier semestre de 2024, alimenté par les réductions de taux d'intérêt et un nombre record de mises en chantier dans les régions métropolitaines (MSA), le plus haut depuis 1990. Les mises en chantier ont continué de surpasser celles de 2023, tandis que les ventes résidentielles nationales ont profité d'une augmentation mensuelle de 1,9 % en septembre 2024 (hausse annuelle de 6,9 %), pour ainsi ajouter un troisième mois de gains consécutifs. Le prix des maisons a légèrement grimpé de 0,1 % en septembre 2024 sur une base mensuelle, mais s'inscrivait en retrait de 3,3 % par rapport à l'année précédente. Comparativement, le niveau d'activités du côté de l'immobilier commercial s'est révélé modéré en raison de la conjoncture économique morose et d'inquiétudes persistantes quant à la direction des données fondamentales des secteurs industriels et de bureaux. Selon les données préliminaires de MSCI/Real Capital Analytics, le volume de ventes commerciales pour l'ensemble du T3 de 2024 affichait un déclin annuel de 29 %. Dans le secteur des bureaux, la demande a légèrement fléchi au T3 de 2024 après deux trimestres de croissance, faisant ainsi croître le taux d'inoccupation de 10 pb sur une base trimestrielle à 18,6 % au T3 de 2024. En revanche, le secteur industriel a cheminé en sens contraire, présentant une demande positive au T3 après deux trimestres de déclin. La croissance de l'offre a ralenti, mais a pris les devants sur la demande, ce qui a majoré le taux de disponibilité national de 30 points de base à 4,4 % au T3 de 2024.

Sources : Statistique Canada, Banque du Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Trez Capital.

### ***Économie et immobilier aux États-Unis***

L'économie américaine a connu une croissance soutenue tout au long de 2024, alimentée notamment par l'assouplissement de la politique monétaire. Le modèle Atlanta GDP Now estime qu'en date du 3 janvier 2025, la croissance annualisée du PIB s'élèverait à 2,4 % au T4 de 2024, soit un résultat inférieur aux taux de croissance de 2,8 % et 3,0 % réalisés respectivement au T3 et au T2 de 2024. Ce sont les dépenses de consommation, les dépenses gouvernementales, les exportations et les placements fixes non résidentiels qui ont donné appui à cette croissance. Le chiffre de vente au détail a grimpé de 2,1 % sur une base annuelle au T3 de 2024, éperonnée par une augmentation robuste de 3,7 % des dépenses de consommation. Cette augmentation, soutenue par la hausse des salaires, est la plus notable depuis le début de 2023.

De janvier 2024 jusqu'à la fin du T3 2024, l'inflation a fléchi graduellement, principalement en raison de la baisse du prix des aliments et de l'énergie. Sur le plan de l'énergie plus particulièrement, les marchandises énergétiques, qui dépendent du prix du pétrole brut et des facteurs géopolitiques, ont exercé une pression à la baisse sur l'inflation. Toutefois, ces augmentations à tous les autres niveaux ont fait contrepoids à cet allègement. Résultat, l'IPC s'est avancé à 2,7 % en novembre 2024.

Alors que l'inflation a poursuivi sa descente en 2024, le taux de chômage s'est hissé à 4,3 % en juillet 2024, pour ensuite reculer grâce à la reprise des marchés de la main-d'œuvre. Le taux d'emploi a pris de l'expansion tout au long de 2024, quoiqu'à un rythme plus lent que la remontée fulgurante observée après la pandémie de COVID-19. En moyenne, la masse salariale non agricole a augmenté de 254 000 emplois par mois, dépassant aisément les gains mensuels moyens de 151 000 de juillet et août 2024 et prenant les devants par une marge de 77 000 sur les résultats

pré-pandémiques de 2018 et 2019. En novembre 2024, l'économie américaine a ajouté 2,28 millions d'emplois à son total pour faire grimper sa masse salariale non agricole à 156,5 millions, tandis que le taux de chômage s'établissait à 4,2 %.

Les salaires réels ont commencé à augmenter en 2024, alors que l'inflation s'inclinait par rapport à son sommet de 2022 et que les travailleurs touchaient des augmentations de salaire nominales significatives. En octobre 2024, les salaires réels ont augmenté par une marge annuelle de 1,4 % pour tous les travailleurs et de 1,6 % pour les employés subalternes et de la production.

Au cours de l'année 2024, le secteur bancaire américain a repris pied après que deux institutions bancaires ont connu des problèmes de solvabilité en mars 2023. En réponse, la Réserve fédérale (« Fed ») américaine a rapidement instauré des mesures pour renflouer les coffres des banques, tandis que la Federal Deposit Insurance Corporation a offert une protection complète des dépôts réalisés auprès des institutions en difficulté. Malgré ce redressement, les banques doivent encore relever des défis, y compris le déclin potentiel des dépôts, la hausse des coûts de financement, les pertes non réalisées, l'exposition à des portefeuilles de bureaux commerciaux et la pression exercée par les autorités qui limitent leur participation dans les prêts immobiliers. Jumelés à l'incertitude économique généralisée, ces facteurs ont contribué à des contraintes liquides persistantes au sein de ce secteur.

S'appuyant sur des perspectives prudentes et le ralentissement de l'inflation, la Fed a emboîté le pas aux autres principales banques centrales pour assouplir sa politique monétaire et réduire sa fourchette de taux de prêt à court terme de 50 points de base à 4,75 % - 5,0 % en septembre 2024, d'un autre 25 points de base à 4,5 % - 4,75 % en novembre 2024 et finalement d'un autre 25 points de base en décembre 2024 pour établir sa fourchette cible à la fin de 2024 à 4,25 % - 4,5 %.

À la fin de 2024, la Fed continuait à gérer les signaux économiques mixtes et à équilibrer les mesures prises pour réduire l'inflation en situation de croissance économique soutenue. En effet, bien que l'inflation ait modéré, la solide performance économique, caractérisée par des dépenses de consommation robustes et la résilience du marché de la main-d'œuvre, a nui aux tentatives de la Fed de ramener l'inflation à sa cible de 2 %. Pour expliquer son approche prudente axée sur les données, la Fed a souligné que les répercussions des modifications apportées à la politique monétaire prennent un temps considérable à se matérialiser concrètement. Dans son avis du 18 décembre 2024, la Fed indiquait que les marchés de la main-d'œuvre avaient reculé quelque peu, le taux de chômage s'étant légèrement hissé tout en demeurant bas, tandis que l'inflation se dirigeait bon an mal ans vers sa cible de 2 %. À cet égard, la Fed entend effectuer une seule réduction de 25 points de base en 2025. Les marchés ont réagi à cette approche prudente en faisant grimper les taux de rendement obligataire, comme en témoigne le taux de rendement de 4,2 % des bons du Trésor américain à dix ans au début décembre 2024. Ce taux représente toutefois un recul de 2,0 % par rapport à celui de 6,2 % en vigueur en décembre 2023.

À la lumière d'une accessibilité aux logements réduite pour les acheteurs et de la réticence croissante des vendeurs potentiels à inscrire leurs propriétés à la vente et à renoncer à un financement avantageux, les ventes résidentielles ont diminué. En effet, en septembre 2024, les ventes résidentielles ont accusé un revers de 1,0 % sur une base mensuelle et de 3,5 % sur une base annuelle, suggérant que les ventes résidentielles n'ont pas encore profité de la baisse des taux hypothécaires. En outre, le prix des maisons a ralenti de 2,3 % sur une base mensuelle, mais a grimpé de 3,0 % sur une base annuelle en septembre 2024.

Les données fondamentales de l'immobilier commercial semblent tendre vers une certaine stabilisation. Le taux d'inoccupation des bureaux et le taux de disponibilité du détail sont demeurés inchangés au T3 de 2024 à 19,0 % et 6,5 % respectivement. On constatait la présence de signes encourageants du côté des secteurs industriels et des logements locatifs, et ce, malgré l'achèvement de plusieurs projets de construction au cours de la dernière année. Au T3 de 2024, la hausse du taux de disponibilité industrielle a ralenti; il affichait une hausse de 10 points de base sur une base trimestrielle pour s'établir à 8,3 %. Le taux d'inoccupation des appartements gérés par des professionnels a chuté de 20 points de base sur une base trimestrielle pour terminer le T3 de 2024 à 5,3 %. Les données de MSCI/Real Capital Analytics indiquent que le marché de l'investissement commercial a touché son creux, mais qu'il éprouve encore de la difficulté à reprendre pied. Le volume d'investissements pour le T3 de 2024 a atteint 97,3 milliards \$, faisant essentiellement du surplace par rapport à l'année précédente. Ce montant demeure par ailleurs de bien inférieur aux sommets réalisés par ce marché auparavant.

Sources : Atlanta Fed, BEA, U.S. Census, U.S. Department of Commerce, BLS, Federal Reserve Bank of Dallas, U.S. Federal Reserve, U.S. Department of Treasury, S&P Global, Trez Capital.

### **Industrie du prêt hypothécaire au Canada et aux États-Unis**

Au Canada et aux États-Unis, les institutions financières traditionnelles, les caisses de retraite, les compagnies d'assurance et d'autres prêteurs institutionnels ont réduit leur crédit disponible pour les prêts hypothécaires commerciaux pour diverses raisons, notamment parce que les organismes de réglementation canadiens et américains imposent des exigences de plus en plus strictes aux pratiques de prêt. De plus, surtout aux États-Unis, le conservatisme des critères de souscription des banques a entraîné des contraintes sur le rapport prêt/coût ou prêt/valeur, ce qui a créé un vide dans le financement des promoteurs et investisseurs immobiliers jugés admissibles par le gestionnaire. Les institutions financières canadiennes et américaines traditionnelles ont des emprunteurs particulièrement mal servis qui ont besoin de financement pendant la phase de transition du processus d'investissement, y compris le financement de la construction, de l'aménagement et de la location, en raison de la nature à court terme des prêts hypothécaires, de leur taille limitée et du profil de risque perçu plus élevé de ces prêts. La Fiducie profite de cette phase de transition où les investisseurs ont besoin d'un financement provisoire pour ajouter de la valeur à une propriété avant d'obtenir un financement à long terme. Étant donné l'offre limitée de financement disponible pendant la phase de transition des placements immobiliers, les emprunteurs sont souvent prêts à payer des taux d'intérêt plus élevés par rapport aux obligations correspondantes du gouvernement du Canada au Canada et par rapport aux rendements des obligations correspondantes du gouvernement américain à trois ans aux États-Unis. Une fois la phase de transition des biens immobiliers sous-jacents terminée, les biens peuvent être refinancés à long terme, à taux réduit, par l'émission de prêts hypothécaires à taux d'intérêt plus élevé par les institutions financières canadiennes et américaines traditionnelles.

Dans l'ensemble, le courtier en hypothèques est d'avis que les facteurs susmentionnés ont permis aux prêteurs non financiers d'imposer des taux d'intérêt majorés pour des prêts hypothécaires de grande qualité qui, avant la crise du crédit, étaient offerts à des taux conventionnels relativement bas par diverses institutions financières, au pays et à l'étranger. Le gestionnaire est d'avis que cette réduction du capital hypothécaire disponible a contribué à l'augmentation du nombre d'occasions de placement intéressantes offertes à la Fiducie. Le gestionnaire estime que d'autres institutions prêteuses non financières s'avéreront ses principales concurrentes en vertu de modalités comparables auprès des promoteurs et investisseurs immobiliers.

### **Aperçu des secteurs immobiliers dans lesquels la Fiducie peut investir**

Le marché des placements immobiliers se compose généralement d'immeubles résidentiels (maisons unifamiliales, appartements, duplex, maisons de ville, condominiums, lots résidentiels, résidences pour retraités et résidences pour étudiants), d'entrepôts libre-service, de bureaux, de commerces, d'hôtels et d'établissements industriels, ainsi que de terrains à aménager. Les investisseurs ou promoteurs immobiliers sont généralement soit de grands investisseurs institutionnels, comme les caisses de retraite et les sociétés ouvertes, soit de petits investisseurs entrepreneuriaux, comme les fonds d'investissement et les particuliers gérés par le secteur privé et regroupés. La plupart des investisseurs et des promoteurs du secteur immobilier ont besoin (ou bénéficient) d'une forme de financement pour acquérir, stabiliser, rénover, développer ou repositionner un bien immobilier ou un portefeuille de biens immobiliers. La Fiducie cherchera donc à offrir du financement pour le lotissement unifamilial, l'immobilier multirésidentiel et des biens immobiliers commerciaux choisis, comme des propriétés industrielles et des hôtels à service limité.

#### ***Résidentiel***

L'immobilier résidentiel comprend principalement des maisons unifamiliales, des appartements, des duplex, des maisons en rangée, des condominiums, des lots résidentiels, des résidences pour personnes âgées et des résidences pour étudiants. Le courtier en hypothèques se concentre sur le marché des logements multirésidentiels à louer et à vendre, où les logements multiples sont regroupés dans un seul immeuble ou complexe, comme c'est le cas pour les immeubles d'appartements, les duplex, les maisons en rangée et les tours de condominium. Le courtier en hypothèques ne fournit généralement pas de financement pour les maisons unifamiliales. En particulier, le courtier en hypothèques se concentre principalement sur les grands centres métropolitains et le segment du logement abordable, avec des projets ciblant les acheteurs d'une première maison ou les acheteurs d'une nouvelle maison, pour lesquels l'équilibre entre l'offre et la demande est le plus déséquilibré. La demande dans l'immobilier résidentiel est stimulée par diverses



caractéristiques communautaires, notamment la sécurité, l'accès aux transports en commun, l'éducation et une infrastructure bien entretenue.

La catégorie des appartements locatifs est considérée comme ayant une demande constamment élevée et un niveau de risque relativement faible malgré le roulement considérable des locataires. L'impact du chiffre d'affaires sur la rentabilité de l'investisseur est souvent faible, car le chiffre d'affaires est réparti sur une large base de locataires. En matière de location, les taux des baux résidentiels peuvent changer annuellement, comparativement à d'autres secteurs qui fixent généralement les taux de location pour les baux à long terme (de 5 à 10 ans). Les propriétés résidentielles nécessitent également moins de dépenses en immobilisations afin de poursuivre les activités courantes et de générer des revenus.

En plus d'accorder des prêts à l'égard de propriétés locatives résidentielles, la Fiducie peut également participer à des prêts de produits résidentiels destinés à la vente, comme des projets de duplex en copropriété, de maisons en rangée et de condominiums. Pour les prêts à la construction, l'accent est mis sur les prêts pour lesquels le promoteur a obtenu d'importants dépôts avant la vente et avant la construction. Le courtier en hypothèques préfère les projets d'aménagement à ossature de bois et de faible hauteur à prix abordable, où le risque d'exécution est moindre et les investisseurs moins spéculatifs. Le courtier en hypothèques cherche principalement à obtenir des prêts résidentiels destinés à la vente dans les grands centres métropolitains des marchés développés.

### *Terrains à aménager*

Les hypothèques afférentes à des terrains non viabilisés sont souvent liées à la viabilisation des terrains et servent normalement à financer l'acquisition du terrain ainsi que l'installation et la construction de routes, de systèmes de drainage et d'égouts, de services publics, d'installations récréatives et d'améliorations comparables. Les avances sous forme de prêts pour la viabilisation du terrain sont consenties selon un calendrier stipulé après une inspection et un examen de l'avancement du projet par le prêteur ou son mandataire et la présentation de rapports par des ingénieurs, des architectes ou des métreurs. Dans certains cas, des prêts de viabilisation peuvent être consentis pour financer l'acquisition de terrains plus grands que la surface qui fera l'objet de la viabilisation, ou de terrains sur lesquels un aménagement est envisagé à une date ultérieure. Les promoteurs à la recherche de financement pour de petits projets de logement dans les régions développées ont moins d'options de financement, car ces types de projets sont d'un intérêt limité pour les grandes institutions financières en raison de leur petite taille. Les prêts de viabilisation sont généralement d'une durée de 12 à 36 mois. En règle générale, le courtier en hypothèques n'envisage pas de prêts sur des terrains destinés à l'aménagement lorsque le zonage n'a pas été complété.

### *Propriétés industrielles*

L'immobilier industriel se compose principalement d'immeubles destinés à l'entreposage et à la distribution, à la fabrication et à l'assemblage, à la recherche et au développement, aux salles d'exposition et à d'autres utilisations générales qui peuvent comprendre des activités de soutien administratif, des studios de postproduction cinématographique, des centres d'appels et des bureaux à faible coût. Les immeubles industriels sont, pour la plupart, des immeubles d'un étage situés près des grandes régions métropolitaines et des voies de circulation, dont la superficie varie de 5 000 pieds carrés de superficie locative brute à plus de 500 000 pieds carrés de superficie locative brute. Les immeubles industriels tendent à être plus homogènes que les autres catégories d'actifs immobiliers commerciaux et peuvent accueillir une base de locataires relativement diversifiée. En raison de l'importance et de la diversité de la base de locataires, le secteur de l'immobilier industriel suit généralement la performance globale de l'économie. Le marché de l'immobilier industriel a tendance à fonctionner près de son équilibre entre l'offre et la demande, ce qui se traduit par des taux de disponibilité stables, facilités par un cycle de développement plus court (9 à 12 mois). Les projets de développement sont généralement des projets construits sur mesure, avec un développement spéculatif limité, ce qui facilite davantage l'équilibre entre l'offre et la demande. Les propriétés industrielles peuvent être à locataire unique ou à locataires multiples, et les investissements industriels exigent souvent des investissements moyens plus modestes, exigent moins de gestion et ont des coûts d'exploitation inférieurs à ceux des propriétés résidentielles ou commerciales. Les bâtiments industriels ont tendance à être loués à long terme, et le roulement des locataires ne constitue pas un risque important, car le coût de la relocalisation est trop élevé. Les facteurs particuliers à prendre en compte en ce qui concerne les propriétés industrielles comprennent la fonctionnalité, l'emplacement par rapport aux principales voies de transport et le degré de spécialisation. Lors de l'évaluation d'une hypothèque sur une

propriété industrielle, une évaluation approfondie de la solvabilité du locataire est importante, car il faut parfois beaucoup de temps pour obtenir un locataire de remplacement.

### ***Bureaux***

Le courtier en hypothèques sera à l'affût de nouvelles occasions de placement dans le secteur des bureaux, le cas échéant, sur une base extrêmement sélective. Les immeubles de bureaux ont généralement plusieurs locataires, sont généralement situés dans des centres-villes, dans de vastes parcs de bureaux en banlieue ou près d'un aéroport. Les baux de bureaux sont généralement à moyen et à long terme, ce qui procure des flux de trésorerie stables pour le service des prêts hypothécaires. Toutefois, le rendement des immeubles de bureaux peut être plus variable que celui des propriétés résidentielles et industrielles, car le marché est plus sensible à la performance économique. Tout comme pour les propriétés industrielles, une vérification diligente approfondie de la solvabilité des locataires est un facteur critique en ce qui concerne les prêts hypothécaires sur l'actif. Le courtier en hypothèques entretient de solides relations avec les propriétaires et les exploitants d'immeubles de bureaux partout au pays, ce qui lui permet souvent d'aider le courtier en hypothèques à faire preuve de diligence raisonnable ou à obtenir des renseignements commerciaux.

### ***Hôtels***

Les immeubles hôteliers offrent aux clients un hébergement à un tarif journalier variable et sont généralement situés dans des zones urbaines primaires ou secondaires, souvent à proximité de centres d'emploi, de congrès, de lieux de divertissement et d'événements sportifs. Les hôtels peuvent offrir un service complet, un service sélectif ou un service limité, offrant aux clients une variété de services et de commodités en fonction de leur budget et de leurs besoins.

Le courtier en hypothèques classe les hôtels en trois catégories principales :

1. Hôtels à service complet : Offrent aux clients une gamme complète de services et de commodités pour répondre à tous leurs besoins, y compris les piscines, les centres de conditionnement physique, les salles de conférence, les services de buanderie, le service en chambre, les restaurants et ainsi de suite. Ces hôtels sont souvent considérés comme des hôtels de luxe avec des tarifs journaliers moyens plus élevés.
2. Hôtels à service limité : Offrent aux clients les services minimaux et sont conçus pour accommoder les voyageurs soucieux de leur budget. Ces hôtels ont les coûts d'exploitation les plus bas, car ils n'ont pas de frais généraux fixes élevés, car ils ont besoin d'un personnel limité pour répondre aux besoins de base des clients.
3. Hôtels à service sélectif : Offrent aux clients des services entre ceux des hôtels à service complet et des hôtels à service limité. Les hôtels à service sélectif offrent les caractéristiques des hôtels à service limité ainsi que certaines commodités, installations et services des hôtels à service complet, habituellement à une échelle plus limitée et budgétée.

Le courtier en hypothèques met l'accent sur les hôtels à service limité et à service sélectif de transporteurs nationaux reconnus à l'échelle nationale dans les principaux marchés américains qui affichent une forte croissance et des paramètres équilibrés de l'offre et de la demande. Le courtier en hypothèques préfère ces hôtels, car le secteur des services limités et des services sélectifs est moins volatil que le secteur des services complets et fonctionne avec des marges bénéficiaires brutes d'exploitation plus élevées, principalement en raison des coûts de main-d'œuvre moins élevés associés à l'exploitation avec moins d'options de service.

### ***Vente au détail***

La demande d'immobilier commercial est déterminée par l'emplacement, la visibilité, la densité de population et la circulation. Le rendement des placements dans les commerces de détail a tendance à être stable, car les baux de vente au détail sont généralement à plus long terme que ceux des locataires de bureaux. Le risque d'investissement peut également être atténué en raison de la diversité des détaillants dans une propriété donnée. Les grands magasins piliers d'un centre commercial peuvent payer des loyers moins élevés, mais ils augmenteront l'achalandage pour les petits détaillants qui paient des tarifs plus élevés.

Les immeubles commerciaux sont loués à des entreprises qui vendent des produits et services directement aux consommateurs pour leur consommation personnelle. Le courtier en hypothèques classe les centres commerciaux en six catégories principales :

- (a) **Grands centres** : Centres de vente au détail spécialement construits à cette fin, généralement en plein air et composés d'au moins trois détaillants de grand format, la plupart autonomes.
- (b) **Centres commerciaux** : Un centre polyvalent qui est généralement entièrement fermé et qui comprend des détaillants qui vendent habituellement des vêtements de mode, des accessoires et d'autres biens discrétionnaires, mais qui offre également des services très complets et variés. Son attrait principal est généralement une combinaison d'ancres.
- (c) **Centres de magasins d'usine** : Il s'agit de magasins d'usine de fabricants et de détaillants distincts qui vendent des marchandises à prix réduits. Peuvent être en plein air ou fermé/couvert.
- (d) **Centres de quartier** : Centre polyvalent qui peut être en plein air ou fermé/couvert et qui répond aux besoins quotidiens des consommateurs du voisinage immédiat, et dont le magasin pilier est habituellement un supermarché ou une pharmacie.
- (e) **Centres de commodité** : Centre à vocation restreinte qui peut être en plein air ou fermé/couvert et qui fournit une gamme étroite de biens et de services personnels à une zone commerciale très restreinte, y compris la circulation au comptoir. Un point d'ancrage typique serait un dépanneur.
- (f) **Magasins autonomes** : Magasins à un ou plusieurs magasins qui sont autonomes et non reliés physiquement à d'autres magasins dans le voisinage.

Le courtier en hypothèques peut fournir du financement aux propriétaires et exploitants éprouvés de centres commerciaux où un repositionnement du centre est prévu, car il estime qu'il a un avantage concurrentiel dans des cas comme celui-ci, car les institutions financières n'évaluent généralement pas ces occasions. Par exemple, le propriétaire d'un commerce de détail peut avoir besoin de financement en cas de départ d'un locataire, ce qui signifie qu'une rénovation importante des locaux existants est nécessaire sur une période de plusieurs mois afin de préparer un nouveau locataire à entrer dans les locaux; dans ces cas, le courtier en hypothèques évaluera un prêt sur la propriété dont le produit sera utilisé pour rénover les locaux pendant la période de vacance, avec l'intention de refinancer la dette bancaire traditionnelle lorsque le nouveau locataire est en place et paie régulièrement des loyers. D'autres exemples de repositionnement peuvent inclure le financement d'améliorations locatives telles que le revêtement de sol, les améliorations électriques et la réparation d'espaces de stationnement.

### *Entreposage libre-service*

On entend par entreposage libre-service les installations offrant des unités à louer sur des périodes mensuelles où les locataires entretiennent leurs effets et biens personnels. La taille, la qualité, la sécurité et les services de ces installations peuvent varier. Un entrepôt typique est composé de cinq à sept immeubles d'un ou deux étages, offrant divers types d'unités, de larges portes sectionnelles et d'un accès direct en voiture aux unités à l'extérieur. L'emplacement est primordial pour alimenter la demande; il doit être visible, facile d'accès et à proximité des clients.

Selon le gestionnaire, les données fondamentales de l'entreposage libre-service sont particulièrement solides aux États-Unis. Comme la location semble être de plus en plus privilégiée au détriment de l'accession à la propriété par la génération du millénaire, tandis que la génération des baby-boomers cherchant à passer de leur maison unifamiliale à des logements résidentiels multifamiliaux en ville; le besoin de recourir à l'entreposage s'en trouve accru. Les logements résidentiels multifamiliaux offrent moins d'espace que les maisons et peu de place à l'entreposage, créant ainsi une demande pour l'entreposage libre-service. Par ailleurs, les entreprises ont commencé à envisager l'entreposage libre-service comme une solution efficace sur le plan des coûts pour résoudre le manque d'espace.

L'entreposage libre-service présente également d'autres avantages attrayants en tant que placement. Il permet une augmentation des taux de location en raison des modalités mensuelles de la location, permettant un ajustement rapide

aux conditions du marché. À la lumière de la vaste base de locataires, les risques d'inoccupation se comparent favorablement aux autres catégories d'actif. Ces actifs sont également moins exigeants en entretien et main-d'œuvre que la plupart des autres catégories d'actif, occasionnant des coûts d'exploitation moins élevés et des exigences en capital plus faibles sur le plan des améliorations. Ces facteurs mènent à des rendements ajustés au risque attrayants pour cette catégorie d'actif.

L'entreposage libre-service représente aussi une bonne catégorie d'actif en période de volatilité sur les marchés. Lorsque l'économie prend de l'expansion, l'augmentation du pouvoir d'achat entraîne l'achat d'un plus grand nombre de biens nécessitant un entreposage. En période de récession, le passage à un logement moins grand pour économiser sur les coûts d'habitation est plus fréquent, ce qui augmente la demande d'entreposage des biens en excédent. Conséquemment, le gestionnaire estime que cette catégorie d'actif représente un bon placement, peu importe le cycle du marché.

### ***Types de prêts hypothécaires de premier ordre***

La Fiducie mettra l'accent sur les prêts hypothécaires de premier ordre aux investisseurs et aux promoteurs immobiliers jugés admissibles par le gestionnaire. Les prêts hypothécaires peuvent être de premier rang, ou un rang supérieur ou inférieur dans un prêt hypothécaire de premier ordre.

Les prêts à court terme portent généralement des taux d'intérêt plus élevés que les autres types de financement. La vente de la propriété ou le refinancement d'une dette procure souvent un produit suffisant pour rembourser l'hypothèque.

Les prêts hypothécaires servent principalement à financer l'aménagement et la construction de biens immobiliers. Les prêts hypothécaires visant le développement sont généralement des prêts garantis par des terrains destinés à l'aménagement avant l'aménagement ou par des bâtiments existants qui doivent être réaménagés à court terme. Dans les deux cas, la majeure partie de la valeur de l'actif se trouve dans le terrain sous-jacent. Les prêts hypothécaires visant le développement sont souvent utilisés pour financer l'acquisition de sites, les coûts de préaménagement et les coûts associés à la viabilisation de sites dotés d'infrastructures. Les prêts à la construction servent à financer la construction de biens immobiliers. Souvent, les prêts à la construction exigent des mesures de suivi et des directives spéciales pour veiller au bon déroulement du projet et au remboursement du prêt. En outre, les prêts pour le développement ou la construction profitent de la composition des intérêts jusqu'à l'échéance du prêt, moment auquel l'intérêt accumulé et le montant principal sont dus.

La Fiducie offre également des prêts-relais, lesquels sont des prêts à court terme, normalement empruntés pour couvrir une courte période, généralement entre 6 mois et 3 ans. Les prêts-relais sont souvent utilisés pour la période d'octrois des baux et de stabilisation de la propriété, pour la réparation des biens d'équipement, le réaménagement ou l'achat d'un autre investissement.

## **DISTRIBUTIONS**

### **Distributions mensuelles**

La Fiducie versera une distribution à chaque porteur de parts inscrit à la fin de chaque mois civil. Pour chaque fin de mois (autre que le mois se terminant le 31 décembre), le gestionnaire distribuera un montant qu'il juge approprié. Ces distributions mensuelles seront versées à terme échu au plus tard le 10<sup>e</sup> jour suivant le mois auquel la distribution se rapporte.

La distribution finale de fin d'exercice correspondra à au moins 100 % du revenu imposable de la Fiducie pour la série applicable, moins les pertes autres qu'en capital subies au cours de l'année ou des années antérieures et reportées, le cas échéant, moins toute réserve que le gestionnaire juge appropriée et toute distribution antérieure effectuée au cours de cette année.

La distribution finale de fin d'exercice sera effectuée en deux versements. Le premier paiement de la distribution finale de fin d'exercice sera effectué au plus tard le 10<sup>e</sup> jour suivant la fin de l'exercice, selon un montant déterminé de la même manière que les distributions de fin de mois. Le deuxième paiement, s'il y a lieu, pour la distribution finale de fin d'exercice sera versé à terme échu au plus tard le 15 mars suivant la fin de l'exercice, pour un montant égal à tout montant payable en sus des distributions déjà versées. Conformément aux modalités de la déclaration de Fiducie, le gestionnaire a toujours déterminé que les porteurs de parts inscrits au 31 décembre de chaque année auront droit à la distribution finale de fin d'exercice.

Sous réserve du choix d'un porteur de parts de recevoir des distributions en espèces, les distributions de la Fiducie seront versées en parts. Si la Fiducie a un revenu imposable supérieur à son bénéficiaire comptable, elle peut effectuer des distributions de ce revenu imposable en parts, même dans une situation où le porteur de parts a choisi de recevoir ses distributions en espèces. Une telle distribution serait suivie d'un regroupement des parts afin de maintenir la valeur liquidative par part à 10,00 \$. Le paiement du revenu par la distribution de parts peut faire en sorte que les porteurs de parts aient un impôt à payer sans distribution correspondante en espèces pour payer cet impôt.

Le porteur de parts qui détient une part n'aura droit qu'à une quote-part proportionnelle en fonction du rapport entre le nombre de jours compris entre la date de la première émission de cette part et le dernier jour du mois civil et le nombre total de jours du mois civil en question. Les souscripteurs de parts qui ne détiennent pas ces parts au cours d'un mois recevront des distributions réduites à l'égard de ce mois en fonction du nombre de jours du mois où les parts ont été détenues. En ce qui concerne le deuxième versement de la distribution finale de fin d'exercice, le porteur de parts n'aura droit qu'à une quote-part proportionnelle fondée sur la proportion du nombre de jours compris entre la date de la première émission de cette part et le dernier jour de l'année civile par rapport au nombre total de jours dans cette année civile. Les souscripteurs de parts qui ne détiennent pas ces parts au cours d'une année recevront des distributions réduites à l'égard du deuxième versement de la distribution finale de fin d'exercice en fonction du nombre de jours de l'année pendant lesquels les parts ont été détenues.

**Les porteurs de parts qui font racheter leurs parts avant la fin d'un mois ou d'un exercice ne participeront pas aux distributions pour ce mois civil ou pour la distribution finale de fin d'exercice, selon le cas. À des fins de clarté, le rachat d'un porteur de parts qui est payé le dernier jour d'un mois ne donnera pas droit à la distribution mensuelle de ce mois-là, ce qui inclut la distribution en fin d'exercice dans le cas d'un rachat payé le 31 décembre.**

La Fiducie a l'intention de distribuer la totalité de son revenu imposable aux porteurs de parts, de sorte qu'elle ne sera pas assujettie à l'impôt sur le revenu aux termes de la Loi de l'impôt au cours d'un exercice. Les distributions aux porteurs de parts en sus du revenu imposable de la Fiducie entraîneront généralement une réduction du prix de base rajusté des parts pour le porteur de parts. Voir « Incidences fiscales ».

Pour chaque distribution mensuelle, 0,0833 % (1,00 % annuellement) de cette distribution est déduit de la distribution par ailleurs payable aux porteurs de parts de série A, afin de fournir les fonds disponibles pour payer la commission de suivi. Si, à une date de versement d'une distribution, les fonds sont insuffisants pour payer la commission de suivi à même la distribution autrement payable aux porteurs de parts de série A, le gestionnaire rachètera un nombre suffisant de parts de chaque porteur de parts de série A pour payer la commission de suivi payable par ce porteur de parts de série A.

Le gestionnaire recevra les frais de gestion en même temps que les distributions mensuelles versées aux porteurs de parts. Les honoraires incitatifs seront versés en même temps que le dernier paiement de fin d'exercice aux porteurs de parts. Voir « Administrateurs, membres de la direction, promoteurs et porteurs principaux – Honoraires du gestionnaire ».

Dans la mesure où les distributions sont calculées à l'égard d'une période et payables à la fin de cette période, si, pour quelque raison que ce soit, y compris la dissolution de la Fiducie, cette période n'est pas terminée ou ces montants ne sont plus payables, alors la distribution sera calculée au prorata de la fin de la période réduite et sera payable à la fin de cette courte période.

Si, à une date de versement des distributions, la Fiducie ne dispose pas d'un montant en espèces suffisant pour verser la distribution en espèces devant être versée à cette date de versement des distributions, le gestionnaire peut, à son gré,

emprunter des fonds suffisants aux conditions qu'il juge appropriées pour effectuer ces distributions en espèces. Si le gestionnaire n'est pas en mesure d'emprunter des fonds dans l'intérêt de la Fiducie et des porteurs de parts ou juge qu'il n'est pas dans l'intérêt de la Fiducie et des porteurs de parts d'emprunter des fonds pour effectuer une distribution entièrement en espèces, la distribution payable aux porteurs de parts à cette date de versement des distributions peut, au gré du gestionnaire et sous réserve de la présentation d'un certificat des dirigeants et de l'approbation du fiduciaire, comprendre une distribution de parts supplémentaires (à 10 \$ la part) ayant une valeur correspondant au déficit de trésorerie. Si le gestionnaire détermine que la valeur d'une part est sensiblement différente de 10,00 \$, les parts supplémentaires seront émises à cette valeur différente. La distribution des parts est assujettie aux exigences des autorités en valeurs mobilières compétentes et, si elle n'est pas permise, les distributions seront effectuées en espèces. Le gestionnaire peut, dans des circonstances exceptionnelles, consolider le nombre de parts en circulation après une distribution de parts supplémentaires, de sorte que chaque porteur de parts détienne le même nombre de parts avant la distribution de parts supplémentaires.

La Fiducie a adopté un régime de réinvestissement des distributions (le « **RRD** » ou « **DRIP** »), aux termes duquel les porteurs de parts ont le droit de réinvestir automatiquement toutes les distributions de la Fiducie dans des parts supplémentaires. Le porteur de parts recevra par conséquent et par défaut les distributions en parts. Afin de recevoir des distributions en espèces, le porteur de parts doit choisir de recevoir des distributions en espèces au moment de l'achat ou aviser le gestionnaire par écrit au moins cinq (5) jours ouvrables avant la date de clôture des registres pour fins de distribution.

Aucune commission de courtage ne sera payable relativement à l'achat de parts aux termes du régime de réinvestissement des distributions et tous les frais administratifs seront assumés par la Fiducie. Les porteurs de parts résidant à l'extérieur du Canada n'auront pas le droit de participer au DRIP. Lorsqu'il cesse d'être un résident du Canada, le porteur de parts doit mettre fin à sa participation au DRIP.

Le revenu imposable est calculé sur une base annuelle. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023, le revenu imposable de la Fiducie s'élevait à 20 900 422 \$ (17 222 489 \$ en 2022) et le revenu comptable de la Fiducie attribuable aux porteurs de parts rachetables, avant les distributions, s'établissait à 20 466 993 \$ (17 166 649 \$ en 2022). Conformément à la déclaration de fiducie, la Fiducie a distribué un montant équivalant au revenu imposable constitué de distributions en espèces de 20 442 846 \$ (16 702 648 \$ en 2022). La différence de 457 576 \$ entre les distributions en espèces et le revenu imposable est considérée comme étant une distribution notionnelle aux fins fiscales (519 841 \$ en 2022 – distribution notionnelle aux fins fiscales).

### **Distribution à la dissolution de la Fiducie**

À la dissolution de la Fiducie, les actifs de la Fiducie seront liquidés et le produit sera distribué dans l'ordre suivant :

- (a) premièrement, payer le passif de la Fiducie (y compris les frais impayés du gestionnaire) et établir des réserves pour le passif éventuel de la Fiducie; et
- (b) deuxièmement, racheter les parts au prorata auprès des porteurs de parts.

### **ACCORDS IMPORTANTS**

Le texte qui suit est une liste des conventions qui sont importantes pour la présente offre et pour la Fiducie et qui sont toutes en vigueur :

- (a) la convention de Fiducie datée du 5 janvier 2006, modifiée par une convention datée du 1<sup>er</sup> avril 2009, modifiée et mise à jour le 1<sup>er</sup> janvier 2011, modifiée par une convention conclue le 23 janvier 2012, modifiée et mise à jour le 1<sup>er</sup> avril 2013, modifiée et mise à jour le 8 mars 2016, telle qu'amendée lors d'une réunion extraordinaire des porteurs de parts le 21 décembre 2017, et telle qu'amendée lors d'une réunion extraordinaire des porteurs de parts le 10 août 2020 entre le courtier en hypothèques, le fiduciaire et le gestionnaire, constituant la Fiducie en vertu des lois de

la Colombie-Britannique. Pour plus de détails, voir la rubrique « Résumé de la déclaration de Fiducie »;

- (b) la convention de courtier en hypothèques datée du 5 janvier 2006, cédée au courtier en hypothèques par convention datée du 6 février 2012, et modifiée et mise à jour le 1<sup>er</sup> janvier 2022 afin d'inclure la Sous-fiducie dans la convention, et modifiée et mise à jour le 20 octobre 2023. Pour plus de détails, voir la rubrique « Administrateurs, membres de la direction, promoteurs et porteurs principaux –Trez Capital Limited Partnership (le courtier en hypothèques) ».
- (c) la convention de dépôt conclue en date du 11 mars 2013 entre la Fiducie, le gestionnaire et Computershare Trust Company of Canada et la reconnaissance y afférant établie le 2 décembre 2021 dans le but d'inclure la Sous-fiducie comme partie intégrante à la convention. Pour de plus amples renseignements, voir la rubrique « Administrateurs, membres de la direction, promoteurs et porteurs principaux – Dépositaire ».

Des exemplaires de toutes les conventions susmentionnées peuvent être consultés pendant les heures normales d'ouverture au bureau principal du gestionnaire, 1700-745 Thurlow Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V6E 0C5.

### **RÉSUMÉ DE LA DÉCLARATION DE FIDUCIE**

Ce qui suit ne représente qu'un résumé de certaines des dispositions de la déclaration de Fiducie. Le document doit être lu dans son intégralité et à la lumière des dispositions de la déclaration de Fiducie, dont un exemplaire peut être inspecté pendant les heures normales d'ouverture du bureau principal du gestionnaire.

#### **Assemblées des porteurs de parts et résolutions**

Le fiduciaire peut, en tout temps, convoquer une assemblée des porteurs de parts et sera tenu de le faire à la réception d'une demande écrite du gestionnaire ou des porteurs de parts détenant, au total, 50 % ou plus des parts en circulation (ou, dans le cas d'une assemblée par série, de cette série).

Toute question devant être examinée à une assemblée des porteurs de parts, à l'exception de certaines questions nécessitant l'approbation des porteurs de parts au moyen d'une résolution spéciale ou d'une résolution unanime, comme il est indiqué ci-après, devra être approuvée par les porteurs de parts par voie de résolution ordinaire. Le quorum d'une assemblée convoquée pour examiner cette question sera constitué d'au moins deux porteurs de parts présents en personne ou par procuration et représentant au moins 5 % des parts (ou de cette série) en circulation à la date de référence. Si le quorum n'est pas atteint à une assemblée dans les 30 minutes suivant l'heure fixée pour l'assemblée, l'assemblée, si elle est convoquée à la demande des porteurs de parts, sera annulée, mais sera autrement reportée à un autre jour, au moins 10 jours plus tard, choisi par le gestionnaire et un avis sera donné aux porteurs de parts de cette assemblée reportée. Les porteurs de parts présents à toute reprise de l'assemblée en cas d'ajournement constituent le quorum.

Chaque porteur de parts a droit à une voix par part détenue.

#### **Questions nécessitant l'approbation des porteurs de parts**

Les questions suivantes doivent être approuvées par résolution ordinaire et sont réputées approuvées, consenties ou confirmées, selon le cas, au moment de l'adoption de cette résolution ordinaire :

- (a) les questions relatives à l'administration de la Fiducie pour lesquelles l'approbation des porteurs de parts est requise par les politiques des autorités en valeurs mobilières en vigueur à l'occasion;
- (b) sous réserve des exigences d'une résolution spéciale et d'une résolution unanime, toute question ou chose énoncée aux présentes doit être approuvée par les porteurs de parts ou faire l'objet d'un consentement; et

- (c) toute question que le gestionnaire ou le fiduciaire juge approprié de soumettre aux porteurs de parts pour confirmation ou approbation.

Chacune des mesures suivantes doit être approuvée par résolution spéciale, dont les modalités précisent la date à laquelle la mesure proposée doit être prise et la partie qui doit prendre la mesure :

- (a) la modification de la déclaration de Fiducie (sous réserve des dispositions de la rubrique « Modifications de la déclaration de Fiducie par le gestionnaire » ci-après) ou les changements apportés à la Fiducie, y compris les objectifs de placement de la Fiducie (il est entendu que l'établissement d'une nouvelle série, à la condition qu'elle respecte les objectifs de placement de la Fiducie, ne nécessite pas l'approbation des porteurs de parts);
- (b) une augmentation des frais payables au gestionnaire;
- (c) la destitution du fiduciaire;
- (d) la nomination d'un nouveau fiduciaire;
- (e) la cessation d'emploi du gestionnaire; et
- (f) sous réserve du droit du gestionnaire de le faire, la dissolution de la Fiducie.

Malgré ce qui précède, toute modification à la déclaration de Fiducie qui aurait l'un ou l'autre des effets suivants doit être approuvée par résolution unanime, dont les modalités précisent la date à laquelle la modification proposée doit être apportée et la partie qui doit l'apporter :

- (a) une réduction de la participation dans la Fiducie de tout porteur de parts (autre qu'une réduction découlant de l'émission de parts supplémentaires);
- (b) une réduction du montant payable sur les parts en circulation de la Fiducie au moment de la liquidation de la Fiducie;
- (c) une augmentation de la responsabilité de tout porteur de parts; ou
- (d) la modification ou l'élimination des droits de vote afférents aux parts en circulation de la Fiducie.

### **Modifications apportées à la déclaration de Fiducie par le gestionnaire**

Sous réserve des restrictions décrites à la rubrique « Questions nécessitant l'approbation des porteurs de parts » ci-dessus, toute disposition de la déclaration de Fiducie peut être modifiée, supprimée, élargie ou modifiée par le fiduciaire sans le consentement des porteurs de parts :

- (a) éliminer tout conflit ou toute autre incohérence pouvant exister entre les modalités de la déclaration de Fiducie et les dispositions d'une loi ou d'un règlement applicable à la Fiducie ou touchant celle-ci;
- (b) apporter à la déclaration de Fiducie toute modification ou correction de nature typographique ou nécessaire pour corriger une ambiguïté ou une disposition défectueuse ou incompatible, une omission d'écriture, une erreur ou une erreur manifeste contenue aux présentes;
- (c) rendre la déclaration de Fiducie conforme aux lois applicables, y compris aux règles et politiques des autorités en valeurs mobilières ou aux pratiques courantes dans le secteur des valeurs mobilières ou des fonds d'investissement, pourvu qu'une telle modification ne porte pas atteinte aux droits, privilèges ou intérêts des porteurs de parts;



- (d) maintenir ou permettre au gestionnaire de prendre les mesures qui peuvent être souhaitables ou nécessaires pour maintenir le statut de la Fiducie à titre de « Fiducie de fonds commun de placement » et de « Fiducie d'investissement à participation unitaire » aux fins de la Loi de l'impôt ou pour répondre aux modifications à la Loi de l'impôt ou à son interprétation;
- (e) effectuer une fusion autorisée; et
- (f) si la modification n'est pas un changement important qui a une incidence défavorable sur la valeur pécuniaire de la participation d'un porteur de parts dans la Fiducie.

La déclaration de Fiducie peut également être modifiée par le fiduciaire sans le consentement des porteurs de parts aux fins de modifier la fin de l'année d'imposition de la Fiducie comme le permet la Loi de l'impôt ou de conférer à la Fiducie le droit d'acquérir des parts de tout porteur de parts afin de maintenir son statut de « Fiducie de fonds commun de placement » au sens de cette loi.

Nonobstant ce qui précède ou toute autre disposition des présentes, aucune confirmation, aucun consentement ou aucune approbation ne sera demandé ou n'aura d'effet et aucun porteur de parts ne sera autorisé à effectuer, confirmer, consentir ou approuver, de quelque manière que ce soit, lorsque cela augmente les obligations ou réduit la rémunération payable au gestionnaire, au conseil des gouverneurs ou au fiduciaire ou la protection qui leur est accordée, ou qui congédie le gestionnaire, sauf avec le consentement écrit et préalable du gestionnaire, du conseil des gouverneurs ou du fiduciaire, le cas échéant.

Toute question touchant une série en particulier ou touchant cette série différemment des autres séries nécessite un vote distinct des porteurs de parts de cette série. Le gestionnaire ne peut pas, sans l'approbation par résolution spéciale des porteurs de parts de la série visée :

- (a) créer une série qui aura droit à une préférence par rapport à cette série; ou
- (b) abroger, affecter ou modifier les droits, privilèges, restrictions ou conditions rattachés à cette série.

### **Fusions autorisées**

Le gestionnaire peut, sans obtenir l'approbation des porteurs de parts, fusionner la Fiducie (une « **fusion autorisée** ») avec un ou plusieurs autres fonds, pourvu que :

- (a) le ou les fonds avec lesquels la Fiducie est fusionnée doivent être gérés par le gestionnaire ou un membre de son groupe (les « **Fiducies affiliées** »);
- (b) Les porteurs de parts sont autorisés à racheter leurs parts à un prix de rachat égal au prix de souscription, moins les frais de financement du rachat, y compris les commissions, avant la date d'entrée en vigueur de la fusion;
- (c) les fonds faisant l'objet de la fusion ont des objectifs de placement semblables à ceux énoncés dans leurs déclarations de Fiducie respectives, comme établis de bonne foi par le gestionnaire et par le gestionnaire des Fiducies affiliées, à leur seule appréciation;
- (d) le gestionnaire doit avoir déterminé de bonne foi qu'il n'y aura aucune augmentation du ratio des frais de gestion assumés par les porteurs de parts par suite de la fusion;
- (e) la fusion des fonds est réalisée sur la base d'un ratio d'échange déterminé en fonction de la valeur de rachat par part de chaque fonds; et
- (f) la fusion des fonds doit être réalisée par roulement avec report d'impôt pour les porteurs de parts de chacun des fonds.

## **Présentation de l'information aux porteurs de parts**

La Fiducie fournira aux porteurs de parts les états financiers qu'elle est tenue de fournir de temps à autre en vertu des lois applicables, y compris les formulaires prescrits nécessaires pour remplir les déclarations de revenus des porteurs de parts aux termes de la Loi de l'impôt et des lois provinciales ou territoriales correspondantes. Comme l'exigent les lois sur les valeurs mobilières applicables, ces états financiers et ces rapports comprendront de l'information financière relative à la Fiducie. Les états financiers annuels vérifiés de la Fiducie seront vérifiés par le vérificateur de la Fiducie conformément aux IFRS. Le gestionnaire s'assurera que la Fiducie se conforme à toutes les exigences applicables en matière de rapports et d'administration.

### **Aucun certificat**

L'investisseur qui achète des parts recevra un avis d'exécution habituel du courtier inscrit auprès duquel ou par l'entremise duquel les parts sont achetées conformément au système d'inscription en compte. Aucun certificat papier physique ne sera émis pour les parts.

### **Responsabilité des porteurs de parts**

La déclaration de Fiducie prévoit qu'il est prévu qu'aucun porteur de parts ne sera tenu personnellement responsable en tant que tel et qu'aucun recours ne sera exercé contre les biens privés d'un porteur de parts en règlement d'une obligation ou d'une réclamation découlant d'un contrat ou d'une obligation de la Fiducie ou du fiduciaire ou en rapport avec ceux-ci ou d'une obligation à l'égard de laquelle il pourrait autrement devoir indemniser le fiduciaire pour toute responsabilité engagée par celui-ci, mais plutôt qu'on prévoit que les biens en Fiducie seront soumis à tout recouvrement ou exécution pour règlement de toute obligation ou réclamation.

En raison des incertitudes de la législation relative aux fiducies de placement comme la Fiducie, il existe un risque minime qu'un porteur de parts soit tenu personnellement responsable, malgré l'énoncé qui précède dans la déclaration de Fiducie, des obligations liées à la Fiducie (dans la mesure où la Fiducie ne peut régler les réclamations). Il est prévu que les activités de la Fiducie soient menées de manière à réduire ce risque au minimum et, en particulier et dans la mesure du possible, à faire en sorte que chaque contrat ou engagement écrit de la Fiducie contienne une déclaration expresse selon laquelle la responsabilité aux termes de ce contrat ou engagement est limitée à la valeur de l'actif de la Fiducie.

En vertu de la loi intitulée *Income Trust Liability Act* (Colombie-Britannique), les porteurs de parts ne sont pas responsables, à titre de bénéficiaires d'une Fiducie, de tout acte, défaut, obligation ou responsabilité du fiduciaire. Cette loi n'a pas encore fait l'objet d'un examen judiciaire et il est possible qu'un porteur de parts puisse contester avec succès l'application de cette loi pour des motifs de compétence ou autres. Les porteurs de parts qui résident dans des territoires qui n'ont pas adopté de loi semblable à la loi de la Colombie-Britannique pourraient ne pas avoir droit à la protection de la loi de la Colombie-Britannique. En règle générale, le courtier en hypothèques, lorsqu'il effectue des placements pour le compte de la Fiducie, conclut des contrats à titre de contrepartiste et, par conséquent, sous réserve du contrat, le courtier en hypothèques est responsable de toutes les obligations engagées dans la réalisation de ces placements pour la Fiducie. Le titre de propriété légal des hypothèques sera généralement détenu au nom du dépositaire, dans le cas des hypothèques canadiennes, ou d'une filiale du courtier en hypothèques, dans le cas des hypothèques américaines, et le droit légal de la Fiducie sur celles-ci sera détenu aux termes des conventions de participation. Il peut également être détenu directement par l'entremise d'une entité *ad hoc* en vertu de certains arrangements de syndication de prêts. De plus, dans la conduite de ses affaires, la Fiducie a acquis et acquerra des placements hypothécaires, sous réserve des obligations contractuelles existantes. Le gestionnaire fera tous les efforts raisonnables pour que ces obligations, autres que les baux, soient modifiées de manière à ce qu'elles ne lient aucun des porteurs de parts.

Toutefois, dans les cas où le gestionnaire n'est pas en mesure d'obtenir une entente écrite selon laquelle une obligation importante assumée par la Fiducie ne lie pas personnellement les porteurs de parts, il existe un risque que, si la Fiducie doit régler les réclamations faites à cet égard, un porteur de parts soit tenu personnellement responsable des obligations de la Fiducie. Le gestionnaire estime que ce risque est très limité puisque, comme il est indiqué ci-dessus, il a l'intention d'agir à titre de contrepartiste et non de mandataire de la Fiducie ou des porteurs de parts dans toutes les opérations.

En cas de réclamations contre la Fiducie, qui ne découlent pas de contrats, par exemple des réclamations en matière d'impôt ou de responsabilité délictuelle, la responsabilité personnelle peut également être engagée contre les porteurs de parts. Toutefois, conformément à la pratique immobilière prudente, le gestionnaire maintiendra une assurance à l'égard des risques susmentionnés et pour des montants suffisamment élevés pour protéger la Fiducie contre toute responsabilité non contractuelle prévisible. Le gestionnaire a l'intention de faire en sorte que les activités de la Fiducie soient menées, avec l'avis des conseillers juridiques, de manière à éviter, dans la mesure du possible, tout risque important de responsabilité envers les porteurs de parts à l'égard de réclamations contre la Fiducie. Si un porteur de parts est tenu de s'acquitter d'une obligation de la Fiducie, il aura droit à un remboursement à même l'actif net disponible de la Fiducie.

### **Dissolution de la Fiducie**

La Fiducie n'a pas de date de dissolution fixe. Toutefois, la Fiducie peut être dissoute en tout temps moyennant un préavis écrit d'au moins 90 jours donné par le fiduciaire, pourvu que l'approbation préalable des porteurs de parts ait été obtenue par voie de résolution spéciale à une assemblée des porteurs de parts convoquée à cette fin; toutefois, le gestionnaire peut, à son gré, sur préavis de 60 jours aux porteurs de parts, dissoudre la Fiducie sans son approbation si, de l'avis du gestionnaire :

- (a) il serait dans l'intérêt de la Fiducie et des porteurs de parts de mettre fin à la Fiducie;
- (b) le gestionnaire décide de mettre fin à la Fiducie dans le cadre d'une fusion autorisée;
- (c) la valeur liquidative de la Fiducie est inférieure au prix de souscription global de toutes les parts en circulation; ou
- (d) il n'est plus économiquement possible de maintenir la Fiducie.

À la dissolution, l'actif net de la Fiducie sera distribué aux porteurs de parts au prorata jusqu'à concurrence d'un montant correspondant au prix de souscription des parts détenues par chaque porteur de parts. Immédiatement avant la dissolution de la Fiducie, y compris à la date de dissolution, le fiduciaire convertira, dans la mesure du possible, l'actif de la Fiducie en espèces et, après avoir payé ou constitué une provision suffisante pour toutes les dettes de la Fiducie, distribuera l'actif net de la Fiducie aux porteurs de parts (jusqu'au prix de souscription) dès que possible après la date de dissolution et tout actif non liquide pourra être distribué en espèces plutôt qu'en espèces, à condition de respecter les lois sur les titres ou toute autre loi applicables à ces distributions. Le gestionnaire peut, à son gré, reporter la date de dissolution d'au plus 90 jours s'il en avise par écrit les porteurs de parts au moins 30 jours avant la date de dissolution et les avise qu'il juge important ou qu'il est incapable de convertir la totalité de l'actif de la Fiducie en espèces et que ce serait dans l'intérêt des porteurs de parts de le faire.

Si le gestionnaire reçoit un avis de rachat ou est tenu d'effectuer un rachat pour un montant supérieur à la valeur comptable par part, il peut, à son gré, donner un avis de dissolution de la Fiducie à la date de dissolution qui précède la date prévue du rachat ou des rachats.

La déclaration de Fiducie sera résiliée immédiatement après la survenance d'un cas de dissolution. À la dissolution, les biens de la Fiducie seront distribués. Chacun des événements suivants est un « cas de dissolution » :

- (a) le gestionnaire est, de l'avis du conseil des gouverneurs, en défaut important à l'égard de ses obligations aux termes de la déclaration de Fiducie et ce défaut se poursuit pendant 30 jours à compter de la date à laquelle le gestionnaire reçoit un avis écrit du conseil des gouverneurs lui signalant ce défaut important, sauf si le gestionnaire prend des mesures pour remédier à ce défaut et que ce défaut est corrigé dans les 120 jours suivant la date dudit avis et qu'aucun fondement raisonnable ne permet de croire qu'un tel défaut ne pourra être comblé dans cette période de 120 jours;
- (b) le gestionnaire a été déclaré en faillite ou insolvable ou a fait l'objet d'une liquidation forcée ou volontaire (et non seulement d'une liquidation volontaire aux fins de fusion ou de reconstruction);

- (c) le gestionnaire fait une cession générale au profit des créanciers ou reconnaît autrement son insolvabilité; ou
- (d) les actifs du gestionnaire ont fait l'objet d'une saisie ou d'une confiscation par une autorité publique ou gouvernementale.

## CALCUL DE LA VALEUR LIQUIDATIVE

### Politique d'évaluation

Le gestionnaire évaluera l'actif de la Fiducie conformément à la politique suivante (la « **politique d'évaluation** ») :

Le gestionnaire calculera la valeur liquidative des parts et la valeur liquidative par part à chaque date d'évaluation conformément à la politique d'évaluation énoncée dans la déclaration de Fiducie. Pour déterminer la valeur liquidative à cette fin, l'actif net sera calculé conformément à la déclaration de Fiducie et suivra les principales conventions comptables présentées dans les états financiers vérifiés de la Fiducie pour la période terminée le 31 décembre 2023, sauf les modifications suivantes.

Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Fiducie a adopté l'International Financial Reporting Standard 9, *Instruments financiers* (« IFRS 9 »). La Fiducie continue de classer ses placements dans des prêts hypothécaires comme des instruments financiers évalués au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif, moins toute perte sur créances prévue. Les pertes sur créances prévues sur les placements productifs dans des prêts hypothécaires classés, en vertu de l'IFRS 9, dans les étapes 1 et 2, qui ne sont pas liées à un prêt hypothécaire douteux ou en défaut spécifique seront supprimées du calcul de la valeur liquidative aux fins de la méthode d'évaluation. Aucun rajustement ne sera apporté au calcul de la valeur liquidative pour tenir compte des pertes sur créances prévues liées à un placement précis dans un prêt hypothécaire douteux.

En raison des conventions comptables IFRS susmentionnées liées aux instruments financiers, la valeur liquidative de la Fiducie telle qu'elle est calculée aux fins de la présentation de l'information financière selon les états financiers vérifiés selon les IFRS peut différer de la valeur liquidative transactionnelle de la Fiducie.

### Valeur liquidative de la Fiducie

Le gestionnaire calculera la valeur liquidative des parts et la valeur liquidative par part à chaque date d'évaluation conformément à la politique d'évaluation.

### Valeur liquidative par part

La valeur liquidative par part à une date donnée correspondra au quotient obtenu en divisant la valeur liquidative de la Fiducie un jour donné par le nombre total de parts en circulation à la fin de cette date (il est entendu, compte tenu de toutes les émissions, achats, rachats et regroupements de parts effectués ou réputés effectués à cette date).

La valeur liquidative par part sera calculée par le gestionnaire à chaque date d'évaluation. La plus récente valeur liquidative par part calculée sera mise à la disposition du public sur demande et sera affichée au [www.trezcapital.com](http://www.trezcapital.com).

Pour de plus amples renseignements concernant le rachat de parts, voir « Titres offerts – Droit de rachat des porteurs de parts » et « Facteurs de risque – Restrictions au rachat ».

### Présentation de la valeur liquidative

La valeur liquidative de chaque série de parts est incluse dans le rapport trimestriel de la Fiducie qui est accessible au public sur le site Web du gestionnaire et sur demande en communiquant avec le gestionnaire à [is@trezcapital.com](mailto:is@trezcapital.com) ou en composant sans frais le 1-877-689-0821.

**Suspension des rachats**

Pendant une période d'au plus 180 jours, le gestionnaire peut suspendre le rachat de parts, pour ou pendant une période au cours de laquelle il détermine qu'il existe des conditions qui rendent la vente des actifs de la Fiducie impossible ou nuisent à la capacité du gestionnaire à déterminer la valeur des actifs détenus par la Fiducie. Le gestionnaire peut de temps à autre limiter ou suspendre les rachats ou mettre fin à la Fiducie lorsque le prix de rachat dépasse la valeur liquidative par part.

**OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES**

Le tableau suivant présente les transactions d'achat et de vente entre l'émetteur et une partie liée qui n'est pas associée à des biens immobiliers (p. ex. : associée aux hypothèques) depuis le 31 décembre 2022 :

<b>Description de l'actif ou des affaires</b>	<b>Période de transfert</b>	<b>Nom légal du vendeur</b>	<b>Nom légal de l'acheteur</b>	<b>Nombre de prêts</b>	<b>Montant et forme de la contrepartie échangée dans le cadre du transfert (\$)</b>
Commercial bureaux -	T2 2024	Trez Capital Yield Trust US	Sous-fiducie Trez Capital Prime Trust	1	(1 591 826)
<b>Total pour Trez Capital Yield Trust US</b>				<b>1</b>	<b>(1 591 826)</b>
Commercial bureaux -	T2 2024	Sous-fiducie Trez Capital Yield Trust US (CAD)	Sous-fiducie Trez Capital Prime Trust	1	(2 083 266)
<b>Total de la Sous-fiducie Trez Capital Yield Trust US (CAD)</b>				<b>1</b>	<b>(2 083 266)</b>
Commercial industriel -	T1 2024	Sous-fiducie Trez Capital Prime Trust	Fonds institutionnels privés à capital fixe	1	10 219 615
Commercial industriel -	T2 2024	Sous-fiducie Trez Capital Prime Trust	Fonds institutionnels privés à capital fixe	1	5 582 705
Résidentiel multifamilial -	T2 2024	Sous-fiducie Trez Capital Prime Trust	Fonds institutionnels privés à capital fixe	1	2 732 400
Commercial bureaux -	T2 2024	Sous-fiducie Trez Capital Prime Trust	Fonds institutionnels privés à capital fixe	1	399 122
<b>Total pour les fonds institutionnels privés à capital fixe</b>				<b>4</b>	<b>18 933 842</b>

Toutes les transactions d'achat et de vente liées aux prêts hypothécaires concernent des prêts productifs (c'est-à-dire des prêts de stade 1 conformément aux IFRS) qui sont conclus à la valeur nominale (c'est-à-dire le principal plus les intérêts courus).

## **ADMINISTRATEURS, MEMBRES DE LA DIRECTION, PROMOTEURS ET PORTEURS PRINCIPAUX**

### **Trez Capital Fund Management Limited Partnership (le « gestionnaire »)**

Aux termes des modalités de la déclaration de Fiducie, le gestionnaire est le gestionnaire et le conseiller en valeurs de la Fiducie. Dans l'exécution de ses services, le gestionnaire sera, en tout temps, aux conditions de la déclaration de Fiducie, assujéti à l'autorité continue et ultime des porteurs de parts. Le siège social du gestionnaire est situé au 1700-745 Thurlow Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V6E 0C5. Trez Capital Fund Management Limited Partnership est une société en commandite constituée sous le régime des lois de la Colombie-Britannique le 11 août 2011.

### ***Trez Capital Group***

Trez Capital Group Limited Partnership exerce ses activités principalement par l'entremise de quatre sociétés en commandite en propriété exclusive. Trez Capital Fund Management Limited Partnership est inscrite à titre de courtier sur le marché dispensé, de gestionnaire de fonds d'investissement et de gestionnaire de portefeuille (uniquement pour l'achat et la vente d'hypothèques et de participations dans des hypothèques) en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables. Trez Capital Limited Partnership est inscrite à titre de courtier en hypothèques en Colombie-Britannique, en Alberta et en Ontario. Trez Capital Asset Management Limited Partnership est inscrite à titre d'administrateur d'hypothèques en Ontario et de courtier en hypothèques en Colombie-Britannique. Trez Capital (US) Limited Partnership est inscrite à titre de courtier en hypothèques en Californie.

### ***Fonctions et services devant être fournis par le gestionnaire***

Le gestionnaire a recours à une approche prudente et peu encline au risque en matière de placements immobiliers. Le gestionnaire a pris l'initiative de fonder et d'organiser la Fiducie et, par conséquent, peut être considéré comme un « promoteur » de la Fiducie au sens de la législation en valeurs mobilières de certaines provinces du Canada.

Sous réserve des modalités de la déclaration de Fiducie, le gestionnaire sera responsable de la gestion des activités et de l'administration de la Fiducie. Le gestionnaire a coordonné l'organisation de la Fiducie et gèrera les activités et l'administration courantes de la Fiducie et surveillera le portefeuille de prêts hypothécaires de la Fiducie. Le gestionnaire aura la responsabilité de s'assurer que le produit net du présent placement est investi de la manière décrite à la rubrique « Utilisation des fonds disponibles » et conformément aux objectifs de placement de la Fiducie. Les fonds de la Fiducie ne seront pas mélangés avec les fonds du gestionnaire ou avec d'autres fonds.

Le gestionnaire a le pouvoir exclusif de gérer les activités et les affaires internes de la Fiducie et de prendre toutes les décisions concernant les activités de la Fiducie, et il a le pouvoir de lier la Fiducie. Le gestionnaire peut, conformément aux modalités de la déclaration de Fiducie, déléguer ses pouvoirs à des tiers lorsqu'il le juge à propos. Le gestionnaire est tenu d'exercer ses pouvoirs et de s'acquitter de ses fonctions honnêtement, de bonne foi et au mieux des intérêts de la Fiducie et de faire preuve du degré de soin, de diligence et de compétence qu'un gestionnaire professionnel raisonnablement prudent ferait dans des circonstances comparables.

Les fonctions du gestionnaire comprennent notamment la nomination de l'agent chargé de la tenue des registres et agent des transferts de la Fiducie, la nomination des banquiers de la Fiducie, l'évaluation des actifs de la Fiducie, le calcul du revenu et des gains en capital de la Fiducie, l'autorisation de toutes les ententes contractuelles relatives à la Fiducie, la prestation ou la demande de prestation de services relativement aux activités quotidiennes de la Fiducie, la distribution ou la demande de distribution des parts, la conformité avec la législation en valeurs mobilières applicable, la rédaction et le dépôt des rapports et documents requis, la fourniture des locaux et installations connexes requis, et des services et des prestations de service qui sont fournis à la Fiducie, ainsi que tout autre service administratif ou

autre requis par la Fiducie ou lié au maintien de rapports complets de toutes les transactions du portefeuille de prêts hypothécaires de la Fiducie.

### ***Rémunération du personnel clé de gestion***

Outre les frais versés aux membres du conseil des gouverneurs, comme il est décrit à la section intitulée « Conseil des gouverneurs », la Fiducie ne verse aucune rémunération directe à des administrateurs ou cadres dirigeants. Pour obtenir de plus amples renseignements sur les frais de gestion payés par le gestionnaire, veuillez consulter la section « Administrateurs, membres de la direction, promoteurs et principaux porteurs – Honoraires du gestionnaire » ainsi que les notes des états financiers de la Fiducie.

### ***Administrateurs et dirigeants***

Le nom et la municipalité de résidence de chacun des administrateurs et des membres de la haute direction du commandité du gestionnaire, le poste qu'ils occupent et leur occupation principale au cours des cinq dernières années sont les suivants :

<b>Nom et municipalité</b>	<b>Bureau</b>	<b>Occupation principale</b>	<b>Année d'entrée en fonction à titre d'administrateur ou de chef</b>
John Maragliano, CPA, CA, CFA Vancouver, C.-B.	Co-chef de la direction, chef de la direction financière et administrateur	Chef d'entreprise	2021
Morley Greene, B.A., LLB Vancouver, C.-B.	Administrateur	Chef d'entreprise	1997
Christian Skogen, B.A., MBA Vancouver, C.-B.	Chef des placements	Chef d'entreprise	2021
Keiju Yamasaki, BBA, MBA Vancouver, C.-B.	Chef du crédit	Chef d'entreprise	2021

<sup>(1)</sup> Date à laquelle le particulier est devenu administrateur ou dirigeant de Trez Capital Corporation pour la première fois.

Chaque administrateur est nommé pour un mandat d'un an, dont le mandat expire à la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires du commandité du gestionnaire.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2025, les administrateurs et les membres de la haute direction de Trez Capital Fund Management Limited Partnership étaient propriétaires d'environ 1,2 % des parts émises et en circulation, ou exerçaient directement ou indirectement un contrôle sur celles-ci.

### ***Principales fonctions et biographies***

**John Maragliano** est co-chef de la direction, chef de la direction financière et administrateur du commandité du gestionnaire. M. Maragliano a joint Trez en février 2021 et est devenu chef de l'exploitation en mai 2023. Il compte plus de 25 ans d'expérience dans le secteur des services financiers, plus particulièrement dans les domaines bancaires, de l'assurance, de la gestion du patrimoine et des entreprises de technologie financière. Sa vaste expérience comprend la communication de l'information financière et de gestion, la gestion de la trésorerie, la gestion du capital et des liquidités, les transactions de fusion et d'acquisition et la mobilisation de capitaux. Avant de rejoindre les rangs de Trez, M. Maragliano était chef de la direction financière de SNAP Financial Group, où il était responsable des relations financières avec les banquiers et les investisseurs, du développement et de la gestion des stratégies de financement et de capital de SNAP, tout en supervisant les fonctions de financement/de titrisation, de comptabilité et de reddition de

comptes. Avant de rejoindre SNAP, M. Maragliano était vice-président directeur et chef de la direction financière du groupe chez Butterfield Bank, une banque publique comptant 1 200 employés, 10 milliards de dollars d'actifs et 80 milliards de dollars d'actifs hors bilan administrés dans six juridictions. M. Maragliano a été président du comité de gestion des actifs et des passifs du groupe, membre du comité technologique du groupe, a supervisé les relations avec les investisseurs et les agences de notation ainsi que la fonction financière globale. M. Maragliano est un comptable agréé (CPA, CA) et détient le titre d'analyste financier agréé (CFA).

**Morley Greene** est un administrateur du commandité du gestionnaire. Auparavant, il occupait les postes de président du conseil et président de Trez Capital Corporation depuis le 30 mai 2009. Avant cela, d'août 1997 à 2009, il a été président et chef de la direction de Trez Capital Corporation. Pendant environ deux ans avant d'établir le courtier hypothécaire, M. Greene a agi à titre de conseiller juridique auprès de Samoth Capital Corporation (maintenant appelée Sterling Centrecorp), une société inscrite à la Bourse de Toronto. De septembre 1991 à 1995, M. Greene a pratiqué le droit privé.

**Christian Skogen** est chef des placements du commandité du gestionnaire. Il s'est joint à Trez en février 2021. M. Skogen possède plus de 20 ans d'expérience diversifiée en prêts commerciaux, avec des connaissances approfondies en matière de structuration du crédit, de risque et de gestion de portefeuille. Il a passé 15 ans à la Banque de Montréal (BMO), où il a occupé divers postes de direction de plus en plus élevés dans le domaine des services bancaires commerciaux et de la gestion du risque de crédit, notamment celui de chef de la structuration du crédit et de la gestion du portefeuille, des services bancaires aux particuliers, où il a supervisé le risque de crédit et défini l'appétit pour le risque d'un portefeuille commercial de 80 milliards de dollars, dont 20 milliards de dollars en immobilier commercial. Parmi les autres postes importants qu'il a occupés à la BMO, citons : chef des syndications, chef du crédit commercial de l'Ouest canadien et directeur national de l'unité de gestion des comptes spéciaux. M. Skogen est titulaire d'un baccalauréat spécialisé en économie de l'Université de Toronto et d'un MBA de la Richard Ivey School of Business.

**Keiju Yamasaki** est le chef du crédit du commandité du gestionnaire. M. Yamasaki est entré au service de Trez Capital en juillet 2021. M. Yamasaki compte plus de 16 ans d'expérience dans les services bancaires commerciaux et possède des connaissances approfondies dans la structuration complexe du crédit, les portefeuilles et la gestion des relations. Tout au long de sa carrière, il a géré une grande panoplie de structures de prêts, y compris divers financements immobiliers, de construction, de concessionnaires automobiles, de commandites et de projets, ainsi que des fusions et acquisitions et des syndications. M. Yamasaki a commencé sa carrière à Hongkong and Shanghai Banking Corporation (HSBC), responsable de la gestion de portefeuilles commerciaux toujours plus sophistiqués. Avant de se joindre à Trez Capital, il œuvrait au sein d'une importante banque canadienne, dans le groupe des finances d'entreprise responsable du montage des financements par emprunt complexes de premier rang, puis de leur gestion pour le compte de grands clients au sein de diverses industries. Là il a occupé des postes de directeur général et de responsable d'équipe et a géré directement une équipe de gestionnaires de portefeuille et de partenaires gérant environ 4 milliards \$ sous forme d'autorisations de prêts. M. Yamasaki possède une MBA en consultation et gestion stratégique de la Sauder School of Business de l'Université de la Colombie-Britannique et un baccalauréat en administration des affaires (BAA) en finance et affaires internationales de l'Université Simon Fraser.

### **Honoraires du gestionnaire**

Aux termes de la déclaration de Fiducie, les frais de gestion des séries A et F, soit un montant annuel correspondant à 1,5 % de la quote-part des parts de série A et des parts de série F de l'actif brut annuel moyen (calculé en utilisant une moyenne mobile simple de la valeur des actifs détenus par la Fiducie à la fin du mois), sont payables au gestionnaire par la Fiducie pour chaque exercice financier. Les frais de gestion de série I, soit un montant annuel correspondant à un pourcentage devant être négocié par le gestionnaire et le porteur de parts de la quote-part des parts de série I de l'actif brut annuel moyen (calculé en utilisant une moyenne mobile simple de la valeur mensuelle des actifs détenus par la Fiducie), sont payables au gestionnaire par la Fiducie pour chaque exercice financier. La quote-part des parts de série A, des parts de série F et des parts de série I de l'actif brut annuel de la Fiducie, à l'égard de chaque distribution mensuelle, sera déterminée par la quote-part des parts de chaque série existant à la fin de cette période mensuelle. À chaque distribution mensuelle, les frais de gestion de série A et de série F seront déduits des sommes autrement payables aux porteurs de parts de série A et aux porteurs de parts de série F et les frais de gestion de série I seront déduits des sommes autrement payables aux porteurs de parts de série I. En outre, des honoraires incitatifs, soit un



montant annuel correspondant à 10 % des produits liés aux honoraires incitatifs de la Fiducie, sont payables au gestionnaire par la Fiducie au cours de chaque exercice financier.

Les frais de gestion sont payés mensuellement à terme échu, 15 jours après la fin de chaque mois, sauf que le paiement dû pour le mois terminé le 31 décembre sera déterminé en tenant compte des paiements antérieurs effectués sur une base estimative et sera payé en deux versements, le premier le 15 janvier et le second, le cas échéant, au plus tard le 15 mars suivant ce mois. Les honoraires incitatifs sont versés en même temps que le dernier paiement de fin d'exercice aux porteurs de parts. La Fiducie sera tenue de payer la TPS ou les autres taxes applicables sur ces frais.

**Par le passé, le gestionnaire a choisi de renoncer aux honoraires incitatifs au cours d'une année où les rendements cibles de la Fiducie, tels que déterminés par le gestionnaire, n'avaient pas été atteints. En 2023, le gestionnaire a renoncé à des honoraires incitatifs de l'ordre de 0 \$ (néant en 2022). Tous frais auxquels le gestionnaire a renoncé ne peuvent être récupérés au cours de l'année présente ou des années à venir. Aucune garantie n'est faite qu'une telle renonciation aura lieu à l'avenir.**

### **Frais de la Fiducie**

La Fiducie paie toutes les dépenses engagées dans le cadre de son exploitation et de son administration. Il est prévu que les frais d'exploitation de la Fiducie comprendront notamment les frais de préparation, d'envoi et d'impression des rapports périodiques et autres communications aux porteurs de parts, y compris les frais de commercialisation et de publicité; les honoraires payables au fiduciaire; les honoraires payables aux comptables, aux vérificateurs, aux conseillers juridiques et aux autres consultants professionnels au besoin; les frais réglementaires récurrents; les frais de licence et autres frais connexes; les frais de tenue de livres externes et les coûts associés à FundSERV; tous frais reliés au programme de couverture; les frais bancaires payables, comme les frais d'établissement, de services et autres frais connexes ainsi que les intérêts débiteurs sur les emprunts; les frais d'intérêts et tous frais et coûts afférents aux accords de syndication; les frais de courtage imputables à la Fiducie; toute dépense raisonnable engagée par le gestionnaire ou ses agents dans le cadre de leurs obligations continues envers la Fiducie; tout autre honoraire payable au gestionnaire pour la prestation de services extraordinaires au nom de la Fiducie; tout impôt payable par la Fiducie ou auquel la Fiducie est assujettie; dépenses d'intérêt; dépenses liées aux opérations de portefeuille; toute dépense engagée à la dissolution de la Fiducie; et les honoraires payables aux membres du conseil des gouverneurs. Ces frais comprennent également les frais liés à toute action, poursuite ou autre procédure dans le cadre de laquelle ou à l'égard de laquelle le gestionnaire a droit à une indemnisation par la Fiducie. La Fiducie est également responsable de toute dépense extraordinaire devant être engagée, le cas échéant.

La Fiducie fera l'objet d'une vérification indépendante et fera rapport au fiduciaire, et le gestionnaire lui donnera pleinement accès à ses livres et registres à cette fin.

### **Trez Capital Limited Partnership (le courtier en hypothèques)**

La Fiducie est une source de financement pour les activités de prêts hypothécaires du courtier en hypothèques. Le courtier en hypothèques agit à titre de souscripteur, de conseiller et de syndic de prêts de la Fiducie.

Pour exercer ses activités principalement au Texas, en Floride, en Géorgie, en Arizona, en Utah, à Washington et en Oregon, le courtier en hypothèques a fondé Trez Texas pour agir à titre de monteur de prêts pour la Fiducie. Pour exercer ses activités afférentes aux prêts-relais partout aux États-Unis, le courtier en hypothèques a fondé Trez New York. Pour mener à bien ses affaires dans l'État de la Californie, le courtier en hypothèques a fondé Mortgage Broker-California, une entité qui agit en tant que monteur de prêt pour la Fiducie. Voir « Activités du courtier en hypothèques », « Règlement sur les courtiers en hypothèques ».

Trez Capital Corporation, le prédécesseur du courtier en hypothèques et subséquentement le courtier en hypothèques, exerce ses activités depuis 1997 dans le domaine de la création, de la souscription, du service et de la syndication de prêts hypothécaires.

### ***Convention de courtier en hypothèques***

Le courtier en hypothèques a conclu la convention de courtier en hypothèques avec la Fiducie. Aux termes de la convention de courtage en hypothèques, le courtier en hypothèques agit à titre de preneur ferme, de conseiller et de syndic de prêts de la Fiducie.

Le courtier en hypothèques est tenu de gérer le portefeuille hypothécaire de la même manière, avec le même soin, la même compétence, la même prudence et la même diligence avec lesquels il gère et administre des prêts hypothécaires semblables pour d'autres portefeuilles semblables de tiers. Il doit également faire preuve d'un jugement commercial raisonnable conformément aux lois applicables afin de maximiser le recouvrement aux termes du portefeuille d'hypothèques sans égard à toute autre relation que le courtier en hypothèques ou l'un des membres de son groupe pourrait avoir avec des emprunteurs. La convention de courtage en hypothèques exige également que le courtier en hypothèques administre les dépôts et les comptes en Fiducie pour les réserves aux termes des conventions de Fiducie de dépôt à l'égard du portefeuille hypothécaire conformément à la norme de diligence applicable à ses obligations de service aux termes de la convention de courtier en hypothèques.

Le courtier en hypothèques est autorisé à investir (au profit de ses clients, autres que la Fiducie) dans le portefeuille hypothécaire. De même, le courtier en hypothèques offrira à la Fiducie la possibilité d'investir avec ses autres clients. Cela donne à la Fiducie une occasion accrue de réduire le risque par l'intermédiaire de la syndication.

La convention de courtage en hypothèques prévoit que le courtier en hypothèques n'est pas responsable envers la Fiducie ou les porteurs de parts de la Fiducie d'avoir pris des mesures ou de s'être abstenu de prendre des mesures de bonne foi ou d'avoir commis des erreurs de jugement, à moins que celles-ci ne soient attribuables à une faute intentionnelle, à la malhonnêteté, à la mauvaise foi ou à la négligence du courtier en hypothèques. La convention de courtage en hypothèques a une durée qui prend fin à la dissolution de la Fiducie.

Le courtier en hypothèques continuera d'agir à titre de courtier en hypothèques jusqu'à la dissolution de la Fiducie ou jusqu'à la survenance de l'une des situations suivantes :

- (a) le courtier en hypothèques peut démissionner si la Fiducie ou le gestionnaire contrevient aux dispositions de la convention de courtage en hypothèques et, s'il est en mesure d'y remédier, si cette violation ou ce défaut n'a pas été corrigé dans les 30 jours suivant la date à laquelle la Fiducie ou le gestionnaire, selon le cas, a été avisé de cette violation ou défaillance;
- (b) le courtier en hypothèques fait faillite ou devient insolvable;
- (c) la résiliation de la convention de courtier en hypothèques par la Fiducie dans le cas où le courtier en hypothèques contrevient de façon importante aux dispositions de la convention de courtier en hypothèques et, s'il est possible d'y remédier, la violation ou le défaut n'a pas été corrigé dans les 30 jours suivant un avis à cet effet au courtier en hypothèques;
- (d) le courtier en hypothèques ne détient plus les permis, enregistrements ou autres autorisations nécessaires à l'exécution de ses obligations en vertu des présentes et n'est plus en mesure de les obtenir dans un délai raisonnable après leur perte;
- (e) le courtier en hypothèques démissionne à titre de courtier en hypothèques de la Fiducie et résilie la convention de courtier en hypothèques sur préavis écrit d'au moins 120 jours à la Fiducie; ou
- (f) la résiliation de la convention de courtier en hypothèques par consentement mutuel des parties.

### ***Les activités du courtier en hypothèques***

Trez Capital Corporation, le prédécesseur du courtier en hypothèques, a commencé ses activités en septembre 1997 afin de réunir des capitaux en vue d'investir dans des prêts hypothécaires, principalement sur les marchés commerciaux et résidentiels à logements multiples. Depuis sa création, le courtier en hypothèques et son prédécesseur

ont financé plus de 1 800 prêts totalisant plus de 20 milliards de dollars. Le courtier en hypothèques est actuellement l'un des plus importants fournisseurs non bancaires de prêts hypothécaires au Canada, avec un actif administré d'environ 5,4 milliards de dollars, dont environ 4,1 milliards sont investis dans des prêts hypothécaires.

Les entités établies par le courtier en hypothèques sont des fiducies de revenu, des sociétés de placement hypothécaire, des sociétés en commandite, des sociétés par actions et des sociétés de gestion de sociétés. La diversité des instruments de placement offre aux investisseurs divers degrés de risque et de rendement potentiel, ainsi que des mécanismes pour répondre aux besoins des résidents et des non-résidents du Canada. Depuis 1997, le courtier en hypothèques et son prédécesseur ont pris l'initiative de former 45 fonds de placement hypothécaires. Tous ces placements ont été effectués aux termes de dispenses des exigences applicables en matière de prospectus, à l'exception de TG Income Trust, TG Income Trust II et TG Income Trust III, qui ont été offertes par prospectus en Colombie-Britannique et en Alberta, et de Trez Capital Mortgage Investment Corporation et Trez Capital Senior Mortgage Investment Corporation qui ont été offerts par prospectus partout au Canada, sauf au Québec. En raison de la crise mondiale du crédit survenue en 2008, deux fonds d'investissement, Harvard High Yield Investments Inc. et Mickey II LLC, qui sont gérés par des sociétés affiliées du courtier en hypothèques et qui avaient investi dans des hypothèques aux États-Unis, ont été incapables de respecter leurs obligations envers les porteurs de leurs titres de créance et ont conclu un accord de compromis avec ces porteurs en vertu duquel ils ont accepté un montant nettement inférieur dans un cas et ont réduit sensiblement les taux d'intérêt dans l'autre.

### *Procédures de diligence raisonnable et réduction des risques*

Les procédures de diligence raisonnable entreprises avant le financement des prêts hypothécaires ont donné lieu à d'excellents résultats au chapitre du remboursement du capital et des intérêts aux investisseurs. Depuis la création du courtier en hypothèques et de son prédécesseur, sur les 1 800 prêts hypothécaires, soit environ 20 milliards de dollars, financés par le courtier en hypothèques et son prédécesseur, les pertes réalisées sur ces prêts hypothécaires totalisent environ 0,35 %. Le courtier en hypothèques est d'avis que sa stratégie de base, qui consiste à accorder des prêts principalement dans le secteur de l'immobilier commercial traditionnel (y compris l'immobilier multifamilial), sur les principaux marchés et avec des stratégies de sortie conditionnelle multiple, a porté fruit. Voir « Facteurs de risque ».

Le courtier en hypothèques gère les risques associés aux prêts hypothécaires en défaut grâce à une vérification diligente initiale approfondie et à une surveillance minutieuse de son portefeuille hypothécaire, à une communication active avec les emprunteurs et à l'instauration de procédures d'exécution en cas de défaut de paiement hypothécaire. Tous les biens immobiliers sont évalués en fonction de leur emplacement, de leur qualité, de la source de remboursement, des perspectives de valeur ajoutée et du profil des flux de trésorerie. De plus, la solvabilité de l'emprunteur est examinée et des engagements personnels sont souvent obtenus des mandants de l'emprunteur. Voir « La Fiducie – Processus de placement ».

Le courtier en hypothèques surveille le rendement du portefeuille hypothécaire, y compris le suivi de l'état des paiements impayés et des dates d'échéance, de l'avancement des projets de construction, des exigences de remboursement des ventes et du calcul et de l'évaluation des autres frais applicables. Chaque membre de la direction du gestionnaire et du courtier en hypothèques possède une connaissance et une compréhension approfondies de l'industrie hypothécaire et immobilière qui lui ont permis de prendre des décisions de placement prudentes et de repérer des occasions de placement judicieuses.

Le courtier en hypothèques a l'intention de limiter l'exposition au risque des investisseurs en diversifiant son portefeuille sur le plan géographique, tant au Canada qu'aux États-Unis. En particulier, en plus des marchés clés au Canada, le courtier en hypothèques a constaté que certaines régions du sud-est et du sud-ouest des États-Unis, ainsi que certaines parties de l'ouest des États-Unis, ont des économies locales beaucoup plus fortes que dans d'autres régions du pays, avec un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande sur le marché immobilier dans ces régions, ce qui crée un environnement favorable au développement immobilier. Par conséquent, la Fiducie a l'intention d'effectuer la majorité de ses placements hypothécaires américains dans ces régions. Voir « La Fiducie – Portefeuille hypothécaire de la Fiducie au 31 décembre 2023 ».

Bien que le courtier en hypothèques ait également l'intention de limiter l'exposition au risque des investisseurs en diversifiant son portefeuille par emprunteurs, au 30 septembre 2024, la Fiducie avait 8,9 % de son portefeuille hypothécaire par nombre d'hypothèques et 11,5 % de son portefeuille hypothécaire par montant d'hypothèque avancé

à un emprunteur. Le courtier en hypothèques répartit la participation aux prêts hypothécaires en fonction de son évaluation de la tolérance au risque de l'investisseur et de toute restriction de placement imposée à un investisseur.

Pour gérer et diversifier le risque, le courtier en hypothèques peut syndiquer un placement hypothécaire avec un ou plusieurs investisseurs, y compris la Fiducie, les fonds affiliés ou les coentreprises. Les prêts hypothécaires peuvent être syndiqués à un taux d'intérêt inférieur dans un poste de direction plus sûr. La syndication peut également se faire sur une base pari passu ou sur une base où les parties sont subordonnées à la Fiducie. La syndication d'hypothèques vise à diluer le risque de défaillance d'une hypothèque parmi un certain nombre d'entités et de particuliers. Dans certains cas, le courtier en hypothèques peut syndiquer une hypothèque à différentes parties à des taux différents, mais jamais à des conditions d'intérêt ou de priorité plus favorables que celles offertes à la Fiducie. Le processus de syndication facilite également la capacité de fournir une portion de premier rang plus sûre d'un prêt hypothécaire à une entité à faible risque, avec des portions de second rang progressivement plus risquées et à rendement plus élevé pour celles dont la tolérance au risque est plus élevée.

### ***Règlement sur les courtiers en hypothèques***

Au Canada, les courtiers en hypothèques sont régis par les lois provinciales sur les courtiers en hypothèques. Étant donné que la Fiducie n'est pas et ne sera pas inscrite en vertu de la législation provinciale sur les courtiers en hypothèques, la Fiducie ne peut se livrer directement à des activités de prêt d'argent garanti en totalité ou en partie par des hypothèques, et doit donc exercer ses activités de placement hypothécaire en vertu d'un contrat avec le courtier en hypothèques. Le courtier en hypothèques, qui fournit des services de courtage d'hypothèques pour le compte de la Fiducie aux termes de la convention de courtage d'hypothèques, est actuellement inscrit en vertu de la *Mortgage Brokers Act* (Colombie-Britannique), de la *Real Estate Act* (Alberta) et de la *Mortgage Brokerages, Lenders and Administrators Act* (Ontario) afin de pouvoir exercer les activités prévues par cette convention.

En vertu de la législation provinciale sur les courtiers en hypothèques, le registraire réglemente l'industrie des courtiers en hypothèques et a le pouvoir d'accorder ou de renouveler l'inscription, de révoquer l'inscription et d'enquêter sur les plaintes concernant la conduite des courtiers en hypothèques inscrits. En vertu de la législation provinciale sur les courtiers en hypothèques, un courtier en hypothèques doit satisfaire à plusieurs exigences pour obtenir ou maintenir son inscription. En général, l'inscription d'un courtier en hypothèques peut être suspendue ou annulée s'il fait partie d'une opération difficile ou déraisonnable ou s'il a exercé ses activités d'une manière contraire à l'intérêt public.

La BC Financial Services Authority (« BCFSa ») réglemente les activités de courtage et de prêt hypothécaires des entités de placement hypothécaire en vertu de la *Mortgage Brokers Act*. Le registraire et la *Mortgage Brokers Act* ne réglementent pas les activités de mobilisation de capitaux et de commercialisation des placements des entités de placement hypothécaire qui sont assujetties aux lois et règlements sur les valeurs mobilières. De plus amples renseignements sont disponibles sur le site Internet de la BCFSa : <http://www.bcfsa.ca>.

Une société affiliée au courtier en hypothèques est inscrite et autorisée en vertu d'une licence à exploiter en Californie. Autrement, le courtier en hypothèques n'est pas titulaire d'un permis de courtier ou de prêteur en hypothèques aux États-Unis. Il n'y a pas d'exigences en matière de permis au Texas, en Floride ou dans certaines autres régions des États-Unis où le courtier en hypothèques exerce des activités de prêt (à l'exception des banques et des caisses d'épargne et de crédit) pour les prêts initiaux et les fonds de prêt à l'égard des prêts commerciaux (un prêt qui n'est pas destiné à des fins personnelles, familiales ou domestiques) ou le courtier en hypothèques fonctionne en vertu d'une exemption dans ces régions limitées qui exigent un permis.

### ***Administrateurs et hauts dirigeants du courtier en hypothèques***

Les administrateurs et hauts dirigeants du commandité du courtier en hypothèques sont les mêmes que ceux du commandité du gestionnaire. Voir « Administrateurs, membres de la direction, promoteurs et porteurs principaux – Administrateurs et dirigeants ».

### *Activités du courtier en hypothèques issues de Trez Texas*

En septembre 2010, le courtier en hypothèques a commencé à accorder des prêts dans l'état du Texas. Les activités du courtier en hypothèques relativement à la Fiducie se déroulent principalement au Texas, en Floride, en Géorgie, en Arizona, en Utah, à Washington et en Oregon et d'autres régions choisies des États-Unis par l'intermédiaire de Trez Texas, dont un membre du même groupe que le courtier en hypothèques est le commanditaire majoritaire. La région de la côte nord-ouest du Pacifique (Washington et Oregon) est desservie par les bureaux de Washington, qui sont une division de Trez Texas. Trez Texas consent des prêts à mesure qu'elle trouve des occasions convenables et les soumet au courtier en hypothèques pour les faire approuver par ce dernier en échange de quoi elle perçoit des frais de montage, des commissions d'engagement et des frais de renouvellement des emprunteurs. Trez Texas ne soumettra des occasions de placement à la Fiducie à des fins de considération que si ces placements sont conformes aux objectifs ou aux politiques de placement de la Fiducie.

### *Dirigeants de Trez Texas*

Le nom et la municipalité de résidence de chacun des membres de la haute direction du commandité de Trez Texas, le poste qu'ils occupent et leur occupation principale au cours des cinq dernières années sont les suivants :

<u>Nom et municipalité</u>	<u>Bureau</u>	<u>Occupation principale</u>	<u>Année d'entrée en service comme dirigeant</u>
John D. Hutchinson Coppell, Texas	Co-chef de la direction et vice-président	Chef d'entreprise	2012
John Maragliano, CPA, CA, CFA, Vancouver, C.-B.	Co-chef de la direction et chef de la direction financière	Chef d'entreprise	2024

### *Principales fonctions et biographies*

**John D. Hutchinson** est actuellement co-chef de la direction et vice-président du commandité de Trez Texas. Entre le 1<sup>er</sup> janvier 1996 et le 31 décembre 2009, M. Hutchinson a été président de la division Dallas de The Ryland Group, Inc, un important promoteur, constructeur et distributeur de logements résidentiels aux États-Unis. En janvier 1995, M. Hutchinson a été président de Perry Homes, Inc, un constructeur de maisons régional ayant des bureaux à Houston et San Antonio, Texas. De 1993 à 1995, M. Hutchinson a été vice-président et chef du contentieux de Hillwood Development, une société de développement immobilier à vocation mixte de Dallas, au Texas, contrôlée par la famille Perot. Entre 1978 et 1993, M. Hutchinson a pratiqué le droit à temps plein à Dallas, au Texas. Juste avant de se lancer dans le secteur immobilier en 1993, M. Hutchinson était associé au sein du cabinet d'avocats Hughes and Luce, LLP de Dallas, qui a par la suite fusionné avec le cabinet national K&L Gates, LLP. Au cours de ses presque 14 années à titre de président de la division de Dallas de Ryland, M. Hutchinson a été responsable des opérations de la division et a supervisé la construction de plus de 11 000 maisons et l'aménagement de 4 000 lots résidentiels. À diverses époques, la division de Dallas comptait plus de 200 employés et ses revenus annuels s'élevaient à plus de 175 millions de dollars.

Le 1<sup>er</sup> mars 2005, M. Hutchinson a consenti à la mise en place d'une ordonnance d'injonction permanente émise par la cour régionale fédérale à Los Angeles, en Californie. Cette ordonnance a été émise en réponse aux allégations de la Securities and Exchange Commission à l'endroit de M. Hutchinson voulant qu'il ait enfreint certaines dispositions des lois fédérales sur les valeurs mobilières en ce qui concerne l'emploi des options d'achats d'actions, entièrement acquises, qui lui avaient été octroyées en vertu du régime d'options d'achats d'actions pour les employés de The Ryland Group, Inc. M. Hutchinson a consenti à l'inscription de cette injonction sans avoir admis ou nié toute dérogation à la loi. M. Hutchinson a continué dans son rôle de président divisionnel de Ryland jusqu'au 31 décembre 2009, moment où il a donné sa démission pour se concentrer sur des projets immobiliers personnels.

Pour consulter la biographie de John Maragliano, voir « Administrateurs, membres de la direction, promoteurs et porteurs principaux – Trez Capital Fund Management Limited Partnership (le gestionnaire) ».

#### ***Activités du courtier en hypothèques issues de Trez New York***

Le 6 octobre 2021, le courtier en hypothèques a commencé à octroyer des prêts-relais (p. ex. : pendant la période d'octroi des baux ou pour effectuer des rénovations) partout aux États-Unis par l'entremise d'un nouveau partenariat, Trez New York, laquelle est située à New York. L'objectif de Trez New York consiste à repérer des occasions de prêts-relais sur le territoire américain afin d'offrir au courtier en hypothèques d'autres avenues d'affaires dans ce secteur. Trez New York identifiera les prêts-relais aux États-Unis pour le compte du courtier en hypothèques, qui devra les approuver, en échange de quoi il touchera des frais de montage, une commission d'engagement et des frais de renouvellement versés par les emprunteurs. Trez New York ne soumettra pour considération à la Fiducie que des occasions de placement qui sont conformes aux objectifs ou aux politiques de placement de la Fiducie.

#### ***Dirigeants de Trez New York***

Le nom et la municipalité de résidence de chacun des membres de la haute direction du commandité de Trez New York, le poste qu'ils occupent et leur occupation principale au cours des cinq dernières années sont les suivants :

<b>Nom et municipalité</b>	<b>Bureau</b>	<b>Occupation principale</b>	<b>Année d'entrée en service comme dirigeant</b>
John D. Hutchinson Coppell, Texas	Co-chef de la direction	Chef d'entreprise	2024
John Maragliano, CPA, CA, CFA Vancouver, C.-B.	Co-chef de la direction et chef de la direction financière	Chef d'entreprise	2021

#### ***Principales fonctions et biographies***

Pour consulter la biographie de John D. Hutchinson, voir « Administrateurs, membres de la direction, promoteurs et porteurs principaux – Trez Capital Limited Partnership (le courtier en hypothèques) – Dirigeants de Trez Texas »

Pour consulter la biographie de John Maragliano, voir « Administrateurs, membres de la direction, promoteurs et porteurs principaux – Trez Capital Fund Management Limited Partnership (le gestionnaire) ».

#### ***Activités du courtier en hypothèques issues de la Californie***

Le 11 juin 2019, le courtier en hypothèques a fondé une nouvelle société en commandite simple de la C.-B., soit Trez Capital California Limited Partnership, afin d'effectuer des prêts dans l'État de la Californie. En outre, le 30 janvier 2017, le courtier en hypothèques a fondé une nouvelle société en commandite simple de la C.-B., soit Mortgage Broker-California, afin de trouver des occasions hypothécaires en Californie. Ces sociétés en commandite simple ont reçu l'autorisation et les licences requises pour exploiter en Californie. Les activités du courtier en hypothèques afférentes à la Fiducie dans l'État de la Californie sont réalisées par l'entremise de ces sociétés en commandite. Mortgage Broker-California cherche à repérer les prêts pour le compte du courtier en hypothèques, qui devra les approuver, en échange de quoi la société touchera des frais de montage, une commission d'engagement et des frais de renouvellement versés par les emprunteurs. Mortgage Broker-California ne soumettra pour considération à la Fiducie que des occasions de placement qui sont conformes aux objectifs ou aux politiques de placement de la Fiducie.

### ***Administrateurs et dirigeants de Mortgage Broker-California***

Le nom et la municipalité de résidence de chacun des directeurs et membres de la haute direction du commandité de Mortgage Broker-California, le poste qu'ils occupent et leur occupation principale au cours des cinq dernières années sont les suivants :

<b>Nom et municipalité</b>	<b>Bureau</b>	<b>Occupation principale</b>	<b>Année d'entrée en fonction à titre d'administrateur ou de dirigeant</b>
John Maragliano, CPA, CA, CFA Vancouver, C.-B.	Co-chef de la direction et chef de la direction financière	Chef d'entreprise	2024
Morley Greene, B.A., LLB Vancouver, C.-B.	Administrateur	Chef d'entreprise	1997

### ***Principales fonctions et biographies***

Pour consulter la biographie de John Maragliano, voir « Administrateurs, membres de la direction, promoteurs et porteurs principaux –Trez Capital Fund Management Limited Partnership (le gestionnaire) ».

Pour consulter la biographie de Morley Greene, voir « Administrateurs, membres de la direction, promoteurs et porteurs principaux –Trez Capital Fund Management Limited Partnership (le gestionnaire) ».

### ***Frais du courtier en hypothèques***

Le courtier en hypothèques (et Trez Texas, à l'égard des hypothèques de premier ordre consenties par les bureaux du Texas, de la Floride et de Washington, ainsi que Trez New York, à l'égard des hypothèques de premier ordre consenties par les bureaux de New York) recevra des frais de montage, des commissions d'engagement et des frais de renouvellement pour les hypothèques qu'il monte pour la Fiducie. Ces frais seront généralement payés par les emprunteurs, mais, dans certains cas, ils pourront être déduits des paiements d'intérêt autrement payables à la Fiducie, comme il est décrit ci-après. Les frais de service hypothécaires payables au courtier en hypothèques sont proportionnels aux frais payés à d'autres entités fournissant des services semblables à ceux du courtier en hypothèques et qui ont été négociés sans lien de dépendance. En plus de ces frais, le courtier en hypothèques a le droit de conserver tout intérêt flottant à un jour sur tous les comptes qu'il détient dans le cadre de ses activités d'établissement et de gestion des placements hypothécaires de la Fiducie. Dans certains cas où la Fiducie accepte de participer à un prêt assorti de frais de courtage peu élevés, une partie des frais de courtage peut être déduite des paiements d'intérêt autrement payables à la Fiducie. Dans le cas d'hypothèques ou de participations dans des hypothèques qui ont été achetées par le courtier en hypothèques auprès de tiers pour son propre compte ou pour le compte de la Fiducie, ces frais peuvent également être déduits des paiements d'intérêt autrement payables à la Fiducie ou peuvent être payés directement par la Fiducie en raison de la différence entre le prix de souscription payé par le courtier en hypothèques et le prix de souscription payé par la Fiducie. Les frais de courtage facturés à la Fiducie dans de tels cas varieront en fonction de l'importance de l'opération et du montant des frais payables par ailleurs au courtier en hypothèques.

Les dépenses du courtier hypothécaire seront payées par le courtier hypothécaire, le gestionnaire ou une société affiliée au courtier hypothécaire, mais de telles dépenses ne seront pas considérées comme étant des dépenses engagées par la Fiducie.

## Conseil des gouverneurs

La déclaration de Fiducie prévoit la nomination d'un conseil des gouverneurs composé d'au moins quatre membres dont le mandat consiste à déterminer et à établir des procédures pour résoudre les situations où il existe un conflit ou un conflit potentiel entre les intérêts du gestionnaire et du courtier en hypothèques, d'une part, et ceux des porteurs de parts, d'autre part, ainsi que pour certaines autres questions énoncées, notamment la vérification annuelle de la Fiducie. Bien que le rôle du conseil des gouverneurs soit généralement de nature consultative et ne soit pas impliqué dans la gestion quotidienne de la Fiducie (voir « Facteurs de risque – Rôle très limité du conseil des gouverneurs »), au cours du plus récent exercice financier, le conseil des gouverneurs a examiné un nombre raisonnable de prêts afin de veiller à ce que les mesures de contrôle appropriées soient respectées.

Les membres du conseil des gouverneurs sont Steve Mathiesen (président), Andrew Huntley (vice-président), Paulina Hiebert, Karen Keilty et Joshua Varghese. Les membres du conseil des gouverneurs reçoivent une rémunération de la Fiducie. Les membres du conseil des gouverneurs constituent également le conseil des gouverneurs de Bison Income Trust II, Trez Capital Yield Trust US, Trez Capital Yield Trust US (dollars canadiens) et Trez Capital Yield Trust. Les honoraires versés aux membres du conseil des gouverneurs sont versés en contrepartie de leurs services à toutes les fiducies susmentionnées. À l'heure actuelle, le président du conseil et le président du comité d'examen indépendant reçoivent au total 105 000 \$ par année, le vice-président du conseil et le président du comité de crédit reçoivent 85 000 \$, le président du comité de vérification reçoit 80 000 \$ et les autres membres du conseil reçoivent 55 000 \$ par année. Les frais sont attribués aux fonds sous forme d'un minimum fixe majoré d'un pourcentage en fonction de leur actif total respectif. Le conseil des gouverneurs a, à l'égard de la Fiducie s'il y a lieu, pour objectif de :

- (a) déterminer et établir des procédures pour résoudre les situations où il existe un conflit ou un conflit potentiel entre les intérêts du gestionnaire et du courtier en hypothèques, d'une part, et ceux des porteurs de parts, d'autre part, et examiner tout conflit d'intérêts que le gestionnaire lui soumet pour examen; à ces deux fins, un comité d'examen indépendant a été constitué;
- (b) approuver tous les contrats importants de la Fiducie que le gestionnaire lui soumet pour examen et qui peuvent soulever un conflit d'intérêts, y compris toute entente entre la Fiducie et le fiduciaire ou le gestionnaire;
- (c) rencontrer le gestionnaire de temps à autre, sur une base au moins trimestrielle, afin d'examiner les placements dans des prêts hypothécaires effectués par le gestionnaire pour le compte de la Fiducie, afin de confirmer que ces placements sont conformes aux objectifs de placement de la Fiducie et, à cette fin, un comité de crédit a été constitué;
- (d) examiner et approuver les états financiers annuels fournis aux porteurs de parts et, à cette fin, un comité de vérification a été nommé;
- (e) examiner la conformité de la Fiducie à ses politiques de placement;
- (f) nommer les commissaires aux comptes et fixer leur rémunération;
- (g) approuver l'octroi d'indemnités au fiduciaire, au gestionnaire ou au courtier en hypothèques ou à l'un des membres de leur groupe, ou à leurs administrateurs, dirigeants ou employés respectifs;
- (h) recevoir la démission du fiduciaire et choisir et nommer un fiduciaire remplaçant;
- (i) fournir au fiduciaire toute autre aide que le fiduciaire ou les porteurs de parts peuvent raisonnablement demander de temps à autre.

Un membre du conseil des gouverneurs doit, entre autres, être indépendant à la fois du gestionnaire et du fiduciaire et des membres de leur groupe respectif et ne doit être un employé d'aucun d'eux. Tout membre du conseil des gouverneurs qui a un intérêt important dans une opération ou un contrat important conclu avec la Fiducie doit



divulguer par écrit aux autres membres du conseil et au gestionnaire la nature et l'étendue de son intérêt et ne peut voter ou signer aucune résolution portant sur cette opération ou ce contrat important.

Chaque membre du conseil des gouverneurs et du comité d'examen indépendant est nommé pour un mandat d'au moins un an et d'au plus trois ans et demeure en fonction jusqu'à ce que son successeur ait été nommé ou que son mandat prenne fin ou que cette personne révoque son consentement. Les mandats des membres du conseil des gouverneurs peuvent être échelonnés. En cas de décès, de destitution, de démission, de faillite ou de toute autre incapacité d'un membre du conseil des gouverneurs, le conseil des gouverneurs comblera une vacance au conseil des gouverneurs dès que possible. Un membre du conseil des gouverneurs dont le mandat a expiré ou expirera prochainement peut être nommé à nouveau par les membres du conseil des gouverneurs. Le mandat d'un membre du conseil des gouverneurs ne peut être renouvelé pour un ou plusieurs mandats qui, s'ils étaient exercés, l'amèneraient à siéger au comité d'examen indépendant pendant plus de six ans, à moins que le gestionnaire n'accepte le renouvellement du mandat du membre.

La nature et l'étendue de l'expérience des membres du conseil des gouverneurs et leur occupation principale sont les suivantes :

**Steve Mathiesen** a été avocat de sociétés et de valeurs mobilières pendant plus de 30 ans et est maintenant administrateur de sociétés. Jusqu'en 2011, il était associé au sein du cabinet d'avocats national McMillan LLP, spécialisé dans les fusions et acquisitions, le financement et les questions relatives aux entreprises. Il siège actuellement au conseil d'administration de plusieurs sociétés privées et publiques. Il détient un baccalauréat en droit de l'Université de la Colombie-Britannique, un baccalauréat en économie et en commerce de l'Université Simon Fraser, la désignation ICD.D de l'Institute of Corporate Directors et est un membre retraité du Barreau de la Colombie-Britannique.

**Andrew Huntley** a passé la majeure partie de ses 35 ans de carrière dans le financement immobilier commercial. Il a pris sa retraite d'AIMCo en 2015 à titre de vice-président principal, placements hypothécaires, après avoir été responsable d'un portefeuille de prêts hypothécaires commerciaux de plus de 3 milliards de dollars. Il a négocié des transactions complexes dans tous les secteurs et partout en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest. Avant de se joindre à AIMCo, M. Huntley était associé au sein du cabinet Murray & Company de Toronto. Il possède une vaste expérience des conseils d'administration communautaires, notamment à titre de président du conseil d'administration de Northlands à Edmonton. Il détient un baccalauréat ès sciences de l'Université de l'Alberta, une maîtrise en administration des affaires de l'Ivey School of Business de l'Université Western Ontario et la désignation ICD.D.

**Paulina Hiebert** a occupé le poste de cadre juridique et financier dans les secteurs des services financiers et du commerce au détail pendant plus de 35 ans où elle a obtenu une vaste expérience dans les marchés des capitaux, la finance d'entreprise, les fonds de revenu publics, le financement par emprunt et par participation, la gouvernance d'entreprise et l'expansion internationale.

M<sup>me</sup> Hiebert est actuellement vice-présidente du conseil des directeurs et présidente du comité de gouvernance et des ressources humaines de l'Alberta Credit Union Deposit Guarantee Corporation (autorités provinciales des coopératives de crédit en Alberta). Elle est également fiduciaire et présidente du comité Governance, Nominating and Compensation Committee du Boston Pizza Royalties Income Fund. Elle détient un baccalauréat en commerce et en droit (avec mention) de l'Université de la Saskatchewan et une maîtrise en administration des affaires de l'Ivey School of Business de l'Université Western Ontario. Elle est membre de la Law Societies of Alberta (en exercice) et du Manitoba (non pratiquante).

**Karen Keilty** possède plus de 30 ans d'expérience dans les services de conseil et de vérification comptable. Avant de prendre sa retraite de Deloitte, elle a occupé le poste de cadre et directrice des opérations du cabinet des audits de Deloitte en Colombie-Britannique. M<sup>me</sup> Keilty a été une conseillère de confiance et une partenaire principale de vérification pour de nombreuses entreprises privées et publiques du Canada et d'ailleurs dans une variété de secteurs d'activité, notamment ceux de la technologie et des télécommunications, de la construction, du développement immobilier et de la consommation. Elle siège au conseil de Providence Health Care, membre de la British Columbia Securities Commission. Elle est également membre du comité consultatif de la vérification du Public Guardian and Trustee of British Columbia. Elle a également siégé à la British Columbia Utilities Commission et au comité général de vérification de la ville de Vancouver. Parmi ses postes antérieurs, notons celui de directrice et présidente du comité

de la conformité de Great Canadian Gaming Corp. M<sup>me</sup> Keilty détient les titres de FCPA, FCA, U.S. CPA (Illinois) et ICD.D.

**Joshua Varghese** a cofondé son ancienne entreprise Axia Real Assets en 2021 en partenariat avec la Financière CI où il a ciblé les placements immobiliers privés pour le compte d'investisseurs mondiaux. Il a antérieurement géré un actif d'environ 5 milliards \$ sous forme de FPI mondiaux, y compris le plus important FPI du Canada. Il a également cogéré un mandat mondial diversifié axé sur le revenu fixe valant environ 10 milliards \$ au cours de son mandat d'environ 15 ans auprès de CI Gestion mondiale d'actifs.

Il a obtenu plusieurs distinctions pour ses talents de gestionnaire de portefeuille, notamment des prix Lipper, Fundata, ainsi que le prix Brendan Woods des Top Gun Investment Minds de 2018 à 2021. Il a de l'expérience dans la plupart des sous-secteurs de l'immobilier et des zones géographiques mondiales. Il a par ailleurs beaucoup participé à des activités de structuration d'entreprises telles que les fusions et acquisitions (F&A), les premiers appels publics à l'épargne (PAPE) et les privatisations. M. Varghese a travaillé en étroite collaboration avec les conseils d'administration et les équipes de direction tout au long de sa carrière, défendant continuellement les intérêts des investisseurs et des parties prenantes. Il possède un baccalauréat en affaires internationales (commerce) de l'Université Carleton et le titre d'analyse financier agréé (CFA).

#### ***Comité de vérification***

La déclaration de Fiducie prévoit que le gestionnaire nommera un comité de vérification composé d'au moins trois personnes dont le mandat consiste à rencontrer les vérificateurs et à examiner et recommander l'approbation des états financiers envoyés aux porteurs de parts. Les membres du comité de vérification sont : Karen Keilty (présidente), Steve Mathiesen, Andrew Huntley, Paulina Hiebert et Joshua Varghese.

#### ***Comité de crédit***

La déclaration de Fiducie prévoit que le gestionnaire nommera un comité de crédit composé d'au moins deux personnes dont le mandat consiste à rencontrer le gestionnaire de temps à autre, sur une base trimestrielle au moins, pour examiner les placements dans des prêts hypothécaires effectués par le gestionnaire au nom de la Fiducie, afin de confirmer que ces placements respectent l'objectif et les politiques de placement de celle-ci. Les membres du comité de crédit sont : Andrew Huntley (président), Steve Mathiesen, Paulina Hiebert, Karen Keilty et Joshua Varghese.

#### ***Comité d'examen indépendant***

La déclaration de Fiducie prévoit que le gestionnaire nommera un comité d'examen indépendant. Le comité d'examen indépendant a été mis sur pied pour examiner les situations où une personne raisonnable considérerait que le gestionnaire ou une entité liée au gestionnaire a un intérêt qui pourrait entrer en conflit avec la capacité du gestionnaire d'agir de bonne foi et dans l'intérêt de la Fiducie. Les membres du comité d'examen indépendant sont : Steve Mathiesen (président), Andrew Huntley, Paulina Hiebert, Karen Keilty et Joshua Varghese.

Le comité d'examen indépendant :

- (a) examinera les politiques et procédures écrites du gestionnaire en matière de conflits d'intérêts et lui faire part de ses commentaires à cet égard;
- (b) examinera et approuvera tous les conflits d'intérêts qui lui sont soumis par le gestionnaire; et
- (c) s'acquittera de toute autre fonction exigée par les lois sur les valeurs mobilières applicables.

Les membres du comité d'examen indépendant ne sont pas rémunérés séparément pour leur participation à ce comité. Ils sont rémunérés en tant que membres du conseil des gouverneurs. Voir « Administrateurs, membres de la direction, promoteurs et porteurs principaux – Conseil des gouverneurs ».

## **Fiduciaire**

Computershare Trust Company of Canada est le fiduciaire de la Fiducie aux termes des modalités et conditions énoncées dans la déclaration de Fiducie. L'adresse du fiduciaire est 510 Burrard Street, 3rd Floor, Vancouver (Colombie-Britannique) V6C 3B9.

Les pouvoirs, autorités et responsabilités du fiduciaire sont limités à ceux qui sont expressément énoncés dans la déclaration de Fiducie. Le fiduciaire est responsable de la garde des biens de la Fiducie et du placement des sommes d'argent de temps à autre, faisant partie des biens de la Fiducie, selon les directives du gestionnaire. Le fiduciaire peut également vendre, grever ou aliéner autrement les biens de la Fiducie selon les directives du gestionnaire et peut emprunter de l'argent selon les directives du gestionnaire.

Le fiduciaire ou tout fiduciaire remplaçant peut démissionner moyennant un préavis de 60 jours (ou un délai plus court dont le fiduciaire et le gestionnaire peuvent convenir) aux porteurs de parts et au gestionnaire, ou peut être destitué par le gestionnaire moyennant un préavis de 60 jours si approuvé par résolution spéciale. Si le fiduciaire démissionne, est destitué ou devient incapable d'agir ou si, pour quelque raison que ce soit, un poste du fiduciaire devient vacant, un fiduciaire remplaçant sera nommé sans délai par le gestionnaire pour pourvoir ce poste vacant. Immédiatement après la nomination d'un fiduciaire remplaçant, le fiduciaire signera et remettra les documents que le gestionnaire peut exiger pour le transfert de tout bien de la Fiducie détenu au nom du fiduciaire, rendra compte au gestionnaire de tous les biens de la Fiducie que le fiduciaire détient à titre de fiduciaire et sera alors libéré à titre de fiduciaire.

La déclaration de Fiducie prévoit que le fiduciaire sera responsable de l'exécution de ses obligations aux termes de la déclaration de Fiducie en raison de son inconduite délibérée, de sa mauvaise foi, de sa négligence ou de son manquement à son obligation d'agir honnêtement, de bonne foi et dans l'intérêt de la Fiducie et des porteurs de parts ou d'agir avec le soin, la diligence et la compétence dont un fiduciaire raisonnablement prudent ferait preuve dans des circonstances comparables. De plus, la déclaration de Fiducie contient d'autres dispositions usuelles limitant la responsabilité du fiduciaire.

Le fiduciaire recevra des honoraires de la Fiducie à titre de fiduciaire de la Fiducie et sera remboursé par le gestionnaire pour tous les frais et toutes les dettes qu'il a dûment engagés dans le cadre des activités de la Fiducie.

## **Politiques et procédures du gestionnaire**

Conformément à ses politiques et procédures internes, le gestionnaire et ses administrateurs, dirigeants et employés sont tenus de consacrer autant de temps et d'attention qu'ils le jugent nécessaire et approprié dans les circonstances alors en vigueur.

Le gestionnaire est également tenu d'assurer une répartition équitable des occasions de placement entre ses entités de placement hypothécaire. À cette fin, toutes les entités de placement hypothécaire dont les objectifs de placement sont compatibles avec une occasion de placement particulière sont tenues, dans la mesure du possible, d'y participer au prorata, en fonction, notamment, de l'importance relative de l'occasion de placement pour la réalisation des objectifs de chaque entité de placement hypothécaire et du montant relatif des actifs sous gestion dans chaque entité. L'évaluation de l'importance relative d'une occasion de placement pour la réalisation des objectifs d'une entité de placement dépend d'un certain nombre de facteurs, notamment, sans toutefois s'y limiter, les autres possibilités de placement, les avoirs actuels de placements identiques ou semblables, les facteurs géographiques et sectoriels et les liquidités de l'entité de placement hypothécaire.

Aux fins des nouvelles occasions de placement hypothécaire, le gestionnaire identifie les entités de placement hypothécaire qui ont des objectifs de placement qui sont compatibles avec l'occasion de placement hypothécaire et les classe selon l'importance relative que chaque entité de placement hypothécaire accorde à cette occasion de placement afin d'atteindre ses objectifs de placement. Si une telle occasion de placement répond aux objectifs de plus d'une entité de placement hypothécaire, elle est d'abord considérée pour l'entité de placement hypothécaire qui accorde le plus haut niveau d'importance à l'occasion de placement. Si deux ou plusieurs entités de placement hypothécaire ont un rang égal quant à l'importance qu'elles accordent à l'occasion de placement, chaque entité de placement hypothécaire participe généralement au prorata de l'occasion de placement.

## Dépositaire

Computershare Trust Company of Canada est le dépositaire des actifs de la Fiducie représentés par des hypothèques garanties par des biens immobiliers situés au Canada, conformément à la convention de dépôt. Les filiales du courtier en hypothèques sont les dépositaires des actifs garantis par des biens immobiliers situés aux États-Unis.

L'adresse du dépositaire est Computershare Trust Company of Canada, 9th Floor – 100 University Avenue, Toronto (Ontario) M5J 2Y1.

Le dépositaire a le droit de recevoir des honoraires de la Fiducie, qui seront payés par le gestionnaire, comme il est décrit à la rubrique « Administrateurs, membres de la direction, promoteurs et porteurs principaux – Frais de la Fiducie », et d'être remboursé pour tous les frais et obligations que le dépositaire a dûment engagés dans le cadre de ses activités.

## Promoteurs

Trez Capital Fund Management Limited Partnership (le gestionnaire) et Trez Capital Limited Partnership (le courtier en hypothèques) sont les promoteurs de la Fiducie en raison de l'initiative de leurs prédécesseurs de former et d'établir la Fiducie et de prendre les mesures nécessaires au placement public des parts. Les administrateurs et dirigeants du gestionnaire et du courtier en hypothèques sont indiqués ci-dessus. Les membres du même groupe que le gestionnaire et le courtier en hypothèques et les personnes qui ont un lien avec lui peuvent recevoir une partie des frais de vente. Ni le gestionnaire ni le courtier en hypothèques ne recevront d'avantages, directement ou indirectement, découlant de l'émission des parts autres que ceux décrits dans la présente notice d'offre.

## PORTEURS PRINCIPAUX DE LA FIDUCIE

À la connaissance du gestionnaire, aucune personne n'était propriétaire véritable, directement ou indirectement, d'au moins 10 % des parts au 1<sup>er</sup> janvier 2025 ni n'exerçait un contrôle sur celles-ci.

## STRUCTURE DE CAPITAL

### Structure

La Fiducie est une Fiducie d'investissement à participation unitaire constituée sous le régime des lois de la province de la Colombie-Britannique. Le tableau suivant présente le détail des titres en circulation de la Fiducie au 1<sup>er</sup> janvier 2025 :

Description du titre <sup>(1)</sup>	Nombre de parts autorisées à être émises	Prix par titre	Nombre en circulation au 1 <sup>er</sup> janvier 2025
Parts de série A	Illimité	10,00 \$	899 324
Parts de série F	Illimité	10,00 \$	15 915 177
Parts de série I	Illimité	10,00 \$	7 139 976
<b>Total</b>			<b>23 954 477</b>

<sup>(1)</sup> Voir « Titres offerts ».

### Ventes et rachats antérieurs

Aux termes de placements antérieurs, les parts suivantes ont été vendues au cours de la période de 12 mois terminée le 30 janvier 2025 :

Description du titre	Nombre de titres émis	Prix par titre	Total des fonds reçus
Parts de série A	106 715	10,00 \$	1 067 148 \$
Parts de série F	3 846 232	10,00 \$	38 462 319 \$
Parts de série I	492 405	10,00 \$	4 924 053 \$
<b>Total</b>	<b>4 445 352</b>		<b>44 453 519 \$</b>

Aux termes de placements antérieurs, les parts suivantes ont été rachetées au cours des deux plus récents exercices financiers :

Description du titre	Date de fin de l'exercice financier	Nombre de titres visés par une demande de rachat non réglée le premier jour de l'année	Nombre de titres visés par une demande de rachat pendant l'année	Nombre de titres ayant été rachetés pendant l'année	Prix moyen payé pour le rachat des titres	Source des fonds utilisés pour régler les rachats	Nombre de titres visés par une demande de rachat non réglée le dernier jour de l'année
Parts de série A	31 décembre 2024	206	346 206	341 906	10,00 \$	Revenu en intérêts et remboursement des placements	4 506
Parts de série F	31 décembre 2024	458 066	4 089 630	3 984 341	10,00 \$	Revenu en intérêts et remboursement des placements	563 355
Parts de série I	31 décembre 2024	4 500	2 853 331	2 854 753	10,00 \$	Revenu en intérêts et remboursement des placements	3 078
Parts de série A	31 décembre 2023	63 102	231 099	293 994	10,00 \$	Revenu en intérêts et remboursement des placements	206
Parts de série F	31 décembre 2023	152 551	7 317 354	7 011 838	10,00 \$	Revenu en intérêts et remboursement des placements	458 066
Parts de série I	31 décembre 2023	7 000	3 498 265	3 500 765	10,00 \$	Revenu en intérêts et remboursement des placements	4 500

Aux termes de placements antérieurs, les parts suivantes ont été rachetées au cours de la période entre le 31 décembre 2023 et le 1<sup>er</sup> janvier 2025 :

Description du titre	Dates de début et de fin de la période	Nombre de titres visés par une demande de rachat non réglée le premier jour de la période	Nombre de titres visés par une demande de rachat pendant la période	Nombre de titres ayant été rachetés pendant la période	Prix moyen payé pour le rachat des titres	Source des fonds utilisés pour régler les rachats	Nombre de titres visés par une demande de rachat non réglée le dernier jour de la période
Parts de série A	31 déc. 2023 – 1 <sup>er</sup> janv. 2025	206	346 206	341 906	10,00 \$	Revenu en intérêts et remboursement des placements	4 506
Parts de série F	31 déc. 2023 – 1 <sup>er</sup> janv. 2025	458 066	4 089 630	3 984 341	10,00 \$	Revenu en intérêts et remboursement des placements	563 355
Parts de série I	31 déc. 2023 – 1 <sup>er</sup> janv. 2025	4 500	2 853 331	2 854 753	10,00 \$	Revenu en intérêts et remboursement des placements	3 078

## TITRES OFFERTS

### Description des parts offertes

Les placements dans la Fiducie sont représentés par des parts. La Fiducie est autorisée à avoir un nombre illimité de séries d'une seule catégorie de parts, assorties des modalités et conditions que le gestionnaire peut fixer. Chaque part représente un intérêt bénéficiaire indivis dans l'actif net de la Fiducie. Le gestionnaire, à son gré, détermine le nombre de séries de parts et établit les caractéristiques de chaque série, y compris l'admissibilité des investisseurs, la désignation et la devise de chaque série, la date de clôture initiale et le prix d'offre initial pour la première émission de parts de la série, tout seuil de placement initial minimal ou ultérieur, tout montant de rachat minimal ou solde minimal du compte, les frais d'acquisition et de rachat payables relativement à la série, les droits de rachat, la convertibilité entre séries et toute caractéristique propre aux séries supplémentaires.

La Fiducie peut émettre des parts supplémentaires à l'occasion. Les porteurs de parts n'ont aucun droit préférentiel de souscription en vertu duquel les parts supplémentaires dont l'émission est proposée sont d'abord offertes aux porteurs de parts existants. Le prix ou la valeur de la contrepartie pour laquelle des parts peuvent être émises sera déterminé par le gestionnaire.

Chaque part d'une série confère à son porteur les mêmes droits et les mêmes obligations éventuelles qu'un porteur de toute autre part de cette série et aucun porteur de parts d'une série n'a droit à un privilège, une priorité ou une préférence par rapport à tout autre porteur de parts de cette série. Chaque porteur de parts a droit à une voix pour chaque part détenue et, sous réserve d'un rajustement de la quote-part d'une part à la suite de la date de la première émission d'une part au cours du premier exercice, a le droit de participer également à toutes les distributions effectuées par la Fiducie à l'égard de cette série, notamment les distributions du revenu imposable (dont il doit recevoir sa part) et la tranche non imposable des gains en capital nets réalisés, le cas échéant. À la dissolution, les porteurs de parts inscrits détenant des parts en circulation, ont le droit de recevoir la totalité de l'actif de la Fiducie restant après le

paiement de toutes les dettes, toutes les obligations et tous les frais de liquidation de la Fiducie jusqu'à concurrence d'un montant correspondant au prix de souscription de ces parts. Voir « Résumé de la déclaration de Fiducie – Dissolution de la Fiducie ».

## Séries

Le gestionnaire peut créer une ou plusieurs nouvelles séries sans l'approbation des porteurs de parts (pourvu qu'elles respectent les objectifs de placement énoncés dans la déclaration de Fiducie). Avant l'émission d'une nouvelle série, le gestionnaire signera une déclaration de Fiducie supplémentaire créant la nouvelle série et les modalités et objectifs de placement s'y rapportant. Toute nouvelle série créée par le gestionnaire doit :

- (a) être désignée par une lettre ou des lettres ou des lettres et des chiffres; et
- (b) avoir les droits de séries (y compris les droits de rachat) établis par le gestionnaire.

Aucune série ne peut avoir priorité sur une autre série, étant entendu que le calcul des distributions et le prix de rachat de chaque série peuvent différer.

La Fiducie est autorisée à émettre un nombre illimité de parts incessibles rachetables et incessibles d'intérêt véritable dans les séries, chacune d'elles représentant une participation indivise égale dans l'actif net de la Fiducie. La Fiducie est actuellement autorisée à émettre des parts de série A, des parts de série F et des parts de série I. Aucune fraction de part ne sera émise.

Trois séries de parts de la Fiducie sont offertes aux termes de la présente notice d'offre :

Les **parts de série A** sont conçues pour les investisseurs qui ne sont pas admissibles à l'achat de parts de série F. Les parts de série A versent une commission de suivi.

Les **parts de série F** sont conçues pour les investisseurs qui participent à un programme de comptes intégrés ou à la rémunération à l'acte parrainé par un courtier et qui sont assujettis à des frais annuels fondés sur l'actif plutôt qu'à des commissions pour chaque opération ou, à la discrétion du gestionnaire, à tout autre investisseur pour lequel le gestionnaire n'engage pas de frais de placement.

Les **parts de série I** ne sont généralement offertes qu'aux investisseurs qui font des placements importants dans la Fiducie. Les investisseurs de série I paient des frais de gestion négociés. Voir « Administrateurs, membres de la direction, promoteurs et porteurs principaux – Honoraires du gestionnaire ». Des frais de service négociés peuvent être payables par les investisseurs à un courtier qui vend des parts de série I. Le gestionnaire ne verse aucune commission de vente à un courtier qui vend des parts de série I.

Pour être admissibles à l'achat de parts de série I, les investisseurs doivent conclure une entente avec le gestionnaire. Cette convention établira, entre autres, le montant à investir, les frais de gestion payables au gestionnaire et les frais de service payables au courtier, le cas échéant. Si l'investisseur n'était pas admissible à détenir des parts de série I au moment où il les a achetées à l'origine, ou s'il n'est plus admissible à détenir des parts de série I, le courtier doit demander au gestionnaire d'échanger ses parts contre des parts de série A ou de série F de la Fiducie ou de les racheter. Le gestionnaire se réserve également le droit, à son gré, de racheter ou de substituer des parts de série I en parts de série A ou de série F s'il juge que l'investisseur n'est pas admissible à détenir des parts de série I.

Toutes les parts d'une même série ont le droit de participer au prorata : i) à tout paiement ou toute distribution fait par la Fiducie aux porteurs de parts de la même série; et ii) à la liquidation de la Fiducie, dans toute distribution aux porteurs de parts de la même série de l'actif net de la Fiducie attribuable à la série restante après règlement des dettes impayées de cette série.

Les parts en circulation d'une série peuvent être subdivisées ou regroupées au gré du gestionnaire. Le gestionnaire peut changer la désignation des parts d'une série pour des parts de toute autre série.

## **Politique en matière de change et de couverture**

La Fiducie peut investir dans des placements hypothécaires libellés en dollars américains. Afin d'atténuer les effets défavorables des fluctuations des taux de change, la Fiducie effectuera des opérations de couverture de change. Les placements sous forme de prêts libellés en dollars américains sont habituellement couverts au moyen d'échanges à terme d'une durée d'environ un mois, ou d'une autre durée déterminée par le gestionnaire, pour le plus grand avantage des porteurs de parts. La conclusion de telles opérations de couverture comporte des coûts, qui comprennent l'écart de taux d'intérêt entre les taux d'intérêt canadiens et américains. Ces frais sont assumés par la Fiducie.

Le coût des opérations de couverture est réparti entre toutes les séries.

## **Aucun transfert de parts**

Les parts ne sont pas transférables, sauf par l'effet de la loi (comme le décès ou la faillite d'un porteur de parts) ou dans des circonstances où le gestionnaire juge approprié de le faire à son entière discrétion. En outre, les lois sur les valeurs mobilières restreindront et pourraient interdire le transfert de parts. Pour disposer des parts, le porteur de parts doit les faire racheter. Aucun transfert de parts ne prendra effet ni ne sera reconnu par l'agent chargé de la tenue des registres et agent des transferts de la Fiducie tant qu'un formulaire de transfert en la forme prescrite dans la déclaration de Fiducie n'aura pas été dûment rempli et signé par le porteur de parts, à titre de cédant, et par le cessionnaire et livré à l'agent chargé de la tenue des registres et agent des transferts. Le cessionnaire, en exécutant le formulaire de cession :

- i) reconnaît accepter d'être lié aux dispositions de la déclaration de Fiducie et d'être responsable de toutes les obligations des porteurs de parts;
- ii) fait certaines déclarations et donne certaines garanties que le cessionnaire n'est pas un « non-résident » aux fins de la Loi de l'impôt et n'est pas un « non-Canadien » aux fins de la *Loi sur l'investissement Canada* et que le cessionnaire conservera ce statut tant qu'il détiendra des parts; et
- iii) ratifie et confirme irrévocablement la procuration donnée au gestionnaire dans le cadre du transfert. Conformément aux dispositions de la déclaration de Fiducie, lorsque le cessionnaire a été inscrit à titre de porteur de parts, il sera assujéti aux obligations et aura les droits d'un porteur de parts aux termes de la déclaration de Fiducie.

## **Liquidité**

Il n'existe aucun marché sur lequel les parts peuvent être vendues. Aucun marché ne devrait se développer. Les investisseurs peuvent trouver difficile ou impossible de vendre leurs parts. Toutefois, les porteurs de parts peuvent exercer leur droit de rachat. Voir « Titres offerts – Droit de rachat des porteurs de parts ». Toutefois, rien ne garantit que des fonds seront disponibles pour permettre au gestionnaire d'honorer les demandes de rachat. Un avis de rachat d'un montant supérieur à la valeur liquidative des parts peut amener le gestionnaire à retarder le rachat et, en fin de compte, à dissoudre la Fiducie. Voir « Résumé de la déclaration de Fiducie – Dissolution de la Fiducie ».

## **Regroupement et subdivision**

Les parts peuvent être regroupées ou subdivisées par le fiduciaire à la demande du gestionnaire.

## **Droit de rachat des porteurs de parts**

Les parts peuvent être remises au gestionnaire en saisissant une demande de rachat, laquelle peut être saisie sur le réseau de FundSERV lorsque les parts ont été achetées par l'entremise de ce réseau. Un porteur de parts a le droit, en tout temps ou lorsqu'il y a lieu, de racheter (le « **rachat** ») la totalité ou une partie de ses parts par tranches d'au moins 1 000 \$, en donnant un avis écrit de 30 jours au gestionnaire, lequel avis est irrévocable et doit contenir une demande claire qu'un nombre précis de parts soient rachetées à un prix précis équivalant à : (i) à tout moment jusqu'au premier anniversaire de leur émission, 99 % de leur prix de souscription; et (ii) par la suite, au prix de souscription. Le gestionnaire a le droit de racheter de telles parts en tout temps à partir de la date de l'avis de rachat et jusqu'à 30 jours après que l'avis de rachat est reçu. Si un porteur de parts, après le rachat, détient des parts d'une valeur inférieure à 1 000 \$, il doit racheter la totalité de son placement. Le gestionnaire peut, à son gré, racheter les parts du porteur de parts si leur valeur est inférieure à 1 000 \$. Le formulaire d'avis peut être obtenu auprès du gestionnaire. Le paiement sera effectué par l'entremise du réseau de FundSERV lorsque les parts ont été achetées par l'entremise de ce réseau.



## **Suspension des rachats**

Le gestionnaire peut, à l'occasion, suspendre les rachats ou mettre fin à la Fiducie lorsque le prix de rachat dépasse la valeur liquidative par part. Le gestionnaire n'est pas tenu d'accepter des avis de rachat pour des montants dépassant, au total, 5 % de la valeur liquidative de la Fiducie à ce moment, au cours d'un mois civil donné.

Le gestionnaire peut également suspendre le rachat de parts, ou reporter le jour du paiement ou le droit de rachat, pour une période d'au plus 180 jours, pendant toute période au cours de laquelle il détermine qu'il existe des conditions qui rendent la vente des actifs de la Fiducie impossible ou nuisent à la capacité du gestionnaire de déterminer la valeur des actifs détenus par celle-ci. Une telle suspension prendra effet au moment précisé par le gestionnaire et, par la suite, il n'y aura aucun rachat de parts au cours de la période de 180 jours jusqu'à ce que le gestionnaire déclare la fin de la suspension.

La suspension peut s'appliquer à toutes les demandes de rachat reçues avant la suspension, mais dont le paiement n'a pas été effectué, ainsi qu'à toutes les demandes reçues pendant que la suspension est en vigueur. Tous les porteurs de parts qui présentent de telles demandes seront avisés par le gestionnaire de la suspension et du fait que le rachat sera effectué à un prix déterminé le premier jour ouvrable suivant la fin de la suspension. Tous ces porteurs de parts auront le droit de retirer leur demande de rachat et seront avisés qu'ils ont le droit de le faire. La suspension prend fin en tout état de cause le premier jour où la condition ayant donné lieu à la suspension a cessé d'exister, à condition qu'il n'existe alors aucune autre condition en vertu de laquelle une suspension est autorisée. Dans la mesure où elle n'est pas incompatible avec les règles et règlements officiels promulgués par tout organisme gouvernemental ayant compétence sur la Fiducie, toute déclaration de suspension faite par le fiduciaire ou le gestionnaire sera définitive.

## **Opérations à court terme**

Afin de protéger les intérêts des porteurs de parts restants dans la Fiducie et de décourager les opérations à court terme dans la Fiducie, les porteurs de parts seront assujettis à une déduction pour opérations à court terme. Si un porteur de parts fait racheter des parts au cours de la première année suivant l'achat de parts, la Fiducie déduira et conservera, au bénéfice des porteurs de parts restants de la Fiducie, 1 % du prix de souscription des parts faisant l'objet du rachat.

## **Rachat à la demande du gestionnaire**

Les non-résidents du Canada et/ou les sociétés de personnes qui ne sont pas des sociétés de personnes canadiennes au sens de la Loi de l'impôt (ou toute combinaison des deux) (collectivement, les « **non-résidents** ») ne peuvent à aucun moment être les propriétaires véritables de la majorité des parts (sur un certain nombre de parts ou selon la juste valeur marchande), et le gestionnaire doit informer l'agent comptable des registres et l'agent des transferts de la Fiducie de cette restriction. Le gestionnaire peut exiger des déclarations quant au territoire de résidence d'un propriétaire véritable de parts et, s'il s'agit d'une société de personnes, à son statut de société de personnes canadienne. Si le gestionnaire apprend, à la suite de l'exigence de ces déclarations quant à la propriété véritable ou autrement, que les propriétaires véritables de 40 % des parts alors en circulation (sur un certain nombre de parts ou selon la juste valeur marchande) sont ou pourraient être des non-résidents, ou qu'une telle situation est imminente, il peut en faire une annonce publique. Si le gestionnaire détermine que plus de 40 % des parts (sur la base du nombre de parts ou de la juste valeur marchande) sont détenues en propriété véritable par des non-résidents, ou qu'une telle situation est imminente, il peut envoyer un avis à ces porteurs de parts non-résidents, choisis dans l'ordre inverse de l'ordre d'acquisition ou de la manière qu'il juge équitable et pratique, leur demandant de vendre leurs parts ou une partie de celles-ci dans un délai précis de 30 jours au moins. Si les porteurs de parts qui reçoivent cet avis n'ont pas disposé du nombre précisé de parts ou n'ont pas fourni au gestionnaire une preuve satisfaisante qu'ils ne sont pas des non-résidents dans ce délai, le gestionnaire peut, au nom de ces porteurs de parts, racheter ces parts au prix de souscription et, dans l'intervalle, suspendre les droits de vote et les distributions rattachés à ces parts. Dès ce rachat, les porteurs visés cesseront d'être des porteurs véritables de parts et leurs droits seront limités à la réception du produit net du rachat de ces parts.

Si, à une date de versement d'une distribution, les fonds sont insuffisants pour payer la commission de suivi à même la distribution autrement payable aux porteurs de parts de série A, le gestionnaire rachètera un nombre suffisant de parts de chaque porteur de parts de série A pour payer la commission de suivi payable par ces porteurs de parts.

## SOUSCRIPTION DE PARTS

Les parts sont offertes conditionnellement au fur et à mesure que les souscriptions sont acceptées par la Fiducie et sous réserve de leur vente préalable. Il n'y a pas d'offre minimale ou maximale. Les souscriptions de parts seront reçues par la Fiducie sous réserve du droit de les refuser ou de les attribuer en totalité ou en partie et du droit de clore les registres de souscription à tout moment sans préavis.

Chaque personne qui souscrit des parts sera tenue de remplir et de remettre à la Fiducie un formulaire de souscription qui se trouve à l'adresse [www.trezcapital.com](http://www.trezcapital.com), ainsi que le paiement du prix de souscription de la manière qui y est décrite.

Les souscriptions reçues pourront être rejetées ou attribuées par la Fiducie en totalité ou en partie, à l'entière discrétion du gestionnaire. La Fiducie n'est pas tenue d'accepter de souscriptions. Si une souscription n'est pas acceptée, la Fiducie retournera sans délai au souscripteur l'entente de souscription et les fonds qui la composent. La confirmation de l'acceptation d'une souscription sera envoyée au souscripteur ou, le cas échéant, au courtier inscrit par la Fiducie. La Fiducie se réserve le droit de fermer les registres de souscription en tout temps sans préavis.

**SOUS RÉSERVE DE CE QUI PRÉCÈDE, TOUS LES DOCUMENTS DE SOUSCRIPTION DEVRAIENT ÊTRE EXAMINÉS PAR LES SOUSCRIPTEURS ÉVENTUELS ET LEURS CONSEILLERS PROFESSIONNELS AVANT LA SOUSCRIPTION DE PARTS.**

### Procédure de souscription

Les souscripteurs peuvent souscrire des parts dans le cadre de la présente offre en remettant les documents suivants à la Fiducie à l'adresse indiquée dans la convention de souscription :

- (a) une convention de souscription signée; et
- (b) un chèque, une traite bancaire, un règlement par FundSERV ou un virement télégraphique à l'ordre de « Trez Capital Prime Trust » d'un montant correspondant au prix de souscription des parts.

La Fiducie conservera les fonds de souscription en Fiducie pour le souscripteur jusqu'à minuit, heure normale de l'Est, le deuxième jour ouvrable suivant la date à laquelle elle reçoit une convention de souscription signée. Par la suite et à l'issue de l'approbation de la souscription du porteur de parts par la Fiducie, la Fiducie détiendra les fonds de souscription en Fiducie en attendant la clôture en vertu de la présente.

La Fiducie peut recueillir, utiliser et divulguer des renseignements personnels individuels conformément à sa politique de protection de la vie privée et obtiendra de temps à autre le consentement à la collecte, à l'utilisation et à la divulgation de tels renseignements conformément à sa politique et à la loi.

La Fiducie prévoit qu'il y aura de multiples clôtures. La Fiducie peut clôturer toute partie du présent placement à toute date qu'elle peut déterminer selon son seul jugement commercial. La Fiducie se réserve le droit d'accepter ou de rejeter en totalité ou en partie toute souscription de parts et le droit de clore les registres de souscription à tout moment sans préavis. Toute somme d'argent qui n'est pas acceptée aux fins de souscription sera retournée rapidement après qu'il aura été déterminé que le placement n'a pas été accepté. La clôture du présent placement, la Fiducie fournira aux souscripteurs directs une confirmation de leur souscription de parts, pourvu que le prix de souscription ait été payé intégralement. Le souscripteur qui achète des parts par l'entremise d'un courtier inscrit recevra un avis d'exécution du courtier inscrit auprès duquel ou par l'entremise duquel les parts ont été achetées.

Les souscripteurs devraient examiner attentivement les modalités de la convention de souscription pour obtenir des renseignements plus détaillés sur les droits et obligations des souscripteurs et de la Fiducie. La signature et la remise d'une convention de souscription lieront les souscripteurs aux modalités de celle-ci, qu'elle soit signée par les souscripteurs ou par un mandataire pour leur compte. Les souscripteurs devraient consulter leurs propres conseillers professionnels. Voir « Facteurs de risque ».

### ***Porteurs de parts admissibles***

Le gestionnaire offre en vente un nombre illimité de parts sur une base continue dans chacune des provinces du Canada et dans chacun des territoires au moyen d'un placement privé.

L'offre est en cours de réalisation dans toutes les provinces et tous les territoires, conformément aux dispenses de prospectus prévues aux articles 2.3, 2.9 et 2.10 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus (le « **Règlement 45-106** ») et à l'article 73.3 de la Loi sur les valeurs mobilières (Ontario).

La dispense prévue à l'article 2.3 du Règlement 45-106 peut être distribuée aux investisseurs qui achètent pour compte propre et qui sont des « investisseurs qualifiés » au sens du Règlement 45-106 et de l'article 73.3 de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Ontario). Certains investisseurs qualifiés seront tenus de signer une attestation de risque sous la forme jointe en annexe B à la convention de souscription.

La dispense prévue à l'article 2.10 du Règlement 45-106 peut être distribuée aux investisseurs qui achètent pour leur propre compte i) un titre dont le coût d'acquisition total pour l'investisseur est d'au moins 150 000 \$, payé comptant au moment de l'acquisition, et ii) l'investisseur n'est pas un particulier.

La dispense prévue à l'article 2.9 du Règlement 45-106 ne peut être distribuée qu'aux investisseurs qui achètent pour leur propre compte, qui reçoivent la présente notice d'offre avant de signer la convention de souscription et qui signent une attestation de risque dans le formulaire joint en annexe A à la convention de souscription.

Au Manitoba, dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut, à l'Île-du-Prince-Édouard et au Yukon, un investisseur doit être admissible à acheter plus de 10 000 \$ de parts lorsqu'il se prévaut de l'exemption de la notice d'offre. Dans les provinces de l'Alberta, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, de l'Ontario, de l'Ontario, du Québec et de la Saskatchewan, les investisseurs qui se prévalent de la dispense de la notice d'offre doivent remplir les annexes du formulaire d'attestation de risque joint à la convention de souscription. Selon la situation de chaque investisseur dans ces provinces, certaines limites de placement s'appliqueront à toutes les parts acquises aux termes de la dispense de la notice d'offre, comme suit :

- (a) dans le cas d'un investisseur « non admissible » qui est un particulier, le coût d'acquisition de toutes les parts acquises par le souscripteur aux termes de la dispense de la notice d'offre au cours des 12 mois précédents ne peut dépasser 10 000 \$;
- (b) dans le cas d'un investisseur « admissible » qui est un particulier, le coût d'acquisition de toutes les parts acquises par l'acheteur en vertu de la dispense de la notice d'offre au cours des 12 mois précédents ne peut dépasser 30 000 \$;
- (c) dans le cas d'un investisseur « admissible » qui est un particulier et qui reçoit un avis d'un gestionnaire de portefeuille, d'un courtier en valeurs mobilières ou d'un courtier sur le marché dispensé indiquant que le placement supérieur à 30 000 \$ est approprié, le coût d'acquisition de toutes les parts acquises par l'investisseur aux termes de la dispense prévue dans la notice d'offre au cours des 12 mois précédents ne peut dépasser 100 000 \$.

Les dispenses susmentionnées libèrent la Fiducie des dispositions des lois sur les valeurs mobilières applicables de chacune des provinces du Canada et des Territoires du Nord-Ouest, du Yukon et du Nunavut, qui l'obligeraient par ailleurs à déposer un prospectus et à obtenir un visa à cet égard. Par conséquent, les investisseurs éventuels à l'égard des parts ne recevront pas les avantages associés à une souscription de titres émis aux termes d'un prospectus déposé, y compris l'examen d'éléments importants par les autorités en valeurs mobilières.

Le gestionnaire est inscrit à titre de courtier sur le marché dispensé dans diverses provinces du Canada, ce qui lui permet, pour le compte de la Fiducie, d'offrir les parts en vente directement aux investisseurs. La Fiducie peut également faire appel à des courtiers qualifiés pour vendre des parts et peut conclure des conventions de placement pour compte non exclusif avec ces courtiers dans le cadre de ces ventes. Selon les exigences provinciales, les courtiers auxquels la Fiducie a recours peuvent être tenus d'être inscrits à titre de courtiers sur le marché dispensé aux termes

du Règlement 31-103 sur les obligations d'inscription, les dispenses et les obligations permanentes des inscrits des Autorités canadiennes en valeurs mobilières.

### ***Acceptation des souscriptions***

Les souscriptions reçues peuvent être rejetées ou attribuées en totalité ou en partie par le gestionnaire pour le compte de la Fiducie, généralement dans les 30 jours suivant leur réception par le gestionnaire. La souscription minimale est de 500 parts (5 000 \$). Le gestionnaire se réserve le droit de clôturer les registres de souscription en tout temps sans préavis. La confirmation de l'acceptation d'une souscription sera envoyée par le gestionnaire à l'investisseur. Le gestionnaire n'est pas tenu d'accepter les souscriptions et rejettera toute souscription qu'il juge non conforme aux lois et règlements sur les valeurs mobilières applicables. Si une souscription est rejetée, le gestionnaire retournera rapidement à l'investisseur après avoir pris la décision de rejeter la souscription, la convention de souscription, tout autre document remis par l'investisseur et les fonds de souscription comprenant cette souscription.

Sous réserve des droits d'action contractuels et d'un droit de retrait de deux jours pour certains investisseurs prévus aux présentes, et sous réserve des lois sur les valeurs mobilières applicables, la souscription de l'investisseur ne peut être retirée, annulée, résiliée ou révoquée par celui-ci pendant une période de 30 jours suivant la date de réception de la souscription par le gestionnaire, à moins que le gestionnaire l'ait préalablement acceptée.

Les parts seront émises à un investisseur si une convention de souscription essentiellement sous la forme prescrite par le gestionnaire de temps à autre est reçue par la Fiducie et acceptée par le gestionnaire et si le paiement du prix de souscription est effectué par chèque ou traite bancaire. Les parts seront émises au prix de 10,00 \$ la part, sous réserve, dans tous les cas, des niveaux de placement minimums décrits ci-dessus. L'investisseur qui souscrit des parts en signant et livrant une convention de souscription deviendra un porteur de parts après que le gestionnaire aura accepté cette souscription et que la Fiducie aura reçu le prix de souscription.

### ***Placements supplémentaires***

La souscription additionnelle minimale est de 1 000 \$ ou tout montant supérieur qui pourrait être autrement requis pour se conformer aux lois sur les valeurs mobilières applicables ou qui pourrait être prescrit par le gestionnaire.

### ***Aucun certificat de parts***

Aucun certificat attestant la propriété des parts ne sera émis à un porteur de parts.

## **INCIDENCES FISCALES**

De l'avis de Thorsteinssons LLP, conseillers fiscaux de la Fiducie, le texte qui suit constitue un résumé fidèle des principales incidences fiscales fédérales canadiennes généralement applicables aux investisseurs qui, aux fins de la Loi de l'impôt, sont des résidents du Canada, n'ont aucun lien de dépendance avec le fiduciaire et gestionnaire et détiennent en propriété véritable leurs parts à titre d'immobilisations.

Le présent résumé est fondé sur les dispositions actuelles de la Loi de l'impôt et de son règlement d'application, sur toutes les propositions annoncées publiquement visant à modifier la Loi de l'impôt et son règlement et sur les pratiques administratives publiées de l'Agence du revenu du Canada. On suppose que tous les amendements seront adoptés tels que proposés. Le présent résumé est également fondé sur les hypothèses suivantes : i) aucune des hypothèques ne constituera un « abri fiscal déterminé » au sens de l'article 143.2 de la Loi de l'impôt; ii) la Fiducie n'acquerra aucune hypothèque qui ferait en sorte que la Fiducie devienne une EIPD au sens du paragraphe 122.1 1) de la Loi de l'impôt; iii) aucune des hypothèques ne sera un « bien canadien imposable » au sens de la Loi de l'impôt (sans renvoi à son alinéa b); et iv) aucune des hypothèques ne sera pas un « bien d'un fonds de placement non résidant » conformément à l'article 94.1 de Loi de l'impôt.

Le présent résumé est de nature générale et ne se veut pas exhaustif. Il ne tient pas compte des lois fiscales provinciales, territoriales ou étrangères. **Les investisseurs devraient consulter leurs propres conseillers fiscaux au sujet de toutes les incidences fiscales dans leur situation particulière. Aucune demande de décision anticipée en matière d'impôt sur le revenu n'a été présentée et il n'est pas prévu qu'une telle demande soit présentée relativement aux incidences fiscales de l'acquisition ou de la détention de parts dans la Fiducie.**

### **Statut de la Fiducie**

Le gestionnaire et le fiduciaire ont avisé les conseillers fiscaux que la Fiducie est une « Fiducie de fonds commun de placement » au sens donné à ce terme dans la Loi de l'impôt et qu'elle est reconnue comme telle par l'Agence du revenu du Canada. La Fiducie est devenue un « placement enregistré » à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007. Le présent résumé est fondé sur l'hypothèse que la Fiducie est et, à tout moment important, sera une Fiducie de fonds commun de placement et un « placement enregistré ».

### **Imposition de la Fiducie**

La Fiducie doit payer de l'impôt sur son revenu imposable pour chacune de ses années d'imposition, sauf dans la mesure où ces montants sont distribués aux porteurs de parts. Les pertes subies par la Fiducie ne peuvent être attribuées aux porteurs de parts, mais peuvent être déduites dans le calcul du revenu imposable de la Fiducie pour les années futures conformément à la Loi de l'impôt. La déclaration de Fiducie exige que la Fiducie distribue, en espèces et en parts, la totalité de son revenu imposable chaque année, de sorte qu'elle ne paiera aucun impôt en vertu de la partie I de la Loi de l'impôt.

La Fiducie est tenue d'inclure dans son revenu pour une année d'imposition tous les intérêts courus (ou réputés courus) jusqu'à la fin de cette année (ou jusqu'à la disposition de la dette au cours de l'année) ou qui sont devenus à recevoir ou qu'elle a reçus avant la fin de cette année, notamment à la conversion, au rachat ou au remboursement à échéance, sauf si ces intérêts étaient inclus dans le calcul de son revenu pour une année antérieure et excluant tout intérêt couru avant le moment de l'acquisition de la dette par la Fiducie. Au moment de la disposition réelle ou réputée d'une dette, la Fiducie sera tenue d'inclure dans le calcul de son revenu pour l'année de la disposition tous les intérêts courus sur cette dette depuis la dernière date de paiement d'intérêt jusqu'à la date de disposition, sauf dans la mesure où ces intérêts ont été inclus dans le calcul de son revenu pour cette année ou pour toute autre, et ces intérêts ne seront pas inclus dans le produit de disposition aux fins du calcul de gains ou pertes.

Le revenu gagné par toute autre société étrangère qui est une « société étrangère affiliée contrôlée » à l'égard de la Fiducie (ou de la Sous-fiducie) peut être imposable auprès de la Fiducie (ou de la Sous-fiducie) à titre de revenu étranger accumulé, tiré de biens. Ce revenu peut devoir être comptabilisé par la Fiducie (ou la Sous-fiducie) au cours d'une période ou d'une année d'imposition différente de l'année au cours de laquelle des espèces sont versées à la Fiducie (ou à la Sous-fiducie). La Fiducie recevra généralement un crédit pour tout impôt américain payé par une société étrangère affiliée contrôlée à l'égard de tout revenu de la société étrangère affiliée contrôlée qui est un revenu étranger accumulé, tiré de biens, et pour toute retenue d'impôt payée sur les dividendes versés par la société étrangère affiliée contrôlée à la Fiducie (ou à la Sous-fiducie), mais il ne peut être garanti que ces crédits d'impôt compenseront entièrement l'impôt américain à payer par la société étrangère affiliée contrôlée.

Si la Fiducie cesse d'être admissible à titre de Fiducie de fonds commun de placement en vertu de la Loi de l'impôt et qu'un porteur de parts est un « bénéficiaire désigné » de la Fiducie au cours d'une année d'imposition de la Fiducie, le « revenu désigné » de la Fiducie pour cette année d'imposition sera assujéti à l'impôt de la partie XII.2 de la Loi de l'impôt au taux courant de 40 %. Une partie de l'impôt de la partie XII.2 payé par la Fiducie sera, si la Fiducie fait une désignation dans sa déclaration de revenus, déduite de l'impôt payable par ailleurs par les porteurs de parts qui ne sont pas des bénéficiaires désignés de la Fiducie. Un « bénéficiaire désigné » est défini dans la Loi de l'impôt comme comprenant les non-résidents du Canada, certaines entités exonérées d'impôt et certaines fiducies. Le « revenu désigné » est défini dans la Loi de l'impôt comme incluant, de façon générale, les gains en capital imposables provenant de la disposition de biens canadiens imposables et le revenu provenant d'entreprises et de biens immobiliers canadiens. Le gestionnaire et le fiduciaire ne s'attendent pas à ce que la Fiducie réalise un revenu désigné.

Dans la mesure où les placements de la Fiducie comprennent des actifs libellés en devises autres que le dollar canadien, le coût et le produit de disposition de ces actifs, le revenu et tout autre montant pertinent doivent être déterminés aux

fins de la Loi de l'impôt en dollars canadiens, et la Fiducie peut donc constater des gains ou pertes en raison des fluctuations de la valeur des devises étrangères par rapport au dollar canadien. Dans la mesure où la Fiducie tire un revenu ou des gains de placements dans des pays autres que le Canada, elle peut être tenue de payer de l'impôt sur le revenu ou sur les bénéficiaires à ces pays et l'utilisation de crédits ou de déductions à l'égard de l'impôt étranger ainsi payé est assujettie à des règles et restrictions spéciales prévues par la Loi de l'impôt. Chaque porteur de parts imposable aura généralement droit à un crédit d'impôt pour tout impôt étranger payé par la Fiducie à l'égard de sa part de revenu de source étrangère.

La participation de la Fiducie à des ententes de syndication de prêts, l'application de pertes fiscales ou d'autres événements pourraient entraîner des écarts entre l'année où les revenus ou les pertes ou bien les gains et les pertes résultant de la variation de la valeur des devises sont réalisés et l'année à laquelle ces revenus, gains ou pertes sont comptabilisés par la Fiducie en vertu des règles fiscales de la Loi de l'impôt. Cela pourrait signifier que les revenus ou les pertes attribués à la Fiducie, ou que les gains ou les pertes liés à la fluctuation des devises et réalisés par la Fiducie, seront inclus dans le calcul du revenu imposable de la Fiducie dans une année autre que l'année où ces revenus, ces gains ou ces pertes se produisent. Ceci pourrait avoir une incidence sur le montant du revenu imposable attribué aux porteurs de parts de la Fiducie pour une année donnée.

La Loi de l'impôt impose les fiducies qui sont des « fiducies intermédiaires de placement déterminées » ou des « fiducies-EIPD ». Pour être admissible à titre de Fiducie intermédiaire de placement déterminée, une Fiducie doit remplir trois conditions : elle doit résider au Canada; les placements dans la Fiducie doivent être cotés ou négociés sur une bourse de valeurs ou un autre marché public; et la Fiducie doit détenir un ou plusieurs « biens hors portefeuille ». Étant donné que les parts de la Fiducie ne sont pas inscrites à la cote d'une bourse de valeurs ou d'un autre marché public, la Fiducie n'est pas une Fiducie intermédiaire de placement déterminée et n'est pas assujettie à l'impôt en vertu de la Loi de l'impôt à ce titre.

La Fiducie sera une « institution financière désignée » aux fins de la *Loi sur la taxe d'accise*. L'application de la TPS/TVH aux institutions financières est complexe et controversée. La Fiducie devra payer la TPS/TVH sur les frais de gestion ainsi que sur certains autres intrants et elle devrait pouvoir récupérer une partie de la TPS/TVH qu'elle paie sous forme de crédits de taxe sur les intrants, dans la mesure où la propriété ou le service ainsi acquis est utilisé pour fournir des services particuliers détaxés à des non-résidents, par exemple des prêts mezzanine liés à des propriétés situées à l'extérieur du Canada. Il est probable qu'une partie de la TPS/TVH payée par la Fiducie ne soit pas admissible aux crédits de taxe sur les intrants, et elle représentera un coût direct pour la Fiducie.

La Loi de l'impôt interdit à la Fiducie de distribuer un revenu ordinaire dans le cadre du prix de rachat des parts et restreint la capacité de la Fiducie, dans certains cas, à distribuer des gains en capital dans le cadre du prix de rachat des parts. Bien que la Fiducie n'ait pas eu recours à ces procédures dans le cours normal de ses activités de rachat, si la Fiducie effectue des placements dans d'autres fiducies de fonds commun de placement, elle pourrait être tenue de réaliser des distributions imposables plus importantes aux porteurs de parts restants.

Si la Fiducie cesse d'être admissible à titre de Fiducie de fonds commun de placement et qu'elle détient à la fin d'un mois un bien qui n'est pas un « placement admissible » pour le type de régime différé qui détient des parts, elle devra payer un impôt de pénalité en vertu de la partie X.2 de la Loi de l'impôt correspondant à 1 % de la juste valeur marchande dudit bien au moment de son acquisition, lequel est réduit en fonction de la proportion de parts détenues par les porteurs de parts qui ne sont pas eux-mêmes assujettis à la réglementation sur les placements admissibles. La déclaration de Fiducie interdit à la Fiducie de détenir des biens qui feraient en sorte que les parts de la Fiducie cessent d'être des « placements admissibles » pour un régime différé.

### **Imposition des porteurs de parts**

Chaque porteur de parts sera tenu d'inclure dans le calcul de son revenu pour une année donnée la partie du revenu imposable de la Fiducie pour l'année distribuée en espèces et en parts au porteur de parts (y compris les montants distribués au rachat de parts). Chaque année, la Fiducie informera chaque porteur de parts de la part du revenu imposable de la Fiducie qui lui est distribuée.

Tout montant distribué à un porteur de parts au cours d'une année qui dépasse le revenu imposable de la Fiducie n'est pas inclus dans le calcul du revenu du porteur de parts pour l'année. En vertu de la Loi de l'impôt, la Fiducie peut

déduire dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition un montant inférieur au montant de ses distributions pour l'année civile dans laquelle cette année d'imposition prend fin. Cela permettra à la Fiducie d'utiliser, au cours d'une année d'imposition, les pertes des années antérieures. Le montant distribué à un porteur de parts, mais non déduit par la Fiducie ne sera pas inclus dans son revenu. Toutefois, le paiement de cet excédent, sauf à titre de produit de disposition d'une part ou d'une partie de celle-ci, réduira le prix de base rajusté des parts du porteur de parts pour celui-ci, sauf dans la mesure où ce montant se rapporte à la tranche non imposable des gains en capital nets réalisés de la Fiducie distribués au porteur de parts. Si les montants déduits du prix de base rajusté de la part dépassent le prix de base rajusté de la part, l'excédent est réputé être un gain en capital réalisé par le porteur de parts. Le prix de base rajusté de la part est alors ramené à zéro.

Si la Fiducie reçoit des dividendes, un revenu de source étrangère ou des gains en capital réalisés, elle a l'intention de faire des désignations en vertu de la Loi de l'impôt de sorte que les dividendes imposables reçus de sociétés canadiennes imposables, le revenu de source étrangère et les gains en capital nets réalisés distribués aux porteurs de parts conservent leur caractère lorsqu'ils leur sont distribués. Les montants distribués qui conservent leur caractère de dividendes imposables sur des actions de sociétés canadiennes imposables seront assujettis aux règles normales de majoration et de crédit d'impôt pour dividendes de la Loi de l'impôt applicables aux particuliers. La Fiducie effectuera des opérations de couverture à l'égard des hypothèques libellées en devises autres que le dollar canadien, qui visent à réduire les gains ou les pertes découlant des fluctuations de la valeur des devises étrangères par rapport au dollar canadien. Ces transactions de couverture feront en sorte que la Fiducie réalisera tant un revenu que des pertes, et des gains en capital et des pertes en capital, selon le type de propriété visée par l'opération de couverture.

La Fiducie a l'intention de faire une désignation en vertu de la Loi de l'impôt afin que le revenu provenant de sources étrangères conserve son caractère lorsqu'il est distribué aux porteurs de parts. Chaque porteur de parts imposable aura généralement droit à un crédit d'impôt pour tout impôt étranger payé par la Fiducie à l'égard de sa quote-part du revenu de source étrangère. Lors d'un rachat ou d'une autre disposition de parts, y compris un rachat de parts à la dissolution de la Fiducie, le porteur de parts réalisera un gain en capital (ou subira une perte en capital) correspondant à l'excédent (ou à l'insuffisance) du produit de disposition, déduction faite des frais raisonnables de disposition, par rapport au prix de base rajusté pour lui de ces parts immédiatement avant la disposition. Tous les montants pertinents doivent être établis en dollars canadiens au taux de change approprié pour l'opération en question. Le prix de base rajusté d'une part correspond au prix de base rajusté total de toutes les parts du porteur de parts divisé par le nombre de parts détenues. Si le porteur de parts acquiert des parts de la même série à des moments différents, le coût de chaque part de cette série appartenant au porteur de parts sera établi en établissant la moyenne du coût des parts acquises et du prix de base rajusté des parts de la même série appartenant alors au porteur de parts. Les parts supplémentaires acquises par un porteur de parts, y compris en règlement d'une distribution, ont un coût initial pour le porteur de parts correspondant à la valeur des parts ou au montant de la distribution ainsi réglée, selon le cas. En règle générale, le prix de base rajusté total des parts d'une même série correspondra au coût total de toutes les parts de la série acquises par le porteur de parts moins le prix de base rajusté des parts de la série précédemment rachetées ou autrement aliénées et le montant dont le prix de base rajusté des parts de la série doit être réduit en raison des distributions versées par la Fiducie au porteur de parts, comme il est décrit ci-dessus. Il incombe aux porteurs de parts de faire le suivi de leur prix de base rajusté.

Seule une portion des gains en capital peut être incluse dans le revenu (« **gain en capital imposable** ») ou déductible en tant que perte (« **perte en capital déductible** »). Dans le cadre du budget de 2024, la ministre des Finances avait proposé d'augmenter le taux d'inclusion des gains en capital d'une demie aux deux tiers pour les entreprises et la plupart des types de fiducies à l'exception des successions assujetties à l'imposition à taux progressifs et des fiducies admissibles pour personne handicapée. Le 31 janvier 2025, le ministre des Finances a annoncé que la date d'entrée en vigueur de l'augmentation du taux d'inclusion des gains en capital serait reportée au 1<sup>er</sup> janvier 2026. Les particuliers, les successions assujetties à l'imposition à taux progressifs et les fiducies admissibles pour personne handicapée continueront de bénéficier d'un taux d'inclusion d'une demie du montant des gains en capital dans la mesure où les gains en capital réalisés par chacun ne dépassent pas 250 000 \$. Les gains en capital de plus de 250 000 \$ réalisés par des particuliers, des successions assujetties à l'imposition à taux progressifs et des fiducies admissibles pour personne handicapée après le 31 décembre 2025 seront soumis au taux d'inclusion de deux tiers du montant des gains en capital. Le seuil de 250 000 \$ pour les particuliers est calculé déduction faite des pertes en capital de l'année en cours, des reports en avant et en arrière des pertes en capital et de certaines déductions et exemptions actuelles et proposées pour les gains en capital.

La proposition initiale visant à augmenter le taux d'inclusion des gains en capital réalisés en 2024 était assujettie à des règles de détermination très complexes pour tenir compte du taux d'inclusion différentiel des gains réalisés avant et après le 25 juin 2024. Pour les pertes en capital déductibles au prorata et reportées en arrière ou en avant, des règles de transition ont été proposées pour faire en sorte qu'une perte en capital subie au cours d'une période donnée puisse compenser entièrement le montant équivalent d'un gain en capital au cours de toute autre période. De ce fait, on peut déduire que ce règlement s'appliquera désormais aux gains et aux pertes en capital réalisés avant et après le 1<sup>er</sup> janvier 2026. Les investisseurs sont invités à consulter leurs propres conseillers fiscaux afin de déterminer dans quelle mesure ce règlement s'applique à leur situation particulière.

Le 23 septembre 2024, le gouvernement a déposé un avis de motion de voies et moyens en vue du dépôt du projet de loi intitulé *Loi visant à modifier la Loi de l'impôt sur le revenu et le Règlement de l'impôt sur le revenu*. Cet avis de motion de voies et moyens vient modifier la motion déposée le 10 juin 2024 et porte sur l'augmentation du taux d'inclusion des gains en capital. Comme la convention parlementaire exige que les propositions fiscales entrent en vigueur dès que le gouvernement dépose un avis de motion des voies et moyens, l'Agence du revenu du Canada (ARC) administre les modifications au taux d'inclusion des gains en capital à compter du 25 juin 2024, sur la base des propositions incluses dans l'avis de motion des voies et moyens déposé le 23 septembre 2024.

Le 6 janvier 2025, la Gouverneure générale a approuvé la prorogation du Parlement. De façon générale, les lois devant le Parlement qui n'ont pas encore obtenu la sanction royale au moment de la prorogation « meurent » et doivent être présentées de nouveau comme nouveaux projets de loi à la prochaine session. Toutefois, l'ARC estime que l'autorité fiscale, conférée par l'avis de motion de voies et moyens du 23 septembre 2024, demeure en vigueur et entend donc continuer à administrer le changement de taux d'inclusion des gains en capital tel qu'annoncé lors du budget fédéral de 2024 et décrit dans l'avis de motion de voies et moyens du 23 septembre 2024.

Le 31 janvier 2025, le ministre des Finances a annoncé que l'augmentation du taux d'inclusion des gains en capital serait reportée au 1<sup>er</sup> janvier 2026. L'ARC a par la suite indiqué qu'elle reviendrait aux dispositions sur les gains en capital de la *Loi de l'impôt* qui stipule un taux d'inclusion représentant la moitié des gains en capital. Afin d'atténuer les perturbations pouvant être causées par l'indisponibilité des formulaires et par la programmation des logiciels fiscaux qui tiennent compte d'un taux d'inclusion représentant deux tiers des gains en capital, l'ARC a annoncé le 31 janvier 2025 qu'elle accorderait un allègement des intérêts sur arriérés et des pénalités pour production tardive jusqu'au 2 juin 2025 pour les particuliers et jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 2025 pour les fiducies qui pourraient avoir besoin de plus de temps pour produire leur déclaration. Les sociétés peuvent continuer à utiliser les formulaires existants.

Les investisseurs sont invités à consulter leurs propres conseillers fiscaux afin de déterminer dans quelle mesure la prorogation du Parlement et l'administration par l'ARC de l'augmentation du taux d'inclusion des gains en capital influent sur leurs obligations fiscales dans leur situation particulière.

Le gain en capital réalisé par un porteur de parts à la disposition de parts doit être inclus dans son revenu. Une perte en capital déductible peut être déduite des gains en capital imposables réalisés par le porteur de parts dans une année. Les pertes en capital déductibles d'un porteur de parts qui excèdent ses gains en capital imposables au cours d'une année peuvent être reportées rétrospectivement sur trois ans ou prospectivement indéfiniment et déduites des gains en capital imposables nets réalisés par le porteur de parts au cours de ces années antérieures ou ultérieures dans la mesure et dans les circonstances prévues par la Loi de l'impôt.

Tout regroupement de parts n'est pas un événement imposable pour un porteur de parts. Le prix de base rajusté des parts regroupées des porteurs de parts correspondra au résultat obtenu lorsque le prix de base rajusté des parts d'un porteur de parts immédiatement avant le moment du regroupement est divisé par le nombre de parts que le porteur de parts détient immédiatement après le regroupement.

La Loi de l'impôt prévoit un impôt minimum de remplacement applicable aux particuliers (y compris certaines fiducies et successions) résidant au Canada, qui est calculé en fonction d'un revenu imposable rajusté. En vertu des règlements actuels de la Loi de l'impôt, 80 % des gains en capital (déduction faite des pertes en capital) et le montant réel des dividendes imposables (compte non tenu de toute majoration) sont inclus dans le revenu imposable rajusté.

Dans le cadre de son budget fédéral déposé le 28 mars 2023, le ministre des Finances au fédéral a proposé une modification à la Loi de l'impôt afin d'élargir l'assiette de l'impôt minimum de remplacement (« IMR »). Ces



modifications proposées, si elles sont ratifiées par le parlement, seront en vigueur pour les exercices financiers après celui de 2023. Le 4 août 2023, le ministère des Finances (Canada) a publié des propositions législatives comprenant des modifications proposées et mises à jour au régime de l'IMR. Le changement législatif afférent au budget fédéral de 2024 comportait d'autres modifications apportées à l'IMR (« **Avis de motion de voies et moyens de 2024** »). L'avis de motion de voies et moyens de 2024, entre autres choses :

- a augmenté le taux d'IMR de 15 % à 20,5 %;
- a augmenté le taux d'inclusion des gains en capital de l'IMR de 80 % à 100 %;
- refuse 50 % d'un certain nombre de déductions : les plus pertinentes pour les porteurs de parts étant probablement celles afférentes aux frais d'intérêts et les frais financiers engagés pour gagner un revenu de biens, à la déduction pour les pertes comme commanditaire d'autres années et aux pertes autres que des pertes en capital d'autres années;
- sous réserve de certaines exceptions, permet que seulement 50 % des crédits d'impôt non remboursables soient accordés en vue de réduire l'IMR; et
- a augmenté l'exonération à l'IMR, à partir de 40 000 \$ à la borne inférieure de la quatrième tranche d'imposition fédérale, ce qui équivaut à 173 205 \$ en 2024 (le montant de l'exonération est indexé en fonction de l'inflation annuelle puisque le montant de la quatrième tranche d'imposition est indexé annuellement).

Tout impôt additionnel payable par un particulier en vertu des dispositions fiscales minimales peut être reporté prospectivement et appliqué en réduction de certains impôts payables par ailleurs au cours de l'une des sept années d'imposition suivantes; toutefois, ce montant reporté prospectivement ne pourra être crédité pour une année donnée que dans la mesure où l'impôt payable par le particulier pour l'année, calculé sans référence aux dispositions fiscales minimales, dépasse l'impôt payable aux termes des dispositions fiscales minimales pour l'année. Les sommes distribuées par la Fiducie qui sont des dividendes imposables de sociétés canadiennes imposables ou la tranche imposable des gains en capital nets réalisés et des gains en capital réalisés à la disposition de parts peuvent faire en sorte que le porteur de parts soit assujéti à l'impôt minimum de remplacement ou augmenter son impôt minimum de remplacement.

### **Déclaration des renseignements fiscaux**

En principe, bien que les porteurs de parts n'aient pas à se conformer à d'autres d'exigences en matière de déclaration ou de dépôt aux États-Unis issues de la propriété des parts de la Fiducie, la Fiducie a des obligations de diligence raisonnable et de déclaration en vertu de la loi américaine sur la conformité fiscale des comptes étrangers (telle que mise en œuvre au Canada par l'accord Canada-États-Unis sur l'échange amélioré de renseignements fiscaux et la partie XVIII de la Loi de l'impôt, collectivement « **FATCA** ») et la norme commune de déclaration de l'OCDE (telle que mise en œuvre au Canada par la partie XIX de la Loi de l'impôt, « **NCD** »). En règle générale, les porteurs de parts (ou, lorsqu'il s'agit de porteurs de parts qui sont des entités, les « personnes responsables ») devront, par la loi, fournir à la Fiducie ou à son courtier inscrit des renseignements ayant trait à leur citoyenneté ou à leur résidence fiscale et, le cas échéant, à leur numéro d'identification aux fins de l'impôt étranger. Si un porteur de parts (ou, le cas échéant, l'une des personnes responsables) ne fournit pas ces renseignements ou si, pour répondre aux exigences de l'accord FACTA, il ou elle est identifié comme étant de citoyenneté américaine (y compris un citoyen américain vivant au Canada) ou si, pour répondre aux exigences de la NCD, il ou elle est identifié comme étant un résident fiscal d'un pays autre que le Canada ou les États-Unis, les renseignements sur le détenteur de parts (ou, le cas échéant, les personnes responsables) et ses placements dans la Fiducie seront généralement signalés à l'Agence du revenu du Canada (ARC). L'ARC fournira ces renseignements, s'il s'agit de répondre aux exigences de l'accord FATCA, à l'Internal Revenue Service des États-Unis et, s'il s'agit de répondre aux exigences de la NCD, à l'autorité fiscale compétente de tout pays qui est signataire de l'Accord multilatéral entre autorités compétentes relatif à l'échange automatique de renseignements financiers ou qui a par ailleurs accepté d'échanger des renseignements avec le Canada en vertu des normes communes relatives à la production de rapports.

## **Placements des régimes à prestations différées**

Les parts de la Fiducie constitueront un « placement admissible » aux termes de la Loi de l'impôt pour les régimes à prestations différées tant que la Fiducie est admissible à titre de Fiducie de fonds commun de placement aux fins de la Loi de l'impôt.

Même si les parts constituent des placements admissibles pour les régimes différés, les parts de la Fiducie constitueront un « placement interdit » pour les porteurs de parts qui détiennent des parts dans des comptes d'épargne libres d'impôt, comptes d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété, des régimes enregistrés d'épargne-retraite, des fonds enregistrés de revenu de retraite, des régimes enregistrés d'épargne-invalidité et des régimes enregistrés d'épargne-études si, notamment, le porteur a une « participation importante » dans la Fiducie ou a un lien de dépendance avec la Fiducie. On considère qu'un porteur de parts a une participation importante dans la Fiducie s'il détient, seul ou avec d'autres personnes et sociétés de personnes avec lesquelles il a un lien de dépendance, des participations dans la Fiducie dont la juste valeur marchande représente au moins 10 % de la valeur de tous les droits véritables dans la Fiducie. La participation d'un porteur de parts qui détient moins de 10 % des intérêts bénéficiaires dans la Fiducie ne peut constituer un placement interdit.

Les porteurs de parts éventuels devraient consulter leurs propres conseillers en fiscalité pour connaître les conséquences fiscales associées à la détention des parts de la Fiducie dans un régime différé en fonction de leur situation particulière.

## **INDEMNITÉS VERSÉES AUX VENDEURS ET AUX TROUVEURS**

### **Commissions de vente**

La Fiducie et le gestionnaire n'exigent pas de frais ni de commission lorsque les investisseurs achètent des parts de la Fiducie.

La Fiducie versera une commission de suivi aux courtiers inscrits à l'égard des parts de série A, payable mensuellement à terme échu. Le montant de la commission de suivi sera déduit des distributions aux porteurs de parts de série A.

Les investisseurs sont priés de noter que les courtiers ou conseillers autorisés peuvent exiger des investisseurs une commission de vente initiale (estimée à un maximum de 5 % du prix de souscription) au moment de l'achat des parts, ce qui peut réduire le montant investi dans la Fiducie.

### **Déduction pour opérations à court terme**

Afin de protéger les intérêts des porteurs de parts restants dans la Fiducie et de décourager les opérations à court terme dans la Fiducie, les porteurs de parts seront assujettis à une déduction pour opérations à court terme. Si un porteur de parts fait racheter des parts de la Fiducie dans l'année suivant leur achat, la Fiducie déduira et conservera, au profit des porteurs de parts restants de la Fiducie, 1 % du prix de souscription des parts faisant l'objet du rachat.

### **Rémunération du courtier**

Comme il est indiqué à la rubrique « Commissions de vente » ci-dessus, les courtiers ou les conseillers qui vendent des parts de la Fiducie peuvent exiger des investisseurs une commission au moment de l'achat de parts, ce qui réduira le montant d'argent investi dans la Fiducie.

La Fiducie versera des commissions de suivi au courtier ou au conseiller autorisé d'un investisseur à titre de rémunération pour les conseils et services continus à l'égard des parts de série A. Les commissions de suivi sont comptabilisées et versées mensuellement au taux annuel courant de 1,0 % du prix de souscription par part des parts de série A détenues par les clients du courtier ou du conseiller autorisé. La commission de suivi est calculée en fonction

du prix de souscription des parts pour chaque mois civil. La commission de suivi ne sera pas versée si les parts sont rachetées. Les commissions de suivi sont calculées mensuellement et payables environ 10 jours après le dernier jour de chaque mois. Le montant de la commission de suivi sera déduit des distributions autrement payables aux porteurs de parts de série A. La Fiducie peut, à l'occasion, payer la commission de suivi plus souvent qu'une fois par mois, auquel cas la commission de suivi sera calculée au prorata pour la période à laquelle elle se rapporte.

Les investisseurs qui achètent des parts de série I par l'entremise d'un courtier versent à ce dernier des frais de service négociés et des frais de gestion moins élevés de série I sont versés au gestionnaire par la Fiducie.

Le tableau suivant présente le montant en dollars des commissions de suivi payables par la Fiducie relativement aux parts de série A et les commissions engagées par le gestionnaire relativement au capital mobilisé pour la Fiducie en 2024 pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2024 :

<b>Commissions de suivi :</b>	<b>Commissions encourues par le gestionnaire sur le capital mobilisé<sup>1</sup></b>
85 981 \$	265 543 \$

(1) Non payables par la Fiducie

Les commissions de vente et les commissions de suivi payables par la Fiducie peuvent être modifiées ou supprimées par le gestionnaire en tout temps. Le gestionnaire peut, à son gré, négocier, modifier les modalités de la commission de suivi ou y mettre fin avec les courtiers et les conseillers. Les courtiers ou conseillers admissibles à une commission de suivi à l'égard de la Fiducie pour la première fois doivent communiquer par écrit avec le gestionnaire pour obtenir le premier versement. Par la suite, les paiements sont effectués automatiquement tant et aussi longtemps que le courtier ou le conseiller demeure admissible.

## **FACTEURS DE RISQUE**

L'achat de parts comporte un certain nombre de facteurs de risque. Un investisseur devrait prendre la décision d'investir dans la Fiducie après avoir examiné attentivement avec ses conseillers la pertinence d'un placement dans la Fiducie à la lumière de son objectif de placement et des renseignements énoncés dans la présente notice d'offre. Le gestionnaire ne fait aucune recommandation quant à la pertinence d'un placement de la Fiducie par quiconque. Tous les porteurs de parts éventuels devraient envisager un placement dans la Fiducie dans le contexte global de leurs politiques de placement. Les considérations de politique d'investissement comprennent, sans s'y limiter, l'établissement d'objectifs, la définition des contraintes de risque/rendement et la prise en compte des horizons temporels. Le présent placement ne convient pas aux investisseurs qui ne peuvent se permettre d'assumer des risques modérés relativement à leurs placements. En plus des facteurs énoncés ailleurs dans la présente notice d'offre, les investisseurs éventuels devraient tenir compte des facteurs suivants.

### **Rendement des parts déterminé en fonction du portefeuille hypothécaire**

Le rendement des porteurs de parts sera déterminé par le rendement généré par le portefeuille hypothécaire. Le rendement des parts peut diminuer ou augmenter. La Fiducie ne fait aucune déclaration quant au rendement qu'un porteur de parts obtiendra sur les parts et rien ne garantit que l'information sur le courtier en hypothèques ou le portefeuille hypothécaire présentée dans la présente notice d'offre sera, à quelque égard que ce soit, indicative de leur rendement futur (en termes de rentabilité, de volatilité ou de faible corrélation avec les autres placements).

### **Évolution des valeurs immobilières**

Les placements de la Fiducie dans des prêts hypothécaires de premier rang seront directs ou indirects, et garantis par des biens immobiliers dont la valeur peut fluctuer. La valeur des biens immobiliers est influencée par la conjoncture économique générale, les marchés immobiliers locaux, l'attrait de la propriété pour les locataires/acheteurs, la

concurrence d'autres propriétés disponibles, les fluctuations des prix du marché et des taux d'occupation, les frais d'exploitation et autres facteurs. La valeur des biens immobiliers productifs de revenus peut également dépendre de la solvabilité et de la stabilité financière des emprunteurs et/ou des locataires. L'évolution des conditions du marché peut faire baisser la valeur du bien immobilier garanti et réduire les flux de trésorerie réels ou projetés du bien immobilier, ce qui a une incidence sur la capacité de l'emprunteur à assurer le service de la dette ou à rembourser le prêt. En particulier, les perturbations des marchés du crédit et des marchés financiers à l'échelle mondiale et les perturbations économiques locales dans les régions où se trouvent les emprunteurs des prêts hypothécaires pourraient avoir une incidence défavorable sur la valeur des biens immobiliers sur lesquels les prêts hypothécaires sont garantis et sur la capacité des emprunteurs de rembourser les prêts hypothécaires, ce qui aurait une incidence défavorable sur les activités de la Fiducie.

Une baisse importante de la valeur d'un bien immobilier fourni en garantie d'une hypothèque peut faire en sorte que la valeur du bien immobilier soit inférieure au montant du capital impayé du prêt hypothécaire. La saisie par la Fiducie d'un tel prêt hypothécaire pourrait ne pas lui procurer un produit suffisant pour rembourser le capital impayé du prêt hypothécaire.

Bien que des évaluations indépendantes soient généralement requises avant que la Fiducie puisse effectuer des placements hypothécaires, les valeurs estimatives fournies, même lorsqu'elles sont présentées « telles quelles », ne reflètent pas nécessairement la valeur marchande des biens immobiliers sous-jacents, laquelle peut fluctuer. De plus, les valeurs estimatives indiquées dans les évaluations indépendantes peuvent être assujetties à certaines conditions, notamment l'achèvement des travaux de construction, de remise en état, d'assainissement ou d'améliorations locatives sur le bien immobilier qui garantissent le prêt. Rien ne garantit que ces conditions seront remplies et si, et dans la mesure où elles ne le sont pas, la valeur estimative pourrait ne pas être atteinte. Même si ces conditions sont remplies, la valeur estimative ne reflète pas nécessairement la valeur marchande de l'immeuble au moment où les conditions sont remplies.

### **Technologie et sécurité de l'information**

Les activités de la Fiducie sont assujetties aux risques liés à sa capacité de protéger ses systèmes d'information, y compris la sécurité et la confidentialité de ses systèmes d'information. Les activités de la Fiducie reposent sur la sécurité et l'intégrité des systèmes d'information du gestionnaire et de ses sociétés affiliées. La Fiducie s'appuie sur la technologie de l'information pour gérer ses activités, y compris le maintien de bases de données exclusives contenant des renseignements sensibles et confidentiels sur ses investissements et ses contreparties (qui peuvent comprendre des renseignements personnels et des renseignements sur le crédit) et pour le transfert électronique de fonds lorsqu'il y a lieu.

Des parties non autorisées peuvent tenter d'accéder aux systèmes ou aux installations de la Fiducie par divers moyens, y compris le piratage des systèmes ou des installations de la Fiducie, la fraude, la ruse ou d'autres moyens de tromper les employés ou les entrepreneurs du gestionnaire ou de ses sociétés affiliées. En particulier, les risques de cybersécurité auxquels sont confrontées les entreprises qui utilisent des systèmes de technologie de l'information et en dépendent ont augmenté au cours des dernières années en raison de la prolifération des cybermenaces qui visent les ordinateurs, les systèmes d'information, les logiciels, les données et les réseaux. Les cybermenaces comprennent, entre autres, les tentatives non autorisées d'accès, de désactivation, de modification ou de dégradation des systèmes et réseaux d'information, les pannes de télécommunication, les arrêts, l'introduction de virus/vers informatiques et d'autres codes malveillants tels que les « rançongiciels », et les courriels frauduleux de « hameçonnage » qui cherchent à détourner des données et des renseignements ou à installer des logiciels malveillants sur les ordinateurs des utilisateurs.

Une partie capable de contourner les mesures de sécurité de la Fiducie pourrait détourner les renseignements confidentiels de celle-ci, causer une interruption des activités de la Fiducie, endommager son infrastructure informatique ou nuire autrement à sa réputation. Les effets potentiels particuliers liés aux cybermenaces ou au cyberterrorisme comprennent le vol ou la perte de données, l'accès non autorisé à des renseignements confidentiels et leur divulgation, l'interruption des services, les coûts de correction, l'augmentation des coûts de cybersécurité, la perte de revenus, les litiges et les atteintes à la réputation, qui peuvent tous avoir une incidence importante sur la Fiducie.

Bien que la Fiducie maintienne des mesures de sécurité de l'information et surveille continuellement les menaces à la sécurité de ses systèmes de technologie de l'information et qu'elle mette en œuvre des mesures pour gérer ces menaces, rien ne garantit que la Fiducie sera à l'abri de ces risques de sécurité et que les risques pourront être entièrement atténués en raison notamment de la nature évolutive des menaces à la cybersécurité, de la difficulté de prévoir ces menaces et de la difficulté de détecter immédiatement toutes ces menaces, et toute atteinte à la sécurité de l'information de la Fiducie peut avoir une incidence défavorable importante sur ses activités, son exploitation, sa situation financière et ses flux de trésorerie. En outre, les cyberincidents peuvent également rester non détectés pendant une période prolongée, ce qui pourrait exacerber les conséquences susmentionnées. Dans l'ensemble, les atteintes à la sécurité pourraient exposer la Fiducie à un risque de perte ou de litige et à une éventuelle responsabilité pour dommages. La Fiducie peut être tenue d'engager des dépenses importantes pour se protéger contre les atteintes à la sécurité ou pour atténuer les problèmes causés par de telles atteintes.

### **Concentration et composition du portefeuille hypothécaire**

Le portefeuille hypothécaire sera investi dans des hypothèques de premier ordre, bien que la Fiducie puisse également détenir de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. Étant donné la concentration de l'exposition de la Fiducie aux prêts hypothécaires, la Fiducie sera plus vulnérable aux événements économiques ou réglementaires défavorables touchant les biens immobiliers qu'un fonds de placement qui détient un portefeuille diversifié de titres. Au 30 septembre 2024, 8,9 % du portefeuille hypothécaire de la Fiducie, en nombre d'hypothèques, et 11,5 % du portefeuille hypothécaire de la Fiducie, en valeur monétaire, étaient liés à des hypothèques consenties à un emprunteur. Étant donné la concentration de l'exposition de la Fiducie à cet emprunteur, la Fiducie sera plus vulnérable à une situation financière défavorable touchant cet emprunteur qu'une entité de placement hypothécaire dont les placements hypothécaires ne sont pas concentrés dans un petit nombre d'emprunteurs. Les placements dans les prêts hypothécaires sont relativement illiquides. Cette illiquidité aura tendance à limiter la capacité de la Fiducie de modifier rapidement le portefeuille hypothécaire en fonction de l'évolution de la conjoncture économique ou des conditions de placement.

Les objectifs et les restrictions de placement de la Fiducie permettent d'investir l'actif de la Fiducie dans un large éventail d'hypothèques. Par conséquent, la composition du portefeuille hypothécaire peut varier considérablement de temps à autre, sous réserve des objectifs et des restrictions de placement de la Fiducie. Le portefeuille hypothécaire sera investi et peut à l'occasion être concentré selon l'emplacement des propriétés, le type de propriété ou d'autres facteurs, de sorte que le portefeuille hypothécaire sera moins diversifié qu'à d'autres moments. Par conséquent, les rendements générés par le portefeuille hypothécaire peuvent changer à mesure que sa composition change.

### **Aucun marché**

Il n'existe aucun marché pour les parts et aucun marché pour les parts ne devrait se développer. Les parts ne seront pas transférables, sauf par l'effet de la loi (comme le décès ou la faillite d'un porteur de parts) ou dans des circonstances où le gestionnaire juge approprié de le faire à son entière discrétion. En outre, les lois sur les valeurs mobilières restreindront et pourraient interdire le transfert de parts. Voir « Restrictions à la revente ».

### **Placements non garantis ou non assurés**

Rien ne garantit que les prêts hypothécaires de la Fiducie donneront lieu à un taux de rendement garanti ou à un rendement pour les porteurs de parts ni que des pertes ne seront pas subies sur un ou plusieurs prêts hypothécaires. De plus, à tout moment, les taux d'intérêt exigés pour les prêts hypothécaires reflètent le niveau général des taux d'intérêt et, à mesure que les taux d'intérêt fluctuent, on s'attend à ce que le rendement global des placements hypothécaires change également.

Les obligations d'un emprunteur hypothécaire envers la Fiducie ou toute autre personne ne sont pas garanties par le gouvernement du Canada, le gouvernement d'une province ou l'un de ses organismes ni assurées en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (Canada). Si une sûreté supplémentaire est donnée par l'emprunteur ou un tiers ou si un garant privé garantit les obligations de l'emprunteur hypothécaire, rien ne garantit qu'une telle sûreté ou garantie supplémentaire sera suffisante pour assurer l'intégrité de la Fiducie si et quand le recours à cette garantie est prévu. De plus, les parts ne sont pas des « dépôts » au sens de la *Loi sur la société d'assurance-dépôts* du Canada et ne sont pas assurées en vertu des dispositions de cette loi ou de toute autre loi.

## **Manque de liquidité**

Une baisse de la liquidité des marchés financiers, comme celle causée par la crise extraordinaire du crédit qui a débuté en 2008 ou par la pandémie de COVID-19 qui a commencé en 2019, pourrait avoir une incidence sur la capacité des emprunteurs de la Fiducie de refinancer et de rembourser les hypothèques du portefeuille hypothécaire à leur échéance. Si une crise semblable se produisait, le gestionnaire s'attend à ce qu'une baisse de liquidité se produise sur les marchés financiers et ce manque de liquidité pourrait obliger la Fiducie à suspendre le rachat de ses parts.

## **Financement subordonné**

La Fiducie emprunte des fonds et garantit ces emprunts par des placements hypothécaires dans le portefeuille. Par la même occasion, elle participe à certaines hypothèques dans des positions de rang inférieur (subordonnées), soit par l'entremise d'arrangements de syndication de prêts individuels ou de facilités de prêts regroupés. Ceci accroît le risque d'insolvabilité de la Fiducie et le risque de perte en hypothèques des porteurs de parts puisque le portefeuille d'hypothèques de la Fiducie sert de garantie aux prêteurs de tierce partie dans le cadre d'une facilité de crédit. Parallèlement, la Fiducie participe à certaines hypothèques dans une position subordonnée au sein du portefeuille de la Fiducie. Les facilités de prêts regroupés, plus particulièrement, ont contribué à l'augmentation du risque en raison des exigences potentielles sur le plan du rachat, des clauses de défaut et de garanties croisées et les clauses de valorisation au prix de marché. Qui plus est, de tels fonds empruntés pourraient être présentés comme montants nets (p. ex. : le placement net dans l'hypothèque par la Fiducie) dans les états financiers conformément aux normes comptables de l'IFRS. Voir « La Fiducie – Syndication de prêts ».

La Fiducie prendra un rang subalterne dans le cadre d'une première hypothèque à l'égard de laquelle un tiers occupe un poste de premier rang. Voir « La Fiducie – Syndication de prêts ». La tranche de premier rang de l'hypothèque sera payée en priorité en échange d'un taux d'intérêt inférieur au taux stipulé de l'hypothèque, ce qui accroîtra le risque pour le rang inférieur de recouvrer intégralement ses intérêts et son capital en cas de défaut. Si une mesure de foreclosure est prise pour vendre les biens immobiliers et que le produit de cette vente n'est pas suffisant pour rembourser tous les créanciers qui ont une charge de premier rang sur les biens immobiliers, le porteur d'une charge de rang inférieur peut perdre son investissement ou une partie de celui-ci jusqu'à concurrence de cette insuffisance, sauf s'il peut autrement récupérer cette insuffisance d'autres biens appartenant à son débiteur.

## **Degré d'endettement**

Le degré d'endettement de la Fiducie pourrait avoir des conséquences importantes pour les porteurs de parts. Par exemple, le degré d'endettement pourrait influencer sur la capacité de la Fiducie d'obtenir du financement additionnel à l'avenir pour le fonds de roulement, les dépenses en immobilisations ou d'autres fins générales, ce qui la rendrait plus vulnérable à un ralentissement des activités ou de l'économie en général.

## **Sensibilité aux taux d'intérêt**

Il est prévu que le cours des parts et la valeur du portefeuille hypothécaire à un moment donné pourraient être touchés par le niveau des taux d'intérêt en vigueur à ce moment. Le revenu de la Fiducie sera principalement constitué de versements d'intérêts sur les hypothèques constituant le portefeuille hypothécaire. Si les taux d'intérêt diminuent (mesurés par les indices sur lesquels les taux d'intérêt des prêts hypothécaires de la Fiducie sont fondés), la Fiducie pourrait avoir de la difficulté à monter d'autres prêts hypothécaires portant des taux suffisants pour atteindre le paiement ciblé des distributions sur les parts au taux précédemment atteint par la Fiducie. Rien ne garantit qu'un contexte de taux d'intérêt caractérisé par une baisse importante des taux d'intérêt n'aurait pas une incidence défavorable sur la capacité de la Fiducie de maintenir les distributions sur les parts à un niveau constant. En outre, si les taux d'intérêt augmentent, il devient alors plus dispendieux d'emprunter de l'argent, ce qui pourrait réduire la demande sur le marché immobilier. De ce fait, la valeur des propriétés pourrait diminuer et avoir une incidence défavorable sur la valeur des placements. La hausse des taux d'intérêt peut également avoir des retombées négatives sur le niveau de liquidité général au sein des marchés financiers.

### **Fluctuations des taux de capitalisation**

Comme les taux d'intérêt fluctuent sur le marché des prêts, il en va généralement de même pour les taux de capitalisation qui influent sur la valeur sous-jacente des biens immobiliers. Ainsi, lorsque les taux d'intérêt augmentent, les taux de capitalisation peuvent augmenter. Au cours de la période de placement ou d'aménagement, des gains et des pertes au moment de la disposition peuvent survenir en raison de l'augmentation ou de la diminution de ces taux de capitalisation.

### **Conditions météorologiques extrêmes et catastrophes naturelles**

La survenance de conditions météorologiques imprévisibles et extrêmes pourrait avoir une incidence défavorable sur les placements et la situation financière de la Fiducie. Les conditions météorologiques extrêmes et les catastrophes naturelles peuvent avoir une incidence négative, entre autres, sur la valeur des terrains, les taux de défaillance, les taux de capitalisation, les taux de forclusion et les coûts d'assurance et peuvent nécessiter des frais de remise en état pour les propriétés endommagées ou entraîner des retards dans la réalisation de projets qui peuvent faire partie directement ou indirectement du portefeuille hypothécaire de la Fiducie.

### **Risque transfrontalier**

Certains des prêts hypothécaires de la Fiducie sont, et continueront d'être réalisés, aux États-Unis. À mesure que la Fiducie continue d'accroître ses prêts hypothécaires transfrontaliers existants, elle pourrait faire face à des risques transfrontaliers, notamment des risques liés aux changements de politique, à la dotation en personnel et à la gestion des investissements transfrontaliers, aux tarifs et autres obstacles commerciaux, à des incidences fiscales différentes et potentiellement défavorables, à une conformité réglementaire accrue et contradictoire et à des défis causés par les différences culturelles et de distance. Le gouvernement américain a menacé d'instaurer des droits de douane de 25 % sur certains biens du Canada et du Mexique et des droits de douane de 10 % sur certains biens de la Chine et sur le pétrole et le gaz naturel du Canada vendus aux États-Unis. En réponse, le Canada et le Mexique ont laissé entendre qu'ils introduiraient des droits de douane en représailles, et la Chine a indiqué qu'elle prendrait des contre-mesures, notamment en contestant l'imposition de ces droits de douane auprès de l'Organisation mondiale du commerce. Ces droits de douane, si mis en place, toucheraient probablement certains produits de construction, entre autres nombreux produits. Les retombées de ces droits de douane, si mis en place, sont incertaines et pourraient avoir des effets adverses sur les économies des États-Unis et du Canada dans l'ensemble, sur les valeurs immobilières et sur la capacité des emprunteurs à mener à bien leurs projets dans les délais et budgets établis, ce qui en retour aurait des répercussions négatives sur les placements et les rendements de la Fiducie.

### **Questions fiscales**

Le rendement du placement du porteur de parts dans les parts est assujéti aux modifications apportées aux lois fiscales fédérales et provinciales canadiennes, aux propositions fiscales, aux autres politiques ou règlements gouvernementaux et à leur interprétation gouvernementale, administrative ou judiciaire. Dans la mesure où la Fiducie réalise un revenu aux États-Unis, elle est également exposée aux modifications des lois fiscales fédérales, étatiques et autres lois locales américaines, aux propositions fiscales, aux autres politiques ou règlements gouvernementaux et à l'interprétation gouvernementale, administrative ou judiciaire américaine de ces dernières. Rien ne garantit que les lois, les propositions, les politiques ou les règlements fiscaux ou leur interprétation dans l'un ou l'autre pays ne seront pas modifiés d'une manière qui modifiera fondamentalement les incidences fiscales pour les porteurs de parts qui acquièrent, détiennent ou disposent de parts.

Le versement d'un revenu au moyen de la distribution de parts pour le règlement d'éléments hors caisse tels que les gains de change, par exemple, ou pour tenir compte de différences comptables et fiscales, pourrait faire en sorte que les porteurs de parts aient une obligation fiscale sans que soit versée une distribution correspondante en espèces pour régler l'obligation fiscale.

Si la Fiducie cesse d'être admissible à titre de Fiducie de fonds commun de placement ou de placement enregistré, les parts peuvent cesser d'être des placements admissibles pour les régimes à prestations différées. Cela pourrait faire en

sorte que les régimes différés qui détiennent des parts soient assujettis à une pénalité fiscale en vertu de la Loi de l'impôt.

### **Syndication de prêts - affectation des revenus (pertes)**

La Fiducie conclut des transactions de syndication de prêts avec d'autres entités de placement gérées par le gestionnaire ainsi qu'avec des tiers financiers. Ces arrangements pourraient prévoir une convention de mise en commun ou un échéancier de contributions différent. De ce fait, cette situation peut entraîner des écarts sur le plan de la répartition du revenu (perte) ou du revenu imposable (perte), de sorte que la Fiducie pourrait toucher un montant plus élevé ou moins élevé de revenu (perte)/revenu imposable (perte) que si elle était demeurée propriétaire à part entière de l'hypothèque et qu'elle n'avait pas participé à l'entente de syndication de prêts.

### **Couverture**

La Fiducie conclut des opérations de couverture relativement à des placements libellés en dollars américains afin de gérer les risques liés aux fluctuations de la conversion des devises. Les instruments de couverture permettent au gestionnaire de réduire, mais non d'éliminer, les effets potentiels de la variabilité des flux de trésorerie découlant des fluctuations de la conversion des devises. La stratégie de couverture du gestionnaire et les opérations de couverture futures seront déterminées à sa discrétion. Les opérations de couverture de placements en dollars américains peuvent ne pas compenser parfaitement les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain.

### **Valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain : incidence sur les résultats et les distributions de la Fiducie**

Une portion importante de l'actif net de la Fiducie est libellée en dollars américains. Les revenus réalisés par la Fiducie sur ces actifs nets sont également en dollars américains. La Fiducie amasse des fonds principalement au Canada au moyen de la vente de parts en dollars canadiens et investit indirectement, par l'entremise du gestionnaire, dans certains actifs américains à l'aide de dollars américains. Lorsque la valeur du dollar canadien diminue par rapport au dollar américain, la valeur des actifs américains de la Fiducie augmente, et la valeur des couvertures de la Fiducie diminue généralement, lorsqu'elles sont évaluées en dollars canadiens. De façon générale, il y aurait également un gain ou une perte de change correspondant dans le revenu de la Fiducie aux fins comptables et dans son revenu imposable aux fins de l'impôt sur le revenu au Canada.

### **Risques liés aux prolongations et aux défauts de paiement d'hypothèques**

Le gestionnaire peut de temps à autre juger approprié de prolonger ou de renouveler la durée d'un prêt hypothécaire au-delà de son échéance, ou d'accumuler l'intérêt sur un prêt hypothécaire, afin d'offrir à l'emprunteur une souplesse de remboursement accrue. Le gestionnaire le fera généralement s'il est d'avis que le risque que la Fiducie ne soit pas remboursée intégralement du capital et des intérêts dus sur le prêt hypothécaire est très faible. Dans ces circonstances, toutefois, la Fiducie est exposée au risque que le capital ou les intérêts courus de ce prêt hypothécaire ne soient pas remboursés en temps opportun ou ne le soient pas du tout, ce qui pourrait avoir une incidence sur les flux de trésorerie de la Fiducie pendant la période au cours de laquelle elle accorde cet aménagement. De plus, si l'évaluation de l'actif a fluctué en grande partie en raison de la conjoncture du marché, il existe un risque que la Fiducie ne recouvre pas la totalité ou la quasi-totalité du capital et des intérêts qui lui sont dus à l'égard de ce prêt hypothécaire.

Lorsqu'un prêt hypothécaire est prolongé au-delà de son échéance, le prêt hypothécaire peut être conservé sur une base mensuelle ou renouvelé pour une durée additionnelle au moment de son échéance. Nonobstant une telle prolongation ou un tel renouvellement, si l'emprunteur manque par la suite à ses obligations aux termes des modalités du prêt, le gestionnaire peut exercer ses recours hypothécaires à l'égard du prêt hypothécaire prorogé ou renouvelé. De plus, en raison de la baisse possible de la valeur des biens immobiliers, en particulier compte tenu de la conjoncture, rien ne garantit que la Fiducie sera en mesure de recouvrer la totalité ou la quasi-totalité du capital et des intérêts qui lui sont dus à l'égard de ces hypothèques en exerçant ses recours hypothécaires. Si la Fiducie ne pouvait recouvrer la totalité ou la quasi-totalité du capital et des intérêts qui lui sont dus à l'égard de ces prêts hypothécaires, la valeur liquidative de la Fiducie serait réduite et le rendement, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Fiducie pourraient être touchés de façon défavorable.



### **Forclusion et coûts connexes**

Un ou plusieurs emprunteurs pourraient ne pas effectuer les paiements selon les modalités de leurs prêts et la Fiducie pourrait donc être forcée d'exercer ses droits à titre de créancier hypothécaire. Le recouvrement d'une partie des actifs de la Fiducie pourrait ne pas être possible pendant une période prolongée au cours de ce processus et, dans certaines circonstances, il pourrait y avoir des complications dans l'exercice des droits de la Fiducie à titre de créancier hypothécaire. Les frais juridiques et autres frais engagés par la Fiducie dans l'exercice de ses droits à titre de créancier hypothécaire contre un emprunteur défaillant sont habituellement recouvrables de l'emprunteur directement ou par la vente du bien hypothéqué par pouvoir de vente ou autrement, mais rien ne garantit qu'ils seront effectivement recouverts. Si ces frais ne sont pas recouvrables, ils seront assumés par la Fiducie.

De plus, certaines dépenses importantes, y compris les impôts fonciers, les coûts de réparation et de remplacement des immobilisations, les coûts d'entretien, les paiements hypothécaires, les coûts d'assurance et les frais connexes, doivent être engagées pendant toute la période où le bien immobilier est détenu, peu importe si le bien produit un revenu ou si des paiements hypothécaires sont faits. La Fiducie peut donc être tenue d'engager de telles dépenses pour protéger son investissement, même si l'emprunteur ne respecte pas ses obligations contractuelles.

La Fiducie a l'intention de détenir des biens saisissables aux États-Unis par l'intermédiaire d'une filiale d'une société américaine (ou autre entité appropriée) afin d'empêcher la Fiducie d'avoir un « établissement stable » aux États-Unis aux fins de la convention fiscale. Si la Fiducie devait être considérée comme ayant un établissement stable aux États-Unis, les incidences fiscales pour la Fiducie pourraient être touchées de façon importante et défavorable.

### **Dépendance envers le gestionnaire/courtier en hypothèques**

La Fiducie dépendra grandement de la bonne foi, de l'expérience et du jugement des administrateurs et des dirigeants du gestionnaire et du courtier en hypothèques pour gérer ses activités et ses affaires. La perte des services d'employés clés du gestionnaire ou du courtier en hypothèques pourrait avoir une incidence défavorable sur la Fiducie. Les porteurs de parts n'ont aucun droit de participer à la gestion de la Fiducie.

### **Rôle très limité du conseil des gouverneurs**

Le rôle du conseil des gouverneurs est généralement de nature consultative; il a pour objectif de gérer et d'assurer un suivi des conflits d'intérêt qui pourraient survenir entre le gestionnaire, les entités gérées par lui et ses sociétés affiliées. Le conseil des gouverneurs ne s'occupe pas de la gestion quotidienne de la Fiducie. Ses responsabilités diffèrent de celles d'un conseil des directeurs d'une société, ces dernières se limitant à celles qui sont expressément énoncées dans la déclaration de Fiducie; la quasi-totalité des pouvoirs, autorisations et responsabilités à l'égard de la Fiducie relève du gestionnaire. Tandis que la déclaration de Fiducie stipule que le conseil des gouverneurs a la responsabilité de veiller à ce que les actions du gestionnaire et du fiduciaire respectent, en tout temps, les modalités de la déclaration de Fiducie, le conseil des gouverneurs n'a qu'un accès limité aux opérations et activités du gestionnaire au quotidien et dépend ainsi, dans une large mesure, du compte-rendu du gestionnaire quant à ses activités. Incidemment, même si le conseil des gouverneurs se réunit au moins à tous les trimestres et a adopté des mesures de gouvernance et d'autres pratiques qui correspondent aux normes du marché afin de tempérer les risques de non-conformité avec la déclaration de Fiducie par le gestionnaire, il est impossible de garantir qu'aucune non-conformité n'aura lieu étant donné, d'une part, la capacité et l'autorité limitées du conseil des gouverneurs de superviser et surveiller les activités et exploitations du gestionnaire au quotidien, et d'autre part, sa dépendance envers le compte-rendu du gestionnaire sur ses activités.

### **Restrictions relatives au rachat**

Des conditions peuvent survenir qui obligeraient le gestionnaire à suspendre le rachat des parts ou à reporter le jour du paiement ou le droit de rachat pour une période d'au plus 180 jours, pour ou pendant une période au cours de laquelle le gestionnaire détermine qu'il existe des conditions qui rendent la vente des actifs de la Fiducie peu pratique ou empêchent le gestionnaire d'établir la valeur des actifs qu'il détient. Si le gestionnaire reçoit un avis de rachat ou est tenu d'effectuer un rachat pour un montant supérieur au prix de rachat par part, il peut, à son gré, suspendre les rachats ou donner un avis de dissolution de la Fiducie à la date de dissolution qui précède la date prévue du rachat. Voir « Titres offerts – Droit de rachat des porteurs de parts ».

## **Crise sanitaire publique**

L'écllosion d'épidémies, de pandémies ou d'autres crises sanitaires publiques, comme celles du coronavirus COVID-19 (« **COVID-19** »), pourrait avoir des retombées majeures pour les affaires et les activités de la Fiducie, ainsi que sa situation financière. Les mesures prises à l'échelle mondiale pour gérer les épidémies, pandémies ou autres crises sanitaires publiques peuvent engendrer, entre autres, d'importantes restrictions sur le plan des déplacements, des mises en quarantaine, la fermeture temporaire d'entreprises ainsi que la diminution générale des activités de consommation. Une telle crise sanitaire pourrait entraîner des perturbations et de la volatilité sur les marchés financiers et dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, ainsi qu'une diminution des échanges commerciaux et des transactions, une perte de confiance des intervenants sur les marchés et une réduction sur le plan des déplacements de personnes, ce qui pourrait éventuellement avoir des répercussions sur le prix des biens immobiliers, les taux d'intérêt, les cotes de crédit, le risque de crédit et l'inflation. Parmi les risques encourus par la Fiducie pendant une telle crise sanitaire, citons également les risques relatifs à la santé et à la sécurité des employés ainsi que ceux issus d'une éventuelle interruption temporaire des activités dans les zones géographiques touchées par une épidémie. À ce jour, les répercussions de la COVID-19 sur la Fiducie ont été limitées et, à l'heure actuelle, ne devraient pas être importantes à l'avenir étant donné la solidité des données fondamentales immobilières dans les régions et les catégories d'actif visées par la Fiducie.

## **Nature des parts**

Les parts partagent certaines caractéristiques communes aux titres de participation. Les parts représentent une participation indivise dans les actifs de la Fiducie. Toutefois, les porteurs de parts n'auront pas les droits prévus par la loi normalement associés à la propriété d'actions d'une société par actions, y compris, par exemple, le droit d'intenter des actions pour « abus » ou des actions « dérivées ».

## **Conflits d'intérêts potentiels**

Le gestionnaire est tenu de respecter une norme de diligence dans l'exercice de ses fonctions à l'égard de la Fiducie. Toutefois, ni le gestionnaire ni ses dirigeants, administrateurs, membres du même groupe ou employés ne sont tenus de consacrer la totalité ou une partie précise de leur temps à leurs responsabilités relatives à la Fiducie. Le gestionnaire et ses dirigeants, administrateurs, membres de son groupe ou employés peuvent entreprendre des activités financières, de placement ou professionnelles qui donnent lieu à des conflits d'intérêts à l'égard de la Fiducie.

Certains conflits d'intérêts inhérents découlent du fait que le gestionnaire peut exercer des activités de placement pour d'autres clients (y compris d'autres entités de placement hypothécaire ou de placement en actions qu'il gère) dans lesquelles la Fiducie n'aura aucune participation. Les activités de placement futures du gestionnaire, y compris l'établissement d'autres entités de placement hypothécaire ou de placement en actions, peuvent donner lieu à d'autres conflits d'intérêts.

Le gestionnaire offre également des services de promotion, de gestion ou de gestion de placements ou d'autres services liés à d'autres produits ou véhicules de placement ou à tout autre fonds ou Fiducie. Ces entités concurrentes peuvent avoir des politiques de placement semblables à celles de la Fiducie ou des entités par l'entremise desquelles elles effectuent des répartitions de placements et le gestionnaire peut recevoir une rémunération différente à l'égard de ces entités. Le gestionnaire suivra des procédures conçues pour assurer une répartition appropriée des occasions de placement disponibles entre la Fiducie et les entités concurrentes. Par ailleurs, d'autres entités gérées par le gestionnaire pourraient participer en tant que coinvestisseurs avec la Fiducie dans un placement. Ces autres entités gérées par le gestionnaire pourraient occuper un rang inférieur, supérieur ou égal à celui de la Fiducie. De tels coplacements pourraient entraîner des conflits d'intérêts. Pour obtenir de plus amples renseignements sur la syndication de prêts et les entités *ad hoc*, veuillez consulter les notes des états financiers de la Fiducie.

Lorsqu'il existe un risque important de dommage à la Fiducie découlant d'un conflit d'intérêts, ce conflit sera géré de manière à empêcher qu'il n'ait une incidence défavorable sur les intérêts de la Fiducie, y compris par l'entremise du comité d'examen indépendant de celle-ci.

### **Disponibilité des investissements**

La capacité de la Fiducie d'effectuer des placements conformément à ses objectifs dépendra de la disponibilité de placements appropriés. La Fiducie sera en concurrence avec des particuliers, des fiducies et des institutions pour l'investissement dans le financement de biens immobiliers. Bon nombre de ces concurrents disposent de ressources plus importantes que la Fiducie ou exercent leurs activités avec une plus grande souplesse.

### **Frais et coûts de transaction**

La Fiducie sera assujettie au paiement de divers frais, y compris ceux du courtier en hypothèques. Se reporter à la rubrique intitulée « Administrateurs, membres de la direction, promoteurs et porteurs principaux – Honoraires du gestionnaire; Frais de la Fiducie ».

### **Responsabilité personnelle possible des porteurs de parts**

La déclaration de Fiducie prévoit qu'il est prévu qu'aucun porteur de parts ne sera tenu personnellement responsable en tant que tel et qu'aucun recours ne sera exercé contre les biens privés d'un porteur de parts en règlement d'une obligation ou d'une réclamation découlant d'un contrat ou d'une obligation de la Fiducie ou du fiduciaire ou en rapport avec ceux-ci ou d'une obligation à l'égard de laquelle il pourrait autrement devoir indemniser le fiduciaire pour toute responsabilité engagée par celui-ci, mais plutôt qu'on prévoit que les biens en Fiducie seront soumis à tout recouvrement ou exécution pour règlement de toute obligation ou réclamation.

En raison des incertitudes de la législation relative aux fiducies de placement comme la Fiducie, il existe un risque minime qu'un porteur de parts soit tenu personnellement responsable, malgré l'énoncé qui précède dans la déclaration de Fiducie, des obligations liées à la Fiducie (dans la mesure où la Fiducie ne peut régler les réclamations). Il est prévu que les activités de la Fiducie soient menées de manière à réduire ce risque au minimum et, en particulier et dans la mesure du possible, à faire en sorte que chaque contrat ou engagement écrit de la Fiducie contienne une déclaration expresse selon laquelle la responsabilité aux termes de ce contrat ou engagement est limitée à la valeur de l'actif net de la Fiducie.

En vertu de la loi intitulée *Income Trust Liability Act* (Colombie-Britannique), les porteurs de parts ne sont pas responsables, à titre de bénéficiaires d'une Fiducie, de tout acte, défaut, obligation ou responsabilité de la Fiducie. Cette loi n'a pas encore fait l'objet d'un examen judiciaire et il est possible qu'un porteur de parts puisse contester avec succès l'application de cette loi pour des motifs de compétence ou autres. Les porteurs de parts qui résident dans des territoires qui n'ont pas adopté de loi semblable à la loi de la Colombie-Britannique pourraient ne pas avoir droit à la protection de la loi de la Colombie-Britannique. Quoi qu'il en soit, le gestionnaire considère que le risque de responsabilité personnelle des porteurs de parts est minime compte tenu de l'importance des capitaux propres prévus de la Fiducie, de la nature de ses activités et de l'exigence de la Fiducie selon laquelle tout contrat ou engagement écrit de la Fiducie (sauf lorsque cette inclusion est raisonnablement impossible) comprend une limitation expresse de cette responsabilité.

## **CONFLITS D'INTÉRÊTS ET INTÉRÊTS DE LA DIRECTION ET D'AUTRES DANS LES OPÉRATIONS IMPORTANTES**

### **Général**

Les souscripteurs de parts seront tenus de se fier au jugement, à l'honnêteté et à la bonne foi du gestionnaire. Les personnes qui ne sont pas disposées à s'y fier ne devraient acheter aucune des parts offertes aux présentes.

Un comité d'examen indépendant a été établi pour la Fiducie. Le mandat du comité d'examen indépendant est d'examiner et de recommander ou d'approuver le plan d'action proposé par le gestionnaire en réponse aux questions de conflit d'intérêts qui lui sont soumises par celui-ci. Le comité d'examen indépendant a adopté une charte écrite qui prescrit son mandat, ses responsabilités et ses fonctions ainsi que les politiques et procédures qui régissent ses activités.

Une question de conflit d'intérêts est une situation où une personne raisonnable considérerait que le gestionnaire, ou toute personne qui lui est liée, a un intérêt qui pourrait entrer en conflit avec la capacité du gestionnaire d'agir de bonne foi dans l'intérêt supérieur de la Fiducie. Voir « Administrateurs, membres de la direction, promoteurs et porteurs principaux – Conseil des gouverneurs – Comité d'examen indépendant » pour une description des membres du comité d'examen indépendant.

Bien que le comité d'examen indépendant soit tenu de l'examiner (voir « Voir « Administrateurs, membres de la direction, promoteurs et porteurs principaux – Conseil des gouverneurs »), il peut y avoir des situations dans lesquelles les intérêts individuels du gestionnaire peuvent entrer en conflit avec ceux de la Fiducie ou de ses porteurs de parts. Le gestionnaire prendra toute décision concernant la Fiducie ou les porteurs de parts conformément à son obligation d'agir honnêtement et de bonne foi.

Dans le cas d'hypothèques, les achats et les ventes réalisés auprès d'une entité liée le sont en vertu d'un principal non payé plus intérêts courus dus à la date de transaction qui, selon le gestionnaire, représente les valeurs justes estimées des hypothèques en question. Au cours de la période terminée le 30 septembre 2024, la Fiducie a réalisé des achats hypothécaires de l'ordre de 3 675 092 \$ (42 822 450 \$ au 30 septembre 2023) et des ventes d'actifs hypothécaires de l'ordre de 18 933 842 \$ (21 212 691 \$ au 30 septembre 2024) à des entités sous gestion commune. Voir « Opérations entre parties liées ».

Le courtier en hypothèques ou les membres de son groupe peuvent également toucher des frais de courtage en plaçant des hypothèques sur des propriétés et en effectuant des procédures de vérification diligente.

Le gestionnaire et le courtier en hypothèques sont des membres du même groupe et les opérations entre eux n'ont pas été et ne seront pas négociées ou effectuées sans lien de dépendance.

#### **Autres activités concurrentes du gestionnaire et des membres de son groupe**

La capacité du gestionnaire d'exploiter des entreprises commerciales pour son propre compte et pour le compte de tiers n'est aucunement limitée ni touchée, et il peut être engagé dans la propriété, l'acquisition et l'exploitation d'entreprises qui sont en concurrence avec la Fiducie. En outre, le gestionnaire et les membres de son groupe ont établi et peuvent établir à l'avenir d'autres fiducies ou d'autres instruments de placement qui ont ou pourraient avoir des objectifs de placement identiques ou semblables à ceux de la Fiducie et agir à titre de conseiller et/ou de gestionnaire de ces Fiducies. Toutefois, la déclaration de Fiducie comprend un engagement du gestionnaire à exercer ses pouvoirs de bonne foi et au mieux des intérêts de la Fiducie et, à cet égard, à exercer le degré de soin, de diligence et de compétence qu'un gestionnaire raisonnablement prudent exercerait dans des circonstances comparables.

Le gestionnaire peut également établir ou acquérir une participation dans une ou plusieurs entreprises de courtage d'hypothèques (voir « Facteurs de risque – Conflits d'intérêts potentiels »), et ces entreprises peuvent recommander des placements pour la Fiducie qui, s'ils sont pris, donneront droit à des frais de courtage à ces entreprises. La Fiducie ne s'est pas engagée à faire des placements auprès de ces maisons de courtage d'hypothèques.

Le gestionnaire, le courtier en hypothèques ou les membres de leur groupe détermineront le montant des frais de courtage ou de vérification diligente qu'ils peuvent exiger. Dans le cas d'hypothèques de premier rang consenties par le courtier en hypothèques, ces frais seront généralement payés par l'emprunteur. Dans certains cas où la Fiducie accepte de participer à un prêt assorti de frais de courtage peu élevés, une partie des frais de courtage peut être déduite des paiements d'intérêt autrement payables à la Fiducie. Dans le cas d'hypothèques privilégiées achetées par le courtier en hypothèques auprès de tiers, ces frais peuvent également être déduits des paiements d'intérêt autrement payables à la Fiducie, ou peuvent être payés directement par la Fiducie en raison de la différence entre le prix d'achat payé par le courtier en hypothèques et celui payé par la Fiducie. Les frais de courtage facturés à la Fiducie dans de tels cas varieront en fonction de l'importance de l'opération et du montant des frais payables par ailleurs au courtier en hypothèques. Ces frais seront généralement payés par l'emprunteur, mais peuvent être déduits des sommes payées par les emprunteurs à l'égard des hypothèques existantes qui ont été achetées de tiers.

## VÉRIFICATEURS

Le vérificateur de la Fiducie est KPMG LLP, dont l'adresse est 777 Dunsmuir Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1K3.

## AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES ET AGENT DES TRANSFERTS

Trez Capital Limited Partnership agit à titre d'agent chargé de la tenue des registres et agent des transferts pour toutes les opérations.

## QUESTIONS JURIDIQUES ET FISCALES

Certaines questions d'ordre juridique relatives à l'émission et à la vente de parts offertes aux termes des présentes seront tranchées pour le compte de la Fiducie par Bennett Jones LLP et, en ce qui concerne les questions fiscales, par Thorsteinssons LLP.

## OBLIGATIONS D'INFORMATION CONTINUE À L'ÉGARD DES INVESTISSEURS

Étant donné que la Fiducie n'est pas un « émetteur assujéti » au sens de la *Securities Act* (Colombie-Britannique), les exigences de déclaration continue des lois sur les valeurs mobilières pertinentes ne s'appliquent généralement pas à la Fiducie. Toutefois, au plus tard le 31 mars de chaque année civile, la Fiducie fournira à chaque porteur de parts tous les renseignements requis pour produire sa déclaration de revenus canadienne et fournira à chaque porteur de parts ses états financiers annuels vérifiés, ainsi qu'un avis sur l'utilisation du produit tiré de la présente notice d'offre, conformément à l'annexe 45-106A16.

## RESTRICTIONS À LA REVENTE

Les parts seront assujéties à un certain nombre de restrictions à la revente, y compris une restriction à la négociation. Les investisseurs ne pourront négocier les titres que s'ils se conforment à une dispense des exigences de prospectus et d'inscription prévues par la législation en valeurs mobilières.

À moins que la législation en valeurs mobilières ne le permette, l'investisseur ne peut négocier les parts avant la date qui tombe quatre mois ou un jour après la plus tardive des dates suivantes : i) la date à laquelle la Fiducie est devenue un émetteur assujéti dans une province ou un territoire du Canada; ou ii) la date de distribution.

À moins que la législation en valeurs mobilières ne le permette, l'investisseur ne peut négocier les parts sans le consentement écrit préalable de l'organisme de réglementation du Manitoba, à moins que :

- (a) la Fiducie a déposé un prospectus auprès de l'organisme de réglementation du Manitoba à l'égard des parts qui ont été achetées et l'organisme de réglementation du Manitoba a délivré un visa pour ce prospectus; ou
- (b) l'investisseur détient les titres depuis au moins 12 mois.

L'organisme de réglementation du Manitoba consent à une opération s'il est d'avis que cela ne nuit pas à l'intérêt public.

## DROITS D'ACTION CONTRACTUELS ET LÉGAUX DES ACHETEURS

La législation en valeurs mobilières de certaines provinces du Canada accorde aux investisseurs (appelés droits prévus par la loi), ou exige que les investisseurs (appelés droits contractuels) se voient accorder (appelés droits contractuels), en plus de tout autre droit qu'ils peuvent avoir en droit, un recours en annulation ou en dommages-intérêts lorsque la

présente notice d'offre et toute modification à celle-ci contient une présentation inexacte des faits; l'acheteur doit toutefois exercer ces recours dans le délai prévu par les lois en valeurs mobilières. Dans les présentes, sauf indication contraire, le terme « information fausse ou trompeuse » s'entend d'une fausse déclaration d'un fait important ou d'une omission de déclarer un fait important qui doit être déclaré ou qui est nécessaire pour rendre une déclaration dans la présente notice d'offre non trompeuse compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite. Les acquéreurs de parts devraient se reporter aux dispositions applicables de la législation en valeurs mobilières de leur province pour connaître les détails de ces droits ou consulter un conseiller juridique. Les droits d'action contractuels décrits ci-dessous seront fournis aux investisseurs dans leurs conventions de souscription.

Si vous faites l'acquisition de ces titres, vous aurez des droits, certains desquels sont décrits ci-dessous. Vous devriez solliciter les services d'un avocat pour tout renseignement concernant vos droits. Le texte qui suit est un résumé des droits d'annulation ou de dommages-intérêts, ou des deux, que les investisseurs peuvent exercer en vertu de la législation en valeurs mobilières des provinces du Canada. Ces droits seront expressément conférés aux investisseurs dans la convention de souscription devant être signée par les investisseurs dans le cadre du placement des titres aux termes des présentes.

### ***Droit d'annulation de deux jours***

Vous pouvez annuler votre contrat d'achat de ces titres. Pour ce faire, vous devez envoyer un avis au gestionnaire au plus tard à minuit le deuxième jour ouvrable suivant la signature du contrat d'achat des titres.

### ***Droits des investisseurs en Colombie-Britannique***

Si un investisseur i) réside en Colombie-Britannique; ii) n'est pas un « investisseur qualifié » au sens du Règlement 45-106 et iii) n'achète pas, pour son propre compte, un nombre suffisant de parts de sorte que le prix de souscription global pour lui soit d'au moins 150 000 \$, alors si la présente notice d'offre contient une présentation inexacte des faits, il aura un droit légal d'intenter une action en dommages-intérêts contre la Fiducie et chaque administrateur du gestionnaire à la date de la présente notice d'offre et chaque personne qui signe cette notice d'offre. La Fiducie a accordé un droit d'action contractuel identique dans la convention de souscription aux acquéreurs résidant en Colombie-Britannique qui sont des « investisseurs qualifiés » ou qui achètent un nombre suffisant de parts pour que le prix de souscription global soit d'au moins 150 000 \$.

Par ailleurs, l'acquéreur peut choisir d'exercer un droit de résolution contre la Fiducie, auquel cas l'acquéreur n'aura aucun droit d'action en dommages-intérêts contre la Fiducie ou le gestionnaire.

S'il y a lieu, l'investisseur peut se prévaloir du droit d'intenter une poursuite, qu'il se soit fondé ou non sur la présentation inexacte des faits. Toutefois, la Fiducie et le gestionnaire ou les entités auxquelles l'investisseur a le droit d'intenter une poursuite peuvent invoquer divers moyens de défense, notamment s'il peut être prouvé que l'investisseur était au courant de la présentation inexacte des faits lorsque l'investisseur a acheté les titres dans une action en dommages-intérêts, le montant qu'il peut recouvrer ne sera pas supérieur au prix payé pour ses titres et ne comprendra aucune partie des dommages que la Fiducie ou le gestionnaire prouve ne représente pas la dépréciation des titres découlant de cette fausse déclaration.

Si un investisseur a l'intention de se prévaloir des droits décrits ci-dessus, il doit le faire dans des délais strictement limités. L'investisseur doit intenter une action en annulation de la convention dans les 180 jours suivant la signature de la convention d'achat des titres. L'investisseur doit intenter son action en dommages-intérêts dans les 180 jours suivant la connaissance de la présentation inexacte des faits ou dans les 3 ans suivant la signature de l'entente d'achat des titres, selon la première éventualité.

Le résumé qui précède est assujéti aux dispositions expresses de la *Securities Act* (Colombie-Britannique) et des règles et règlements qui en découlent et il y est fait référence pour le texte intégral et les dispositions. Les investisseurs sont invités à se reporter à ces dispositions pour connaître les détails de ces droits ou à consulter un avocat.

### ***Droits des investisseurs en Alberta***

Si un investisseur i) réside en Alberta; ii) n'est pas un « investisseur qualifié » au sens du Règlement 45-106 et iii) achète les parts pendant la période de placement, il est réputé s'être fondé sur une déclaration contenue dans la présente notice d'offre; s'il s'agit d'une fausse déclaration au moment de l'achat, l'investisseur a le droit de poursuivre la Fiducie pour dommages et intérêts, mais peut choisir (tout en étant propriétaire des parts acquises) de faire valoir un droit de résolution contre celle-ci, auquel cas il ne pourra exercer un droit de poursuivre en dommages et intérêts contre celle-ci, à condition que :

- (a) la Fiducie ne sera pas tenue responsable aux termes de ce droit d'action si elle prouve que l'investisseur a acheté les parts en ayant connaissance de la présentation inexacte des faits;
- (b) dans une action en dommages-intérêts, la Fiducie ne sera pas tenue responsable de la totalité ou d'une partie des dommages-intérêts si elle prouve qu'ils ne représentent pas la dépréciation de la valeur des parts en raison de la présentation inexacte des faits sur laquelle elle s'appuie; et
- (c) en aucun cas le montant recouvrable en vertu de ce droit d'action ne dépassera le prix auquel les parts ont été vendues à l'investisseur.

La Fiducie a accordé un droit d'action contractuel identique dans la convention de souscription aux investisseurs résidant en Alberta qui sont des « investisseurs qualifiés ».

En Alberta, aucune action ne peut être intentée pour faire valoir ce droit d'action à moins que ce droit ne soit exercé :

- (a) dans le cas d'une action en résolution, au plus tard 180 jours après la date à laquelle l'investisseur a acheté les parts; ou
- (b) dans le cas d'une action, autre qu'une action en résolution, la première de ces éventualités : A) 180 jours à compter du jour où l'investisseur a eu connaissance pour la première fois des faits donnant lieu à la cause d'action, ou B) un an à compter du jour où l'investisseur a acheté les parts.

Le résumé qui précède est assujéti aux dispositions expresses de la *Securities Act* (Alberta) et des règles et règlements qui en découlent, et il y est fait référence pour le texte intégral et les dispositions. Si un investisseur réside en Alberta, il devrait consulter ces dispositions pour connaître les détails de ces droits ou consulter un conseiller juridique.

### ***Droits des investisseurs en Ontario***

Si la présente notice d'offre, avec toute modification aux présentes, remise à un acquéreur de parts résidant en Ontario contient une présentation inexacte des faits et constituait une présentation inexacte des faits au moment de l'achat des parts par cet acquéreur, l'acquéreur sera réputé s'être fondé sur la présentation inexacte des faits et aura, comme il est prévu ci-après, un droit d'action contre la Fiducie en dommages et intérêts ou, alors que le porteur des parts acquises par lui, en obtenir la résolution, auquel cas, si l'acquéreur choisit de faire valoir son droit de résolution, celui-ci ne sera réputé avoir aucun droit à un recours contre la Fiducie, à condition que :

- (a) le droit d'action en résolution ou en dommages-intérêts ne pourra être exercé par un investisseur résidant en Ontario que si l'investisseur donne un avis à la Fiducie, au plus tard 180 jours pour les investisseurs résidant en Ontario, après la date à laquelle le paiement a été effectué pour les parts (ou après le paiement initial, lorsque les paiements subséquents au paiement initial sont effectués conformément à un engagement contractuel pris avant ou simultanément au paiement initial) que l'investisseur exerce ce droit; et, pour les investisseurs résidant en Ontario un droit d'action est amorcé afin de renforcer ce droit i) dans le cas d'une action en résolution pour dommages-intérêts, pas plus de 180 jours suivant la date d'achat; ou ii) dans le cas d'une poursuite pour dommages pas plus que les 180 jours suivant la date à laquelle l'investisseur a appris l'inexactitude des faits ou trois années après la date d'achat;

- (b) la Fiducie ne sera pas responsable si elle prouve que l'acquéreur a acheté les parts en ayant connaissance de la présentation inexacte des faits;
- (c) dans une action en dommages-intérêts, la Fiducie ne sera pas tenue responsable de la totalité ou d'une partie des dommages-intérêts si elle prouve qu'ils ne représentent pas la dépréciation de la valeur des parts en raison de la présentation inexacte des faits sur laquelle elle s'appuie;
- (d) en aucun cas, le montant recouvrable dans le cadre d'une action n'excédera le prix auquel les parts ont été vendues à l'investisseur; et
- (e) les droits d'action en annulation ou en dommages-intérêts s'ajoutent et ne dérogent pas à tout autre droit que l'investisseur peut avoir en droit.

### ***Droits des investisseurs en Saskatchewan***

La *Securities Act, 1988* (Saskatchewan) prévoit que si la présente notice d'offre ou toute modification aux présentes contient une présentation inexacte des faits, l'acheteur de parts aux termes de la présente notice d'offre est réputé s'être fié à la présentation inexacte des faits s'il s'agissait d'une présentation inexacte des faits au moment de l'achat et a un droit légal de poursuite pour dommages ou annulation contre la Fiducie et un droit légal de poursuite pour dommages et intérêts contre chaque promoteur et administrateur de la Fiducie au moment de la transmission ou de la livraison de la présente notice d'offre ou de sa modification, toute personne ou société dont le consentement a été déposé concernant l'offre, sauf pour les rapports, opinions ou déclarations qui ont été faits par eux, toute personne ou société ayant signé cette notice d'offre ou toute modification aux présentes et chaque personne ou société qui vend des parts au nom de la Fiducie par cette notice d'offre ou toute modification aux présentes. Ces droits d'action sont soumis à certaines limitations, dont :

- (a) aucune personne ou société ne sera tenue responsable si elle prouve que l'acquéreur a acheté les parts en ayant connaissance de la présentation inexacte des faits; et
- (b) dans une action en dommages-intérêts, la Fiducie ne sera pas tenue responsable de la totalité ou d'une partie des dommages-intérêts si elle prouve qu'ils ne représentent pas la dépréciation de la valeur des parts en raison de la présentation inexacte des faits sur laquelle elle s'appuie.

La *Securities Act, 1988*(Saskatchewan) prévoit également que lorsque de la publicité ou de la documentation de vente (au sens attribué à ce terme dans cette loi) diffusée dans le cadre du placement de parts contient une présentation inexacte des faits, l'acheteur qui achète des parts mentionnées dans cette publicité ou cette documentation de vente est réputé s'être fondé sur cette présentation inexacte si, au moment de l'achat, elle était fautive et a un droit légal de poursuite en dommages et intérêts ou un droit de résolution contre la Fiducie et un droit légal de poursuite contre tout promoteur ou directeur de la Fiducie au moment de la distribution de la publicité et de la documentation de vente, et chaque personne ou société qui, au moment de la distribution de la publicité et de la documentation de vente, vend des parts au nom de la Fiducie dans l'offre selon la distribution de la publicité et de la documentation de vente. Ces droits d'action sont soumis à certaines limitations, dont :

- (a) aucune personne ou société ne sera tenue responsable si elle prouve que l'acheteur a acheté les parts en ayant connaissance de la présentation inexacte des faits; et
- (b) dans une action en dommages-intérêts, la Fiducie ne sera pas tenue responsable de la totalité ou d'une partie des dommages-intérêts si elle prouve qu'ils ne représentent pas la dépréciation de la valeur des parts en raison de la présentation inexacte des faits sur laquelle elle s'appuie.

En outre, la *Securities Act, 1988* (Saskatchewan) prévoit que, lorsqu'un particulier fait une déclaration verbale à un acquéreur éventuel de parts qui contient une information fautive ou trompeuse concernant les parts et que la déclaration verbale est faite avant ou au moment de l'achat des parts, l'acquéreur est réputé s'être fondé sur cette information si elle était une présentation inexacte au moment de l'achat et a un droit prévu par la loi de demander réparation pour dommages contre le particulier ayant fait cette déclaration. Ce droit est soumis à certaines limitations, notamment :



- (a) aucune personne ne sera responsable si elle prouve que l'investisseur a acheté les parts en ayant connaissance de la présentation inexacte des faits; et
- (b) dans une action en dommages-intérêts, aucune personne ou société ne sera tenue responsable de la totalité ou d'une partie des dommages-intérêts si elle prouve qu'ils ne représentent pas la dépréciation de la valeur des parts en raison de la présentation inexacte des faits sur laquelle elle s'appuie.

Un acquéreur de parts d'un vendeur qui négocie des parts en contravention de la *Securities Act, 1988* (Saskatchewan), de son règlement d'application ou d'une décision de la Saskatchewan Securities Commission peut choisir d'annuler le contrat et de récupérer toutes les sommes ou autres contreparties payées par lui au vendeur aux termes de cette opération.

L'acquéreur de parts auquel la présente notice d'offre ou toute modification aux présentes n'a pas été remise avant cet achat a un droit d'action en résolution ou en dommages-intérêts contre la Fiducie ou tout courtier qui a omis de remettre la présente notice d'offre ou toute modification aux présentes avant cet achat.

Aucune action ne peut être intentée pour faire valoir les droits susmentionnés :

- (a) dans le cas d'une action en résolution, plus de 180 jours après la date d'achat des parts; ou
- (b) dans le cas d'une action en dommages-intérêts, plus que la première des deux éventualités :
  - (i) un an après que l'acheteur a eu connaissance pour la première fois des faits à l'origine de la cause d'action; ou
  - (ii) six ans après la date d'achat des parts.

### ***Droits des investisseurs au Manitoba***

La législation en valeurs mobilières du Manitoba prévoit que les acquéreurs de parts aux termes de la présente notice d'offre ont, en plus de tout autre droit ou recours qu'ils peuvent avoir en droit, et sans dérogation à celui-ci, le droit contractuel d'intenter une action en dommages-intérêts ou en résolution contre la Fiducie si la présente notice ou toute modification aux présentes contient une présentation inexacte des faits. Toutefois, ces droits doivent être exercés dans les délais prescrits décrits ci-dessous.

Chaque acquéreur de parts aux termes de la présente notice d'offre ne sera pas lié par le contrat d'achat de parts si la personne ou la société auprès de laquelle les parts ont été achetées ou son mandataire reçoit un avis écrit ou télégraphique attestant son intention de ne pas être lié au plus tard à minuit le deuxième jour ouvrable suivant la réception réelle ou réputée par l'investisseur ou son mandataire de la présente notice d'offre et a le droit de résilier le contrat pour l'achat des parts, et que son porteur, si la notice ou toute modification aux présentes, en date de réception réelle ou réputée, contient une présentation inexacte des faits. Toutefois, l'investisseur ne peut entreprendre aucune action pour faire valoir ce droit après l'expiration de la plus tardive des dates suivantes : i) 180 jours suivant la date de réception réelle ou réputée de la présente notice d'offre ou de toute modification apportée aux présentes par l'investisseur ou son mandataire, ou ii) la date du contrat visant l'achat des parts.

Si la présente notice d'offre ou toute modification aux présentes contient une information fautive ou trompeuse, l'investisseur a également le droit d'intenter une action en dommages-intérêts contre toute personne ou société qui a signé l'un des certificats exigés dans la présente notice d'offre et contre tout administrateur qui, à la date de signature de la présente notice ou de toute modification aux présentes, était administrateur de la personne ou société qui a signé ces certificats pour toute perte ou tout dommage subi en raison de l'achat du titre, sauf preuve :

- (a) que la présente notice d'offre ou toute modification de celle-ci a été remise à l'investisseur sans que l'administrateur le sache ou y consente;

- (b) qu'après la remise de la présente notice d'offre à l'investisseur et avant l'achat des parts par l'investisseur, l'administrateur a retiré son consentement à la remise de la présente notice d'offre aux investisseurs éventuels et a donné un avis public raisonnable de ce retrait et de la raison pour laquelle il avait pris connaissance de toute fausse déclaration dans la présente notice ou de toute modification à celle-ci;
- (c) que l'administrateur a des motifs raisonnables de croire et croyait que chaque fausse déclaration était vraie;
- (d) que l'administrateur n'avait aucun motif raisonnable de croire que l'expert qui a fait la déclaration dans la présente notice d'offre ou toute modification à celle-ci ou dont le rapport ou l'évaluation a été produit ou résumé fidèlement dans celle-ci n'était pas compétent pour faire cette déclaration, cette évaluation ou ce rapport; ou
- (e) que, à l'égard de toute fausse déclaration censée être une déclaration faite par un agent officiel ou contenue dans ce qui est censé être une copie ou un extrait d'un document public officiel, il s'agissait d'une représentation exacte et juste de la déclaration ou de la copie ou de l'extrait du document;

mais aucune action en dommages-intérêts ne peut être intentée par l'acquéreur contre les signataires des certificats de la présente notice d'offre ou leurs administrateurs dans les 180 jours suivant la connaissance de la présentation inexacte des faits ou dans les deux ans suivant la signature par l'acquéreur de l'entente d'achat des parts, si cette date est antérieure.

#### ***Droits des investisseurs au Nouveau-Brunswick***

Si la présente notice d'offre contient une présentation inexacte des faits, l'investisseur qui achète les parts offertes par la présente notice d'offre pendant la période de placement est réputé s'être fié à la présentation inexacte des faits s'il s'agissait d'une présentation inexacte des faits au moment de l'achat, et l'investisseur a un droit d'action en dommages-intérêts ou en résolution contre la Fiducie. Si l'investisseur choisit d'exercer un droit de résolution contre la Fiducie, il n'a aucun droit d'action en dommages-intérêts contre la Fiducie.

Aucune personne ou société n'est responsable si elle prouve que l'investisseur a acheté les parts en ayant connaissance de la présentation inexacte des faits.

Dans une action en dommages-intérêts, le défendeur n'est pas responsable de la totalité ou d'une partie des dommages-intérêts dont il prouve qu'ils ne représentent pas la dépréciation de la valeur des parts résultant de la présentation inexacte des faits.

En aucun cas, le montant recouvrable ne doit dépasser le prix auquel les parts ont été offertes.

Dans le cas d'une action en annulation, aucune action ne peut être intentée plus de 180 jours après la date de la transaction qui a donné lieu à la cause d'action. Dans le cas d'une action en dommages-intérêts, aucune action en dommages-intérêts ne peut être intentée plus longtemps que la première de ces éventualités : i) 1 an à compter du jour où l'investisseur a eu connaissance pour la première fois des faits donnant lieu à la cause d'action, ou ii) 6 ans à compter du jour de l'opération qui a donné lieu à la cause d'action.

#### ***Droits des investisseurs en Nouvelle-Écosse***

L'article 138 de la *Securities Act* (Nouvelle-Écosse) prévoit que si la présente notice d'offre, ainsi que toute modification qui y est apportée, ou tout document intégré par renvoi ou réputé intégré à la présente notice d'offre ou à toute modification qui y est apportée, ou toute publicité ou toute documentation de vente (au sens de la *Securities Act* de la Nouvelle-Écosse) relative aux parts, contient une présentation inexacte des faits, tout investisseur à qui est envoyée ou remise la présente notice d'offre, et tout investisseur qui achète les parts mentionnées dans cette publicité ou cette documentation, est réputé avoir utilisé la présentation inexacte s'il s'agissait d'une présentation inexacte au moment de l'achat et a, assujéti aux conditions aux présentes, le droit en action pour dommages et intérêts contre la

Fiducie à la date de cette notice d'offre, et assujetti aux recours additionnels contre les administrateurs de la Fiducie et chaque personne ayant signé cette notice d'offre (et la responsabilité de ces personnes et sociétés est commune et liée au même recours en action), ou l'investisseur peut plutôt choisir d'exercer son droit en résolution contre la Fiducie, auquel cas l'investisseur n'a aucun droit en dommages et intérêts contre la Fiducie, tout administrateur ou toute personne ayant signé cette notice d'offre à la date de celle-ci, à condition que :

- (a) aucune action ne sera intentée pour faire valoir le droit de résolution ou les dommages-intérêts créés en vertu de l'article 138 de la *Securities Act* (Nouvelle-Écosse) plus de 120 jours après la date du paiement des parts (ou après la date à laquelle le paiement initial a été effectué pour les parts lorsque les paiements subséquents au paiement initial sont effectués conformément à un engagement contractuel pris avant ou simultanément avec le paiement initial);
- (b) aucune personne ou société n'est responsable en vertu de l'article 138 de la *Securities Act* (Nouvelle-Écosse) si elle prouve que l'investisseur a acheté les parts en ayant connaissance de la présentation inexacte des faits;
- (c) aucune personne ou société, autre que la Fiducie, n'est responsable en vertu de l'article 138 de la *Securities Act* (Nouvelle-Écosse) si la personne ou la société le prouve :
  - (i) la présente notice d'offre ou la modification de la présente notice d'offre a été envoyée ou remise à l'investisseur à son insu ou sans son consentement et que, lorsqu'elle en a eu connaissance, la personne ou la société a donné un avis général raisonnable qu'elle lui eût été remise à son insu ou sans son consentement;
  - (ii) après la remise de la présente notice d'offre ou de sa modification et avant l'achat des parts par l'investisseur, lorsqu'elle a eu connaissance d'une présentation inexacte des faits dans la présente notice d'offre ou de sa modification, ou d'un document intégré ou réputé intégré par renvoi aux présentes, la personne ou la société a retiré son consentement à la présente notice ou à la modification de celle-ci et donné un avis général raisonnable du retrait et des motifs de celui-ci; ou
  - (iii) à l'égard de toute partie de la présente notice d'offre ou de sa modification, ou de tout document intégré ou réputé intégré par renvoi aux présentes, qui est censé avoir été fait sous l'autorité d'un expert ou être une copie ou un extrait d'un rapport, d'un avis ou d'une déclaration d'un expert, la personne ou société n'avait aucun motif raisonnable de croire ou ne croyait pas qu'il existait une présentation inexacte des faits, ou que la partie pertinente de la notice ou de la modification, ou ce document ne constituait pas une reproduction fidèle ou extrait fidèle du rapport, avis, de l'énoncé, du témoignage ou n'en constitue pas une;
- (d) aucune personne ou société, autre que la Fiducie, n'est responsable en vertu de l'article 138 de la *Securities Act* (Nouvelle-Écosse) à l'égard de toute partie de la présente notice d'offre, ou de toute modification de celle-ci ou de tout document qui y est intégré ou réputé intégré par renvoi, qui ne prétend pas avoir été fait sous l'autorité d'un expert ou qui ne constitue pas une copie ou un extrait du rapport, avis ou déclaration d'un expert, sauf si la personne ou société a fait défaut de mener une enquête raisonnable pour établir qu'il y a eu fausse déclaration, ou a cru à tort ou à raison raisonnable;
- (e) dans une action en dommages-intérêts intentée en vertu de l'article 138 de la *Securities Act* (Nouvelle-Écosse), le défendeur n'est pas responsable de la totalité ou d'une partie des dommages-intérêts dont il prouve qu'ils ne représentent pas la dépréciation de la valeur des parts découlant de la présentation inexacte des faits;

- (f) le montant recouvrable par un demandeur en vertu de l'article 138 de la *Securities Act* (Nouvelle-Écosse) ne peut excéder le prix auquel les parts ont été offertes aux termes de la présente notice d'offre ou de sa modification.

### ***Droits des investisseurs au Québec***

En sus de tout autre droit ou recours mis à la disposition de l'acheteur par la loi, si cette notice d'offre est remise à un investisseur résidant au Québec et si elle contient une fausse déclaration, l'investisseur aura un droit statutaire de poursuite en vertu des lois du Québec ou, dans les cas où la législation québécoise ne fournit pas de tels droits, l'investisseur aura un droit contractuel de poursuite équivalent au droit statutaire de poursuite en vertu des lois de la Colombie-Britannique.

Les recours statutaires dont disposent les acheteurs résidant au Québec sont décrits dans l'article 221 de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Québec). L'article 221 prévoit que les droits de recours établis en vertu des articles 217, 218 et 219, traitant des informations fausses ou trompeuses contenues dans un prospectus, s'appliquent également aux acheteurs de titres en vertu d'une notice d'offre prévue par la Loi. Un acheteur qui a souscrit ou acheté des titres dans le cadre d'une distribution effectuée selon les modalités d'une notice d'offre contenant une fausse déclaration peut demander la résiliation du contrat ou que le prix soit révisé, sans préjudice de toute éventuelle demande de dommages et intérêts. Le défendeur peut faire échec à la demande seulement s'il est prouvé que l'acheteur était au courant, au moment de la transaction, de la présumée fausse déclaration.

L'acheteur peut réclamer des dommages à la Fiducie, aux administrateurs et aux dirigeants de la Fiducie, au courtier lié par contrat à la Fiducie, et à toute personne qui est tenue de signer une attestation de responsabilité dans la notice d'offre. En outre, l'acheteur peut réclamer des dommages à l'expert dont l'avis contenant une fausse déclaration est apparu, avec son consentement, dans la notice d'offre.

### ***Général***

Les résumés qui précèdent sont assujettis aux dispositions expresses de la *Securities Act* (Colombie-Britannique), de la *Securities Act* (Alberta), de la *Securities Act* (Ontario), de la *Securities Act, 1988* (Saskatchewan), de la *Securities Act* (Manitoba), de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Nouveau-Brunswick), de la *Securities Act* (Nouvelle-Écosse), de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Québec), et des règlements, règles et politiques qui y sont énoncés.

Les droits d'action décrits aux présentes s'ajoutent à tout autre droit ou recours dont l'investisseur peut disposer en droit et sans dérogation.

La présente notice d'offre pourrait inclure un rapport et/ou une déclaration des vérificateurs ou des avocats, y compris, mais sans s'y limiter, des déclarations concernant les incidences fiscales et les états financiers joints aux présentes. Vous ne disposez pas d'un droit légal d'action contre ces parties advenant une fausse déclaration contenue dans la notice d'offre. Pour obtenir de plus amples renseignements à cet égard, vous êtes invités à consulter un conseiller juridique.

## **ÉTATS FINANCIERS**

Sont joints à la présente notice d'offre, les états financiers vérifiés de la Fiducie pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022, ainsi que les états financiers non vérifiés de la Fiducie pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2024.



États financiers consolidés  
(en milliers de dollars canadiens)

## **TREZ CAPITAL PRIME TRUST**

et rapport de l'auditeur indépendant sur ces états

Exercice clos le 31 décembre 2023



**KPMG s.r.l./s.e.n.c.r.l.**  
CP 10426 777 rue Dunsmuir  
Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1K3  
Canada  
Téléphone : 604-691-3000  
Télécopieur : 604-691-3031

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux porteurs de parts de Trez Capital Prime Trust

### **Opinion**

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de Trez Capital Prime Trust (l'« entité »), qui comprennent :

- l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2023;
- l'état consolidé du résultat global pour l'exercice clos à cette date;
- l'état consolidé des variations de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables pour l'exercice clos à cette date;
- le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date;
- ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des informations significatives sur les méthodes comptables;

(ci-après, les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de l'entité au 31 décembre 2023, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes IFRS de comptabilité publiées par l'International Accounting Standards Board.

### **Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « **Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers** » de notre rapport de l'auditeur.

Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.



## **Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes IFRS de comptabilité publiées par l'International Accounting Standards Board, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

## **Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;



- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité de l'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport de l'auditeur sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport de l'auditeur. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

*KPMG A.R.L. / S.E.N.C.R.L.*

Comptables professionnels agréés

Vancouver (Canada)  
Le 29 avril 2024



# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

État consolidé de la situation financière  
(en milliers de dollars canadiens)

Au 31 décembre 2023, avec informations comparatives pour 2022

	Notes	2023	2022
<b>Actifs</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		24 140 \$	21 306 \$
Dépôts de garantie	7	1 050	11 900
Actifs dérivés sur devises	7	3 377	–
Montant à recevoir de parties liées	11	2 010	582
Placements dans des prêts hypothécaires	4	205 011	252 621
Placements détenus à la juste valeur	5	79 270	104 666
Billets à ordre à recevoir	6	4 509	12 766
Autres actifs		645	872
		<b>320 012 \$</b>	<b>404 713 \$</b>

## Passifs et actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables

Créditeurs et charges à payer		127 \$	123 \$
Honoraires de gestion et honoraires incitatifs à payer	11 a)	2 803	2 355
Distributions à verser aux porteurs de parts rachetables	9	1 555	981
Passifs dérivés sur devises	7	534	9 294
Passifs liés à la syndication de prêts hypothécaires	4	47 987	67 647
		<b>53 006</b>	<b>80 400</b>
Parts rachetables, représentant l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables	10	267 006	324 313
		<b>320 012 \$</b>	<b>404 713 \$</b>

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Approuvé au nom du conseil du commandité du gestionnaire,  
Trez Capital Fund Management Limited Partnership :

(signé) « John Maragliano »  
Administrateur

(signé) « Dean Kirkham »  
Administrateur

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

État consolidé du résultat global  
(en milliers de dollars canadiens)

Exercice clos le 31 décembre 2023, avec informations comparatives pour 2022

	Notes	2023	2022
<b>Produits</b>			
Produits d'intérêts sur les prêts hypothécaires		26 438 \$	24 801 \$
Charge d'intérêts sur les passifs liés à la syndication de prêts hypothécaires		(5 807)	(3 171)
Autres revenus		1 595	605
		<u>22 226</u>	<u>22 235</u>
<b>Charges</b>			
Provision (recouvrement) pour pertes de crédit attendues	4 b), 6	(23)	23
Commissions		60	127
(Profit) perte de change		(1 064)	2 870
Charges générales et administratives		1 067	1 224
Honoraires de gestion et honoraires incitatifs	11 a)	7 834	7 524
		<u>7 874</u>	<u>11 768</u>
Profit lié à la juste valeur sur les placements détenus à la juste valeur	5	7 996	3 719
(Perte) profit de change sur les placements détenus à la juste valeur	5	(1 882)	2 981
Bénéfice d'exploitation		20 466	17 167
<b>Coûts de financement</b>			
Distributions aux porteurs de parts rachetables	9	20 443	16 703
<b>Résultat global net attribuable aux porteurs de parts rachetables</b>		<u>23 \$</u>	<u>464 \$</u>

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

État consolidé de l'évolution de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables  
(en milliers de dollars canadiens)

Exercice clos le 31 décembre 2023, avec informations comparatives pour 2022

	2023	2022
Solde à l'ouverture de l'exercice	324 313 \$	338 346 \$
Résultat global net attribuable aux porteurs de parts rachetables	23	464
Apports et rachats par les porteurs de parts rachetables		
Émission de parts	39 300	65 390
Réinvestissement de distributions sur les parts rachetables	11 436	9 500
Rachat de parts	(108 066)	(89 387)
	(57 330)	(14 497)
Solde à la clôture de l'exercice	267 006 \$	324 313 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Tableau consolidé des flux de trésorerie  
(en milliers de dollars canadiens)

Exercice clos le 31 décembre 2023, avec informations comparatives pour 2022

	2023	2022
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :		
Activités d'exploitation		
Résultat net attribuable aux porteurs de parts rachetables	23 \$	464 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Produits d'intérêts, après déduction de la charge d'intérêts sur la syndication de prêts	(20 631)	(21 630)
Provision (recouvrement) sur les pertes de crédit attendues	(23)	23
(Profit latent) perte latente sur les dérivés sur devises	(12 138)	9 585
Profit lié à la juste valeur sur les placements détenus à la juste valeur	(7 996)	(3 719)
Profit de change sur le placement hypothécaire	3 435	(6 420)
Profit de change sur les placements détenus à la juste valeur	1 882	(2 981)
Distributions aux porteurs de parts rachetables	20 443	16 703
Intérêts reçus	8 150	13 259
Variation des éléments du fonds de roulement d'exploitation		
Dépôts de garantie	10 851	(6 600)
Autres actifs	227	(387)
Créditeurs et charges à payer	4	1 494
Honoraires de gestion et honoraires incitatifs à payer	448	—
	4 675	(209)
Activités d'investissement		
Financement de placements dans des prêts hypothécaires	(191 291)	(248 562)
Remboursement sur les placements dans des prêts hypothécaires, y compris la syndication de prêts	235 955	233 883
Financement de placements détenus à la juste valeur	(126 799)	(41 463)
Remboursement sur les placements détenus à la juste valeur	150 687	41 453
Financement de billets à ordre à recevoir	(96)	(75)
Remboursement sur les billets à ordre à recevoir	8 331	4 530
Variation du montant à recevoir de parties liées	(1 429)	(340)
	75 358	(10 574)
Activités de financement		
Distributions versées	(8 433)	(6 700)
Émission de parts	39 300	65 390
Rachat de parts	(108 066)	(89 387)
	(77 199)	(30 697)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	2 834	(41 480)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	21 306	62 786
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice</b>	<b>24 140 \$</b>	<b>21 306 \$</b>

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Exercice clos le 31 décembre 2023

---

## 1. Nature des activités

Trez Capital Prime Trust (anciennement Bison Prime Mortgage Fund) (la « Fiducie ») est une fiducie sans personnalité morale établie en vertu des lois de la Colombie-Britannique aux termes d'une convention de fiducie datée du 5 janvier 2006 qui a été modifiée à diverses reprises, la dernière modification datant du 1<sup>er</sup> mai 2020.

Trez Capital Fund Management Limited Partnership est le gestionnaire de la Fiducie (le « gestionnaire ») et Trez Capital Limited Partnership est le courtier hypothécaire de la Fiducie (le « courtier hypothécaire »).

La Fiducie a été créée dans le but de générer un flux de produits tirés de participations acquises dans un portefeuille de prêts hypothécaires de premier rang, qui sont des prêts hypothécaires de premier rang garantissant des prêts d'une valeur inférieure ou égale à 75 % de la valeur de l'immeuble au moment du financement, liés à tous les types de biens immobiliers au Canada et aux États-Unis. La Fiducie génère également des produits tirés de participations dans des entités qui lui permettent de conclure des ententes de participation dans des prêts avec des institutions financières tierces domiciliées aux États-Unis (les « entités ad hoc »).

L'établissement principal de la Fiducie est situé au 1700 – 745, rue Thurlow, Vancouver (Colombie-Britannique) V6E 0C5.

## 2. Base d'établissement

### a) Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés de la Fiducie ont été établis conformément aux normes IFRS de comptabilité publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »).

La publication de ces états financiers consolidés a été approuvée par le conseil des gouverneurs le 29 avril 2024.

### b) Base d'évaluation

Les présents états financiers consolidés ont été établis au coût historique, sauf pour ce qui est des dépôts de garantie, des actifs dérivés sur devises, des placements détenus à la juste valeur et de passifs dérivés sur devises, qui sont évalués à la juste valeur.

### c) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les présents états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la Fiducie.

### d) Utilisation d'estimations et recours au jugement

L'établissement d'états financiers consolidés exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont revues de façon continue. Toute révision des estimations comptables est comptabilisée de façon prospective.

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Exercice clos le 31 décembre 2023

---

## 2. Base de préparation (suite)

### d) Utilisation d'estimations et recours au jugement (suite)

Pour établir des estimations, le gestionnaire se fie à des renseignements d'origine externe et à des données observables lorsqu'il le peut, et il utilise des analyses internes en complément, au besoin. Les estimations et jugements importants utilisés pour déterminer la valeur comptable des actifs et des passifs figurant dans les présents états financiers consolidés se rapportent aux placements dans des prêts hypothécaires et aux placements détenus à la juste valeur.

#### i) Placements dans des prêts hypothécaires

La Fiducie est tenue d'évaluer les « pertes de crédit attendues » prospectives au titre des placements dans des prêts hypothécaires. Le modèle fondé sur les pertes de crédit attendues est expliqué plus en détail à la note 3 i) ii). L'estimation des flux de trésorerie futurs comprend des hypothèses sur la situation du marché de l'immobilier local, sur les taux d'intérêt du marché, sur la disponibilité et les modalités du financement, sur la valeur sous-jacente des sûretés et sur divers autres facteurs. Ces hypothèses sont limitées par la disponibilité de données comparables fiables sur le marché, par l'incertitude économique et par l'incertitude des prédictions concernant des événements à venir. Par conséquent, du fait de leur nature, les estimations de la dépréciation sont subjectives et peuvent ne pas nécessairement être comparables aux résultats réels. Si les hypothèses sous-jacentes devaient changer, les flux de trésorerie futurs estimés pourraient varier de manière significative.

#### ii) Placements détenus à la juste valeur

Les placements détenus à la juste valeur comprennent les participations dans des sociétés en commandite créées afin de permettre à la Fiducie de conclure des ententes de participation dans des prêts avec des institutions financières domiciliées aux États-Unis (les « entités ad hoc »). La Fiducie doit faire preuve de jugement pour déterminer si elle exerce ou non un contrôle, un contrôle conjoint ou une influence notable sur les entités ad hoc.

Le contrôle est défini comme étant le pouvoir de diriger les décisions de nature financière et opérationnelle d'une entité afin de tirer des avantages de ses activités, et l'influence notable est définie comme étant le pouvoir de participer aux décisions de nature financière et opérationnelle des entités ad hoc. La Fiducie a déterminé qu'elle n'exerce aucun contrôle, aucun contrôle conjoint ni aucune influence notable, puisqu'elle n'a pas la capacité de contrôler les activités pertinentes des entités ad hoc ni d'exercer une influence sur ces activités. Par conséquent, elle a évalué les placements à la juste valeur conformément à l'IFRS 9.

La Fiducie estime la valeur de ces placements en fonction de son évaluation du marché actuel des prêts hypothécaires assortis de modalités identiques ou similaires. Si les hypothèses sous-jacentes aux taux d'intérêt du marché courants devaient changer, les flux de trésorerie futurs estimés et les produits pourraient varier, ce qui aurait une incidence sur la juste valeur.

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Exercice clos le 31 décembre 2023

## 3. Informations significatives sur les méthodes comptables

Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> janvier 2023, la Fiducie a adopté les modifications de l'IAS 1, *Présentation des états financiers*, et les directives mises à jour de l'énoncé de pratiques en IFRS 2, *Porter des jugements sur l'importance relative*. Les modifications exigent la présentation d'informations « significatives » sur ses méthodes comptables, plutôt que la présentation d'informations sur ses « principales » méthodes comptables. Les méthodes comptables décrites ci-après ont été appliquées de manière uniforme à toutes les périodes présentées dans les présents états financiers consolidés, sauf indication contraire.

### a) Mode de présentation

#### i) Filiales

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de la Fiducie et des filiales contrôlées par la Fiducie. La Fiducie exerce un contrôle sur une entité lorsqu'elle est exposée ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec cette dernière et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur l'entité. Les états financiers des filiales sont consolidés depuis la date à laquelle le contrôle commence jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Les états financiers consolidés reflètent la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Fiducie et de ses filiales. Les soldes et les transactions intragroupes sont éliminés aux fins de l'établissement des états financiers consolidés.

La Fiducie consolide les filiales significatives suivantes :

	Province d'enregistrement	Pourcentage de participation
Sous-fiducie Trez Capital Prime	Colombie-Britannique	100 %

#### ii) Placements détenus à la juste valeur

Les placements sur lesquels la Fiducie n'exerce aucun contrôle ni aucune influence notable sont comptabilisés à la juste valeur. La Fiducie détient des placements détenus à la juste valeur principalement dans le but d'être partie à des ententes de participation dans des prêts avec des institutions financières domiciliées aux États-Unis.

### b) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de la trésorerie détenue auprès d'institutions financières, et les équivalents de trésorerie comprennent les titres dont l'échéance est d'au plus trois mois au moment de leur acquisition.

### c) Dépôts de garantie

Les dépôts de garantie se rapportent aux dépôts effectués dans le cadre de transactions de swap de devises.

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Exercice clos le 31 décembre 2023

---

## 3. Informations significatives sur les méthodes comptables (suite)

### d) Billets à ordre à recevoir

Les billets à ordre sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué de toute dépréciation.

### e) Parts rachetables

Toutes les parts de la Fiducie sont rachetables au gré du porteur de parts et, par conséquent, elles sont classées dans les passifs financiers et présentées en tant qu'« actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables » dans l'état consolidé de la situation financière. Les parts rachetées sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle le rachat prend effet. Les profits résultant du rachat sont comptabilisés dans l'état consolidé du résultat global au cours de la même période.

### f) Distributions sur les parts rachetables

Les distributions aux porteurs de parts de chaque série de parts rachetables sont versées mensuellement, à terme échu. Le total des distributions à verser relativement à la clôture de l'exercice au 31 décembre correspondra au moins à 100 % du bénéfice imposable de la Fiducie pour l'exercice. Les distributions sur les parts rachetables sont traitées en tant que charges dans l'état consolidé du résultat global, les parts ayant été classées dans les passifs. Les distributions sont comptabilisées dans la période à laquelle elles se rapportent.

### g) Comptabilisation des produits

Les produits d'intérêts sont comptabilisés dans l'état consolidé du résultat global sur la base du taux d'intérêt effectif.

Les intérêts sur les actifs financiers dépréciés sont comptabilisés sur la base du taux d'intérêt utilisé pour actualiser les flux de trésorerie futurs aux fins de l'évaluation de la perte de valeur.

### h) Écart de conversion

Les produits et les charges libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change moyen en vigueur pour la période.

Les actifs et les passifs libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date des états financiers consolidés.

### i) Instruments financiers

#### j) Comptabilisation, classement et évaluation des actifs financiers et des passifs financiers

Aux termes de l'IFRS 9, au moment de la comptabilisation initiale, un actif financier est évalué à la juste valeur et ultérieurement classé comme étant évalué au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (la « JVAERG ») ou à la juste valeur par le biais du résultat net (la « JVRN »). Le classement des actifs financiers qui constituent des instruments d'emprunt aux termes de l'IFRS 9 est généralement fondé sur le modèle économique suivi pour la gestion de l'actif financier et les caractéristiques de ses flux de trésorerie contractuels.



# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Exercice clos le 31 décembre 2023

---

## 3. Informations significatives sur les méthodes comptables (suite)

### i) Instruments financiers (suite)

#### j) Comptabilisation, classement et évaluation des actifs financiers et des passifs financiers (suite)

Un actif financier qui constitue un instrument d'emprunt doit être évalué au coût amorti si les deux conditions suivantes sont réunies et qu'il n'est pas désigné comme étant à la JVRN :

- sa détention s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels;
- ses conditions contractuelles donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

L'actif financier constituant l'instrument d'emprunt le plus important pour la Fiducie correspond aux placements dans des prêts hypothécaires. L'objectif de la Fiducie est de détenir ces placements et de percevoir les paiements d'intérêts contractuels sur les prêts. Les paiements reçus par la Fiducie sont uniquement des remboursements de principal et des versements d'intérêts. Par conséquent, l'actif répond aux critères d'évaluation au coût amorti de l'IFRS 9.

Les passifs financiers sont comptabilisés initialement à la juste valeur et classés en tant qu'autres passifs financiers ou comme étant à la JVRN. Un passif financier est classé comme étant à la JVRN s'il est classé comme étant détenu à des fins de transaction, s'il est un dérivé ou s'il est désigné comme tel au moment de sa comptabilisation initiale. Les passifs financiers à la JVRN sont évalués à la juste valeur, et les profits et pertes nets, y compris toute charge d'intérêts, sont comptabilisés en résultat net. Les autres passifs financiers sont subséquemment évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. La charge d'intérêt est comptabilisée en résultat net. Tout profit ou perte au moment de la décomptabilisation est également comptabilisé en résultat net.

Les instruments financiers subséquemment évalués au coût amorti sont évalués selon la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué de toute perte de valeur. La méthode du taux d'intérêt effectif est une méthode de calcul du coût amorti d'un actif financier ou d'un passif financier et d'affectation des produits d'intérêts ou des charges d'intérêts au cours de la période concernée. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs estimés sur la durée de vie attendue de l'instrument financier ou, selon les cas, sur une période plus courte de sorte à obtenir la valeur comptable nette de l'actif financier ou du passif financier.

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Exercice clos le 31 décembre 2023

## 3. Informations significatives sur les méthodes comptables (suite)

### i) Instruments financiers (suite)

#### j) Comptabilisation, classement et évaluation des actifs financiers et des passifs financiers (suite)

La Fiducie a classé ses instruments financiers comme suit :

	Classement
<b>Actifs financiers</b>	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Coût amorti
Dépôts de garantie	JVRN
Actifs dérivés sur devises	JVRN
Montant à recevoir de parties liées	Coût amorti
Placements dans des prêts hypothécaires	Coût amorti
Placements détenus à la juste valeur	JVRN
Billets à ordre à recevoir	Coût amorti
<b>Passifs financiers</b>	
Créditeurs et charges à payer	Coût amorti
Honoraires de gestion et honoraires incitatifs à payer	Coût amorti
Passifs dérivés sur devises	JVRN
Distributions à verser aux porteurs de parts rachetables	Coût amorti
Passifs liés à la syndication de prêts hypothécaires	Coût amorti
Parts rachetables, représentant l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables	Coût amorti

### ii) Dépréciation

Aux termes de l'IFRS 9, une entité doit comptabiliser des corrections de valeur pour pertes au titre des pertes de crédit attendues sur les actifs financiers évalués au coût amorti.

La Fiducie évalue les pertes de crédit attendues à chaque date de clôture selon un modèle de dépréciation des pertes de crédit attendues à trois phases, comme suit :

#### *Actifs financiers productifs*

- Phase 1 Entre la comptabilisation initiale d'un actif financier et la date à laquelle il est déterminé que le risque de crédit de ce dernier a augmenté de façon importante depuis sa comptabilisation initiale, l'entité doit comptabiliser une correction de valeur pour pertes d'un montant correspondant aux pertes de crédit attendues en raison des défaillances qui pourraient survenir au cours des 12 mois suivant la date de clôture.
- Phase 2 Advenant une augmentation importante du risque de crédit de l'actif financier depuis sa comptabilisation initiale, l'entité doit comptabiliser une correction de valeur pour pertes d'un montant correspondant aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie résiduelle de l'actif.

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Exercice clos le 31 décembre 2023

---

## 3. Informations significatives sur les méthodes comptables (suite)

### i) Instruments financiers (suite)

#### ii) Dépréciation (suite)

##### *Actifs financiers dépréciés*

- Phase 3 Lorsqu'un actif financier est considéré comme étant déprécié et en situation de défaillance, l'entité doit le classer à la phase 3 et comptabiliser une correction de valeur pour pertes d'un montant correspondant aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie résiduelle de l'actif.

Pour déterminer si un prêt hypothécaire est en situation de défaillance, la Fiducie tient compte de facteurs tant quantitatifs que qualitatifs. Il y a défaillance lorsque les paiements d'intérêt sur les placements dans des prêts hypothécaires sont échus ou en souffrance depuis au moins 90 jours et que la Fiducie détermine qu'il y a eu une telle détérioration de la qualité de crédit que la Fiducie n'a plus l'assurance raisonnable qu'elle pourra recouvrer l'intégralité du montant du principal et des intérêts en temps opportun ou, encore, que la Fiducie amorce la mise en application des recours dont elle dispose aux termes de ses ententes contractuelles.

Pour déterminer si le risque de crédit d'un actif financier a augmenté de façon importante depuis sa comptabilisation initiale et pour estimer les pertes de crédit attendues, la Fiducie tient compte d'informations, tant quantitatives que qualitatives, qui sont raisonnables, justifiables, pertinentes et disponibles. Selon l'IFRS 9, le risque de crédit est présumé avoir augmenté de façon importante lorsque les paiements sont en souffrance depuis au moins 30 jours. Toutefois, d'après l'expérience passée de la Fiducie, les prêts hypothécaires peuvent être en souffrance depuis 30 jours, mais être remis en règle par l'emprunteur; par conséquent, d'autres facteurs de risque pertinents doivent également avoir été recensés pour que le prêt hypothécaire passe à la phase 2.

Parmi les autres facteurs de risque pertinents à prendre en considération afin de détecter une augmentation importante du risque de crédit, notons :

- l'évolution de la situation financière de l'emprunteur;
- la réactivité de l'emprunteur;
- la conjoncture économique : taux d'intérêt, prix des logements, statistiques immobilières et statistiques relatives à l'emploi;
- des informations prospectives justifiables : facteurs macroéconomiques telles les prévisions en matière de taux d'intérêt.

Pour déterminer s'il y a eu une augmentation importante du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, ou s'il y a eu une réduction subséquente du risque de crédit l'ayant ramené au même niveau qu'à la comptabilisation initiale, l'entité doit exercer un jugement important.

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Exercice clos le 31 décembre 2023

---

### 3. Informations significatives sur les méthodes comptables (suite)

i) Instruments financiers (suite)

ii) Dépréciation (suite)

Elle doit également faire preuve de jugement pour formuler des hypothèses et des estimations aux fins du calcul des pertes de crédit attendues, y compris les transferts entre les trois phases et le recours à des informations prospectives.

On évalue si le risque de crédit a augmenté de façon importante en fonction du risque de défaillance à la date de la modification. Si la Fiducie détermine qu'une modification ne donne pas lieu à une décomptabilisation, elle évalue si le risque de crédit a augmenté de manière importante en fonction du risque de défaillance au moment de la comptabilisation initiale de l'actif d'origine. Les flux de trésorerie attendus devant découler des modalités contractuelles modifiées sont pris en compte au moment du calcul des pertes de crédit attendues pour l'actif visé par la modification. Dans le cas des prêts modifiés dont les pertes de crédit attendues devaient être comptabilisées pour la durée de vie du prêt, les prêts peuvent revenir à une comptabilisation des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir après une période de bonne performance et l'amélioration de la situation financière de l'emprunteur.

Les pertes de crédit attendues pour la durée de vie correspondent aux pertes de crédit attendues en raison de tous les cas de défaillance qui pourraient survenir sur la durée de vie attendue d'un instrument financier. Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir correspondent aux pertes de crédit attendues en raison de tous les cas de défaillance qui pourraient survenir dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou sur une période plus courte si la durée de vie attendue de l'instrument est inférieure à 12 mois). La période maximale prise en considération pour évaluer les pertes de crédit attendues correspond à la période contractuelle maximale pendant laquelle la Fiducie est exposée au risque de crédit.

Les pertes de crédit attendues s'entendent de la différence qui existe entre la valeur actualisée de tous les flux de trésorerie contractuels dus aux termes des modalités contractuelles initiales et la valeur actualisée de tous les flux de trésorerie que l'on s'attend à recevoir. L'application du concept fait appel à trois données d'entrée pour évaluer les pertes de crédit attendues au titre des engagements et des prêts hypothécaires classés à la phase 1, à savoir : la probabilité de défaillance (« PD »), la perte en cas de défaillance (« PCD ») et l'exposition en cas de défaillance (« ECD »).

Ces données sont déterminées à chaque période de présentation de l'information financière à l'aide des données historiques et des conditions actuelles.

- PD La probabilité de défaillance s'entend de la probabilité qu'un prêt ne soit pas remboursé et qu'il se retrouve en situation de défaillance pour les 12 mois à venir pour la phase 1 ou pour sa durée de vie pour la phase 2. La probabilité de défaillance de chaque prêt est calculée en fonction d'un modèle reposant sur des données historiques et elle est estimée en fonction des conditions actuelles du marché et d'informations raisonnables et justifiables concernant la conjoncture économique à venir.

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Exercice clos le 31 décembre 2023

---

## 3. Informations significatives sur les méthodes comptables (suite)

### i) Instruments financiers (suite)

#### ii) Dépréciation (suite)

- **ECD** L'exposition en cas de défaillance est calculée en fonction d'un modèle reposant sur des données historiques et elle représente une estimation du montant des encours de crédit au moment où une défaillance pourrait se produire. En ce qui a trait aux éléments hors bilan et aux montants inutilisés, l'exposition en cas de défaillance comprend une estimation des montants supplémentaires susceptibles d'être prélevés au moment de la défaillance.
- **PCD** La perte en cas de défaillance s'entend du montant qui pourrait ne pas être recouvré en cas de défaillance et elle est calculée en fonction d'un modèle reposant sur des données historiques et des informations raisonnables et justifiables concernant la conjoncture économique à venir, le cas échéant. La perte en cas de défaillance tient compte du montant et de la qualité de toute sûreté détenue.

Au moment d'évaluer les informations concernant l'éventuelle conjoncture économique, la Fiducie a recours à de multiples scénarios économiques, dont un scénario de base, lequel illustre l'issue la plus probable et correspond à l'opinion que la Fiducie se fait du portefeuille. Le calcul des pertes de crédit attendues tient compte de prévisions concernant la conjoncture économique à venir. Pour déterminer le montant des pertes de crédit attendues, la Fiducie a tenu compte des variables macroéconomiques clés pertinentes pour chaque type de placement. Les principales variables macroéconomiques sur lesquelles repose l'estimation des flux de trésorerie futurs comprennent les valeurs et les conditions du marché immobilier local, ainsi que les données relatives à l'emploi et à la croissance démographique. Ces hypothèses sont limitées par la disponibilité de données comparables fiables sur le marché, par l'incertitude économique et par l'incertitude des prédictions concernant des événements à venir.

Si les hypothèses sous-jacentes devaient changer, les flux de trésorerie futurs estimés pourraient varier. Les prévisions sont formulées en interne par la Fiducie. La Fiducie fait preuve de discernement fondé sur son expérience en matière de crédit pour intégrer diverses prévisions économiques fondées sur des pondérations probabilistes dans le calcul des pertes de crédit attendues définitives. La correction de valeur est sensible aux variations des prévisions économiques et des pondérations probabilistes associées à chaque scénario prévisionnel.

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Exercice clos le 31 décembre 2023

---

## 3. Informations significatives sur les méthodes comptables (suite)

### i) Instruments financiers (suite)

#### iii) Décomptabilisation d'actifs financiers et de passifs financiers

##### (A) Actifs financiers

La Fiducie décomptabilise un actif financier lorsque les droits contractuels aux flux de trésorerie dégagés par l'actif financier arrivent à expiration, lorsqu'elle transfère les droits de recevoir les flux de trésorerie contractuels dans le cadre d'une transaction au cours de laquelle la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif financier sont transférés ou, encore, lorsque la Fiducie ne transfère ni ne conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des actifs financiers mais qu'elle ne conserve pas un contrôle sur l'actif financier.

Toute participation dans de tels actifs financiers transférés qui sont admissibles à la décomptabilisation qui est créée ou conservée par la Fiducie est comptabilisée en tant qu'actif ou passif distinct. À la décomptabilisation d'un actif financier, l'écart entre la valeur comptable de l'actif (ou la valeur comptable attribuée à la partie de l'actif qui est transférée), et la somme de *i*) la contrepartie reçue (y compris tout nouvel actif obtenu, déduction faite de tout nouveau passif repris) et *ii*) de tout profit ou perte cumulé(e) ayant été comptabilisé(e) dans les autres éléments du résultat global est comptabilisé dans l'état du résultat global.

Dans les cas où la Fiducie conserve la totalité ou la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un prêt hypothécaire transféré, le prêt hypothécaire transféré n'est pas décomptabilisé et il est comptabilisé en tant que passif au titre des syndications de prêts hypothécaires dans l'état consolidé de la situation financière.

##### B) Passifs financiers

La Fiducie décomptabilise un passif financier lorsque l'obligation liée au passif est éteinte, annulée ou arrivée à expiration.

#### iv) Modifications de prêts

La Fiducie peut modifier les modalités contractuelles des prêts hypothécaires pour des raisons commerciales ou de crédit. Les modalités d'un prêt en règle peuvent être modifiées pour des raisons commerciales dans le but d'offrir aux emprunteurs des prix concurrentiels et d'autres modalités. Les prêts peuvent également être modifiés pour des raisons de crédit lorsque les modalités contractuelles sont modifiées de sorte à accorder des conditions avantageuses à un emprunteur qui pourrait être en difficulté financière.

Lorsque les modalités contractuelles d'un actif financier sont modifiées, une évaluation est effectuée si les modalités contractuelles ont été modifiées de manière importante. La Fiducie considère qu'un ou plusieurs des facteurs suivants constituent une modification importante : une baisse marquée des taux d'intérêt, une prolongation de la durée de remboursement à un taux d'intérêt inférieur à celui du marché, une dispense de remboursement d'une partie ou de la totalité du principal ou des arrrages d'intérêt ou une modification importante des garanties fournies.

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Exercice clos le 31 décembre 2023

---

### 3. Informations significatives sur les méthodes comptables (suite)

i) Instruments financiers (suite)

iv) Modifications de prêts (suite)

Lorsque la modification est considérée comme étant importante, la valeur comptable de l'actif financier d'origine est décomptabilisée, la juste valeur de l'actif financier modifié est comptabilisée et le profit ou la perte en découlant est comptabilisé dans l'état consolidé du résultat global. Afin de déterminer si le risque de crédit lié à l'actif financier a connu une augmentation importante, la date de la modification est considérée comme étant la date d'émission de l'actif financier modifié.

Lorsque la modification n'est pas considérée comme étant importante, la valeur comptable brute du prêt modifié est recalculée en fonction de la valeur actualisée des flux de trésorerie modifiés établie au moyen du taux d'intérêt effectif initial et le profit ou la perte découlant de la modification est comptabilisé dans l'état consolidé du résultat global. La date d'émission de l'actif financier antérieure à la modification continue d'être utilisée afin de déterminer si le risque de crédit lié à l'actif financier a connu une augmentation importante.

j) Impôt sur le résultat

La Fiducie est une fiducie de fonds commun de placement aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada). La Fiducie attribuera à ses porteurs de parts son bénéfice imposable, y compris ses gains en capital imposables qui auraient autrement été assujettis à l'impôt canadien. Par conséquent, la Fiducie ne comptabilise aucune charge au titre de l'impôt canadien dans ses états financiers consolidés.

La Fiducie détient certaines participations dans des entreprises associées et des coentreprises établies aux États-Unis. Certaines de ces participations dans des entreprises associées et des coentreprises sont détenues par des filiales contrôlées par la Fiducie qui sont tenues de payer à l'Internal Revenue Service des États-Unis de l'impôt sur le revenu sur la base du bénéfice imposable calculé aux fins de l'impôt américain. Par conséquent, l'impôt exigible inscrit à l'état consolidé du résultat global est fondé sur le bénéfice imposable des filiales aux fins de l'impôt américain pour l'exercice. L'impôt exigible est établi par application des taux d'imposition qui étaient adoptés ou quasi adoptés à la clôture de la période de présentation de l'information financière.

L'impôt différé est comptabilisé selon la méthode du report variable. Selon la méthode du report variable, l'impôt sur le résultat doit refléter les conséquences fiscales futures attendues des différences temporaires entre la valeur comptable des actifs et des passifs et leur valeur fiscale. Des actifs d'impôt différé et des passifs d'impôt différé sont déterminés pour chaque différence temporaire en fonction des taux d'imposition adoptés ou quasi adoptés qui devraient être en vigueur lorsque les éléments sous-jacents devraient être réalisés. L'incidence d'une modification des taux d'imposition ou de la législation fiscale est comptabilisée dans la période au cours de laquelle ils sont quasi adoptés. Les actifs d'impôt différé, tels que les pertes autres qu'en capital reportées en avant, sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que la Fiducie dégagera un bénéfice imposable auquel elle pourra les imputer. L'impôt différé est uniquement comptabilisé à l'égard des actifs d'impôt américain et des passifs d'impôt américain.

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Exercice clos le 31 décembre 2023

---

### 3. Informations significatives sur les méthodes comptables (suite)

#### k) Nouvelles normes adoptées avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> janvier 2023

##### i) Définition des estimations comptables

Le 12 février 2021, l'IASB a publié *Définition des estimations comptables (modifications de l'IAS 8, Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs)* afin d'aider les entités à faire la distinction entre les méthodes comptables et les estimations comptables. Les modifications présentent une nouvelle définition des estimations comptables, précisant qu'il s'agit des montants des états financiers qui comportent une incertitude d'évaluation. Les modifications clarifient également le lien entre les méthodes comptables et les estimations comptables, indiquant qu'une société établit une estimation comptable aux fins de la réalisation de l'objectif d'une méthode comptable. Les modifications sont entrées en vigueur et ont été adoptées par la Fiducie le 1<sup>er</sup> janvier 2023. Les modifications n'ont eu aucune incidence significative sur les états financiers consolidés de la Fiducie au 31 décembre 2023 et pour l'exercice clos à cette date.

##### ii) Informations à fournir sur les méthodes comptables

En février 2021, l'IASB a publié des modifications de l'IAS 1, *Présentation des états financiers*, et une mise à jour de l'énoncé de pratiques en IFRS 2, *Porter des jugements sur l'importance relative*, pour aider les sociétés à fournir des informations utiles sur leurs méthodes comptables. Les modifications de l'IAS 1 obligent les sociétés à fournir des informations significatives sur leurs méthodes comptables plutôt que des informations sur leurs principales méthodes comptables. Les modifications sont entrées en vigueur et ont été adoptées par la Fiducie le 1<sup>er</sup> janvier 2023. Les modifications n'ont eu aucune incidence significative sur les états financiers consolidés de la Fiducie au 31 décembre 2023 et pour l'exercice clos à cette date.

#### l) Normes publiées mais non encore entrées en vigueur

Au 31 décembre 2023, diverses normes et modifications de normes avaient été publiées par l'IASB, mais ne s'appliquaient pas encore aux présents états financiers consolidés. Aucune de ces normes ou modifications de normes n'est considérée comme étant pertinente aux fins des états financiers consolidés de la Fiducie.



# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Exercice clos le 31 décembre 2023

## 4. Placements dans des prêts hypothécaires

La Fiducie détient des prêts hypothécaires ordinaires non assurés visant les biens immobiliers suivants :

Types de biens immobiliers	2023		2022	
	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur
Immeubles résidentiels	31	124 230 \$	33	124 816 \$
Immeubles industriels	5	20 217	4	29 516
Immeubles de bureaux	3	7 583	4	16 277
Hôtels	–	–	1	10 252
Immeubles à usage mixte	2	3 761	1	2 711
<b>Total des prêts hypothécaires</b>	<b>41</b>	<b>155 791</b>	<b>43</b>	<b>183 572</b>
Syndication de prêts hypothécaires		47 987		67 647
Intérêts courus		1 480		1 672
Déduire : provision pour pertes sur prêts hypothécaires [note 4 b)]		(247)		(270)
<b>Placements dans des prêts hypothécaires</b>		<b>205 011 \$</b>		<b>252 621 \$</b>

Emplacement des biens immobiliers	2023		2022	
	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur
Colombie-Britannique	14	33 728 \$	15	72 387 \$
Arizona	5	29 035	3	16 584
Texas	9	28 803	6	29 152
Ontario	3	25 061	6	31 168
Washington	2	17 793	3	11 766
Floride	1	6 302	2	129
Alabama	1	6 174	1	5 383
Géorgie	2	5 508	2	6 428
Alberta	1	1 754	4	9 840
Pennsylvanie	1	1 632	1	735
Utah	2	1	–	–
<b>Total des prêts hypothécaires</b>	<b>41</b>	<b>155 791 \$</b>	<b>43</b>	<b>183 572 \$</b>

Les prêts hypothécaires sont garantis par les biens immobiliers auxquels ils se rapportent et portent intérêt selon un taux moyen pondéré de 11,1 % (10,5 % en 2022).

Les remboursements de principal, déduction faite des passifs liés à la syndication de prêts hypothécaires, sont exigibles en fonction des échéances contractuelles de chaque prêt, comme suit :

Durée à courir jusqu'à l'échéance	Nombre	Valeur
Paiements en souffrance	1	2 848 \$
Paiements en souffrance à l'égard de prêts non dépréciés	–	–
Prêts échéant en 2024	26	121 916
Prêts échéant en 2025	8	21 606
Prêts échéant en 2026	6	9 421
Prêts échéant en 2027 et par la suite	–	–
	<b>41</b>	<b>155 791 \$</b>

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Exercice clos le 31 décembre 2023

## 4. Placements dans des prêts hypothécaires (suite)

### a) Passifs liés à la syndication de prêts hypothécaires

La Fiducie a conclu, avec des prêteurs tiers, des ententes de participation dans des prêts hypothécaires aux termes desquelles les prêteurs tiers obtiennent le rang prioritaire et la Fiducie conserve un rang subordonné, le tout étant garanti par des prêts hypothécaires de premier rang. Ainsi, la quote-part de la participation revenant aux prêteurs de premier rang est comptabilisée en tant que passif lié à la syndication de prêts hypothécaires sans recours. Les intérêts gagnés sur la quote-part de la participation transférée et la charge d'intérêts connexe sont comptabilisés dans l'état consolidé du résultat global.

Dans le cas des placements n'ayant pas satisfait aux critères de décomptabilisation, les transactions aux termes des ententes de participation ont fait en sorte que la Fiducie a comptabilisé les prêts hypothécaires visés et des passifs liés à la syndication de prêts hypothécaires correspondants dans l'état consolidé de la situation financière. Au 31 décembre 2023, la valeur comptable qui équivaut à la juste valeur des actifs transférés et des passifs correspondants était de 47 987 \$ (67 647 \$ en 2022).

### b) Provision pour pertes sur prêts hypothécaires

La valeur comptable brute des placements dans des prêts hypothécaires et la perte de crédit attendue par type de biens immobiliers se détaillent comme suit :

Valeur comptable brute	31 décembre 2023			Total
	Phase 1	Phase 2	Phase 3	
Type de biens immobiliers				
Immeubles résidentiels	122 475 \$	– \$	1 754 \$	124 229 \$
Immeubles industriels	17 370	–	2 848	20 218
Immeubles de bureaux	7 583	–	–	7 583
Immeubles à usage mixte	3 761	–	–	3 761
	151 189 \$	– \$	4 602 \$	155 791 \$

Valeur comptable brute	31 décembre 2022			Total
	Phase 1	Phase 2	Phase 3	
Type de biens immobiliers				
Immeubles résidentiels	114 085 \$	4 966 \$	5 765 \$	124 816 \$
Immeubles industriels	29 516	–	–	29 516
Immeubles de bureaux	16 277	–	–	16 277
Hôtels	10 252	–	–	10 252
Immeubles à usage mixte	2 711	–	–	2 711
	172 841 \$	4 966 \$	5 765 \$	183 572 \$

Provision pour pertes sur prêts hypothécaires	31 décembre 2023			Total
	Phase 1	Phase 2	Phase 3	
Type de biens immobiliers				
Immeubles résidentiels	– \$	– \$	230 \$	230 \$
Immeubles industriels	–	–	–	–
Immeubles de bureaux	17	–	–	17
Hôtels	–	–	–	–
Immeubles à usage mixte	–	–	–	–
	17 \$	– \$	230 \$	247 \$

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Exercice clos le 31 décembre 2023

## 4. Placements dans des prêts hypothécaires (suite)

### b) Provision pour pertes sur prêts hypothécaires (suite)

Provision pour pertes sur prêts hypothécaires	31 décembre 2022			Total
	Phase 1	Phase 2	Phase 3	
Type de biens immobiliers				
Immeubles résidentiels	35 \$	– \$	230 \$	265 \$
Immeubles industriels	–	–	–	–
Immeubles de bureaux	5	–	–	5
Hôtels	–	–	–	–
Immeubles à usage mixte	–	–	–	–
	40 \$	– \$	230 \$	270 \$

Au 31 décembre 2023, la provision pour pertes sur prêts hypothécaires s'élevait à 247 \$ (270 \$ en 2022). La provision au titre des prêts classés comme étant à la phase 1, de 17 \$ (40 \$ en 2022), représente l'estimation par la direction des pertes de crédit attendues sur les prêts hypothécaires du portefeuille de la Fiducie qui n'ont pas connu d'augmentation importante du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale. Les pertes de crédit attendues ont été évaluées individuellement pour chacun des placements dans des prêts hypothécaires et des engagements classés comme étant aux phases 2 et 3. Au 31 décembre 2023, la direction estimait que les pertes de crédit attendues à l'égard de ces éléments s'élevaient à 230 \$ (230 \$ en 2022).

La variation des provisions pour pertes sur prêts hypothécaires se détaille comme suit :

	31 décembre 2023			Total
	Phase 1	Phase 2	Phase 3	
31 décembre 2022	40 \$	– \$	230 \$	270 \$
Provision pour pertes sur prêts hypothécaires				
Transferts vers la phase 1 <sup>1)</sup>	–	–	–	–
Transferts vers la phase 2 <sup>1)</sup>	–	–	–	–
Transferts vers la phase 3 <sup>1)</sup>	–	–	–	–
Réévaluation nette <sup>2)</sup>	10	–	–	10
Avances sur les prêts hypothécaires	–	–	–	–
Remboursements sur les prêts hypothécaires	(33)	–	–	(33)
Sorties du bilan	–	–	–	–
Variation totale	(23)	–	–	(23)
31 décembre 2023	17 \$	– \$	230 \$	247 \$

	31 décembre 2022			Total
	Phase 1	Phase 2	Phase 3	
31 décembre 2021	504 \$	– \$	230 \$	734 \$
Provision pour pertes sur prêts hypothécaires				
Transferts vers la phase 1 <sup>1)</sup>	–	–	–	–
Transferts vers la phase 2 <sup>1)</sup>	–	–	–	–
Transferts vers la phase 3 <sup>1)</sup>	–	–	–	–
Réévaluation nette <sup>2)</sup>	(323)	–	–	(323)
Avances sur les prêts hypothécaires	30	–	–	30
Remboursements sur les prêts hypothécaires	(171)	–	–	(171)
Sorties du bilan	–	–	–	–
Variation totale	(464)	–	–	(464)
31 décembre 2022	40 \$	– \$	230 \$	270 \$

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Exercice clos le 31 décembre 2023

## 4. Placements dans des prêts hypothécaires (suite)

b) Provision pour pertes sur prêts hypothécaires (suite)

- 1) *Les transferts entre les phases sont présumés avoir lieu avant toute réévaluation correspondante de la provision.*
- 2) *La réévaluation nette représente la variation de la correction de valeur découlant de la modification des hypothèses ou des données d'entrée du modèle, y compris l'évolution des conditions macroéconomiques, et la variation de l'évaluation à la suite d'un transfert entre les phases.*

## 5. Placements détenus à la juste valeur

Le gestionnaire a conclu que les placements de la Fiducie dans des sociétés en commandite sur lesquelles elle n'exerce ni contrôle ni influence notable répondent à la définition d'entités structurées.

Le tableau qui suit présente les types d'entités structurées que la Fiducie ne consolide pas, mais dans lesquelles elle détient une participation.

Types d'entités structurées	Nature et objet	Participation détenue par la Fiducie
Sociétés en commandite parties à des ententes de participation dans des prêts	<p>Sociétés en commandite créées dans le but de permettre à la Fiducie de conclure des ententes de participation dans des prêts avec des institutions financières domiciliées aux États-Unis.</p> <p>Les sociétés en commandite sont financées au moyen d'apports de capitaux de la Fiducie et d'entités liées à la Fiducie prenant la forme de parts de société en commandite et de facilités de crédit contractées auprès d'institutions financières domiciliées aux États-Unis.</p>	Placements en parts des sociétés en commandite

Le tableau qui suit présente la participation de la Fiducie dans les placements détenus à la juste valeur.

	Nombre de sociétés en commandite	Actif total	Valeur comptable incluse dans les placements détenus à la juste valeur
31 décembre 2023			
<b>Placements dans des sociétés en commandite</b>			
Participation dans des prêts	8	1 729 887 \$	79 270 \$

	Nombre de sociétés en commandite	Actif total	Valeur comptable incluse dans les placements détenus à la juste valeur
31 décembre 2022			
<b>Placements dans des sociétés en commandite</b>			
Participation dans des prêts	8	1 259 667 \$	104 666 \$

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Exercice clos le 31 décembre 2023

## 5. Placements détenus à la juste valeur (suite)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, la Fiducie a comptabilisé une variation de la juste valeur de 6 114 \$ (6 699 \$ en 2022). La variation de la juste valeur comprend des produits d'intérêts nets réalisés de 7 138 \$ (3 547 \$ en 2022) et des produits d'intérêts nets latents de 858 \$ (171 \$ en 2022). Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par une perte de change de 1 882 \$ (profit de 2 981 \$ en 2022).

Si un placement hypothécaire détenu par une entité structurée se retrouvait en situation de défaillance, la Fiducie pourrait avoir l'obligation de rembourser des partenaires aux termes d'ententes de participation dans des prêts conclues avec des tiers. Au 31 décembre 2023, le montant total que la Fiducie s'était engagée à rembourser en cas de défaillance aux termes d'ententes de participation dans des prêts conclues avec des tiers s'élevait à néant (149 506 \$ en 2022).

## 6. Billets à ordre à recevoir

	2023	2022
Billet à ordre non garanti payable à vue, ne portant pas intérêt à recevoir d'une entité privée membre du même groupe a)	4 997 \$	4 901 \$
Moins la provision pour pertes de crédit attendues a)	(488)	(488)
Billet à ordre garanti payable à vue, portant intérêt au taux de 9 % par année à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2022 et libellé en dollars américains à recevoir d'une entité privée membre du même groupe b)	–	8 353
	4 509 \$	12 766 \$

a) Le terrain associé à une hypothèque précédemment en souffrance a été transféré à une entité affiliée. En retour, la Fiducie a reçu un billet à ordre à vue non garanti, ne portant pas intérêt, à recevoir au montant du solde de l'hypothèque. Au 31 décembre 2023, la direction a estimé que les pertes de crédit attendues sur le billet à ordre à recevoir s'élevaient à 488 \$ (488 \$ en 2022). Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023, une provision pour perte de crédit attendue de néant (488 \$ en 2022) a été comptabilisée.

b) Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, une entité liée au gestionnaire a saisi un bien immobilier situé à Venice Beach, en Californie. Dans le cadre du processus de saisie immobilière, l'entité liée au gestionnaire a repris le prêt hypothécaire accordé par la Fiducie. Ce billet à ordre a été remboursé au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

## 7. Dérivés sur devises et dépôts de garantie

La Fiducie a pris des mesures pour atténuer l'incidence des fluctuations des taux de change étant donné qu'elle a conclu des contrats de change afin de gérer la majeure partie de son exposition aux devises. Au 31 décembre 2023, la Fiducie était partie à des contrats de change à terme lui permettant de vendre un total de 138 700 \$ (140 719 \$ en 2022) en dollars américains. Les dérivés sur devises sont présentés à la valeur de marché à l'état consolidé de la situation financière. Au 31 décembre 2023, la juste valeur des actifs s'élevait à 3 377 \$ (néant en 2022) et la juste valeur des passifs, à 534 \$ (9 294 \$ en 2022). La Fiducie conclut ses dérivés sur devises directement auprès d'institutions financières tierces.

Au 31 décembre 2023, les dépôts de garantie sur les contrats de change, qui sont considérés être un solde de trésorerie soumis à des restrictions, totalisaient 1 050 \$ (11 900 \$ en 2022).

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Exercice clos le 31 décembre 2023

## 8. Facilité de crédit

Le 23 novembre 2022, la Fiducie a conclu une facilité de crédit à limite d'emprunt renouvelable auprès d'une banque à charte canadienne afin de disposer d'un produit pouvant aller jusqu'à 45 000 \$ et portant intérêt au taux préférentiel du prêteur majoré de 1,25 % dans le cas des emprunts à vue et au taux CDOR majoré de 2,25 % dans le cas des emprunts à terme. La facilité de crédit est payable à vue. Le taux d'intérêt des emprunts à terme passera du taux CDOR majoré de 2,25 % au taux CORRA majoré de 0,30 % en 2024.

La Fiducie doit respecter des critères financiers et d'autres clauses restrictives aux termes de la facilité de crédit. La Fiducie doit a) maintenir un ratio de couverture des intérêts supérieur à 3,0 pour 1,0; b) maintenir un ratio de la dette totale sur la valeur corporelle nette inférieur à 0,4 pour 1,0; c) maintenir une valeur corporelle nette minimale de 175 000 \$; et d) maintenir un ratio de couverture des versements hypothécaires minimaux supérieur à 2,0 pour 1,0. Aux 31 décembre 2023 et 2022, la Fiducie respectait toutes les clauses restrictives applicables aux termes de la facilité de crédit.

Au 31 décembre 2023, aucun montant n'était prélevé sur la facilité de crédit (néant en 2022).

## 9. Distributions à verser aux porteurs de parts rachetables

La Fiducie distribue son bénéfice imposable à ses porteurs de parts, y compris les gains en capital imposables.

Pour chaque porteur de parts, le total des distributions est déterminé en proportion de la période de l'exercice au cours de laquelle il avait investi dans la Fiducie. Les distributions attribuables à chaque série de parts différeront en raison de la déduction des commissions de suivi, au sens donné à ce terme dans la déclaration de fiducie, à payer à l'égard des parts de série A et des frais d'administration réduits à payer à l'égard des parts de série I.

Le total des distributions à verser à la clôture d'un exercice donné, à savoir le 31 décembre, sera au moins égal à 100 % du bénéfice imposable de la Fiducie, y compris les gains et les pertes calculés aux fins de l'impôt qui découlent des fluctuations du dollar américain par rapport au dollar canadien, comme il est expliqué à la note 12.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, le bénéfice imposable de la Fiducie s'est chiffré à 20 815 \$ (17 149 \$ en 2022) et les distributions en trésorerie, à 20 443 \$ (16 703 \$ en 2022).

Conformément aux modalités de son acte de fiducie, la Fiducie a distribué un montant égal à son bénéfice imposable. L'écart de 372 \$ (446 \$ en 2022) entre les distributions en trésorerie et le bénéfice imposable est considéré être une distribution théorique aux fins de l'impôt (distribution théorique aux fins de l'impôt en 2022) ayant été réglée par l'émission de parts qui ont été consolidées immédiatement après.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, une tranche de 11 436 \$ (9 500 \$ en 2022) des distributions déclarées a été réinvestie.

Au 31 décembre 2023, les distributions mensuelles à verser aux porteurs de parts s'établissaient comme suit :

	2023	2022
Trésorerie versée après la clôture de l'exercice	1 555 \$	981 \$

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Exercice clos le 31 décembre 2023

## 10. Parts rachetables, représentant l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables

Au 31 décembre 2023, la Fiducie était autorisée à émettre un nombre illimité de parts de série A, de parts de série F et de parts de série I (collectivement, les « parts »).

Les porteurs de parts ont droit à une voix par part. Les parts sont rachetables au gré du porteur sur présentation d'un préavis de 30 jours, et ce, par tranches d'au moins 5 \$. Si le gestionnaire reçoit un avis de rachat, celui-ci aura lieu dans les trente jours suivant la réception de l'avis. Les rachats peuvent être assujettis à un escompte de 1,0 % si les parts sont rachetées avant leur premier anniversaire.

Toutes les séries de parts ont les mêmes objectifs, stratégies et restrictions, mais sont assorties d'une ou de plusieurs caractéristiques, comme les frais et les distributions, qui diffèrent d'une série à l'autre. Les parts de la Fiducie ne satisfont pas aux critères d'exception de l'IAS 32 aux fins du classement en tant qu'instruments de capitaux propres en raison de leurs modalités de rachat et des dissemblances de leurs caractéristiques selon les séries. Par conséquent, les parts ont été classées en tant que passifs financiers aux termes des normes IFRS de comptabilité publiées par l'International Accounting Standards Board.

Parts de série A	2023		2022	
	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur
Émises et en circulation à l'ouverture de l'exercice	1 362	13 613 \$	1 943	19 401 \$
Augmentation (diminution) de l'actif net	–	1	–	19
Émises en contrepartie de trésorerie	71	705	156	1 561
Émises au réinvestissement de distributions	36	359	26	255
Émises en complément	5	49	1	14
Rachetées contre trésorerie	(294)	(2 940)	(721)	(7 206)
Transfert entre catégories	(19)	(185)	(43)	(431)
Émises et en circulation à la clôture de l'exercice	1 161	11 602	1 362	13 613
Provisions cumulatives au titre de la phase 1 de l'IFRS 9	–	1	–	2
	1 161	11 603 \$	1 362	13 615 \$

Part de série F	2023		2022	
	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur
Émises et en circulation à l'ouverture de l'exercice	19 398	193 990 \$	20 570	205 435 \$
Augmentation (diminution) de l'actif net	–	14	–	278
Émises en contrepartie de trésorerie	3 848	38 478	5 408	54 081
Émises au réinvestissement de distributions	620	6 200	505	5 052
Émises en complément	61	606	19	190
Rachetées contre trésorerie	(7 012)	(70 118)	(6 640)	(66 402)
Transfert entre catégories	19	185	(464)	(4 644)
Émises et en circulation à la clôture de l'exercice	16 934	169 355	19 398	193 990
Provisions cumulatives au titre de la phase 1 de l'IFRS 9	–	11	–	24
	16 934	169 366 \$	19 398	194 014 \$

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Exercice clos le 31 décembre 2023

## 10. Parts rachetables, représentant l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables (suite)

Parts de série I	2023		2022	
	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur
Émises et en circulation à l'ouverture de l'exercice	11 675	116 710 \$	11 372	113 510 \$
Augmentation (diminution) de l'actif net	–	8	–	167
Émises en contrepartie de trésorerie	12	117	975	9 748
Émises au réinvestissement de distributions	380	3 805	385	3 847
Émises en complément	42	417	14	142
Rachetées contre trésorerie	(3 501)	(35 008)	(1 578)	(15 779)
Transfert entre catégories	–	–	507	5 075
Émises et en circulation à la clôture de l'exercice	8 608	86 049	11 675	116 710
Provisions cumulatives au titre de la phase 1 de l'IFRS 9	–	5	–	15
	8 608	86 054 \$	11 675	116 725 \$

Total des parts	2023		2022	
	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur
Émises et en circulation à l'ouverture de l'exercice	32 435	324 313 \$	33 885	338 346 \$
Augmentation (diminution) de l'actif net	–	23	–	464
Émises en contrepartie de trésorerie	3 931	39 300	6 539	65 390
Émises au réinvestissement de distributions	1 036	10 364	916	9 154
Émises en complément	108	1 072	34	346
Rachetées contre trésorerie	(10 807)	(108 066)	(8 939)	(89 387)
Émises et en circulation à la clôture de l'exercice	26 703	267 006	32 435	324 313
Provisions cumulatives au titre de la phase 1 de l'IFRS 9	–	17	–	41
	26 703	267 023 \$	32 435	324 354 \$

## 11. Transactions avec des parties liées et soldes connexes

Les transactions avec des parties liées dont il n'est pas question ailleurs dans les présents états financiers consolidés sont les suivantes :

- La Fiducie investit dans des prêts hypothécaires de premier rang, seule ou en collaboration avec des parties liées au gestionnaire. Les titres de propriété des prêts hypothécaires sont détenus par une simple fiducie (le « fiduciaire ») au nom des propriétaires véritables des prêts hypothécaires.
- Par ailleurs, certaines fonctions sont remplies par le courtier hypothécaire, qui est lié au gestionnaire et à la Fiducie du fait d'un contrôle commun. Dans le cas des prêts hypothécaires détenus sur une base participative :
  - Les droits de la Fiducie sont décrits dans la convention de fiducie et dans une convention de participation et de services hypothécaires conclue avec le courtier hypothécaire. Le fiduciaire détient la participation de la Fiducie dans les hypothèques et le titre sous-jacent.
  - Aux termes de cette convention, le courtier hypothécaire administre et gère les prêts hypothécaires au nom du fiduciaire et des autres entités émettrices. Le courtier hypothécaire agit à titre d'initiateur, de preneur ferme, de fournisseur de services et de syndicaire du prêt de la Fiducie.



# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Exercice clos le 31 décembre 2023

---

## 11. Transactions avec des parties liées et soldes connexes (suite)

- Le courtier hypothécaire s'acquitte de certaines fonctions, y compris l'enregistrement du titre de propriété des hypothèques, la recherche de titres et la conservation de tous les titres de propriété et autres documents concernant les garanties se rapportant aux prêts hypothécaires.
- le courtier hypothécaire verse au fiduciaire des paiements en trésorerie au titre des intérêts et du principal.

### a) Honoraires de gestion et honoraires incitatifs

La Fiducie est gérée par le gestionnaire aux termes de la déclaration de fiducie, dont un résumé est présenté dans la notice d'offre la plus récente. Le gestionnaire peut, conformément aux modalités de la déclaration de Fiducie, déléguer ses pouvoirs à des tiers lorsqu'il le juge à propos.

Conformément aux modalités de la convention de fiducie, le gestionnaire a le droit de recevoir de la Fiducie, pour chaque catégorie de parts, des honoraires annuels (les « honoraires de gestion ») payables mensuellement. Pour les parts de catégorie A et les parts de catégorie F, cela correspond à 1,50 % de la quote-part de l'actif brut moyen de la Fiducie, plus les taxes applicables. Pour les parts de catégorie I, ce pourcentage correspond à un pourcentage, à négocier entre le gestionnaire et le porteur de parts, de la quote-part de l'actif brut moyen de la Fiducie, plus les taxes applicables. Les actifs bruts moyens de la Fiducie sont calculés selon une moyenne mobile simple de la valeur à la clôture du mois de tous les actifs de la Fiducie, à l'exclusion des syndications de prêts hypothécaires. Pour chaque catégorie de parts de la Fiducie, le gestionnaire reçoit également des honoraires supplémentaires (les « honoraires incitatifs ») correspondant à 10 % du bénéfice net et des gains en capital, mais avant la déduction des honoraires incitatifs, payables chaque année.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023, la Fiducie a engagé des honoraires de gestion de 5 428 \$ (5 652 \$ en 2022) et des honoraires incitatifs avant renonciation de 2 407 \$ (2 019 \$ en 2022) payables au gestionnaire. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, le gestionnaire a convenu de renoncer à des honoraires incitatifs de néant (147 \$ en 2022). Les honoraires ayant fait l'objet d'une renonciation ne pourront être recouverts ni au cours de l'exercice considéré ni au cours d'exercices futurs.

Au 31 décembre 2023, 2 803 \$ (2 355 \$ en 2022) des honoraires de gestion et honoraires incitatifs demeuraient impayés pour l'exercice en cours.

Le gestionnaire est responsable des charges, autres que les frais de courtage, liées au placement initial des parts, ainsi que des charges liées au personnel, au loyer et des autres frais de bureau. Le gestionnaire n'est aucunement responsable de l'impôt exigible de la Fiducie ou des impôts auxquels la Fiducie pourrait être assujettie. La Fiducie remboursera au gestionnaire toutes les charges engagées aux fins de la gestion de la Fiducie, sauf les charges mentionnées précédemment.

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Exercice clos le 31 décembre 2023

---

## 11. Transactions avec des parties liées et soldes connexes (suite)

### b) Transfert de placements dans des prêts hypothécaires

La Fiducie investit généralement dans une participation dans un prêt hypothécaire au moment de son financement. Cependant, en tout temps pendant la durée du prêt hypothécaire, elle peut acquérir auprès d'autres parties liées au gestionnaire, au fiduciaire et au courtier hypothécaire une participation dans le prêt hypothécaire ou leur vendre sa participation dans ce dernier. Les transactions d'achat auprès de parties liées et de vente à des parties liées sont effectuées sur la base du montant du principal impayé majoré des intérêts courus exigibles à la date de la transaction, ce qui équivaut à la juste valeur estimée des prêts hypothécaires connexes.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023, la Fiducie a acheté auprès d'entités sous gestion commune des placements dans des prêts hypothécaires totalisant 46 699 \$ (61 314 \$ en 2022), et elle a vendu à des entités sous gestion commune des placements dans des prêts hypothécaires totalisant 21 213 \$ (35 791 \$ en 2022).

### c) Participations conjointes dans des prêts hypothécaires et des placements détenus à la juste valeur

La Fiducie a investi dans un portefeuille de prêts hypothécaires. Au 31 décembre 2023, le solde de ce placement, dont la quasi-totalité a été effectuée sur une base participative en collaboration avec des parties liées, s'établissait à 205 011 \$ (252 621 \$ en 2022).

La Fiducie a investi dans des placements détenus à la juste valeur constitués dans le but de lui permettre de conclure des ententes de participation dans des prêts avec des institutions financières domiciliées aux États-Unis. Au 31 décembre 2023, le solde de ce placement, dont la quasi-totalité a été effectuée sur une base participative en collaboration avec des parties liées, s'élevait à 79 270 \$ (104 666 \$ en 2022).

### d) Montant à recevoir de parties liées

Le montant à recevoir de parties liées au 31 décembre 2023 comprend un montant de 2 010 \$ (582 \$ en 2022). Le solde dû à l'égard d'un remboursement hypothécaire à un compte bancaire appartenant au gestionnaire représentait 824 \$ (néant en 2022) et le montant à recevoir de factures payées pour le compte de parties liées représentait 1 186 \$ (582 \$ en 2022).

### e) Garanties fournies et prêts hypothécaires ou biens immobiliers acquis par des entités liées au gestionnaire

En 2021, une entité liée au gestionnaire a saisi un bien immobilier situé à Venice Beach, en Californie. Dans le cadre du processus de saisie immobilière, l'entité liée au gestionnaire a repris le prêt hypothécaire accordé par la Fiducie. Le billet à ordre a été remboursé au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Exercice clos le 31 décembre 2023

---

## 12. Impôt sur le résultat

La Fiducie est admissible à titre de fiducie de fonds commun de placement aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) (la « Loi de l'impôt »).

La Fiducie attribue à ses porteurs de parts son bénéfice imposable, y compris ses gains en capital imposables qui auraient autrement été assujettis à l'impôt. Par conséquent, la Fiducie ne comptabilise aucune charge au titre de l'impôt canadien dans ses états financiers consolidés.

En vertu de la Loi de l'impôt, la Fiducie est tenue de calculer ses résultats fiscaux canadiens en dollars canadiens. Tout montant libellé en dollars américains pris en compte dans le calcul des résultats fiscaux canadiens de la Fiducie doit être converti en dollars canadiens, ce qui est généralement effectué par application du taux de change en vigueur le jour où ce montant a pris naissance. Par conséquent, la Fiducie peut réaliser des profits et des pertes aux fins de l'impôt en raison de la fluctuation de la valeur du dollar américain par rapport au dollar canadien.

Tout bénéfice imposable réalisé par la Fiducie pour une année d'imposition donnée sera versé ou à verser aux porteurs de parts; il doit donc être inclus dans le calcul du revenu des porteurs de parts aux fins de l'impôt canadien. La Fiducie a l'intention de distribuer au moins 100 % de son bénéfice imposable, y compris les gains en capital, pour l'exercice 2023.

## 13. Évaluations de la juste valeur

La juste valeur d'un instrument financier correspond au montant auquel celui-ci pourrait être échangé dans le cadre d'une transaction courante entre des parties consentantes, autrement que dans un contexte de liquidation ou de vente forcée.

Les tableaux qui suivent présentent la hiérarchie de présentation de la juste valeur en fonction des données d'entrée ayant servi à l'évaluation des actifs ou des passifs de la Fiducie qui sont évalués à la juste valeur ou pour lesquels la présentation d'informations relatives à la juste valeur est requise. Cette hiérarchie place au plus haut niveau les prix non ajustés cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques (« données d'entrée de niveau 1 ») et, au plus bas niveau, les données d'entrée non observables (« données d'entrée de niveau 3 »).

Les trois niveaux de la hiérarchie des justes valeurs se détaillent comme suit :

- prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques (« niveau 1 »);
- données, autres les prix cotés sur des marchés actifs inclus visés au niveau 1, qui sont observables soit directement (à savoir, des prix) ou indirectement (à savoir, des données dérivées de prix) pour l'actif ou le passif concerné (« niveau 2 »);
- données relatives à l'actif ou au passif concerné qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables) (« niveau 3 »).

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Exercice clos le 31 décembre 2023

## 13. Évaluations de la juste valeur (suite)

31 décembre 2023	Valeur comptable		Juste valeur
	Coût amorti	JVRN	
<b>Actifs financiers non évalués à la juste valeur</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	24 140 \$	– \$	24 140 \$
Montant à recevoir de parties liées	2 010	–	2 010
Placements dans des prêts hypothécaires	205 011	–	205 011
Billets à ordre à recevoir	4 509	–	4 509
<b>Passifs financiers non évalués à la juste valeur</b>			
Créditeurs et charges à payer	127	–	127
Honoraires de gestion et honoraires incitatifs à payer	2 803	–	2 803
Distributions à verser aux porteurs de parts rachetables	1 555	–	1 555
Passifs liés à la syndication de prêts hypothécaires	47 987	–	47 987
Actifs nets attribuables aux porteurs de parts rachetables	267 006	–	267 006
<b>Actifs financiers évalués à la juste valeur</b>			
Dépôts de garantie (niveau 2)	–	1 050	1 050
Actifs dérivés sur devises (niveau 2)	–	3 377	3 377
Placements détenus à la juste valeur (niveau 3)	–	79 270	79 270
<b>Passifs financiers évalués à la juste valeur</b>			
Passifs dérivés sur devises (niveau 2)	–	534	534
<hr/>			
31 décembre 2022	Valeur comptable		Juste valeur
	Coût amorti	JVRN	
<b>Actifs financiers non évalués à la juste valeur</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	21 306 \$	– \$	21 306 \$
Montant à recevoir de parties liées	582	–	582
Placements dans des prêts hypothécaires	252 621	–	252 621
Billets à ordre à recevoir	12 766	–	12 766
Autres actifs	60	–	60
<b>Passifs financiers non évalués à la juste valeur</b>			
Créditeurs et charges à payer	123	–	123 \$
Honoraires de gestion et honoraires incitatifs à payer	2 355	–	2 355
Distributions à verser sur les parts rachetables	981	–	981
Passifs liés à la syndication de prêts hypothécaires	67 647	–	67 647
Actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables	324 313	–	324 313
<b>Actifs financiers évalués à la juste valeur</b>			
Dépôts de garantie (niveau 2)	–	11 900	11 900
Placements détenus à la juste valeur (niveau 3)	–	104 666	104 666
<b>Passifs financiers évalués à la juste valeur</b>			
Passifs dérivés sur devises (niveau 2)	–	9 294	9 294

Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux 1, 2 ou 3 au cours des exercices clos les 31 décembre 2023 et 2022.

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Exercice clos le 31 décembre 2023

## 13. Évaluations de la juste valeur (suite)

Les techniques d'évaluation et les données d'entrée utilisées pour évaluer les instruments financiers de la Fiducie se présentent comme suit :

### a) Placements dans des prêts hypothécaires et passifs liés à la syndication de prêts hypothécaires

Il n'existe pas de prix coté sur un marché actif pour les placements hypothécaires et les passifs liés à la syndication de prêts hypothécaires. Le gestionnaire détermine la juste valeur en se fondant sur son évaluation du marché actuel des prêts pour des placements hypothécaires dont les modalités sont identiques ou similaires. Habituellement, la juste valeur de ces placements hypothécaires et de ces passifs de syndication hypothécaire se rapproche de leur valeur comptable étant donné que les montants se composent d'emprunts à court terme qui sont remboursables au gré de l'emprunteur sans maintien du rendement ni pénalité. Par conséquent, la juste valeur des placements hypothécaires et du passif de syndication hypothécaire est fondée sur les données du niveau 3.

### b) Placements détenus à la juste valeur

La juste valeur d'un instrument financier correspond au montant auquel celui-ci pourrait être échangé dans le cadre d'une transaction courante entre des parties consentantes, autrement que dans un contexte de liquidation ou de vente forcée.

Il n'existe pas de prix coté sur un marché actif pour les placements détenus à la juste valeur. Les placements détenus à la juste valeur consistent en un portefeuille de prêts hypothécaires montés aux États-Unis et au Canada. Le gestionnaire détermine la juste valeur en se fondant sur son évaluation du marché actuel des prêts et du risque de crédit pour des placements hypothécaires dont les modalités sont identiques ou similaires. La juste valeur du portefeuille de prêts hypothécaires a été déterminée au moyen d'un modèle de flux de trésorerie. Les taux d'actualisation appliqués sont fondés sur les taux courants du marché et ajustés pour tenir compte de toute variation du risque de crédit de l'emprunteur.

Habituellement, la juste valeur de ces placements se rapproche de leur valeur comptable étant donné qu'il s'agit de prêts hypothécaires à court terme et qu'ils portent intérêt à des taux variables.

Au 31 décembre 2023, une augmentation de 0,25 % du taux d'actualisation des flux de trésorerie aurait entraîné une diminution de 170 \$ (585 \$ en 2022) de la juste valeur, et une diminution de 0,25 % du taux d'actualisation aurait entraîné une augmentation de 170 \$ (589 \$ en 2022) de la juste valeur.

Le tableau qui suit présente un rapprochement des placements détenus à la juste valeur (niveau 3) au 31 décembre 2023 :

Placements détenus à la juste valeur au 31 décembre 2021	21 006 \$
Entrées au titre des placements	118 413
Variation réalisée de la juste valeur	3 547
Variation latente de la juste valeur	171
Profit (perte) de change latent	2 981
Distributions versées	(41 453)
Placements détenus à la juste valeur au 31 décembre 2022	104 666 \$

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Exercice clos le 31 décembre 2023

## 13. Évaluations de la juste valeur (suite)

### b) Placements détenus à la juste valeur (suite)

Placements détenus à la juste valeur au 31 décembre 2022	104 666 \$
Entrées au titre des placements	126 799
Variation réalisée de la juste valeur	7 138
Variation latente de la juste valeur	858
Profit (perte) de change latent	(1 882)
Distributions versées	(158 309)
<b>Placements détenus à la juste valeur au 31 décembre 2023</b>	<b>79 270 \$</b>

Les principales techniques d'évaluation utilisées pour évaluer la juste valeur des placements détenus à la juste valeur se présentent comme suit :

Techniques d'évaluation	Données non observables importantes	Corrélation entre les données d'entrée non observables importantes et l'évaluation de la juste valeur
Flux de trésorerie actualisés	Résultat d'exploitation net Taux d'actualisation Probabilité de flux de trésorerie	La juste valeur estimée augmenterait (diminuerait) advenant une variation des données d'entrée non observables importantes.

### c) Dérivés sur devises

La Fiducie a conclu des contrats de change pour atténuer l'incidence des fluctuations des taux de change. Le gestionnaire détermine la juste valeur des dérivés sur devises en fonction des données obtenues de courtiers tiers en produits dérivés et reconnaît ce montant comme étant la juste valeur des dérivés. Par conséquent, la juste valeur des dérivés sur devises est fondée sur des données d'entrée de niveau 2.

### d) Autres actifs financiers et passifs financiers

La valeur comptable des actifs financiers et des passifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur, comme la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les dépôts de garantie, le montant à recevoir de parties liées, les billets à ordre à recevoir, les intérêts à recevoir, les créiteurs et les charges à payer, les honoraires de gestion et les honoraires incitatifs et les distributions à verser aux porteurs de parts rachetables se rapproche de leur juste valeur en raison de la durée relativement courte de leur échéance ou du fait qu'ils sont à recevoir ou à payer à vue.

### e) Actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables

La Fiducie rachète et émet régulièrement des parts rachetables pour un montant égal à la part proportionnelle de l'actif net de la Fiducie au moment du rachat, calculé selon une formule qui est conforme à celle utilisée pour les présents états financiers consolidés. Ainsi, la valeur comptable de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables se rapproche de sa juste valeur et est fondée sur les données d'entrée de niveau 2.

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Exercice clos le 31 décembre 2023

---

## 14. Instruments financiers et gestion des risques

La Fiducie est exposée, par son recours aux instruments financiers, aux risques suivants :

- risque de crédit;
- risque de liquidité;
- risque de marché.

Les politiques du gestionnaire en matière de gestion des risques sont habituellement suivies dans le cadre de la gestion globale des activités de la Fiducie. Le gestionnaire est conscient des risques liés à ces objectifs en raison de sa collaboration étroite avec les employés et les tiers. Dans le cours normal de ses activités, la Fiducie peut être exposée à divers risques susceptibles d'avoir une incidence sur sa performance opérationnelle. L'implication directe du gestionnaire dans les activités de la Fiducie permet de repérer les risques et les écarts par rapport aux attentes. La Fiducie n'a désigné aucune transaction à titre d'opération de couverture aux fins de la gestion du risque.

Dans le cadre de l'exploitation globale de la Fiducie, le gestionnaire envisage divers moyens pour éviter une concentration excessive des risques. Parmi les risques et les mesures prises pour les gérer, il y a notamment lieu de noter ceux qui sont décrits ci-après.

### a) Risque de crédit:

Le risque de crédit s'entend du risque qu'une contrepartie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations envers la Fiducie et qu'elle amène de ce fait la Fiducie à subir une perte financière. Ce risque découle principalement des placements dans des prêts hypothécaires et de la trésorerie. Aux fins de la présentation d'informations sur la gestion des risques, la Fiducie prend en considération et consolide tous les éléments de l'exposition au risque de crédit (notamment le coefficient prêt-valeur, les risques propres à un secteur donné, les risques propres à un emplacement donné et le risque de défaillance propre à un débiteur précis).

La Fiducie atténue le risque de perte sur créances en s'assurant que la composition de ses prêts hypothécaires est diversifiée et en limitant son exposition à tout emprunteur ou secteur en particulier. La Fiducie gère son exposition au risque de crédit en procédant à un contrôle diligent initial approfondi et en surveillant attentivement son portefeuille de prêts hypothécaires, en communication activement avec les emprunteurs, en instaurant des procédures d'exécution rigoureuses des recours par son courtier hypothécaire à l'égard des prêts hypothécaires en situation de défaillance, ainsi qu'en faisant correspondre le profil des flux de trésorerie des actifs et des passifs.

Tous les placements hypothécaires sont approuvés par le comité de crédit, lequel est composé de membres de la haute direction du courtier hypothécaire. Le comité de crédit du courtier hypothécaire revoit régulièrement ses politiques en matière de plafonnement des prêts. La Fiducie est également exposée de manière minimale au risque de crédit en raison des dépôts en trésorerie, ce qui est atténué par la détention de dépôts auprès de grandes institutions financières au Canada.

Aux 31 décembre 2023 et 2022, l'exposition maximale de la Fiducie au risque de crédit (compte non tenu des garanties et autres rehaussements de crédit) était représentée par la valeur comptable respective des actifs financiers pertinents figurant à l'état consolidé de la situation financière.

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Exercice clos le 31 décembre 2023

## 14. Instruments financiers et gestion du risque (suite)

### b) Risque de liquidité

Le risque de liquidité s'entend du risque que la Fiducie éprouve des difficultés à honorer ses obligations liées à des passifs financiers devant être réglés par la remise de trésorerie ou d'un autre actif financier.

Les besoins de la Fiducie en matière de liquidités se rapportent à ses obligations aux termes de ses emprunts, de ses créiteurs et charges à payer, de ses passifs liés à la syndication de prêts hypothécaires, des distributions à verser aux porteurs de parts rachetables, de ses parts rachetables, de ses emprunts et de ses engagements à consentir des avances futures aux termes de son portefeuille de prêts hypothécaires actuel. Pour gérer son exposition au risque de liquidité, la Fiducie s'assure que la somme i) des montants pouvant être prélevés sur sa ligne de crédit bancaire, ii) du financement qu'elle peut obtenir aux termes d'autres facilités d'emprunt et iii) des remboursements prévus aux termes de son portefeuille de prêts hypothécaires actuel et de ses placements détenus à la juste valeur excède ses besoins projetés (y compris le financement d'avances supplémentaires aux termes des placements hypothécaires existants et nouveaux).

Les créiteurs et charges à payer, dont on s'attend qu'ils soient réglés dans les trois mois suivant la clôture de l'exercice, découlent des charges d'exploitation normales.

Les porteurs de parts de la Fiducie disposent d'un droit limité de racheter leurs parts de la Fiducie, comme il est décrit dans la notice d'offre et au paragraphe 8.15 de la déclaration de fiducie de la Fiducie. Le gestionnaire a le droit de prolonger d'une durée maximale de 180 jours le délai de paiement du rachat des parts des porteurs de parts pour toute période au cours de laquelle le gestionnaire détermine qu'il existe des conditions qui rendent impossible la vente d'actifs de la Fiducie ou qui compromettent la capacité du gestionnaire à déterminer la valeur liquidative de la Fiducie.

Le tableau qui suit présente le calendrier contractuel des flux de trésorerie :

31 décembre 2023	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	D'ici 1 an	Au cours de l'exercice suivant	D'ici 3 à 5 ans	Dans plus de 5 ans
Créiteurs et charges à payer	127 \$	127 \$	127 \$	– \$	– \$	– \$
Distributions à verser	1 555	1 555	1 555	–	–	–
Montant à payer au gestionnaire	2 803	2 803	2 803	–	–	–
Total des passifs contractuels, compte non tenu des passifs liés à la syndication de prêts hypothécaires	4 485 \$	4 485 \$	4 485 \$	– \$	– \$	– \$

1. Au 31 décembre 2023, aucun montant n'était prélevé sur la facilité de crédit (note 8).
2. Les remboursements de principal au titre des passifs liés à la syndication de prêts hypothécaires selon la date d'échéance contractuelle sont présentés à leur montant net dans les placements dans des prêts hypothécaires figurant à la note 4.

Au 31 décembre 2023, la Fiducie avait une position de trésoreries et d'équivalents de trésorerie de 24 140 \$ (21 306 \$ en 2022) et disposait d'une facilité de crédit inutilisée de 45 000 \$ (45 000 \$ en 2022). Le gestionnaire est d'avis que la Fiducie sera en mesure de financer ses activités au moyen des flux de trésorerie générés par ses activités d'exploitation, ses activités d'investissement et ses facilités de crédit.



# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Exercice clos le 31 décembre 2023

---

## 14. Instruments financiers et gestion du risque (suite)

### c) Risque de marché

Le risque de marché s'entend du risque que la variation des facteurs liés au marché, comme les taux d'intérêt, les taux de change et les autres risques de prix, influent sur le bénéfice de la Fiducie ou sur la juste valeur de ses avoirs en instruments financiers. L'objectif de la gestion du risque de marché consiste à gérer et à maintenir les expositions au risque de marché à l'intérieur de paramètres acceptables tout en optimisant les rendements.

La stratégie de gestion du risque de marché de la Fiducie est dictée par l'objectif de placement de cette dernière, qui consiste à investir dans un portefeuille diversifié de prêts hypothécaires visant des biens immobiliers situés au Canada et aux États-Unis qui préserve le capital et génère des rendements de sorte à permettre à la Fiducie de verser des distributions mensuelles à ses porteurs de parts.

L'exposition de la Fiducie au risque de marché est gérée sur une base régulière par le gestionnaire conformément aux politiques et aux procédures en place.

### i) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier varient par suite de fluctuations des taux d'intérêt en vigueur sur le marché.

L'exposition de la Fiducie au risque de taux d'intérêt découle principalement du rendement de ses placements dans des prêts hypothécaires par rapport à celui de ses sources de financement des prêts hypothécaires. Comme il est décrit à la note 10, les porteurs de parts peuvent demander le rachat par anticipation de leurs parts sur présentation d'un préavis de 30 jours. Une hausse importante des taux d'intérêt pourrait inciter des porteurs de parts à demander le rachat par anticipation de leurs parts, ce qui pourrait entraîner une insuffisance des fonds disponibles pour répondre à ces demandes. La Fiducie gère le risque de taux d'intérêt en investissant généralement dans des prêts hypothécaires à court terme qui portent intérêt à des taux variables dont le plancher est supérieur au taux demandé par les prêteurs de la Fiducie. Par ailleurs, la Fiducie facture une pénalité de 1 % sur les rachats effectués avant le premier anniversaire des parts.

Au 31 décembre 2023, une augmentation ou une diminution de 0,25 % des taux d'intérêt, toutes les autres variables demeurant constantes, aurait entraîné une augmentation ou une diminution d'environ 212 \$ (283 \$ en 2022) du bénéfice de la Fiducie, principalement en raison des produits tirés des dépôts en trésorerie de la Fiducie et de l'accroissement des produits d'intérêts générés par les placements hypothécaires à taux variable, déduction faite de la hausse ou de la baisse des charges d'intérêts attribuable aux facilités de crédit de la Fiducie.

### ii) Risque de change

Le risque de change s'entend du risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux de change. Bien que la monnaie fonctionnelle de la Fiducie soit le dollar canadien, celle-ci investit également dans des prêts hypothécaires qui sont libellés en dollars américains.

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Exercice clos le 31 décembre 2023

## 14. Instruments financiers et gestion du risque (suite)

### c) Risque de marché (suite)

#### ii) Risque de change (suite)

La Fiducie a pris des mesures pour atténuer l'incidence des fluctuations des taux de change étant donné qu'elle a conclu des contrats de change à terme afin de gérer son exposition aux devises. Au 31 décembre 2023, la Fiducie était partie à des contrats de change à terme lui permettant de vendre un total de 138 700 \$ (140 719 \$ en 2022) en dollars américains.

Les dérivés sur devises sont présentés à la valeur de marché à l'état consolidé de la situation financière. Au 31 décembre 2023, la juste valeur des actifs s'élevait à 3 377 \$ (néant en 2022) et la juste valeur des passifs, à 534 \$ (9 294 \$ en 2022). La Fiducie conclut ses dérivés sur devises directement auprès d'institutions financières tierces.

Les tableaux qui suivent indiquent la devise à l'égard de laquelle l'exposition de la Fiducie au risque de change était surcouverte aux 31 décembre 2023 et 2022. Ils illustrent également l'incidence potentielle sur l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables d'une appréciation de 5 % du dollar canadien par rapport à l'autre monnaie, toutes les autres variables demeurant constantes.

Augmentation (diminution) en dollars canadiens:

Devise	Exposition	2023	
			Incidence sur l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables
Dollars américains	449 \$		21 \$
Pourcentage de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables	0,17 %		0,01 %

Devise	Exposition	2022	
			Incidence sur l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables
Dollars américains	347 \$		17 \$
Pourcentage de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables	0,11 %		0,01 %

#### iii) Autre risque de prix

L'autre risque de prix s'entend du risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours du marché. La Fiducie est exposée au risque de prix en raison de ses placements détenus à la juste valeur. Ces risques découlent de l'évolution du marché immobilier et pourraient être de nature locale ou nationale. La dégradation de la valeur des biens immobiliers accroît l'exposition de la Fiducie à ces risques. La Fiducie gère son exposition à ces risques en entretenant activement des liens étroits avec les emprunteurs et en surveillant activement tous les prêts. De plus, la Fiducie a diversifié sur le plan géographique son portefeuille de placements dans des prêts hypothécaires afin de gérer ce risque.

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Exercice clos le 31 décembre 2023

---

## 15. Gestion du capital

La Fiducie considère que l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables constitue du capital, ce qui, au 31 décembre 2023, représentait 267 006 \$ (324 313 \$ en 2022).

L'objectif de la Fiducie en matière de gestion du capital consiste à préserver sa capacité de poursuivre son exploitation et à s'assurer de disposer de suffisamment de liquidités pour investir dans des prêts hypothécaires afin de procurer un rendement à ses porteurs de parts. Afin d'obtenir les capitaux supplémentaires nécessaires à l'atteinte de cet objectif, la Fiducie pourrait tenter de mobiliser des fonds supplémentaires en émettant de nouvelles parts.

La Fiducie, par l'entremise de son gestionnaire, gère la structure de son capital et y apporte des ajustements au besoin en fonction des fonds dont elle dispose ainsi que de l'utilisation de sa ligne de crédit afin de continuer à investir dans des placements dans des prêts hypothécaires et dans d'autres placements. La stratégie de placement du gestionnaire consiste toujours à préserver le capital des investisseurs tout en offrant un flux de produits d'intérêts constant.

La Fiducie n'est pas assujettie à des exigences externes en matière de capital autres que celles décrites à la note 8 et, en ce qui a trait à l'émission, au rachat ou à la revente de ses parts rachetables, elle n'est assujettie à aucune autre restriction d'ordre juridique que celles prévues aux termes de sa convention de fiducie.

## 16. Engagements et éventualités

Dans le cours normal de ses activités, la Fiducie pourrait éventuellement être partie à des litiges et à des réclamations découlant de ses investissements dans des placements hypothécaires et dans d'autres placements. Au besoin, la direction comptabilise des provisions appropriées au titre des comptes connexes.

Bien qu'il ne soit pas possible d'estimer avec exactitude l'ampleur des coûts et des pertes éventuels, le cas échéant, la direction est d'avis que l'issue de ces éventualités n'aurait pas une incidence défavorable significative sur la situation financière de la Fiducie. L'estimation de la Fiducie fait appel à une part importante de jugement étant donné que la responsabilité de la Fiducie, le cas échéant, n'a pas encore été déterminée et que, par conséquent, les montants connexes pourraient varier de manière significative à l'avenir si la situation venait à changer.

États financiers consolidés résumés intermédiaires  
(non audité)  
(en milliers de dollars canadiens)

## **TREZ CAPITAL PRIME TRUST**

Période de neuf mois close le 30 septembre 2024

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière  
(non audité)  
(en milliers de dollars canadiens)

Au 30 septembre 2024, avec informations comparatives au 31 décembre 2023

	Notes	2024	2023
<b>Actifs</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		18 995 \$	24 140 \$
Dépôts de garantie	7	860	1 050
Actifs dérivés sur devises	7	514	3 377
Montant à recevoir de parties liées	11	2 750	2 010
Placements dans des prêts hypothécaires	4	170 192	205 011
Placements détenus à la juste valeur	5	83 282	79 270
Billets à ordre à recevoir	6	4 745	4 509
Autres actifs		462	645
		<b>281 800 \$</b>	<b>320 012 \$</b>

## Passifs et actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables

Créditeurs et charges à payer		71 \$	127 \$
Honoraires de gestion et honoraires incitatifs à payer	10 a)	1 773	2 803
Distributions à verser aux porteurs de parts rachetables		589	1 555
Passifs dérivés sur devises	7	140	534
Passifs liés à la syndication de prêts hypothécaires	4	24 723	47 987
		<b>27 296</b>	<b>53 006</b>
Parts rachetables, représentant l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables	9	254 504	267 006
		<b>281 800 \$</b>	<b>320 012 \$</b>

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Approuvé au nom du conseil du commandité du gestionnaire,  
Trez Capital Fund Management Limited Partnership :

(signé) « John Maragliano »  
Administrateur

(signé) « Morley Greene »  
Administrateur

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

État consolidé résumé intermédiaire du résultat global  
(non audité)  
(en milliers de dollars canadiens)

Période de neuf mois close le 30 septembre 2024, avec informations comparatives au 30 septembre 2023

	Notes	2024	2023
<b>Produits</b>			
Produits d'intérêts sur les prêts hypothécaires		13 107 \$	20 738 \$
Charge d'intérêts sur les passifs liés à la syndication de prêts hypothécaires		(2 243)	(4 777)
Autres revenus		1 061	1 284
		11 925	17 245
<b>Charges</b>			
Provision (recouvrement) pour pertes de crédit attendues	4 b), 6	(230)	–
Commissions		–	95
Perte de change		2 953	1 506
Charges générales et administratives		759	820
Honoraires de gestion et honoraires incitatifs	10 a)	4 686	6 069
		8 168	8 490
Profit lié à la juste valeur sur les placements détenus à la juste valeur	5	6 664	6 222
Profit de change sur les placements détenus à la juste valeur	5	1 784	885
Bénéfice d'exploitation		12 205	15 862
<b>Coûts de financement</b>			
Distributions aux porteurs de parts rachetables		11 909	14 222
<b>Résultat global net attribuable aux porteurs de parts rachetables</b>		<b>296 \$</b>	<b>1 640 \$</b>

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

État consolidé résumé intermédiaire de l'évolution de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables  
(non audité)  
(en milliers de dollars canadiens)

Période de neuf mois close le 30 septembre 2024, avec informations comparatives au 30 septembre 2023

	2024	2023
Solde à l'ouverture de l'exercice	267 006 \$	324 313 \$
Résultat global net attribuable aux porteurs de parts rachetables	296	1 640
Apports et rachats par les porteurs de parts rachetables		
Émission de parts	27 080	32 964
Réinvestissement de distributions sur les parts rachetables	6 455	7 978
Rachat de parts	(46 333)	(79 700)
	(12 798)	(38 758)
Solde à la clôture de la période	254 504 \$	287 195 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Tableau consolidé résumé intermédiaire des flux de trésorerie  
(non audité)  
(en milliers de dollars canadiens)

Période de neuf mois close le 30 septembre 2024, avec informations comparatives au 30 septembre 2023

	2024	2023
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :		
Activités d'exploitation		
Résultat net attribuable aux porteurs de parts rachetables	296 \$	1 640 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Produits d'intérêts, après déduction de la charge d'intérêts sur la syndication de prêts	(10 864)	(15 556)
Provision (recouvrement) sur les pertes de crédit attendues	(230)	–
(Profit latent) perte latente sur les dérivés sur devises	2 470	(8 589)
Profit lié à la juste valeur sur les placements détenus à la juste valeur	(6 664)	(6 222)
Profit de change sur les placements hypothécaires	(1 784)	(885)
Profit de change sur les placements détenus à la juste valeur	(1 877)	561
Distributions aux porteurs de parts rachetables	11 909	14 222
Intérêts reçus	4 625	5 584
Variation des éléments du fonds de roulement d'exploitation		
Dépôts de garantie	190	8 650
Autres actifs	184	155
Créditeurs et charges à payer	(58)	169
Honoraires de gestion et honoraires incitatifs à payer	(1 029)	(63)
	(2 832)	(334)
Activités d'investissement		
Financement de placements dans des prêts hypothécaires	(133 619)	(149 128)
Remboursement sur les placements dans des prêts hypothécaires, y compris la syndication de prêts	123 889	196 786
Financement de placements détenus à la juste valeur	(95 065)	(85 546)
Remboursement sur les placements détenus à la juste valeur	129 133	91 687
Financement de billets à ordre à recevoir	(236)	(47)
Remboursement sur les billets à ordre à recevoir	–	8 330
Variation du montant à recevoir de parties liées	(739)	(2 971)
	23 363	59 111
Activités de financement		
Distributions versées	(6 423)	(6 591)
Émission de parts	27 080	32 964
Rachat de parts	(46 333)	(79 700)
	(25 676)	(53 327)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(5 145)	5 450
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	24 140	21 306
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période</b>	<b>18 995 \$</b>	<b>26 756 \$</b>

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.



# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires  
(non audité)

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Période de neuf mois close le 30 septembre 2024

---

## 1. Nature des activités

Trez Capital Prime Trust (anciennement Bison Prime Mortgage Fund) (la « Fiducie ») est une fiducie sans personnalité morale établie en vertu des lois de la Colombie-Britannique aux termes d'une convention de fiducie datée du 5 janvier 2006 qui a été modifiée à diverses reprises, la dernière modification datant du 1<sup>er</sup> mai 2020.

Trez Capital Fund Management Limited Partnership est le gestionnaire de la Fiducie (le « gestionnaire ») et Trez Capital Limited Partnership est le courtier hypothécaire de la Fiducie (le « courtier hypothécaire »).

La Fiducie a été créée dans le but de générer un flux de produits tirés de participations acquises dans un portefeuille de prêts hypothécaires de premier rang, qui sont des prêts hypothécaires de premier rang garantissant des prêts d'une valeur inférieure ou égale à 75 % de la valeur de l'immeuble au moment du financement, liés à tous les types de biens immobiliers au Canada et aux États-Unis. La Fiducie génère également des produits tirés de participations dans des entités qui lui permettent de conclure des ententes de participation dans des prêts avec des institutions financières tierces domiciliées aux États-Unis (les « entités ad hoc »).

L'établissement principal de la Fiducie est situé au 1700 – 745, rue Thurlow, Vancouver (Colombie-Britannique) V6E 0C5.

## 2. Base d'établissement

### a) Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été établis conformément à la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et ils doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels les plus récents de la Fiducie établis au 31 décembre 2023 et pour l'exercice clos à cette date. Ils ne comprennent pas toute l'information qui doit être fournie dans un jeu complet d'états financiers préparés conformément aux normes IFRS de comptabilité publiées par l'IASB. Cependant, des notes explicatives ont été ajoutées pour expliquer les événements et transactions importants qui permettent de comprendre l'évolution de la situation financière et de la performance de la Fiducie depuis les derniers états financiers annuels.

### b) Base d'évaluation

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été établis au coût historique, sauf pour ce qui est des dépôts de garantie, des actifs dérivés sur devises, des placements détenus à la juste valeur et de passifs dérivés sur devises, qui sont évalués à la juste valeur.

### c) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la Fiducie.

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires  
(non audité)

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Période de neuf mois close le 30 septembre 2024

---

## 2. Base de préparation (suite)

### d) Utilisation d'estimations et recours au jugement

L'établissement d'états financiers consolidés résumés intermédiaires exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les estimations et jugements comptables critiques sont présentés dans les notes annexes des états financiers consolidés de la Fiducie pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

## 3. Informations significatives sur les méthodes comptables

Sauf pour ce qui est des modifications de l'IAS 1 qui, comme il est indiqué ci-dessous, ont été adoptées le 1<sup>er</sup> janvier 2024, les méthodes comptables appliquées lors de l'établissement des états financiers consolidés résumés intermédiaires sont les mêmes que celles qui ont été suivies lors de l'établissement des états financiers consolidés annuels de la Fiducie pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

### a) Nouvelles normes adoptées avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> janvier 2024

En janvier 2020, l'IASB a publié *Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants (modifications de l'IAS 1)* dans le but d'apporter des éclaircissements sur la façon de classer les dettes et les autres passifs en tant que passifs courants ou non courants. Les modifications s'appliquent aux périodes ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024. Cette norme, que la Fiducie a adoptée en date du 1<sup>er</sup> janvier 2024, n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires.

### b) Normes publiées mais non encore entrées en vigueur

Au 30 septembre 2024, diverses normes et modifications de normes avaient été publiées par l'IASB, mais ne s'appliquaient pas encore aux présents états financiers consolidés résumés intermédiaires. Aucune de ces normes ou modifications de normes n'est considérée comme étant pertinente aux fins des états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Fiducie.

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires

(non audité)

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Période de neuf mois close le 30 septembre 2024

## 4. Placements dans des prêts hypothécaires

Au 30 septembre 2024 et au 31 décembre 2023, la Fiducie détenait des prêts hypothécaires ordinaires non assurés visant les biens immobiliers suivants :

Types de biens immobiliers	2024		2023	
	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur
Immeubles résidentiels	24	125 331 \$	31	124 230 \$
Hôtels	1	9 102	–	–
Immeubles de bureaux	2	5 695	3	7 583
Immeubles industriels	1	4 235	5	20 217
Immeubles à usage mixte	–	–	2	3 761
<b>Total des prêts hypothécaires</b>	<b>28</b>	<b>144 363</b>	<b>41</b>	<b>155 791</b>
Syndication de prêts hypothécaires		24 723		47 987
Intérêts courus		1 123		1 480
Déduire : provision pour pertes sur prêts hypothécaires [note 4 b)]		(17)		(247)
<b>Placements dans des prêts hypothécaires</b>		<b>170 192 \$</b>		<b>205 011 \$</b>

Emplacement des biens immobiliers	2024		2023	
	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur
Texas	8	36 011 \$	9	28 803 \$
Arizona	3	32 180	5	29 035
Ontario	2	27 952	3	25 061
Colombie-Britannique	11	25 099	14	33 728
Washington	1	21 727	2	17 793
Caroline du Nord	1	1 335	–	–
Géorgie	1	58	2	5 508
Utah	1	1	2	1
Floride	–	–	1	6 302
Alabama	–	–	1	6 174
Alberta	–	–	1	1 754
Pennsylvanie	–	–	1	1 632
<b>Total des prêts hypothécaires</b>	<b>28</b>	<b>144 363 \$</b>	<b>41</b>	<b>155 791 \$</b>

Au 30 septembre 2024, les prêts hypothécaires sont garantis par les biens immobiliers auxquels ils se rapportent et portent intérêt selon un taux moyen pondéré de 9,9 % (11,1 % au 31 décembre 2023).

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires  
(non audité)

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Période de neuf mois close le 30 septembre 2024

## 4. Placements dans des prêts hypothécaires (suite)

Les remboursements de principal, déduction faite des passifs liés à la syndication de prêts hypothécaires, sont exigibles en fonction des échéances contractuelles de chaque prêt, comme suit :

Durée à courir jusqu'à l'échéance	Nombre	Valeur
Paiements en souffrance à l'égard de prêts non dépréciés	8	42 292 \$
Prêts échéant en 2024	6	27 140
Prêts échéant en 2025	8	62 678
Prêts échéant en 2026	5	10 918
Prêts échéant en 2027 et par la suite	1	1 335
	28	144 363 \$

### a) Passifs liés à la syndication de prêts hypothécaires

La Fiducie a conclu, avec des prêteurs tiers, des ententes de participation dans des prêts hypothécaires aux termes desquelles les prêteurs tiers obtiennent le rang prioritaire et la Fiducie conserve un rang subordonné, le tout étant garanti par des prêts hypothécaires de premier rang. Ainsi, la quote-part de la participation revenant aux prêteurs de premier rang est comptabilisée en tant que passif lié à la syndication de prêts hypothécaires sans recours. Les intérêts gagnés sur la quote-part de la participation transférée et la charge d'intérêts connexe sont comptabilisés dans l'état consolidé résumé intermédiaire du résultat global.

Dans le cas des placements n'ayant pas satisfait aux critères de décomptabilisation, les transactions aux termes des ententes de participation ont fait en sorte que la Fiducie a comptabilisé les prêts hypothécaires visés et des passifs liés à la syndication de prêts hypothécaires correspondants dans l'état consolidé résumé intermédiaire de la situation financière. Au 30 septembre 2024, la valeur comptable qui équivaut à la juste valeur des actifs transférés et des passifs correspondants était de 24 723 \$ (47 987 \$ au 31 décembre 2023).

### b) Provision pour pertes sur prêts hypothécaires

La valeur comptable brute des placements dans des prêts hypothécaires et la perte de crédit attendue par type de biens immobiliers se détaillent comme suit :

Valeur comptable brute	30 septembre 2024			Total
	Phase 1	Phase 2	Phase 3	
Type de biens immobiliers				
Immeubles résidentiels	99 495 \$	25 836 \$	– \$	125 331 \$
Immeubles industriels	4 235	–	–	4 235
Immeubles de bureaux	5 695	–	–	5 695
Hôtels	9 102	–	–	9 102
	118 527 \$	25 836 \$	– \$	144 363 \$

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires  
(non audité)

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Période de neuf mois close le 30 septembre 2024

## 4. Placements dans des prêts hypothécaires (suite)

### b) Provision pour pertes sur prêts hypothécaires (suite)

Valeur comptable brute	31 décembre 2023			Total
	Phase 1	Phase 2	Phase 3	
Type de biens immobiliers				
Immeubles résidentiels	122 475 \$	– \$	1 754 \$	124 229 \$
Immeubles industriels	17 370	–	2 848	20 218
Immeubles de bureaux	7 583	–	–	7 583
Immeubles à usage mixte	3 761	–	–	3 761
	151 189 \$	– \$	4 602 \$	155 791 \$

Provision pour pertes sur prêts hypothécaires	30 septembre 2024			Total
	Phase 1	Phase 2	Phase 3	
Type de biens immobiliers				
Immeubles résidentiels	– \$	– \$	– \$	– \$
Immeubles industriels	–	–	–	–
Immeubles de bureaux	17	–	–	17
Hôtels	–	–	–	–
Immeubles à usage mixte	–	–	–	–
	17 \$	– \$	– \$	17 \$

Provision pour pertes sur prêts hypothécaires	31 décembre 2023			Total
	Phase 1	Phase 2	Phase 3	
Type de biens immobiliers				
Immeubles résidentiels	– \$	– \$	230 \$	230 \$
Immeubles industriels	–	–	–	–
Immeubles de bureaux	17	–	–	17
Hôtels	–	–	–	–
Immeubles à usage mixte	–	–	–	–
	17 \$	– \$	230 \$	247 \$

Au 30 septembre 2024, la provision pour pertes sur prêts hypothécaires s'élevait à 17 \$ (247 \$ au 31 décembre 2023). La provision au titre des prêts classés comme étant à la phase 1, de 17 \$ (17 \$ au 31 décembre 2023), représente l'estimation par la direction des pertes de crédit attendues sur les prêts hypothécaires du portefeuille de la Fiducie qui n'ont pas connu d'augmentation importante du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale. Les pertes de crédit attendues ont été évaluées individuellement pour chacun des placements dans des prêts hypothécaires et des engagements classés comme étant aux phases 2 et 3. Au 30 septembre 2024, la direction estimait que les pertes de crédit attendues à l'égard de ces éléments s'élevaient à néant (230 \$ au 31 décembre 2023).

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires

(non audité)

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Période de neuf mois close le 30 septembre 2024

## 4. Placements dans des prêts hypothécaires (suite)

### b) Provision pour pertes sur prêts hypothécaires (suite)

La variation des provisions pour pertes sur prêts hypothécaires se détaille comme suit :

	30 septembre 2024			Total
	Phase 1	Phase 2	Phase 3	
31 décembre 2023	17 \$	– \$	230 \$	247 \$
Provision pour pertes sur prêts hypothécaires				
Transferts vers la phase 1 <sup>1)</sup>	–	–	–	–
Transferts vers la phase 2 <sup>1)</sup>	–	–	–	–
Transferts vers la phase 3 <sup>1)</sup>	–	–	–	–
Réévaluation nette <sup>2)</sup>	–	–	–	–
Avances sur les prêts hypothécaires	–	–	–	–
Remboursements sur les prêts hypothécaires	–	–	(230)	(230)
Sorties du bilan	–	–	–	–
Variation totale	–	–	(230)	(230)
30 septembre 2024	17 \$	– \$	– \$	17 \$

	31 décembre 2023			Total
	Phase 1	Phase 2	Phase 3	
31 décembre 2022	40 \$	– \$	230 \$	270 \$
Provision pour pertes sur prêts hypothécaires				
Transferts vers la phase 1 <sup>1)</sup>	–	–	–	–
Transferts vers la phase 2 <sup>1)</sup>	–	–	–	–
Transferts vers la phase 3 <sup>1)</sup>	–	–	–	–
Réévaluation nette <sup>2)</sup>	10	–	–	10
Avances sur les prêts hypothécaires	–	–	–	–
Remboursements sur les prêts hypothécaires	(33)	–	–	(33)
Sorties du bilan	–	–	–	–
Variation totale	(23)	–	–	(23)
31 décembre 2023	17 \$	– \$	230 \$	247 \$

<sup>1)</sup> Les transferts entre les phases sont présumés avoir lieu avant toute réévaluation correspondante de la provision.

<sup>2)</sup> La réévaluation nette représente la variation de la correction de valeur découlant de la modification des hypothèses ou des données d'entrée du modèle, y compris l'évolution des conditions macroéconomiques, et la variation de l'évaluation à la suite d'un transfert entre les phases.

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires  
(non audité)

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Période de neuf mois close le 30 septembre 2024

## 5. Placements détenus à la juste valeur

Le gestionnaire a conclu que les placements de la Fiducie dans des sociétés en commandite sur lesquelles elle n'exerce ni contrôle ni influence notable répondent à la définition d'entités structurées.

Le tableau qui suit présente les types d'entités structurées que la Fiducie ne consolide pas, mais dans lesquelles elle détient une participation.

Types d'entités structurées	Nature et objet	Participation détenue par la Fiducie
Sociétés en commandite parties à des ententes de participation dans des prêts	<p>Sociétés en commandite créées dans le but de permettre à la Fiducie de conclure des ententes de participation dans des prêts avec des institutions financières domiciliées aux États-Unis.</p> <p>Les sociétés en commandite sont financées au moyen d'apports de capitaux de la Fiducie et d'entités liées à la Fiducie prenant la forme de parts de société en commandite et de facilités de crédit contractées auprès d'institutions financières domiciliées aux États-Unis.</p>	Placements en parts des sociétés en commandite

Le tableau qui suit présente la participation de la Fiducie dans les placements détenus à la juste valeur.

	Nombre de sociétés en commandite	Actif total	Valeur comptable incluse dans les placements détenus à la juste valeur
30 septembre 2024			
<b>Placements dans des sociétés en commandite</b>			
Participation dans des prêts	7	1 662 085 \$	83 282 \$

	Nombre de sociétés en commandite	Actif total	Valeur comptable incluse dans les placements détenus à la juste valeur
31 décembre 2023			
<b>Placements dans des sociétés en commandite</b>			
Participation dans des prêts	8	1 729 887 \$	79 270 \$

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires  
(non audité)

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Période de neuf mois close le 30 septembre 2024

## 5. Placements détenus à la juste valeur (suite)

Pour la période close le 30 septembre 2024, la Fiducie a comptabilisé une variation de la juste valeur de 6 664 \$ (6 222 \$ au 30 septembre 2023). Au cours de la période close le 30 septembre 2024, la Fiducie a comptabilisé un profit de change supplémentaire de 1 784 \$ (profit de 885 \$ en 2023).

Si un placement hypothécaire détenu par une entité structurée se retrouvait en situation de défaillance, la Fiducie pourrait avoir l'obligation de rembourser des partenaires aux termes d'ententes de participation dans des prêts conclues avec des tiers. Au 30 septembre 2024, le montant total que la Fiducie s'était engagée à rembourser en cas de défaillance aux termes d'ententes de participation dans des prêts conclues avec des tiers s'élevait à néant (néant au 31 décembre 2023).

## 6. Billets à ordre à recevoir

	2024	2023
Billet à ordre non garanti payable à vue, ne portant pas intérêt, à recevoir d'une entité privée membre du même groupe <sup>a)</sup>	5 233 \$	4 997 \$
Moins la provision pour pertes de crédit attendues <sup>a)</sup>	(488)	(488)
	<u>4 745 \$</u>	<u>4 509 \$</u>

a) Le terrain associé à une hypothèque précédemment en souffrance a été transféré à une entité affiliée. En retour, la Fiducie a reçu un billet à ordre non garanti payable à vue, ne portant pas intérêt, à recevoir au montant du solde de l'hypothèque. Au 30 septembre 2024, la direction a estimé que les pertes de crédit attendues sur le billet à ordre à recevoir s'élevaient à 488 \$ (488 \$ au 31 décembre 2023). Au cours de la période close le 30 septembre 2024, une provision pour perte de crédit attendue de néant (néant au 30 septembre 2023) a été comptabilisée.

Après le 30 septembre 2024, le terrain a été vendu et la Fiducie a réglé les billets à ordre à recevoir au moyen du produit de 1 464 \$ et d'un prêt hypothécaire consenti par le vendeur de 3 202 \$ remboursable le 1<sup>er</sup> octobre 2028. Le prêt hypothécaire consenti par le vendeur porte intérêt à un taux annuel de 4 % la première année, puis à un taux annuel de 5 % la deuxième année, de 6 % la troisième année et de 7 % par la suite jusqu'à la fin de la durée du prêt, les intérêts étant payables annuellement à la clôture de chaque exercice.

## 7. Dérivés sur devises et dépôts de garantie

La Fiducie a pris des mesures pour atténuer l'incidence des fluctuations des taux de change étant donné qu'elle a conclu des contrats de change afin de gérer la majeure partie de son exposition aux devises. Au 30 septembre 2024, la Fiducie était partie à des contrats de change à terme lui permettant de vendre un total de 139 100 \$ (138 700 \$ au 31 décembre 2023) en dollars américains. Les dérivés sur devises sont présentés à la valeur de marché à l'état consolidé résumé intermédiaire de la situation financière. Au 30 septembre 2024, la juste valeur des actifs s'élevait à 514 \$ (néant au 31 décembre 2023) et la juste valeur des passifs, à 140 \$ (534 \$ au 31 décembre 2023). La Fiducie conclut ses dérivés sur devises directement auprès d'institutions financières tierces.

Au 30 septembre 2024, les dépôts de garantie sur les contrats de change, qui sont considérés comme un solde de trésorerie soumis à des restrictions, totalisaient 860 \$ (1 050 \$ au 31 décembre 2023).



# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires  
(non audité)

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Période de neuf mois close le 30 septembre 2024

## 8. Facilité de crédit

Le 26 juin 2024, la Fiducie a modifié les modalités de la facilité de crédit à limite d'emprunt renouvelable qu'elle avait contractée auprès d'une banque à charte canadienne afin de disposer d'un produit pouvant aller jusqu'à 45 000 \$ et portant intérêt au taux préférentiel du prêteur majoré de 1,25 % dans le cas des emprunts à vue et au taux CORRA majoré de 2,25 % dans le cas des emprunts à terme. La facilité de crédit est remboursable à vue.

La Fiducie doit respecter des critères financiers et d'autres clauses restrictives aux termes de la facilité de crédit. La Fiducie doit a) maintenir un ratio de couverture des intérêts supérieur à 3,0 pour 1,0; b) maintenir un ratio de la dette totale sur la valeur corporelle nette inférieur à 0,4 pour 1,0; c) maintenir une valeur corporelle nette minimale de 175 000 \$; et d) maintenir un ratio de couverture des versements hypothécaires minimaux supérieur à 2,0 pour 1,0. Au 30 septembre 2024 et au 31 décembre 2023, la Fiducie respectait toutes les clauses restrictives applicables aux termes de la facilité de crédit.

Au 30 septembre 2024, aucun montant n'était prélevé sur la facilité de crédit (néant au 31 décembre 2023).

## 9. Parts rachetables, représentant l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables

Au 30 septembre 2024 et au 31 décembre 2023, la Fiducie était autorisée à émettre un nombre illimité de parts de série A, de parts de série F et de parts de série I (collectivement, les « parts »).

Les porteurs de parts ont droit à une voix par part. Les parts sont rachetables au gré du porteur sur présentation d'un préavis de 30 jours, et ce, par tranches d'au moins 5 \$. Si le gestionnaire reçoit un avis de rachat, celui-ci aura lieu dans les 30 jours suivant la réception de l'avis. Les rachats peuvent être assujettis à un escompte de 1,0 % si les parts sont rachetées avant leur premier anniversaire.

Toutes les séries de parts ont les mêmes objectifs, stratégies et restrictions, mais sont assorties d'une ou de plusieurs caractéristiques, comme les frais et les distributions, qui diffèrent d'une série à l'autre. Les parts de la Fiducie ne satisfont pas aux critères d'exception de l'IAS 32 aux fins du classement en tant qu'instruments de capitaux propres en raison de leurs modalités de rachat et des dissemblances de leurs caractéristiques selon les séries. Par conséquent, les parts ont été classées en tant que passifs financiers aux termes des normes IFRS de comptabilité publiées par l'International Accounting Standards Board.

Parts de série A	2024		2023	
	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur
Émises et en circulation à l'ouverture de l'exercice	1 161	11 602 \$	1 362	13 613 \$
Augmentation (diminution) de l'actif net	–	13	–	1
Émises en contrepartie de trésorerie	67	675	71	705
Émises au réinvestissement de distributions	26	262	36	359
Émises en complément	–	–	5	49
Rachetées contre trésorerie	(92)	(918)	(294)	(2 940)
Transfert entre catégories	(23)	(225)	(19)	(185)
Émises et en circulation à la clôture de la période	1 139	11 409	1 161	11 602
Provisions cumulatives au titre de la phase 1 de l'IFRS 9	–	1	–	1
	1 139	11 410 \$	1 161	11 603 \$

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires

(non audité)

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Période de neuf mois close le 30 septembre 2024

## 9. Parts rachetables, représentant l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables (suite)

Parts de série F	2024		2023	
	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur
Émises et en circulation à l'ouverture de l'exercice	16 934	169 355 \$	19 398	193 990 \$
Augmentation (diminution) de l'actif net	–	189	–	14
Émises en contrepartie de trésorerie	2 555	25 548	3 848	38 478
Émises au réinvestissement de distributions	426	4 257	620	6 200
Émises en complément	–	–	61	606
Rachetées contre trésorerie	(2 779)	(27 792)	(7 012)	(70 118)
Transfert entre catégories	(911)	(9 113)	19	185
Émises et en circulation à la clôture de la période	16 225	162 444	16 934	169 355
Provisions cumulatives au titre de la phase 1 de l'IFRS 9	–	11	–	11
	16 225	162 455 \$	16 934	169 366 \$

Parts de série I	2024		2023	
	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur
Émises et en circulation à l'ouverture de l'exercice	8 608	86 049 \$	11 675	116 710 \$
Augmentation (diminution) de l'actif net	–	94	–	8
Émises en contrepartie de trésorerie	86	857	12	117
Émises au réinvestissement de distributions	193	1 936	380	3 805
Émises en complément	–	–	42	417
Rachetées contre trésorerie	(1 762)	(17 623)	(3 501)	(35 008)
Transfert entre catégories	934	9 338	–	–
Émises et en circulation à la clôture de la période	8 059	80 651	8 608	86 049
Provisions cumulatives au titre de la phase 1 de l'IFRS 9	–	5	–	5
	8 059	80 656 \$	8 608	86 054 \$

Total des parts	2024		2023	
	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur
Émises et en circulation à l'ouverture de l'exercice	26 703	267 006 \$	32 435	324 313 \$
Augmentation (diminution) de l'actif net	–	296	–	23
Émises en contrepartie de trésorerie	2 708	27 080	3 931	39 300
Émises au réinvestissement de distributions	645	6 455	1 036	10 364
Émises en complément	–	–	108	1 072
Rachetées contre trésorerie	(4 633)	(46 333)	(10 807)	(108 066)
Émises et en circulation à la clôture de la période	25 423	254 504	26 703	267 006
Provisions cumulatives au titre de la phase 1 de l'IFRS 9	–	17	–	17
	25 423	254 521 \$	26 703	267 023 \$

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires  
(non audité)

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Période de neuf mois close le 30 septembre 2024

---

## 10. Transactions avec des parties liées et soldes connexes

Les transactions avec des parties liées dont il n'est pas question ailleurs dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires sont les suivantes :

- La Fiducie investit dans des prêts hypothécaires de premier rang, seule ou en collaboration avec des parties liées au gestionnaire. Les titres de propriété des prêts hypothécaires sont détenus par une simple fiducie (le « fiduciaire ») au nom des propriétaires véritables des prêts hypothécaires.
- Par ailleurs, certaines fonctions sont remplies par le courtier hypothécaire, qui est lié au gestionnaire et à la Fiducie du fait d'un contrôle commun. Dans le cas des prêts hypothécaires détenus sur une base participative :
  - Les droits de la Fiducie sont décrits dans la convention de fiducie et dans une convention de participation et de services hypothécaires conclue avec le courtier hypothécaire. Le fiduciaire détient la participation de la Fiducie dans les hypothèques et le titre sous-jacent.
  - Aux termes de cette convention, le courtier hypothécaire administre et gère les prêts hypothécaires au nom du fiduciaire et des autres entités émettrices. Le courtier hypothécaire agit à titre d'initiateur, de preneur ferme, de fournisseur de services et de syndicateur du prêt de la Fiducie.
  - Le courtier hypothécaire s'acquitte de certaines fonctions, y compris l'enregistrement du titre de propriété des hypothèques, la recherche de titres et la conservation de tous les titres de propriété et autres documents concernant les garanties se rapportant aux prêts hypothécaires.
  - le courtier hypothécaire verse au fiduciaire des paiements en trésorerie au titre des intérêts et du principal.

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires  
(non audité)

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Période de neuf mois close le 30 septembre 2024

---

## 10. Transactions avec des parties liées et soldes connexes (suite)

### a) Honoraires de gestion et honoraires incitatifs

La Fiducie est gérée par le gestionnaire aux termes de la déclaration de fiducie, dont un résumé est présenté dans la notice d'offre la plus récente. Le gestionnaire peut, conformément aux modalités de la déclaration de Fiducie, déléguer ses pouvoirs à des tiers lorsqu'il le juge à propos.

Conformément aux modalités de la convention de fiducie, le gestionnaire a le droit de recevoir de la Fiducie, pour chaque catégorie de parts, des honoraires annuels (les « honoraires de gestion ») payables mensuellement. Pour les parts de catégorie A et les parts de catégorie F, cela correspond à 1,50 % de la quote-part de l'actif brut moyen de la Fiducie, plus les taxes applicables. Pour les parts de catégorie I, ce pourcentage correspond à un pourcentage, à négocier entre le gestionnaire et le porteur de parts, de la quote-part de l'actif brut moyen de la Fiducie, plus les taxes applicables. Les actifs bruts moyens de la Fiducie sont calculés selon une moyenne mobile simple de la valeur à la clôture du mois de tous les actifs de la Fiducie. Pour chaque catégorie de parts de la Fiducie, le gestionnaire reçoit également des honoraires supplémentaires (les « honoraires incitatifs ») correspondant à 10 % du bénéfice net et des gains en capital, mais avant la déduction des honoraires incitatifs, payables chaque année.

Au cours de la période close le 30 septembre 2024, la Fiducie a engagé des honoraires de gestion de 3 254 \$ (4 211 \$ au 30 septembre 2023) et des honoraires incitatifs avant renonciation de 1 432 \$ (1 858 \$ au 30 septembre 2023) payables au gestionnaire.

Au 30 septembre 2024, des honoraires de gestion et honoraires incitatifs de 1 773 \$ (2 803 \$ au 31 décembre 2023) demeuraient impayés pour l'exercice considéré.

Le gestionnaire est responsable des charges, autres que les frais de courtage, liées au placement initial des parts, ainsi que des charges liées au personnel, au loyer et des autres frais de bureau. Le gestionnaire n'est aucunement responsable de l'impôt exigible de la Fiducie ou des impôts auxquels la Fiducie pourrait être assujettie. La Fiducie remboursera au gestionnaire toutes les charges engagées aux fins de la gestion de la Fiducie, sauf les charges mentionnées précédemment.

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires  
(non audité)

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Période de neuf mois close le 30 septembre 2024

---

## 10. Transactions avec des parties liées et soldes connexes (suite)

### b) Transfert de placements dans des prêts hypothécaires

La Fiducie investit généralement dans une participation dans un prêt hypothécaire au moment de son financement. Cependant, en tout temps pendant la durée du prêt hypothécaire, elle peut acquérir auprès d'autres parties liées au gestionnaire, au fiduciaire et au courtier hypothécaire une participation dans le prêt hypothécaire ou leur vendre sa participation dans ce dernier. Les transactions d'achat auprès de parties liées et de vente à des parties liées sont effectuées sur la base du montant du principal impayé majoré des intérêts courus exigibles à la date de la transaction, ce qui équivaut à la juste valeur estimée des prêts hypothécaires connexes.

Au cours de la période close le 30 septembre 2024, la Fiducie a acheté auprès d'entités sous gestion commune des placements dans des prêts hypothécaires totalisant 3 675 \$ (42 822 \$ au 30 septembre 2023), et elle a vendu à des entités sous gestion commune des placements dans des prêts hypothécaires totalisant 18 934 \$ (21 213 \$ au 30 septembre 2023).

### c) Participations conjointes dans des prêts hypothécaires et des placements détenus à la juste valeur

La Fiducie a investi dans un portefeuille de prêts hypothécaires. Au 30 septembre 2024, le solde de ce placement, dont la quasi-totalité a été effectuée sur une base participative en collaboration avec des parties liées, s'établissait à 170 192 \$ (205 011 \$ au 31 décembre 2023).

La Fiducie a investi dans des placements détenus à la juste valeur constitués dans le but de lui permettre de conclure des ententes de participation dans des prêts avec des institutions financières domiciliées aux États-Unis. Au 30 septembre 2024, le solde de ce placement, dont la quasi-totalité a été effectuée sur une base participative en collaboration avec des parties liées, s'élevait à 83 282 \$ (79 270 \$ au 31 décembre 2023).

### d) Montant à recevoir de parties liées

Au 30 septembre 2024, le montant à recevoir de parties liées s'élevait à 2 750 \$ (2 010 \$ en 2023). Le solde est lié au montant dû à l'égard d'un remboursement hypothécaire à un compte bancaire appartenant au gestionnaire et au montant à recevoir au titre de factures payées pour le compte de parties liées.

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires  
(non audité)

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Période de neuf mois close le 30 septembre 2024

---

## 11. Évaluations de la juste valeur

La juste valeur d'un instrument financier correspond au montant auquel celui-ci pourrait être échangé dans le cadre d'une transaction courante entre des parties consentantes, autrement que dans un contexte de liquidation ou de vente forcée.

Les tableaux qui suivent présentent la hiérarchie de présentation de la juste valeur en fonction des données d'entrée ayant servi à l'évaluation des actifs ou des passifs de la Fiducie qui sont évalués à la juste valeur ou pour lesquels la présentation d'informations relatives à la juste valeur est requise. Cette hiérarchie place au plus haut niveau les prix non ajustés cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques (« données d'entrée de niveau 1 ») et, au plus bas niveau, les données d'entrée non observables (« données d'entrée de niveau 3 »).

Les trois niveaux de la hiérarchie des justes valeurs se détaillent comme suit :

- prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques (« niveau 1 »);
- données, autres les prix cotés sur des marchés actifs inclus visés au niveau 1, qui sont observables soit directement (à savoir, des prix) ou indirectement (à savoir, des données dérivées de prix) pour l'actif ou le passif concerné (« niveau 2»);
- données relatives à l'actif ou au passif concerné qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables) (« niveau 3 »).

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires

(non audité)

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Période de neuf mois close le 30 septembre 2024

## 11. Évaluations de la juste valeur (suite)

30 septembre 2024	Valeur comptable		Juste valeur
	Coût amorti	JVRN	
<b>Actifs financiers non évalués à la juste valeur</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18 995 \$	– \$	18 995 \$
Montant à recevoir de parties liées	2 750	–	2 750
Placements dans des prêts hypothécaires	170 192	–	170 192
Billets à ordre à recevoir	4 745	–	4 745
<b>Passifs financiers non évalués à la juste valeur</b>			
Créditeurs et charges à payer	71	–	71
Honoraires de gestion et honoraires incitatifs à payer	1 773	–	1 773
Distributions à verser aux porteurs de parts rachetables	589	–	589
Passifs liés à la syndication de prêts hypothécaires	24 723	–	24 723
Actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables	254 504	–	254 504
<b>Actifs financiers évalués à la juste valeur</b>			
Dépôts de garantie (niveau 2)	–	860	860
Actifs dérivés sur devises (niveau 2)	–	514	514
Placements détenus à la juste valeur (niveau 3)	–	83 282	83 282
<b>Passifs financiers évalués à la juste valeur</b>			
Passifs dérivés sur devises (niveau 2)	–	140	140
<b>31 décembre 2023</b>			
31 décembre 2023	Valeur comptable		Juste valeur
	Coût amorti	JVRN	
<b>Actifs financiers non évalués à la juste valeur</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	24 140 \$	– \$	24 140 \$
Montant à recevoir de parties liées	2 010	–	2 010
Placements dans des prêts hypothécaires	205 011	–	205 011
Billets à ordre à recevoir	4 509	–	4 509
<b>Passifs financiers non évalués à la juste valeur</b>			
Créditeurs et charges à payer	127	–	127 \$
Honoraires de gestion et honoraires incitatifs à payer	2 803	–	2 803
Distributions à verser sur les parts rachetables	1 555	–	1 555
Passifs liés à la syndication de prêts hypothécaires	47 987	–	47 987
Actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables	267 006	–	267 006
<b>Actifs financiers évalués à la juste valeur</b>			
Dépôts de garantie (niveau 2)	–	1 050	1 050
Actifs dérivés sur devises (niveau 2)	–	3 377	3 377
Placements détenus à la juste valeur (niveau 3)	–	79 270	79 270
<b>Passifs financiers évalués à la juste valeur</b>			
Passifs dérivés sur devises (niveau 2)	–	534	534

Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux 1, 2 ou 3 au cours de la période close le 30 septembre 2024 et de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires  
(non audité)

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Période de neuf mois close le 30 septembre 2024

## 11. Évaluations de la juste valeur (suite)

Les techniques d'évaluation et les données d'entrée utilisées pour évaluer les instruments financiers de la Fiducie se présentent comme suit :

a) Placements dans des prêts hypothécaires et passifs liés à la syndication de prêts hypothécaires

Il n'existe pas de prix coté sur un marché actif pour les placements hypothécaires et les passifs liés à la syndication de prêts hypothécaires. Le gestionnaire détermine la juste valeur en se fondant sur son évaluation du marché actuel des prêts pour des placements hypothécaires dont les modalités sont identiques ou similaires. Habituellement, la juste valeur de ces placements hypothécaires et de ces passifs de syndication hypothécaire se rapproche de leur valeur comptable étant donné que les montants se composent d'emprunts à court terme qui sont remboursables au gré de l'emprunteur sans maintien du rendement ni pénalité. Par conséquent, la juste valeur des placements hypothécaires et du passif de syndication hypothécaire est fondée sur les données du niveau 3.

b) Placements détenus à la juste valeur

La juste valeur d'un instrument financier correspond au montant auquel celui-ci pourrait être échangé dans le cadre d'une transaction courante entre des parties consentantes, autrement que dans un contexte de liquidation ou de vente forcée.

Il n'existe pas de prix coté sur un marché actif pour les placements détenus à la juste valeur. Les placements détenus à la juste valeur consistent en un portefeuille de prêts hypothécaires montés aux États-Unis et au Canada. Le gestionnaire détermine la juste valeur en se fondant sur son évaluation du marché actuel des prêts et du risque de crédit pour des placements hypothécaires dont les modalités sont identiques ou similaires. La juste valeur du portefeuille de prêts hypothécaires a été déterminée au moyen d'un modèle de flux de trésorerie. Les taux d'actualisation appliqués sont fondés sur les taux courants du marché et ajustés pour tenir compte de toute variation du risque de crédit de l'emprunteur.

Habituellement, la juste valeur de ces placements se rapproche de leur valeur comptable étant donné qu'il s'agit de prêts hypothécaires à court terme et qu'ils portent intérêt à des taux variables.

Au 30 septembre 2024, une augmentation de 0,25 % du taux d'actualisation des flux de trésorerie aurait entraîné une diminution de 1 799 \$ (170 \$ au 31 décembre 2023) de la juste valeur, et une diminution de 0,25 % du taux d'actualisation aurait entraîné une augmentation de 179 \$ (170 \$ au 31 décembre 2023) de la juste valeur.

Le tableau qui suit présente un rapprochement des placements détenus à la juste valeur (niveau 3) au 30 septembre 2024 :

Placements détenus à la juste valeur au 31 décembre 2022	104 666 \$
Entrées au titre des placements	126 799
Variation de la juste valeur	7 996
Profit (perte) de change latent	(1 882)
Distributions versées	(158 309)
Placements détenus à la juste valeur au 31 décembre 2023	79 270 \$



# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires  
(non audité)

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Période de neuf mois close le 30 septembre 2024

## 11. Évaluations de la juste valeur (suite)

### b) Placements détenus à la juste valeur (suite)

Placements détenus à la juste valeur au 31 décembre 2023	79 270 \$
Entrées au titre des placements	124 696
Variation de la juste valeur	6 664
Profit (perte) de change latent	1 784
Distributions versées	(129 132)
<b>Placements détenus à la juste valeur au 30 septembre 2024</b>	<b>83 282 \$</b>

Les principales techniques d'évaluation utilisées pour évaluer la juste valeur des placements détenus à la juste valeur se présentent comme suit :

<b>Techniques d'évaluation</b>	<b>Données non observables importantes</b>	<b>Corrélation entre les données d'entrée non observables importantes et l'évaluation de la juste valeur</b>
Flux de trésorerie actualisés	Résultat d'exploitation net Taux d'actualisation Probabilité de flux de trésorerie	La juste valeur estimée augmenterait (diminuerait) advenant une variation des données d'entrée non observables importantes.

### c) Dérivés sur devises

La Fiducie a conclu des contrats de change pour atténuer l'incidence des fluctuations des taux de change. Le gestionnaire détermine la juste valeur des dérivés sur devises en fonction des données obtenues de courtiers tiers en produits dérivés et reconnaît ce montant comme étant la juste valeur des dérivés. Par conséquent, la juste valeur des dérivés sur devises est fondée sur des données d'entrée de niveau 2.

### d) Autres actifs financiers et passifs financiers

La valeur comptable des actifs financiers et des passifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur, comme la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les dépôts de garantie, le montant à recevoir de parties liées, les billets à ordre à recevoir, les créditeurs et les charges à payer, les honoraires de gestion et les honoraires incitatifs et les distributions à verser aux porteurs de parts rachetables se rapproche de leur juste valeur en raison de la durée relativement courte de leur échéance ou du fait qu'ils sont à recevoir ou à payer à vue.

### e) Actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables

La Fiducie rachète et émet régulièrement des parts rachetables pour un montant égal à la part proportionnelle de l'actif net de la Fiducie au moment du rachat, calculé selon une formule qui est conforme à celle utilisée pour les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires. Ainsi, la valeur comptable de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables se rapproche de sa juste valeur et est fondée sur les données d'entrée de niveau 2.

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires  
(non audité)

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Période de neuf mois close le 30 septembre 2024

---

## 12. Instruments financiers et gestion des risques

La Fiducie est exposée, par son recours aux instruments financiers, aux risques suivants :

- risque de crédit;
- risque de liquidité;
- risque de marché.

Les politiques du gestionnaire en matière de gestion des risques sont habituellement suivies dans le cadre de la gestion globale des activités de la Fiducie. Le gestionnaire est conscient des risques liés à ces objectifs en raison de sa collaboration étroite avec les employés et les tiers. Dans le cours normal de ses activités, la Fiducie peut être exposée à divers risques susceptibles d'avoir une incidence sur sa performance opérationnelle. L'implication directe du gestionnaire dans les activités de la Fiducie permet de repérer les risques et les écarts par rapport aux attentes. La Fiducie n'a désigné aucune transaction à titre d'opération de couverture aux fins de la gestion du risque.

Dans le cadre de l'exploitation globale de la Fiducie, le gestionnaire envisage divers moyens pour éviter une concentration excessive des risques. Parmi les risques et les mesures prises pour les gérer, il y a notamment lieu de noter ceux qui sont décrits ci-après.

### a) Risque de crédit :

Le risque de crédit s'entend du risque qu'une contrepartie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations envers la Fiducie et qu'elle amène de ce fait la Fiducie à subir une perte financière. Ce risque découle principalement des placements dans des prêts hypothécaires et de la trésorerie. Aux fins de la présentation d'informations sur la gestion des risques, la Fiducie prend en considération et consolide tous les éléments de l'exposition au risque de crédit (notamment le coefficient prêt-valeur, les risques propres à un secteur donné, les risques propres à un emplacement donné et le risque de défaillance propre à un débiteur précis).

La Fiducie atténue le risque de perte sur créances en s'assurant que la composition de ses prêts hypothécaires est diversifiée et en limitant son exposition à tout emprunteur ou secteur en particulier. La Fiducie gère son exposition au risque de crédit en procédant à un contrôle diligent initial approfondi et en surveillant attentivement son portefeuille de prêts hypothécaires, en communication activement avec les emprunteurs, en instaurant des procédures d'exécution rigoureuses des recours par son courtier hypothécaire à l'égard des prêts hypothécaires en situation de défaillance, ainsi qu'en faisant correspondre le profil des flux de trésorerie des actifs et des passifs.

Tous les placements hypothécaires sont approuvés par le comité de crédit, lequel est composé de membres de la haute direction du courtier hypothécaire. Le comité de crédit du courtier hypothécaire revoit régulièrement ses politiques en matière de plafonnement des prêts. La Fiducie est également exposée de manière minimale au risque de crédit en raison des dépôts en trésorerie, ce qui est atténué par la détention de dépôts auprès de grandes institutions financières au Canada.

Au 30 septembre 2024 et au 31 décembre 2023, l'exposition maximale de la Fiducie au risque de crédit (compte non tenu des garanties et autres rehaussements de crédit) était représentée par la valeur comptable respective des actifs financiers pertinents figurant à l'état consolidé résumé intermédiaire de la situation financière.

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires  
(non audité)

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Période de neuf mois close le 30 septembre 2024

## 12. Instruments financiers et gestion du risque (suite)

### b) Risque de liquidité

Le risque de liquidité s'entend du risque que la Fiducie éprouve des difficultés à honorer ses obligations liées à des passifs financiers devant être réglés par la remise de trésorerie ou d'un autre actif financier.

Les besoins de la Fiducie en matière de liquidités se rapportent à ses obligations aux termes de ses emprunts, de ses créiteurs et charges à payer, de ses passifs liés à la syndication de prêts hypothécaires, des distributions à verser aux porteurs de parts rachetables, de ses parts rachetables, de ses emprunts et de ses engagements à consentir des avances futures aux termes de son portefeuille de prêts hypothécaires actuel. Pour gérer son exposition au risque de liquidité, la Fiducie s'assure que la somme i) des montants pouvant être prélevés sur sa ligne de crédit bancaire, ii) du financement qu'elle peut obtenir aux termes d'autres facilités d'emprunt et iii) des remboursements prévus aux termes de son portefeuille de prêts hypothécaires actuel et de ses placements détenus à la juste valeur excède ses besoins projetés (y compris le financement d'avances supplémentaires aux termes des placements hypothécaires existants et nouveaux).

Les créiteurs et charges à payer, dont on s'attend qu'ils soient réglés dans les trois mois suivant la clôture de l'exercice, découlent des charges d'exploitation normales.

Les porteurs de parts de la Fiducie disposent d'un droit limité de racheter leurs parts de la Fiducie, comme il est décrit dans la notice d'offre et au paragraphe 8.15 de la déclaration de fiducie de la Fiducie. Le gestionnaire a le droit de prolonger d'une durée maximale de 180 jours le délai de paiement du rachat des parts des porteurs de parts pour toute période au cours de laquelle le gestionnaire détermine qu'il existe des conditions qui rendent impossible la vente d'actifs de la Fiducie ou qui compromettent la capacité du gestionnaire à déterminer la valeur liquidative de la Fiducie.

Le tableau qui suit présente le calendrier contractuel des flux de trésorerie :

30 septembre 2024	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	D'ici 1 an	Au cours de l'exercice suivant	D'ici 3 à 5 ans	Dans plus de 5 ans
Créiteurs et charges à payer	71 \$	71 \$	71 \$	– \$	– \$	– \$
Distributions à verser	589	589	589	–	–	–
Montant à payer au gestionnaire	1 773	1 773	1 773	–	–	–
Total des passifs contractuels, compte non tenu des passifs liés à la syndication de prêts hypothécaires	2 433 \$	2 433 \$	2 433 \$	– \$	– \$	– \$

1. Au 30 septembre 2024, aucun montant n'était prélevé sur la facilité de crédit (note 8).
2. Les remboursements de principal au titre des passifs liés à la syndication de prêts hypothécaires selon la date d'échéance contractuelle sont présentés à leur montant net dans les placements dans des prêts hypothécaires figurant à la note 4.

Au 30 septembre 2024, la Fiducie avait une position de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de 18 995 \$ (24 140 \$ au 31 décembre 2023) et disposait d'une facilité de crédit inutilisée de 45 000 \$ (45 000 \$ au 31 décembre 2023). Le gestionnaire est d'avis que la Fiducie sera en mesure de financer ses activités au moyen des flux de trésorerie générés par ses activités d'exploitation, ses activités d'investissement et ses facilités de crédit.

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires  
(non audité)

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Période de neuf mois close le 30 septembre 2024

---

## 12. Instruments financiers et gestion du risque (suite)

### c) Risque de marché

Le risque de marché s'entend du risque que la variation des facteurs liés au marché, comme les taux d'intérêt, les taux de change et les autres risques de prix, influent sur le bénéfice de la Fiducie ou sur la juste valeur de ses avoirs en instruments financiers. L'objectif de la gestion du risque de marché consiste à gérer et à maintenir les expositions au risque de marché à l'intérieur de paramètres acceptables tout en optimisant les rendements.

La stratégie de gestion du risque de marché de la Fiducie est dictée par l'objectif de placement de cette dernière, qui consiste à investir dans un portefeuille diversifié de prêts hypothécaires visant des biens immobiliers situés au Canada et aux États-Unis qui préserve le capital et génère des rendements de sorte à permettre à la Fiducie de verser des distributions mensuelles à ses porteurs de parts.

L'exposition de la Fiducie au risque de marché est gérée sur une base régulière par le gestionnaire conformément aux politiques et aux procédures en place.

### i) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier varient par suite de fluctuations des taux d'intérêt en vigueur sur le marché.

L'exposition de la Fiducie au risque de taux d'intérêt découle principalement du rendement de ses placements dans des prêts hypothécaires par rapport à celui de ses sources de financement des prêts hypothécaires. Comme il est décrit à la note 9, les porteurs de parts peuvent demander le rachat par anticipation de leurs parts sur présentation d'un préavis de 30 jours. Une hausse importante des taux d'intérêt pourrait inciter des porteurs de parts à demander le rachat par anticipation de leurs parts, ce qui pourrait entraîner une insuffisance des fonds disponibles pour répondre à ces demandes. La Fiducie gère le risque de taux d'intérêt en investissant généralement dans des prêts hypothécaires à court terme qui portent intérêt à des taux variables dont le plancher est supérieur au taux demandé par les prêteurs de la Fiducie. Par ailleurs, la Fiducie facture une pénalité de 1 % sur les rachats effectués avant le premier anniversaire des parts.

Au 30 septembre 2024, une augmentation ou une diminution de 0,25 % des taux d'intérêt, toutes les autres variables demeurant constantes, aurait entraîné une augmentation ou une diminution d'environ 180 \$ (212 \$ au 31 décembre 2023) du bénéfice de la Fiducie, principalement en raison des produits tirés des dépôts en trésorerie de la Fiducie et de l'accroissement des produits d'intérêts générés par les placements hypothécaires à taux variable, déduction faite de la hausse ou de la baisse des charges d'intérêts attribuable aux facilités de crédit de la Fiducie.

### ii) Risque de change

Le risque de change s'entend du risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux de change. Bien que la monnaie fonctionnelle de la Fiducie soit le dollar canadien, celle-ci investit également dans des prêts hypothécaires qui sont libellés en dollars américains.

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires  
(non audité)

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Période de neuf mois close le 30 septembre 2024

## 12. Instruments financiers et gestion du risque (suite)

### c) Risque de marché (suite)

#### ii) Risque de change (suite)

La Fiducie a pris des mesures pour atténuer l'incidence des fluctuations des taux de change étant donné qu'elle a conclu des contrats de change à terme afin de gérer son exposition aux devises. Au 30 septembre 2024, la Fiducie était partie à des contrats de change à terme lui permettant de vendre un total de 139 100 \$ (138 700 \$ au 31 décembre 2023) en dollars américains.

Les dérivés sur devises sont présentés à la valeur de marché à l'état consolidé résumé intermédiaire de la situation financière. Au 30 septembre 2024, la juste valeur des actifs s'élevait à 514 \$ (3 377 \$ au 31 décembre 2023) et la juste valeur des passifs, à 140 \$ (534 \$ au 31 décembre 2023). La Fiducie conclut ses dérivés sur devises directement auprès d'institutions financières tierces.

Les tableaux qui suivent indiquent la devise à l'égard de laquelle l'exposition de la Fiducie au risque de change était surcouverte au 30 septembre 2024 et au 31 décembre 2023. Ils illustrent également l'incidence potentielle sur l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables d'une appréciation de 5 % du dollar canadien par rapport à l'autre monnaie, toutes les autres variables demeurant constantes.

Augmentation (diminution) en dollars canadiens :

		2024	
Devise	Exposition	Incidence sur l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables	
Dollars américains	8 \$	0 \$	
Pourcentage de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables	0,00 %	0,00 %	

		2023	
Devise	Exposition	Incidence sur l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables	
Dollars américains	449 \$	21 \$	
Pourcentage de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables	0,17 %	0,01 %	

#### iii) Autre risque de prix

L'autre risque de prix s'entend du risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours du marché. La Fiducie est exposée au risque de prix en raison de ses placements détenus à la juste valeur. Ces risques découlent de l'évolution du marché immobilier et pourraient être de nature locale ou nationale. La dégradation de la valeur des biens immobiliers accroît l'exposition de la Fiducie à ces risques. La Fiducie gère son exposition à ces risques en entretenant activement des liens étroits avec les emprunteurs et en surveillant activement tous les prêts. De plus, la Fiducie a diversifié sur le plan géographique son portefeuille de placements dans des prêts hypothécaires afin de gérer ce risque.

# TREZ CAPITAL PRIME TRUST

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires  
(non audité)

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Période de neuf mois close le 30 septembre 2024

---

## 13. Gestion du capital

La Fiducie considère que l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables constitue du capital, ce qui, au 30 septembre 2024, représentait 254 504 \$ (267 006 \$ au 31 décembre 2023).

L'objectif de la Fiducie en matière de gestion du capital consiste à préserver sa capacité de poursuivre son exploitation et à s'assurer de disposer de suffisamment de liquidités pour investir dans des prêts hypothécaires afin de procurer un rendement à ses porteurs de parts. Afin d'obtenir les capitaux supplémentaires nécessaires à l'atteinte de cet objectif, la Fiducie pourrait tenter de mobiliser des fonds supplémentaires en émettant de nouvelles parts.

La Fiducie, par l'entremise de son gestionnaire, gère la structure de son capital et y apporte des ajustements au besoin en fonction des fonds dont elle dispose ainsi que de l'utilisation de sa ligne de crédit afin de continuer à investir dans des placements dans des prêts hypothécaires et dans d'autres placements. La stratégie de placement du gestionnaire consiste toujours à préserver le capital des investisseurs tout en offrant un flux de produits d'intérêts constant.

La Fiducie n'est pas assujettie à des exigences externes en matière de capital autres que celles décrites à la note 8 et, en ce qui a trait à l'émission, au rachat ou à la revente de ses parts rachetables, elle n'est assujettie à aucune autre restriction d'ordre juridique que celles prévues aux termes de sa convention de fiducie.

## 14. Engagements et éventualités

Dans le cours normal de ses activités, la Fiducie pourrait éventuellement être partie à des litiges et à des réclamations découlant de ses investissements dans des placements hypothécaires et dans d'autres placements. Au besoin, la direction comptabilise des provisions appropriées au titre des comptes connexes.

Bien qu'il ne soit pas possible d'estimer avec exactitude l'ampleur des coûts et des pertes éventuels, le cas échéant, la direction est d'avis que l'issue de ces éventualités n'aurait pas une incidence défavorable significative sur l'état consolidé résumé intermédiaire de la situation financière de la Fiducie. L'estimation de la Fiducie fait appel à une part importante de jugement étant donné que la responsabilité de la Fiducie, le cas échéant, n'a pas encore été déterminée et que, par conséquent, les montants connexes pourraient varier de manière significative à l'avenir si la situation venait à changer.

## CERTIFICAT DE LA FIDUCIE ET DU PROMOTEUR

Le texte qui précède ne contient aucune fausse déclaration d'un fait important et n'omet pas d'énoncer un fait important qui doit être énoncé ou qui est nécessaire pour empêcher qu'une déclaration faite soit fausse ou trompeuse dans les circonstances dans lesquelles elle a été faite.

La présente notice d'offre ne contient aucune information fausse ou trompeuse.

DATÉE EN VIGUEUR de ce 31<sup>e</sup> jour de janvier 2025.

**Trez Capital Prime Trust**

**Par son gestionnaire et promoteur, Trez Capital Fund Management Limited Partnership,  
par son commandité, Trez Capital Fund Management (2011) Corporation**

*"John Maragliano"*

\_\_\_\_\_  
(Signé) John Maragliano  
Co-chef de la direction, chef de la direction  
financière et administrateur

**Au nom des administrateurs de Trez Capital (2011) Corporation,  
le commandité de Trez Capital Limited Partnership**

*"Morley Greene"*

\_\_\_\_\_  
(Signé) Morley Greene  
Administrateur

*"John Maragliano"*

\_\_\_\_\_  
(Signé) John Maragliano  
Administrateur

**Au nom des administrateurs de Trez Capital Fund  
Management (2011) Corporation, le commandité de Trez Capital  
Fund Management Limited Partnership**

*"Morley Greene"*

\_\_\_\_\_  
(Signé) Morley Greene  
Administrateur

*"John Maragliano"*

\_\_\_\_\_  
(Signé) John Maragliano  
Administrateur